**DOSSIER STANDARD DE PASSATION DE MARCHES**

**Demande de Propositions**

**Marchés de Travaux**

**Conception - Construction**

**(Appel à Propositions en une seule étape, après Sélection initiale)**

(lorsque le mécanisme de disqualification de la Banque **S’APPLIQUE** pour la non-observance des obligations EAS/HS)



**Juillet 2023**

Ce document est protégé par le droit d'auteur.

Ce document ne peut être utilisé et reproduit qu'à des fins non-commerciales. Toute utilisation commerciale, y compris, sans que cette liste soit limitative, la revente, l’exigence de paiement pour y avoir accès, pour le redistribuer, ou pour effectuer des travaux dérivés tels que des traductions non officielles basées sur ce document n'est pas autorisée.

**Révisions**

**Juillet 2023**

La présente révision **consolide** ce qui se trouvait dans des DTPM distincts, c’est-à-dire respectivement avant le Cadre Environnemental et Social (CES) et après le CES, avec des parties pertinentes marquées pour guider l’utilisation.

Cette révision exige que le proposant retenu soumette le **Formulaire de Divulgation des Bénéficiaires Effectifs** conformément aux exigences du DDP.

De plus, cette révision comprend des dispositions visant à gérer les risques liés à la cybersécurité, applicables aux marchés dont on a évalué qu’ils présentaient des risques potentiels ou réels en matière de cybersécurité.

Le présent DTPM a pris en compte la réimpression de 2022 avec des modifications des « Conditions Générales » qui font partie des « Conditions de Marché pour les installations et la conception-construction d’installations électriques et mécaniques et pour les travaux de construction conçus par l’Entrepreneur (« Livre jaune ») Deuxième édition 2017 », publiées par la Fédération Internationale des Ingénieurs – Conseils (FIDIC).

**Janvier 2021**

Cette version comprend des dispositions visant à refléter la disqualification par la Banque des entrepreneurs et de sous-traitant qu’ils proposent, le cas échéant, des attributions de marchés financés par la Banque. Les dispositions sur la disqualification pour la passation de marchés de Travaux utilisant ce DTPM s’appliquent aux Projets évalués à haut risque en termes d’Exploitation et Abus Sexuels (EAS) et/ou de Harcèlement Sexuel (HS).

**Décembre 2019**

Cette révision incorpore des modifications visant à renforcer les dispositions ES, y compris sur la prévention de l’Exploitation et des Abus Sexuels (EAS) et du Harcèlement Sexuel (HS).

Des améliorations rédactionnelles ont également été apportées.

Préface

Ce Document Type de Passation de Marchés (DTPM) pour les Travaux (Conception et Construction) a été préparé par la Banque mondiale.

Le présent DTPM est applicable pour la passation des marchés de Travaux (Conception - Construction) financés par la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) ou par l’Association Internationale de Développement (IDA) dans le cadre de projets pour lesquels l’Accord de Financement se réfère au *Règlement de Passation des Marchés applicable aux Emprunteurs de FPI*.

Ce DTPM est à utiliser dans le cas d’une procédure de mise en concurrence internationale utilisant la méthode de sélection de Demande de Proposition (DP) en une seule étape après une Sélection Initiale. Si, à la suite de la Stratégie de Passation de Marchés pour le Développement du Projet (SPMDP), un processus en deux étapes serait plus approprié, le DTPM correspondant à un processus en deux étapes devrait être appliqué. Les deux DTPM supposent qu’une sélection initiale a été effectuée, ce qui devrait être normalement le cas pour la méthode de sélection de DP. Si le SPMDP pour des raisons justifiées (dans des circonstances spécifiques) n’a pas identifié le besoin d’entreprendre une sélection initiale, les dispositions de ces DTPM devraient être modifiées en conséquence.

Un document distinct de Sélection Initiale Standard pour la Conception - Construction a été publié avec ce DTPM.

Cette révision **consolide** ce qui se trouvait dans des DTPM distincts, c’est-à-dire respectivement avant le CES et après le CES, avec des parties pertinentes marquées pour guider l’utilisation.

Le DTPM comprend des exigences obligatoires selon lesquelles le proposant retenu doit soumettre le **Formulaire de Divulgation des Bénéficiaires Effectifs** conformément aux exigences de la demande de propositions.

De plus, cette révision comprend des dispositions visant à gérer les risques liés à la cybersécurité, à appliquer aux marchés dont on a évalué qu’ils présentent des risques potentiels ou réels en matière de cybersécurité.

Le présent DTPM a pris en compte la réédition de 2022 des « Conditions Générales » qui font partie des « Conditions de Marché applicables aux Projets d’Equipements et de Conception-Construction (pour les travaux électriques et mécaniques et pour les travaux de bâtiment et de génie civil conçus par l’entrepreneur) « Livre Jaune » Seconde édition 2017 » publié par la Fédération Internationale des Ingénieurs - Conseils (FIDIC). Un exemplaire original de la publication FIDIC, c’est-à-dire « Conditions de Marché applicables aux Projets d’Equipements et de Conception-Construction» Deuxième édition 2017, réédition de 2022, doit être obtenu auprès de la FIDIC.

Les circonstances dans lesquelles une telle approche de passation de marché de travaux est justifiée doivent être documentées, par exemple : (i) lorsque la portée des travaux est complexe et innovante par nature, (ii) le besoin d’innovation dans la conception est primordial, (iii) le Maître d’Ouvrage n’est pas certain que sa propre conception, le cas échéant, soit la meilleure solution ou n’a pas la capacité et /ou les ressources nécessaires pour concevoir en interne, et le recrutement d’un consultant en conception spécialisée a été envisagée et estimée non justifié, ou (iv) la concurrence entre les proposants initialement sélectionnés pour la conception est justifiée en raison des avantages de bénéficier d’une meilleure technologie et de coûts de cycle de vie inférieurs.

Il est important que, dans le cadre de la planification de la passation des marchés, le Maître d’Ouvrage considère les avantages, les limites, les risques et les attributs potentiels de l’approche Conception Construction qu’il prenne une décision éclairée quant à savoir si l’utilisation conception construction sera bénéfique. Il convient d’accorder attention à l’efficacité et la capacité du Maître d’Ouvrage en matière de passation et de gestion de marchés, la réponse potentielle du marché; le temps total estimé requis pour que le Maître d’Ouvrage effectue le processus de passation de marchés; ainsi qu’à la capacité technique existante du Maître d’Ouvrage et à l’assistance professionnelle requise éventuellement.

Quelques-uns des avantages de l’approche Conception - Construction sont: (i) la réduction des délais (temps nécessaire pour engager un consultant en conception et pour préparer la conception technique) pour lancer le processus d’appel d’offres pour la passation de marchés de Travaux; (ii) une responsabilité unique; la conception et la construction sont effectuées par le même entrepreneur, et (iii) l’Entrepreneur peut apporter des solutions créatives qui optimisent la conception.

Quelques-unes des limites de l'approche "Conception - Construction " par rapport au fait d'avoir des contrats séparés pour la conception et la construction sont (i) le Maître d'Ouvrage n'a pas la capacité d'évaluer objectivement et correctement les différences entre les solutions proposées par les Proposants (le risque peut être réduit en s'assurant que le comité d'évaluation dispose de l'expertise appropriée), (ii) le Maître d'Ouvrage peut perdre en partie le contrôle du processus de conception : généralement (mais pas toujours) l’entrepreneur CC bénéficie d'une certaine flexibilité dans la sélection des technologies de process appropriées, et (iii) l’Entrepreneur est incitéé à exécuter le marché plus vite et de reduire les coût – ce qui peut conduire à réduire la qualité des matériaux et de leur mise en oeuvre.

Le Maître d’Ouvrage doit effectuer les tâches de première ligne nécessaires pour fournir des informations techniques et contractuelles adéquates aux Proposants. Par exemple : (i) une description suffisamment détaillée des résultats attendus du projet pour permettre au Proposant de comprendre pleinement la portée et les coûts du marché ; (ii) des informations suffisamment détaillées pour que les Proposants puissent comprendre la nature et l’étendue des principaux risques du projet sur lesquels le Proposant peut raisonnablement se fier pour établir ses prix et prendre d’autres décisions commerciales ; et (iii) prévoir dans la demande de propositions des critères d’évaluation suffisamment détaillés qui mettent clairement l’accent sur les aspects prioritaires. Ces tâches peuvent inclure, le cas échéant, la spécification des exigences de performance / fonctionnelles / structurelles de base, des conditions contractuelles, des informations de base géotechniques / environnementales / sociales/ hydrologiques, des investigations, des permis / consentements qui ont été obtenus ou qui sont nécessaires, etc.

Ce DTPM s’applique aux projets financés par la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) et l’Association internationale de Développement (IDA) lorsque l’Accord juridique fait référence au Règlement sur la Passation des Marchés.

Pour toutes questions relatives à ce DTPM, ou pour obtenir des informations sur la passation des marchés dans le cadre de projets financés par la Banque mondiale, s’adresser à :

Chief Procurement Officer

The World Bank

1818 H Street, N.W.

Washington, D.C. 20433 U.S.A.

http ://www.worldbank.org

**Dossier Type de Passation de Marché**

**Sommaire**

**Avis de Demande de Propositions – (ADP)**

**Avis de Demande de Propositions, destiné aux Candidats initialement sélectionnés.**

Ce DPM traite d’un processus en une étape, avec deux enveloppes, après la Sélection initiale des Candidats. Le modèle ci-joint est l’Avis Spécifique de Passation de Marchés pour une Demande de Propositions adressée aux Proposants Initialement Sélectionnés les invitant à remettre une Proposition Technique et une Proposition Financière en deux enveloppes distinctes.

**PARTIE 1–PROCÉDURES DE DEMANDE DE PROPOSITIONS**

## Section I. Instructions aux Proposants (IP)

Cette Section fournit aux proposants les informations utiles pour préparer leurs propositions. Elle est basée sur un processus de passation de marchés en une étape. Elle comporte aussi des renseignements sur le dépôt, l’ouverture des plis et l’évaluation des propositions, et sur l’attribution des marchés**. Les dispositions figurant dans cette Section I ne doivent pas être modifiées.**

## Section II. Données particulières de Demande de Propositions (DPDP)

Cette Section énonce les dispositions propres à chaque passation de marché, qui complètent les informations ou conditions figurant à la Section I, Instructions aux Proposants.

## Section III. Critères d’évaluation et de qualification

Cette Section indique les critères à utiliser pour déterminer la proposition évaluée la plus avantageuse.

## Section IV. Formulaires de Proposition

Cette Section contient les modèles des formulaires à remplir par le Proposant pour la préparation de sa Proposition.

## Section V. Pays Eligibles

Cette Section contient les renseignements concernant les pays éligibles.

**Section VI. Fraude et Corruption**

Cette Section contient les dispositions concernant la Fraude et la Corruption applicables à la procédure de Demande de Propositions.

**PARTIE 2– EXIGENCES DU MAITRE D’OUVRAGE**

**Section VII. Exigences du Maître d’Ouvrage**

Cette section doit contenir une description de la spécification fonctionnelle et / ou de performance des ouvrages à concevoir et à construire. Il doit présenter, le cas échéant, un énoncé des normes requises concernant les matériaux, les équipements, les fournitures et le travail à fournir.

Les exigences du Maître d’Ouvrage doivent également inclure les exigences environnementales et sociales (ES).

**PARTIE 3– CONDITIONS DU MARCHE ET FORMULAIRES**

**Section VIII. Cahier des Clauses administratives générales (CCAG)**

Cette section fait référence aux « Conditions générales » qui font partie des Conditions de Marché applicables aux Projets d’Equipements et de Conception-Construction (pour les travaux électriques et mécaniques et pour les travaux de bâtiment et de génie civil conçus par l’entrepreneur) « Livre Jaune » Seconde édition 2017, réédition de 2022, publiées par la Fédération Internationale Des Ingénieurs - Conseils (FIDIC)

**Section IX. Cahier des Clauses administratives particulières (CCAP)**

Cette section comprend les conditions particulières du Marché comprenant : la Partie A - Données du Marché ; la Partie B - Dispositions spéciales, la Partie C - Fraude et Corruption ; et la Partie D - Indicateurs de performance des dispositions environnementales et sociales (ES). Le contenu de cette section complète les conditions générales et doit être préparé par le Maître d’Ouvrage.

## Section X. Formulaires du Marché

Cette section contient le modèle de **Lettre de Notification de l’Attribution** etle modèled’**Acte d’Engagement** et autres formulaires pertinents.

Avis de Demande de Propositions

**Travaux**

**(Conception - Construction)**

(Après une sélection initiale)

**Maître d’Ouvrage :** *[insérer le nom du Maître d’Ouvrage]*

**Projet :** *[insérer le nom du Projet]*

**Intitulé du Marché :** *[insérer le titre du marché]*

**Pays :** *[insérer le nom du Pays]*

**N° du Prêt/Don/Crédit :** *[insérer le numéro du financement]*

**N° Appel à Propositions :** *[insérer le numéro de Demande de Propositions]*

**Émis le** : *[insérer la date de mise à la disposition des Proposants]*

**A Nom et adresse du Candidat(i) retenu suite à la Sélection initiale**

Messieurs, Mesdames,

1. Le *[insérer le nom de l’Emprunteur/Bénéficiaire/Récipiendaire]* *[a reçu/a sollicité/à l’intention de solliciter]* un financement de Banque Mondiale pour financer *[insérer le nom du Projet],* et à l’intention d’utiliser une partie de ce *[prêt/crédit/don]* pour effectuer des paiements au titre du Marché *[insérer le nom du Marché][[1]](#footnote-2) [[2]](#footnote-3). [Insérer le cas échéant :* « Pour ce Marché, l’Emprunteur effectuera les paiements en recourant à la méthode de décaissement par Paiement Direct, comme définie dans les Directives de la Banque Mondiale applicables aux Décaissements dans le cadre de Financements de Projets d’Investissement »]
2. Le *[insérer le nom de l’Agence d’exécution]* sollicite des offres fermées de la part de candidats éligibles initialement sélectionnés pour fournir *[insérer une brève description des Ouvrages Conception - Construction][[3]](#footnote-4)*.

*[insérer les noms des candidats initialement sélectionnés]*

1. La procédure sera conduite par mise en concurrence internationale en recourant à une Demande de Propositions (DP) telle que définie dans le « Règlement applicable aux Emprunteurs – Passation des Marchés dans le cadre de Financement de Projets d’Investissement *[insérer la date du Règlement applicable comme indiqué dans l’accord de financement]* de la Banque Mondiale (« le Règlement de Passation des Marchés »), et ouverte à tous les Proposants éligibles initialement sélectionnés.
2. Les Proposants éligibles initialement sélectionnés peuvent obtenir des informations auprès de *[insérer le nom de l’Agence ; insérer les noms et adresse courriel du responsable][[4]](#footnote-5)* et prendre connaissance du dossier de Demande de Propositions à l’adresse mentionnée ci-dessous *[spécifier l’adresse]* de *[insérer les heures d’ouverture][[5]](#footnote-6)*.
3. Le Dossier de Demande de Propositions en *[insérer la langue]* peut être acheté par tout Proposant éligible initialement sélectionné en formulant une demande écrite à l’adresse ci-dessous contre un paiement[[6]](#footnote-7) non remboursable de *[insérer le montant en monnaie nationale]* ou *[insérer le montant dans une monnaie convertible].* La méthode de paiement sera *[insérer la forme de paiement][[7]](#footnote-8).* Le document sera adressé par *[insérer le mode d’acheminement[[8]](#footnote-9)].*
4. Un processus de DP en une étape, deux enveloppes sera utilisé, et la Proposition comportera : (i) la Partie Technique, sans référence aux prix ; et (ii) la Partie Financière, telle que détaillée dans le Dossier de Demande de Propositions. Les Parties Techniques et Financières de la >Proposition seront remises simultanément dans deux enveloppes distinctes.
5. La Proposition, tant la Partie Technique que la Partie Financière, doit être remise à l’adresse ci-dessous *[indiquer l’adresse à la fin de la présente DP]* au plus tard le *[insérer l’heure et la date]*. La passation électronique de marché sera *[ne sera pas]* autorisée. Les propositions tardives seront rejetées. La Partie Technique des Propositions sera ouverte publiquement en présence des représentants désignés des Proposants et de toute personne qui choisit d’y assister à l’adresse ci-dessous *[indiquer l’adresse à la fin de la présente DP]* le *[insérer l’heure et la date].* La Partie Financière restera non ouverte et sera conservée en lieu sûr par le Maître d’Ouvrage jusqu’à la deuxième ouverture publique de la Partie Financière, après l’évaluation de la Partie Technique des Propositions.
6. Les Propositions doivent être accompagnées d’ : *[insérer « Une Garantie de Proposition » ou « une Déclaration de Garantie de Proposition » selon le cas]* d’un montant de : *[insérer le montant et la monnaie dans le cas d’une Garantie de Proposition][[9]](#footnote-10)*
7. Les Propositions doivent être accompagnées d’une Déclaration relative à l’Exploitation et aux Abus Sexuels (EAS) et/ou au Harcèlement Sexuel (HS).
8. Veuillez noter que le Règlement de Passation des Marchés exige que l’Emprunteur divulgue les informations sur les [propriétaires effectifs](http://context.reverso.net/traduction/francais-anglais/des+b%C3%A9n%C3%A9ficiaires+effectifs) du Proposant attributaire, dans le cadre de l’avis de Notification d’Attribution de Marché, en renseignant le Formulaire de divulgation [des bénéficiaires effectifs](http://context.reverso.net/traduction/francais-anglais/des+b%C3%A9n%C3%A9ficiaires+effectifs) inclus dans le Dossier de DP.
9. Veuillez confirmer, dans les meilleurs délais, par écrit la réception de cette lettre par courrier électronique ou par télécopie. Si vous n'avez pas l'intention de soumettre une Proposition, nous vous serions reconnaissants de nous en informer par écrit dans les meilleurs délais.
10. L’(les) adresse(s) à laquelle (auxquelles) il est fait référence ci-dessus est(sont) : *[insérer la (les) adresses détaillée(s)]*

*[Insérer le nom du bureau]*

*[Insérer le nom et la position du représentant]*

*[Insérer l’adresse postale et/ou l’adresse en indiquant la rue, le code postal, la ville et le pays]*

*[Insérer le numéro de téléphone, ainsi que le code pays et ville]*

*[Insérer l’adresse courriel]*

*[Insérer le site internet]*

**Dossier de Demande de   
Propositions**

**Travaux   
(Conception - Construction)**

***(Procédure en une étape, après une Sélection initiale)***

**Passation du marché de :**

*[Insérer l’identification des Travaux]*

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Maître d’Ouvrage :** *[insérer le nom de l’Agence d’Exécution]*

**Projet :** *[insérer le nom du Projet]*

**Intitulé du Marché :** *[insérer le nom du marché]*

**Pays :** *[insérer le nom du pays]*

**N° du Prêt / Crédit / Don :** *[insérer le numéro de référence du financement]*

**N° Demande de Propositions :** *[insérer le numéro de la DP]*

**Émis le** : *[insérer la date de mise à disposition des Proposants]*

Table des Matières

[PARTIE 1 : PROCEDURES DE DEMANDE DE PROPOSITIONS 2](#_Toc138920202)

[Section I. Instructions aux Proposants 3](#_Toc138920203)

[Section II. Données particulières de demande de propositions (DPDP) 35](#_Toc138920204)

[Section III. Critères d’évaluation et de qualification 75](#_Toc138920205)

[Section IV. Formulaires de Propositions 83](#_Toc138920206)

[Section V. Pays éligibles 143](#_Toc138920207)

[Section VI. Règles de la Banque en matière de Fraude et Corruption 144](#_Toc138920208)

[PARTIE 2 EXIGENCES DU MAITRE D’OUVRAGE 147](#_Toc138920209)

[Section VII. EXIGENCES DU MAITRE D’OUVRAGE 148](#_Toc138920210)

[PARTIE 3 CONDITIONS DU MARCHE ET FORMULAIRES DU MARCHE 169](#_Toc138920211)

[Section VIII. Cahier des Clauses administratives générales (CCAG) 170](#_Toc138920212)

[Section IX. Cahier des Clauses administratives Particulières (CCAP) 171](#_Toc138920213)

[Section X. Formulaires du Marché 233](#_Toc138920214)

PARTIE 1 : PROCEDURES DE DEMANDE DE PROPOSITIONS

Section I. Instructions aux Proposants

# Table des matières

[A. Généralités 5](#_Toc138920322)

[1. Objet du Marché 5](#_Toc138920323)

[2. Origine des fonds 6](#_Toc138920324)

[3. Fraude et Corruption 6](#_Toc138920325)

[4. Proposants éligibles 7](#_Toc138920326)

[5. Matériaux, Equipement et Services éligibles 9](#_Toc138920327)

[B. Contenu du Dossier de Demande de Propositions 9](#_Toc138920328)

[6. Sections du Dossier de Demande de Propositions 9](#_Toc138920329)

[7. Eclaircissements apportés au Dossier de Demande de Propositions, visite du site et réunion préparatoire 10](#_Toc138920330)

[8. Modifications apportées au Dossier de Demande de Propositions 11](#_Toc138920331)

[9. Frais de préparation des propositions 11](#_Toc138920332)

[10. Contacter le Maître d’Ouvrage 12](#_Toc138920333)

[11. Langue de la proposition 12](#_Toc138920334)

[C. Préparation des Propositions 12](#_Toc138920335)

[12. Documents constitutifs de la Proposition 12](#_Toc138920336)

[13. Lettre de Proposition et Annexes 14](#_Toc138920337)

[14. Propositions techniques variantes 14](#_Toc138920338)

[15. Prix de la Proposition 14](#_Toc138920339)

[16. Monnaies de la Proposition 16](#_Toc138920340)

[17. Documents attestant de la qualification du Proposant 16](#_Toc138920341)

[18. Documents attestant de la conformité des Ouvrages 16](#_Toc138920342)

[19. Garantie de Proposition 17](#_Toc138920343)

[20. Période de validité des Propositions 19](#_Toc138920344)

[21. Forme et signature des Propositions 19](#_Toc138920345)

[D. Dépôt des Propositions 20](#_Toc138920346)

[22. Dépôt, Cachetage et marquage des Propositions 20](#_Toc138920347)

[23. Date et heure limites de dépôt des Propositions 21](#_Toc138920348)

[24. Propositions hors délai 21](#_Toc138920349)

[25. Retrait, substitution et modification des Propositions 21](#_Toc138920350)

[E. Ouverture Des Propositions – Parties techniques 22](#_Toc138920351)

[26. Ouverture des Parties techniques par le Maitre d’Ouvrage 22](#_Toc138920352)

[F. Evaluation des Propositions – Dispositions Générales 23](#_Toc138920353)

[27. Confidentialité 23](#_Toc138920354)

[28. Éclaircissements concernant les Propositions 24](#_Toc138920355)

[29. Divergences, Réserves et Omissions 24](#_Toc138920356)

[G. Evaluation des Parties Techniques des Propositions 24](#_Toc138920357)

[30. Détermination de la Conformité des Parties techniques 24](#_Toc138920358)

[31. Evaluation des Parties techniques 25](#_Toc138920359)

[32. Évaluation de la qualification du Proposant 25](#_Toc138920360)

[33. Notification de l’évaluation des Parties techniques 25](#_Toc138920361)

[H. Ouverture des Parties financières 26](#_Toc138920362)

[34. Ouverture publique des Parties financières lorsque MOF ou négociations ne sont pas applicables 26](#_Toc138920363)

[35. Ouverture des Parties financières lorsque MOF ou négociations sont applicables 27](#_Toc138920364)

[I. Evaluation des Parties financières 27](#_Toc138920365)

[36. Non-conformité, mineures 27](#_Toc138920366)

[37. Correction des erreurs arithmétiques 28](#_Toc138920367)

[38. Conversion en une seule monnaie 28](#_Toc138920368)

[39. Marge de préférence 28](#_Toc138920369)

[40. Évaluation des propositions financières 29](#_Toc138920370)

[41. Proposition anormalement basse 29](#_Toc138920371)

[42. Proposition déséquilibrée ou avec concentration de paiement au début 30](#_Toc138920372)

[J. Evaluation combinée des Parties techniques et financières 30](#_Toc138920373)

[43. Evaluation combinée des Parties technique et financière 30](#_Toc138920374)

[44. Meilleure Offre Finale (MOF) 30](#_Toc138920375)

[45. Proposition la plus Avantageuse 31](#_Toc138920376)

[46. Négociations 31](#_Toc138920377)

[47. Droit du Maître d’Ouvrage d’accepter l’une quelconque des Propositions et de rejeter une ou toutes les Propositions 31](#_Toc138920378)

[48. Période d’Attente 31](#_Toc138920379)

[49. Notification de l’Intention d’Attribution 31](#_Toc138920380)

[K. Attribution du marché 32](#_Toc138920381)

[50. Critères d’Attribution 32](#_Toc138920382)

[51. Notification de l’Attribution du Marché 32](#_Toc138920383)

[52. Débriefing par le Maître d’Ouvrage 33](#_Toc138920384)

[53. Signature du Marché 33](#_Toc138920385)

[54. Garantie de Bonne Exécution 34](#_Toc138920386)

[55. Réclamation concernant la Passation de Marché 34](#_Toc138920387)

Section I - Instructions aux Proposants

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | A. Généralités | | | |
| 1. Objet du Marché | 1.1 Le Maître d’Ouvrage, tel qu’il est indiqué dans les **DPDP**, émet le présent Dossier de Demande de Propositions (DDP) pour la Conception et la la Construction des Ouvrages, comme spécifiés à la Section VII, Exigences du Maître d’Ouvrage. Le nom, le numéro d’identification et le nombre de lots faisant l’objet de la Demande de Propositions (DP) figurent dans les **DPDP**.  1.2 Sauf mention contraire, les définitions et interprétations tout au long de ce DDP sont celles présentées dans la Section VIII – Cahier des Clauses administratives générales.  1.3 Dans le présent Dossier de Demande de Propositions :   1. Le terme « **par écrit** » signifie communiqué sous forme écrite (par courrier postal, courriel, télécopie, incluant si cela est indiqué dans les **DPDP**, la distribution ou la remise par le canal du système d’achat électronique utilisé par le Maître d’Ouvrage) avec accusé de réception ; 2. Si le contexte l’exige, le **singulier** désigne le **pluriel**, et vice versa ; 3. Le terme « **jour**» désigne un jour calendaire, sauf s’il est indiqué qu’il s’agit de « jour ouvrable ». Un jour ouvrable est un jour de travail officiel de l’Emprunteur, à l’exclusion des jours fériés officiels de l’Emprunteur ; 4. Le terme "**Ouvrages**" fait référence aux travaux faisant l'objet du présent dossier de demande de propositions, à exécuter dans le cadre d'un Marché de conception - construction ; 5. «**ES**» signifie environnemental et social (y compris l'Exploitation et les Abus sexuels (EAS), et le Harcèlement sexuel (HS)); 6. L’expression « **Exploitation et Abus Sexuels (EAS**) » englobe les significations ci-après :   L’« **Exploitation Sexuelle** » (ES), définie comme le fait d'abuser ou de tenter d'abuser d'un état de vulnérabilité, de pouvoir différentiel ou de confiance à des fins sexuelles, incluant, mais sans y être limité, le fait de profiter monétairement, socialement ou politiquement de l’exploitation sexuelle d’une autre personne;  Les « **Abus Sexuels** » (AS), définis comme toute intrusion physique ou menace d’intrusion physique de nature sexuelle, soit par force ou sous des conditions inégales ou par coercition ;   1. Le « **Harcèlement Sexuel** » (HS) est défini comme toute avance sexuelle importune, toute demande de faveurs sexuelles ou tout autre comportement verbal ou physique à connotation sexuelle par le Personnel de l’Entrepreneur à l’égard d’autres personnels de l’Entrepreneur ou du Maître d’Ouvrage ; 2. L’expression « **Personnel de l’Entrepreneur** » est définie à la sous-clause 1.1.16 du CCAG ; et 3. L’expression « **Personnel du Maître d’Ouvrage** » est définie à la sous-clause 1.1.32 du CCAG.   Une liste non-exhaustive de : (i) comportements qui constituent l’EAS ; et (ii) comportements qui constituent le HS, est jointe dans le formulaire du Code de Conduite de la Section IV. | | | |
| 1. Origine des fonds | 2.1 L’Emprunteur ou le Bénéficiaire (ci-après dénommé « l’Emprunteur »), dont le nom figure dans les **DPDP,** a sollicité ou obtenu un financement (ci-après dénommé « les fonds » de la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement ou de l’Association internationale de Développement (ci-après dénommée la « Banque »), d’un montant spécifié dans les **DPDP**, en vue de financer le projet indiqué dans les **DPDP**. L’Emprunteur a l’intention d’utiliser une partie des fonds pour effectuer des paiements autorisés au titre du Marché pour lequel le présent appel à propositions est lancé.  2.2 La Banque n’effectuera les paiements qu’à la demande de l’Emprunteur, après avoir approuvé lesdits paiements, conformément aux articles et conditions de l’accord de financement intervenu entre l’Emprunteur et la Banque (ci-après dénommé « l’Accord de financement »). Ces paiements seront soumis à tous égards aux clauses et conditions dudit Accord de financement. L’Accord de financement interdit tout retrait du Compte de prêt destiné au paiement de toute personne physique ou morale, ou de toute importation de fournitures, matériels, équipement ou matériaux lorsque, ledit paiement, ou ladite importation, tombe sous le coup d’une interdiction prononcée par le Conseil de Sécurité de l’Organisation des Nations Unies, au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Aucune partie autre que l’Emprunteur ne peut se prévaloir de l’un quelconque des droits stipulés dans l’Accord de financement ni prétendre détenir une créance sur les fonds provenant du financement. | | | |
| 1. Fraude et Corruption | 3.1 La Banque exige le respect de ses Directives en matière de lutte contre la Fraude et la Corruption, et ses règles et procédures de sanctions applicables, telles qu’établies par le régime de Sanctions du Groupe Banque mondiale, comme indiqué dans la Section VI.  3.2 Aux fins d’application de ces dispositions, les Proposants devront permettre et faire en sorte que leurs agents (qu’ils soient déclarés ou non) leurs sous-traitants, consultants, prestataires de services, fournisseurs, et leur personnel, permettent à la Banque et à ses agents d’examiner les comptes, pièces comptables, relevés et autres documents relatifs à toute procédure de sélection initiale, de préqualification, de remise des offres, remise de proposition, et d’exécution des marchés (en cas d’attribution), et de les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la Banque. | | | |
| 1. Proposants éligibles | 4.1 Un Proposant peut-être une entreprise privée ou publique (sous réserve des dispositions de **l’article 4.6 des IP**) ou un groupement d’entreprises (GE) au titre d’un accord existant ou tel qu’il ressort d’une intention de former un tel accord supporté par une lettre d’intention et un projet d’accord de groupement. En cas de GE tous les partenaires le constituant seront solidairement responsables pour l’exécution de la totalité du Marché conformément à ses termes. Le GE désignera un Mandataire avec pouvoir de représenter valablement tous ses partenaires durant l’appel à propositions, et en cas d’attribution du Marché à ce GE, durant l’exécution du Marché. A moins que le **DPDP** n’en dispose autrement, le nombre des participants au GE n’est pas limité.  4.2 Les Proposants ne doivent pas être en situation de conflit d’intérêt et ceux dont il est déterminé qu’ils sont dans une telle situation seront disqualifiés. Sont considérés comme pouvant avoir un tel conflit avec l’un ou plusieurs intervenants au processus d’Appel à propositions les Proposants dans les situations suivantes :   1. Les Proposants placés directement ou indirectement sous le contrôle de la même entreprise ; ou 2. Les Proposants qui reçoivent directement ou indirectement des subventions l’un de l’autre ; ou 3. Les Proposants qui ont le même représentant légal dans le cadre du présent Appel à propositions ; ou 4. Les Proposants qui entretiennent entre eux directement ou par l’intermédiaire d’un tiers, des contacts leur permettant d’avoir accès aux informations contenues dans leurs propositions ou de les influencer ; ou 5. Les Proposants ou l’une des firmes auxquelles ils sont affiliés qui ont fourni des services de conseil pour la préparation des spécifications, plans, calculs et autres documents pour les travaux qui font l’objet de la présente Demande de Propositions ; ou 6. Le Proposant qui a lui-même, ou l’une des firmes auxquelles il est affilié, a été recruté ou doit l’être par l’Emprunteur ou le Maître d’Ouvrage, pour effectuer la supervision ou le contrôle en tant qu’ingénieur pour la mise en œuvre du contrat ; ou 7. Le Proposant qui fournit des biens, des travaux ou des services autres que des services de consultant qui font suite ou sont liés directement aux services de conseil fournis pour la préparation ou l’exécution du Projet mentionné au l’article **2.1** **des IP**, qu’il avait lui-même fournis ou qui avaient été fournis par toute autre entreprise qui lui est affiliée et qu’il contrôle directement ou indirectement ou qui le contrôle ou avec laquelle il est soumis à un contrôle commun ; ou 8. Les Proposants qui entretiennent une étroite relation d’affaires ou de famille avec un membre du Personnel de l’Emprunteur (ou du personnel de l’entité d’exécution du Projet ou d’un bénéficiaire d’une partie du financement) : (i) qui intervient directement ou indirectement dans la préparation du Dossier de Demande de Propositions ou des Spécifications du Marché, et/ou dans le processus d’évaluation des Propositions ; ou (ii) qui pourrait intervenir dans l’exécution ou la supervision de ce même Marché, sauf si le conflit qui découle de cette relation a été réglé d’une manière satisfaisante pour la Banque pendant le processus de sélection et l’exécution du marché.   4.3 Une entreprise Proposant (à titre individuel ou en tant que partenaire d’un Groupement) ne doit pas participer dans plus d’une Proposition en tant que Proposant ou partenaire d’un groupement (à l’exception de variantes éventuellement permises). Une telle participation d’un Proposant à plusieurs propositions provoquera la disqualification de toutes les propositions auxquelles il aura participé. Toutefois, une entité qui n’est ni un Proposant ni un partenaire de GE peut figurer en tant que sous-traitant dans plusieurs Propositions.  4.4 Sous réserve des dispositions de l’article **4.8 des IP**, un Proposant, ainsi que les entités qui le constituent, peut avoir la nationalité de tout pays. Un Proposant sera réputé avoir la nationalité d'un pays donné s’il y est constitué en société, ou enregistré, et soumis à son droit, tel qu’il ressort de ses statuts ou documents équivalents et de ses documents d'enregistrement. Ce critère s’appliquera également à la détermination de la nationalité des sous-traitants et fournisseurs du Marché, y compris pour les Services y afférant.  4.5 Un Proposant ayant fait l’objet d’une sanction prononcée par la Banque, en vertu des Directives de la Banque en matière de lutte contre la Fraude et la Corruption, et en conformité avec les politiques et sanctions applicables telles que prévues dans le régime de Sanctions du Groupe Banque mondiale, et décrites à la Section VI, paragraphe 2.2 d, sera inéligible pour être pré-qualifié, initialement sélectionné, pour soumettre une offre ou une proposition ou pour se voir attribuer un contrat financé par la Banque ou recevoir un bénéfice quelconque (qu’il soit d’ordre financier ou autre) d’un tel contrat pour la période que la Banque aura déterminée. La liste des exclusions est disponible à l’adresse électronique mentionnée dans les **DPDP.**  4.6 Les établissements publics du pays du Maître d’Ouvrage sont admis à participer à la condition qu‘ils puissent établir à la satisfaction de la Banque (i) qu’ils jouissent de l’autonomie juridique et financière, (ii) qu’ils sont régis par les règles du droit commercial, et (iii) qu’ils ne se trouvent pas sous la supervision ou la tutelle du Maître d’Ouvrage.  4.7 Le Proposant ne devra pas faire l’objet d’une exclusion temporaire par le Maître d’Ouvrage au titre d’une Déclaration de garantie de Soumission ou de Proposition.  4.8 Les entreprises et les personnes en provenance des pays énumérés à la Section V sont inéligibles à la condition que : (a) la loi ou la réglementation du pays de l’Emprunteur interdise les relations commerciales avec le pays de l’entreprise, sous réserve qu’il soit établi à la satisfaction de la Banque que cette exclusion n’empêche pas le jeu efficace de la concurrence effective pour la fourniture de biens ou la passation de marchés de travaux ou de services requis dans le présent Appel à propositions; ou (b) si, en application d’une décision prise par le Conseil de Sécurité des Nations Unies au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, le pays de l’Emprunteur interdit toute importation de fournitures en provenance du pays de l’entreprise ou tout paiement aux personnes physiques ou morales dudit pays. Si le marché doit être exécuté dans plusieurs pays (et plusieurs pays constituent l’Emprunteur ou sont impliqués dans la procédure d’appel d’acquisition), l’exclusion d’une entreprise ou d’un individu en application de l’article **4.8 (a**) **IP** ci-dessus par l’un des pays concernés pourra s’appliquer à la présente procédure avec l’accord de la Banque et des Emprunteurs concernés.  4.9 Le Proposant doit fournir tout document que le Maître d’Ouvrage peut raisonnablement exiger, établissant à la satisfaction du Maître d’Ouvrage qu’il continue d’être admis à concourir.  4.10 Une entreprise tombant sous le coup d’une sanction par l’Emprunteur l’excluant de ses marchés sera admise à participer au présent processus, à moins que, à la demande de l’Emprunteur, la Banque ne détermine que l’exclusion : (a) est en relation avec la fraude et la corruption, et (b) a été prononcée dans le cadre d’une procédure judiciaire ou administrative équitable à l’égard de l’entreprise. | | | |
| 1. Matériaux, Equipement et Services éligibles | 5.1 Les matériaux, équipements et services à fournir au titre du marché peuvent avoir leur origine dans tout pays en conformité avec les dispositions de la section V, Pays éligibles, et toutes les dépenses prévues au contrat ne seront pas contraires à ces restrictions. À la demande du Maître d’Ouvrage, les Proposants peuvent être tenus de fournir la preuve de l'origine des matériaux, équipements et services. | | | |
| B. Contenu du Dossier de Demande de Propositions | | | |
| 1. Sections du Dossier de Demande de Propositions | | * 1. Le Dossier de Demande de Propositions (DDP) comprend toutes les Parties 1, 2 et 3 comprenant les sections dont la liste figure ci-après. Il doit être interprété à la lumière de tout Additif éventuellement émis conformément à **l’article 8 des IP**. | |
|  | | **PARTIE 1 : Procédures de demande de Proposition**  Section I. Instructions aux Proposants (IP)  Section II. Données particulières de la Demande de Propositions (DPDP)  Section III. Critères d’évaluation et de qualification  Section IV. Formulaires de Propositions  Section V. Pays Eligibles  Section VI. Fraude et Corruption  **PARTIE 2 : Exigences du Maître d’Ouvrage**  Section VII. Exigences du Maître d’Ouvrage  **PARTIE 3 : Conditions du Marché et formulaires**  Section VIII. Cahier des Clauses administratives générales (CG)  Section IX. Cahier des Clauses administratives particulières (CP)  Section X. Formulaires du Marché | |
|  | | * 1. L’avis d’appel à propositions adressé par le Maître d’Ouvrage ne fait pas partie du DDP.   6.3 Le Maître d’Ouvrage ne peut être tenu responsable vis-à-vis des Proposants de l’intégrité du DDP, des réponses aux demandes de clarifications, du compte rendu de la réunion préparatoire précédant le dépôt des propositions (le cas échéant) et des Additifs au DDP conformément à l’article **8 des IP**, s’ils n’ont pas été obtenus directement auprès de lui. En cas de contradiction, les documents directement issus du Maître d’Ouvrage feront foi.  6.4 Le Proposant doit examiner l’ensemble des instructions, formulaires, conditions et spécifications figurant dans le DDP. Il lui appartient de fournir tous les renseignements et documents demandés dans le DDP. | |
| 1. Eclaircissements apportés au Dossier de Demande de Propositions, visite du site et réunion préparatoire | | 7.1 Un Proposant souhaitant des éclaircissements sur les documents doit contacter le Maître d’Ouvrage, par écrit, à l’adresse du Maître d’Ouvrage indiquée dans les **DPDP** ou soumettre ses requêtes durant la réunion préparatoire éventuellement prévue selon les dispositions de l’article **7.4 des IP**. Le Maître d’Ouvrage répondra par écrit à toute demande d’éclaircissements reçue dans le délai spécifié dans les **DPDP** avant la date limite de dépôt des propositions. Il adressera sa réponse (indiquant la question posée mais sans mention de l’auteur) à tous les candidats éventuels qui auront obtenu le DDP en conformité avec l’article **6.3 des IP**. Si les **DPDP** le prévoient, le Maître d’Ouvrage publiera également sa réponse sur le site internet identifié dans les **DPDP**. Au cas où le Maître d’Ouvrage jugerait nécessaire de modifier le DDP à la suite des éclaircissements fournis, il le fera conformément à la procédure stipulée à l’article **8 des IP**. | |
|  | | 7.2 Il est conseillé au Proposant de visiter et d’inspecter le site des travaux et ses environs et d’obtenir par lui-même, et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent être nécessaires pour la préparation de la proposition et la signature d’un marché pour l’exécution des Ouvrages. Les coûts liés à la visite du site sont à la charge du Proposant.  7.3 Le Maître d’Ouvrage autorisera le Proposant et ses employés ou agents à entrer dans ses locaux et sur ses terrains aux fins de ladite visite, mais seulement à la condition expresse que le Proposant, ses employés et agents dégagent le Maître d’Ouvrage, ses employés et agents, de toute responsabilité pouvant en résulter et les indemnisent si nécessaire, et qu’ils demeurent responsables des accidents mortels ou corporels, des pertes ou dommages matériels, coûts et frais encourus du fait de cette visite.  7.4 Lorsque les **DPDP** le prévoient, le représentant que le Proposant aura désigné est invité à assister à une réunion préalable à la proposition et/ou à une visite des lieux indiqués dans les **DPDP**. L’objet de la réunion est de clarifier tout point et répondre aux questions qui pourraient être soulevées à ce stade. Le fait qu’un proposant n’assiste pas à la réunion préparatoire à l’établissement des propositions, ne constituera pas un motif de rejet de sa proposition.  7.5 Il est demandé au Proposant, autant que possible, de soumettre toute question par écrit, de façon qu’elle parvienne au Maître d’Ouvrage au moins une semaine avant la réunion préparatoire.  7.6 Le compte-rendu de la réunion, incluant le texte des questions posées et des réponses données, y compris les réponses préparées après la réunion, sera transmis sans délai à tous les Proposants ayant acquis le Dossier de Demande de Propositions conformément à l’article **6.3 des IP**. Toute modification des documents de Demande de Propositions qui pourrait s’avérer nécessaire à l’issue de la réunion préparatoire sera faite par le Maître d’Ouvrage en publiant un Additif conformément aux dispositions de l’article **8 des IP**, et non par le canal du compte-rendu de la réunion préparatoire. | |
| 1. Modifications apportées au Dossier de Demande de Propositions | | 8.1 Le Maître d’Ouvrage peut, à tout moment, avant la date limite de remise des propositions, modifier le DDP en publiant un Additif.  8.2 Tout Additif publié sera considéré comme faisant partie intégrante du DDP et sera communiqué par écrit à tous ceux qui ont obtenu le DDP directement du Maître d’Ouvrage conformément à l’article **6.3 des IP**. Le Maître d’Ouvrage publiera immédiatement l’Additif sur le site internet identifié à l’article **7.1 des IP**.  8.3 Afin de laisser aux proposants éventuels un délai raisonnable pour prendre en compte l’Additif dans la préparation de leurs propositions, le Maître d’Ouvrage peut, à sa discrétion, reporter la date limite de remise des propositions conformément à l’article **23.2 des IP.** | |
| 1. Frais de préparation des propositions | | 9.1 Le Proposant supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de sa proposition, et le Maître d’Ouvrage n’est en aucun cas responsable de ces frais ni tenu de les régler. | |
| 1. Contacter le Maître d’Ouvrage | | 10.1 Entre le moment où les Propositions seront ouvertes et celui où le Marché sera attribué, si un Proposant souhaite entrer en contact avec le Maître d’Ouvrage pour des motifs ayant trait à sa Proposition, il devra le faire par écrit.  10.2 Toute tentative faite par un Proposant pour influencer le Maître d’Ouvrage lors de l’examen, de l’évaluation, de la comparaison des Propositions ou lors de la décision d’attribution peut entraîner le rejet de sa Proposition. | |
| 1. Langue de la proposition | | 11.1 Sauf disposition contraire dans le **DDP**, la Proposition ainsi que la correspondance et tous les documents concernant la Proposition échangés entre le Proposant et le Maître d’Ouvrage seront rédigés dans la langue française. Les documents complémentaires et les brochures fournis par le Proposant peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d’être accompagnés d’une traduction dans la langue de la Proposition des passages pertinents, auquel cas, et aux fins d’interprétation de la Proposition, la traduction fera foi. | |
| C. Préparation des Propositions | | | |
| 1. Documents constitutifs de la Proposition | | | 12.1 La Proposition présentée doit obligatoirement comporter deux Parties à savoir la Partie technique. et la Partie financière. Ces deux Parties doivent être soumises simultanément dans deux enveloppes fermées distinctes (processus de demande de propositions en une seule étape, à deux enveloppes). Une première enveloppe doit contenir seulement les informations relatives à la Partie technique, et une seconde enveloppe doit contenir la Partie financière. Ces deux enveloppes distinctes seront placées dans une enveloppe extérieure distincte et scellée portant mention « Proposition originale ».  12.2 La Partie technique soumise par le Proposant doit comprendre les éléments suivants :   1. La Lettre de Proposition –Partie technique, préparée conformément à l’article **13 des IP** ; 2. Une garantie de proposition ou une déclaration de garantie de proposition conformément à l’article **19 des IP** ; 3. Proposition variante - Partie technique, si la présentation de variantes est autorisée, conformément aux dispositions de l’article **14 des IP** ; 4. la confirmation écrite de l’habilitation du signataire de la proposition à engager le Proposant, conformément aux dispositions de l’article **21.1 des IP ;** 5. des pièces attestant que le Proposant continue à être éligible et à posséder les qualifications nécessaires pour exécuter le Marché si sa Proposition est retenue ; 6. Une description de la méthode de réalisation, du matériel, du personnel et toute autre information décrite dans la Section IV, Formulaires de Proposition 7. Les documents établis conformément à l’article **18 des IP** apporteront la preuve que les travaux proposés par le Proposant dans sa Proposition sont conformes au DDP ; 8. une description détaillée des divergences dans sa Proposition technique par rapport aux exigences du DDP ; 9. la proposition présentée par un GE devra inclure soit une copie de l’Accord de GE liant tous les membres du GE, soit une lettre d’intention de constituer un tel GE signée par tous les membres du GE et assortie d’un projet d’accord indiquant les parties des travaux à réaliser par les différents membres ; 10. La liste des sous-traitants en conformité avec l’article **18.3 des IP** ; 11. La Déclaration relative à l’Exploitation et aux Abus Sexuels (EAS) et/ou au Harcèlement Sexuel (HS) en utilisant le formulaire de la Section V, Formulaires de Soumission ;et 12. Tout autre document stipulé dans les **DPDP**.   12.3La Partie financière soumise par le Proposant doit comprendre les éléments suivants :   1. La **Lettre de Proposition –Partie financière**, préparée conformément à l’article **13 des IP** ; 2. Les bordereaux des prix (Programme d’activités chiffré) préparés conformément aux articles **15 et 16 des IP** ; 3. Proposition variante - Partie financière, si la présentation de variantes est autorisée, conformément aux dispositions de l’article **14 des IP** ; 4. Le Proposant fournira dans sa Lettre de Proposition les informations sur les commissions et gratifications, le cas échéant, payées ou à payer à des agents ou à toute autre partie se rapportant à la Proposition ; et 5. Tout autre document stipulé dans les **DPDP**.   12.4 La Partie technique ne doit contenir aucune information financière liée au prix de la Proposition. Lorsque des informations financières importantes sur le prix de la Proposition figurent dans la Partie technique, la Proposition sera déclarée non conforme.  12.5 Le Proposant doit fournir dans la Lettre de Proposition - Partie technique trois noms des membres potentiels du CPRD et joindre leur curriculum vitae. La liste des membres potentiels du CPRD proposée par le Maître d’Ouvrage (Données du Marché 21.1) et par le Proposant (Lettre de Proposition) sera soumise à la non-objection de la Banque. |
| 1. Lettre de Proposition et Annexes | | | 13.1 Le Proposant doit remplir la Lettre de Proposition - Partie technique et la Lettre de Proposition - Partie financière en utilisant les formulaires appropriés fournis à la Section IV, Formulaires de Proposition. Les formulaires doivent être remplis sans aucune modification du texte. Aucun autre format ne sera accepté, à l'exception de ce qui est prévu à l'article **21.3 des IP**. Toutes les rubriques doivent être remplies de manière à fournir les informations demandées. |
| 1. Propositions techniques variantes | | | 14.1 Proposition variante – Partie technique : un Proposant qui souhaite proposer une Proposition technique variante doit : (i) documenter que la proposition variante proposée bénéficie au Maître d’Ouvrage, qu’elle remplit les objectifs principaux du marché, et qu’elle satisfait aux performances de base et aux critères techniques spécifiés dans le DDP et (ii) fournir en outre toutes les informations nécessaires à l’évaluation technique complète de la solution variante par le Maître d’Ouvrage, y compris les dessins pertinents, les calculs de conception, les spécifications techniques, la méthode de construction proposée et d'autres détails pertinents.  14.2 Proposition variante – Partie financière : Le Proposant qui soumet la proposition technique variante fournit toutes les informations nécessaires à une évaluation financière complète de la solution variante par le Maître d’Ouvrage, y compris un sous-détail des prix tenant compte de la solution variante technique proposée et de la manière et dans les détails préconisés dans les bordereaux des prix et taux (le cas échéant) inclus dans la Section IV - Formulaires de Proposition.  14.3 Seules les variantes techniques, le cas échéant, du Proposant présentant la Proposition la plus avantageuse conforme aux critères techniques et de performance de base spécifiés dans le dossier de Demande de Propositions seront considérées par le Maître d’Ouvrage. |
| 1. Prix de la Proposition | | | 15.1 Sauf disposition contraire dans les **DPDP**, le Proposant doit établir un prix pour l'ensemble des Ouvrages sur la base d’une « responsabilité unique », de sorte que le prix total forfaitaire de la Proposition, couvre toutes les obligations de l’Entrepreneur mentionnées dans le DDP ou qui en découlent en ce qui concerne la conception, la fabrication, y compris les achats et la sous-traitance (le cas échéant), la livraison, la construction et la réalisation des Ouvrages et de maintenance des Ouvrages selon les Conditions du Marché. Ceci inclut toutes les exigences sous les responsabilités de l’Entrepreneur en matière d’essais, et de mise en service (le cas échéant) et, si cela est demandé dans le DDP, d’acquisition de tous les permis, approbations et licences, etc. ; les services d'exploitation, de maintenance et de formation et tous autres éléments et services spécifiés dans le DDP, le tout conformément aux exigences des Conditions générales.  15.2 Le Proposants détaillera les prix de la manière et dans les détails indiqués dans le Programme des Activités et Sous-Activités chiffré de la Section IV, Formulaires de Proposition, en précisant, le cas échéant, les sous-détails de prix des activités. Le total des prix des éléments figurant dans le Programme d’Activités chiffré constitue l’offre du Proposant pour réaliser les travaux selon le principe de « responsabilité unique ». Le coût de tous les éléments que le Proposant aurait pu omettre est réputé être compris dans le prix des autres éléments du Programme des Activités et Sous-Activités et ne sera pas payé séparément par le Maître d’Ouvrage.  15.3 Les prix seront soit fermes, soit révisables, comme précisé dans les **DPDP**.  15.4 Dans le cas de **prix fermes**, les prix fournis par le Proposant seront des prix fixes pendant l’exécution du marché par le Proposant et ne seront sujets à aucune variation sous aucun motif. Une proposition présentée avec un prix révisable sera considérée comme non conforme et sera écartée.  15.5 Dans le cas de **prix révisables**, les prix fournis par le Proposant seront révisables pendant l’exécution du marché pour refléter les changements dans le coût des éléments, conformément aux procédures spécifiées dans l’Annexe correspondante de l’Acte d’Engagement. Une Proposition présentée avec un prix fixe ne sera pas rejetée, mais la révision de prix sera considérée comme égale à zéro. Le Proposant sera tenu d’indiquer l’origine des indices applicables pour la main-d’œuvre et les matériaux dans le formulaire correspondant de la Section IV, Formulaires de Propositions.  15.6 **L’article 1.1 des IP** peut prévoir que l’appel à propositions soit lancé pour un seul marché (lot unique) ou pour un groupe de marchés (lots). Les Proposants désirant offrir une réduction de prix en cas d’attribution de plus d’un lot spécifiera les réductions applicables à chaque lot ou à chaque marché du groupe de lots et la manière dont la réduction s’appliquera. **Cependant, les rabais conditionnels pour l’attribution de plus d’un lot ne seront pas considérés aux fins de l’évaluation des Propositions.**  15.7 Un Proposant souhaitant offrir un éventuel rabais inconditionnel devra l’indiquer dans la Lettre de Proposition, ainsi que la manière dont le rabais s’appliquera.  15.8 Tous les droits, taxes et autres redevances payables par l’Entrepreneur en vertu du Marché ou pour toute autre raison à la date située vingt-huit (28) jours avant la date limite de soumission des Propositions, doivent être inclus dans le prix de la Proposition présenté par le Proposant. |
| 1. Monnaies de la Proposition | | | 16.1 Les monnaies de la Proposition et les monnaies de règlement seront identiques et doivent être telles que spécifiées dans les **DPDP**.  16.2 Le Maître d’Ouvrage peut demander au Proposant de justifier, à la satisfaction du Maître d’Ouvrage, ses besoins en monnaies nationale et étrangères et de justifier que les montants indiqués dans le Programme des Activités et des sous-activités chiffré et figurant dans le tableau des données de révision dans les Annexes à la Proposition sont raisonnables, auquel cas un détail des besoins en monnaie étrangère doit être fournie par le Proposant. |
| 1. Documents attestant de la qualification du Proposant | | | 17.1 Conformément à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification, pour établir que le Proposant continue de satisfaire aux critères de qualification utilisés au moment de la sélection initiale, le Proposant fournira des informations à jour sur tout aspect de l'évaluation ayant changé depuis la sélection initiale, y compris le statut de disqualification relative à l’Exploitation et Abus Sexuels (EAS) / Harcèlement Sexuel (HS).  17.2 Si une marge de préférence s'applique conformément à l’article **39.1 des IP**, les Proposants du pays du Maître d’Ouvrage, individuellement ou en groupement, demandant à bénéficier de la préférence doivent fournir toutes les informations nécessaires pour satisfaire aux critères d'éligibilité spécifiés conformément l’article **39.1 des IP**.  17.3 Tout changement dans la structure ou la formation d'un Proposant après avoir été initialement sélectionné et invité à soumettre ue Proposition (y compris, dans le cas d'un groupement, tout changement dans la structure ou la formation d'un membre et tout changement dans un Sous-Traitant spécialisé) doit être : soumis à l'approbation écrite du Maître d’Ouvrage avant la date limite de soumission des Propositions. Cette approbation sera refusée si (i) un Proposant propose de s’associer à un candidat disqualifié ou, en cas de groupement disqualifié, à l’un de ses membres; (ii) à la suite du changement, le Proposant ne remplit plus les critères de qualification énoncés dans les documents de Sélection initiale pour l’essentiel; (iii) ne fait plus partie de la liste des candidats initialement sélectionnés à la suite de la réévaluation de la demande par le Maître d’Ouvrage conformément aux critères énoncés dans les documents de sélection initiale; ou (iv) de l'avis du Maître d’Ouvrage, le changement peut entraîner une réduction importante de la concurrence. Tout changement de ce type devrait être soumis au Maître d’Ouvrage au plus tard quatorze (14) jours après l'Avis de Demande de Propositions. |
| 1. Documents attestant de la conformité des Ouvrages | | | 18.1 Conformément à l’article **12.2 (f) des IP**, le Proposant doit fournir, dans sa Proposition, les documents établissant la conformité aux documents du DDP des Ouvrages qu'il propose de concevoir et de construire dans le cadre du Marché.  18.2 La preuve documentaire de la conformité des Ouvrages avec les documents du DDP peut prendre la forme de documentation, de dessins et de données, et doit comprendre :  (a) les documents spécifiés à la Section IV (Formulaires de Proposition) - Proposition technique ;  (b) une description détaillée des caractéristiques techniques et fonctionnelles / de performance essentielles des Ouvrages proposés, en réponse aux exigences du Maître d’Ouvrage; et  (c) des preuves suffisantes démontrant la conformité des Ouvrages aux exigences du Maître d’Ouvrage. Les proposants noteront que les normes de fabrication, de matériaux et d'équipement définies par le Maître d’Ouvrage dans le DDP ne sont que descriptives (établissant des normes de qualité et de performance) et non restrictives. Le Proposant peut substituer d'autres normes, dans sa Proposition technique, à condition qu'il démontre à la satisfaction du Maître d’Ouvrage que les substitutions sont substantiellement équivalentes ou supérieures aux normes indiquées dans les exigences de performances fonctionnelles spécifiées par le Maître d’Ouvrage.  18.3 Le Proposant est responsable de s'assurer que tout sous-traitant proposé est conforme aux exigences de l’article **4 des IP** et que tous les travaux devant être réalisés par le sous-traitant sont conformes aux exigences des articles **5 et 18.1 des IP**. Le Proposant doit soumettre son Code de Conduite qui réunit les exigences indiquées à la Section IV – Formulaires de Proposition. |
| 1. Garantie de Proposition | | | 19.1 Le Proposant fournira l’original d’une Garantie de Proposition ou d’une Déclaration de Garantie de Proposition, qui fera partie intégrante de sa Proposition, comme requis dans les **DPDP**, sous une forme originale et, dans le cas d’une garantie de Proposition, dans le montant et la monnaie spécifiées dans les **DPDP**.  19.2 La Déclaration de Garantie de Proposition se présentera selon le modèle figurant à la Section IV, Formulaires de Proposition.  19.3 Si une Garantie de Proposition est exigée en application de l’article **19.1 des IP**, elle sera une garantie sur première demande sous l’une des formes ci- après, au choix du Proposant :   1. une garantie inconditionnelle émise par une banque ou une institution financière autre qu’une banque (telle une compagnie d’assurances ou un organisme de caution)*;* 2. un crédit documentaire irrévocable ; 3. un chèque de banque ou un chèque certifié ; ou 4. toute autre garantie mentionnée, le cas échéant, dans les **DPDP** ;   en provenance d’une source reconnue, établie dans un pays éligible. Si une garantie inconditionnelle est émise par une institution financière, autre qu’une banque, située en dehors du pays du Maître d’Ouvrage, l’institution financière émettrice devra avoir une institution financière correspondante dans le pays du Maître d’Ouvrage afin d’en permettre l’exécution, le cas échéant, à moins que le Maître d’Ouvrage n’ait donné son accord par écrit, avant le dépôt de la Proposition, pour qu’une institution financière correspondante dans le pays du Maître d’Ouvrage ne soit pas requise.  19.4 Dans le cas d’une garantie bancaire, la Garantie de Proposition sera établie conformément au formulaire figurant à la Section IV- Formulaires de Propositions, ou dans une autre forme similaire pour l’essentiel et approuvée par le Maître d’Ouvrage avant le dépôt de la Proposition. La Garantie de Proposition demeurera valide pendant vingt-huit jours (28) après l’expiration de la période de validité de la Proposition, y compris si la période de validité de la Proposition est prorogée en application de l’article **20.2 des IP**.  19.5 Si une Garantie de Proposition ou une Déclaration de Garantie de Proposition est requise en application de l’article **19.1 des IP**, toute Proposition non accompagnée d’une Garantie de proposition ou d’une Déclaration de Garantie de Proposition conforme pour l’essentiel sera écartée par le Maître d’Ouvrage comme étant non conforme.  19.6 Si une Garantie de Proposition est spécifiée conformément à l’article **19.1 des IP**, la Garantie de Proposition des Proposants doit être renvoyée aussi rapidement que possible après que le Proposant retenu a signé le Marché, a fourni la Garantie de Bonne Exécution requise, et, si exigée dans les **DPDP**, la Garantie de Performance Environnementale et Sociale (ES).  19.7 La Garantie de Proposition peut être saisie  :   1. si le Proposant retire sa Proposition pendant le délai de validité qu’il aura spécifié dans sa Lettre de Proposition, le cas échéant prorogé par le Proposant ; ou 2. s’agissant du Proposant retenu, si ce dernier : 3. manque à son obligation de signer le Marché en application de l’article **53 des IP** ; ou 4. manque à son obligation de fournir la garantie de bonne exécution en application de l’article **54 des IP**.   19.8 La Garantie de Proposition ou la Déclaration de Garantie de la Proposition d’un GE doit être au nom du GE qui a soumis la Proposition. Si le GE n’a pas été formellement constitué lors du dépôt de la Proposition, la Garantie de Proposition ou la Déclaration de Garantie de la Proposition devra être au nom de tous les futurs partenaires, conformément au libellé de la Lettre d’intention mentionnée à l’article **4.1 des IP***.*  19.9 Si une Garantie de Proposition n’est pas exigée dans les **DPDP** et :  (a) le Proposant retire sa Proposition pendant le délai de validité mentionné dans la Lettre de Proposition le cas échéant prorogé par le Proposant ; ou bien  (b) le Proposant retenu manque à son obligation de :   1. signer le Marché conformément à l’article **53 des IP**, ou 2. fournir la Garantie de bonne exécution, et, si exigé dans les **DPDP**, la Garantie de Performance Environnementale et Sociale (ES), conformément à l’article **54 des IP**,   le Maître d’Ouvrage pourra disqualifier le Proposant de toute attribution de marché par le Maître d’Ouvrage pour la période stipulée dans les **DPDP***.* |
| 1. Période de validité des Propositions | | | 20.1 Les Propositions demeureront valables jusqu’à la date stipulée dans les **DPDP** ou toute date prorogée si modifiée par le Maître d’Ouvrage selon l’article **8 des IP**. Une Proposition valide pour une période plus courte sera écartée par le Maître d’Ouvrage comme non conforme.  20.2 Exceptionnellement, avant l’expiration de la période de validité des propositions, le Maître d’Ouvrage peut demander aux Proposants de prolonger la date de validité jusqu’à une date spécifiée. La demande et les réponses seront par écrit. Le Proposant peut refuser de prolonger la validité de sa Proposition sans perdre sa Garantie de Proposition ou sans faire l’objet de la mise en œuvre de la Déclaration de Garantie de la Proposition. Sous réserves des dispositions de l’article **20.3 des IP**, le Proposant qui consent à une prolongation ne se verra pas demander de modifier sa Proposition ni ne sera autorisé à le faire, mais il devra faire en sorte que le délai de validité de la Garantie de Proposition sera de même prolongée autant qu’il sera nécessaire en conformité avec l’article **19.4 des IP**.  20.3 Dans le cas d’un marché à prix ferme, si l’attribution est retardée de plus de cinquante-six (56) jours au-delà du délai initial de validité de la Proposition selon l’article **20.1 des IP**, le prix du Marché sera actualisé comme indiqué aux **DPDP**. Les Propositions seront évaluées sur la base du Montant de la Proposition sans prendre en considération l’actualisation susmentionnée. |
| 1. Forme et signature des Propositions | | | 21.1 L’original et toutes les copies de la Proposition comprenant les documents tels que décrits à l’article **12 des IP**, seront dactylographiés ou écrits à l’encre indélébile ; ils seront signés par une personne dûment habilitée à signer au nom du Proposant. Cette habilitation consistera en une confirmation écrite comme spécifié dans les **DPDP**, qui sera jointe à la Proposition, conformément à l’article **12.2(d) des IP**. Le nom et le titre de chaque personne signataire de l’habilitation devront être dactylographiés ou imprimés sous la signature. Toutes les pages de la Proposition, à l’exception des publications non modifiées, seront paraphées par la personne signataire de la Proposition.  21.2 La Proposition d’un GE doit être signée par un représentant du GE dûment autorisé à signer au nom du GE, de manière à engager légalement tous les partenaires du GE, et accompagnée d’un pouvoir habilitant le signataire établi par les personnes légalement autorisés à signer pour les partenaires.  21.3 La Proposition ne devra contenir aucun ajout entre les lignes, rature ou surcharge, sauf s’il s’agit de rectifier des erreurs commises par le Proposant, auquel cas toute correction devra être signée ou paraphée par la personne signataire de la Proposition.  21.4 Le Proposant fournira dans le Formulaire de Proposition (Section IV), les informations concernant les commissions ou gratifications, le cas échéant, payées ou à payer à des agents en relation avec la Demande de Propositions et l’exécution du Marché au cas où le Proposant serait l’attributaire. |
| D. Dépôt des Propositions | | | |
| 1. Dépôt, Cachetage et marquage des Propositions | | 22.1 Sauf dans le cas où les **DPDP** indiquent que les Propositions doivent être déposées par voie électronique, la procédure ci-après s’appliquera :   * + 1. Le Proposant remettra sa Proposition en deux enveloppes cachetées, distinctes. Une enveloppe devra contenir la Partie technique, et l’autre enveloppe devra contenir la Partie financière. Ces deux enveloppes seront elles-mêmes placées dans une enveloppe extérieure clairement marquée « PROPOSITION – ORIGINAL ».     2. En outre, le Proposant préparera des copies de la Proposition au nombre indiqué dans les **DPDP.** Les copies de la Proposition-Partie technique seront insérées dans une enveloppe cachetée, comportant la mention « PROPOSITION – COPIES de la PARTIE TECHNIQUE ». Les copies de la Proposition-Partie financière seront insérées dans une enveloppe cachetée, comportant la mention « PROPOSITION – COPIES de la PARTIE FINANCIERE ». Ces deux enveloppes seront elles-mêmes insérées dans une enveloppe extérieure clairement marquée « PROPOSITION – COPIES ». En cas de différences entre les copies et l’original, l’original fera foi.     3. Si des Propositions variantes sont autorisées conformément à l’article **14 des IP**, les Propositions variantes doivent être soumises comme suit: l'original de la Partie technique de la variante doit être inséré dans une enveloppe scellée portant l'indication "Proposition variante - Partie technique" et la Partie financière doivent être insérées dans une enveloppe scellée portant la mention "Proposition variante - Partie financière" et ces deux enveloppes scellées distinctes doivent ensuite insérées dans une enveloppe extérieure scellée portant la mention "Proposition variante - Original", les copies de la Proposition variante étant insérées dans des enveloppes scellées distinctes portant la mention «Proposition variante - Copies de la Partie technique» et «Proposition variante - Copies de la Partie financière», dans une enveloppe extérieure scellée distincte portant la mention «Proposition variante - Copies».   22.2. Les enveloppes intérieures et extérieures doivent :   1. porter le nom et l'adresse du Proposant ; 2. être adressée au Maître d’Ouvrage, à l'adresse indiquée dans les **DPDP, article 23.1 des IP**; et 3. porter le nom du (des) Marché (s), le titre et le numéro de la Demande de Propositions, comme spécifié dans les **DPDP**, pour l’article **1.1 des IP**, ainsi que la déclaration «Ne pas ouvrir avant le [date et l’heure]», à compléter par l'heure et la date spécifiées dans les **DPDP**, article **23.1 des IP**.   22.3 Si l’enveloppe extérieure n’est pas cachetée et marquée comme le requièrent les articles **22.1 et 22.2 des IP**, le Maître d’Ouvrage ne pourra être tenu responsable si la Proposition est égarée ou ouverte prématurément. | |
| 1. Date et heure limites de dépôt des Propositions | | 23.1 Les Propositions doivent être reçues par le Maître d’Ouvrage à l’adresse spécifiée au plus tard à l’heure et à la date indiquées **dans les DPDP**. Les Proposants ont la possibilité de soumettre leurs propositions par voie électronique si cela est spécifié **dans les DPDP**.  23.2 Le Maître d’Ouvrage peut, à sa discrétion, reporter la date limite de remise des Propositions en modifiant le DDP en application de l’article **8.3 des IP**, auquel cas, tous les droits et obligations du Maître d’Ouvrage et des Proposants régis par la date limite antérieure seront régis par la nouvelle date limite. | |
| 1. Propositions hors délai | | 24.1 Toute Proposition reçue par le Maître d’Ouvrage après la date et l’heure limites de dépôt des Propositions conformément à l’article **23 des IP** sera déclarée hors délai, écartée et renvoyée au Proposant sans avoir été ouverte. | |
| 1. Retrait, substitution et modification des Propositions | | 25.1 Le Proposant peut retirer, remplacer, ou modifier sa Proposition après l’avoir déposée, par voie de notification écrite, dûment signée par un représentant habilité, assortie d’une copie de l’habilitation en application de l’article **21.1 des IP** (à l’exception d’une notification de retrait qui ne nécessite pas de copie). La Proposition modifiée ou la Proposition de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Toutes les notifications doivent être :   1. préparées et délivrées en application des articles **21 et 22 des IP** (sauf pour ce qui est des notifications de retrait qui ne nécessitent pas de copies). Par ailleurs, les enveloppes doivent porter clairement, selon le cas, la mention « PROPOSITION--RETRAIT », « PROPOSITION- REMPLACEMENT (« Partie technique » et/ou « Partie financière »)», ou « PROPOSITION --MODIFICATION (« Partie technique » et/ou « Partie financière »)» ; et 2. reçues par le Maître d’Ouvrage avant la date et l’heure limites de dépôt des Propositions conformément à l’article **23 des IP**. | |
| E. Ouverture Des Propositions – Parties techniques | | | |
| 1. Ouverture des Parties techniques par le Maitre d’Ouvrage | | 26.1 Sous réserve des dispositions figurant aux articles **24 et 25 des IP**, le Maître d’Ouvrage procédera à l’ouverture en public de la Partie technique des Propositions en présence des représentants des Proposants et de toute autre personne qui souhaite être présente, à la date, à l’heure et à l’adresse indiquées dans les **DPDP**. Les procédures spécifiques à l’ouverture de propositions électroniques, si de telles dispositions sont prévues, seront détaillées dans les **DPDP.**  26.2 Dans un premier temps, les enveloppes marquées « PROPOSITION--RETRAIT » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l’enveloppe contenant la Proposition correspondante sera renvoyée au Proposant sans avoir été ouverte. Le retrait d’une Proposition ne sera pas autorisé si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander le retrait et n’est pas lue à haute voix en séance ;  26.3 Ensuite, les enveloppes marquées « PROPOSITION- REMPLACEMENT (Partie technique) » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle Proposition – Partie technique correspondante substituée à la précédente, qui sera renvoyée sans avoir été ouverte au Proposant. Le remplacement d’une Proposition ne sera pas autorisé si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et n’est pas lue à haute voix en séance d’ouverture.  26.4 Puis, les enveloppes marquées « PROPOSITION --MODIFICATION (Partie technique) » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec la Proposition correspondante. La modification d’une Proposition ne sera pas autorisée si la notification correspondante ne contient pas une habilitation valide du signataire à demander la modification et n’est pas lue à haute voix en séance d’ouverture.  26.5 Ensuite, toutes les enveloppes restantes marquées « PROPOSITION - PARTIE TECHNIQUE » seront ouvertes l’une après l’autre. Toutes les enveloppes marquées « PROPOSITION - PARTIE FINANCERE » demeureront cachetées et seront conservées par le Maître d’Ouvrage dans un lieu sécurisé jusqu’à ce qu’elles soient ouvertes le moment venu, en séance publique, après l’évaluation de la Partie technique des Propositions. Lors de l’ouverture des enveloppes marquées « PARTIE TECHNIQUE » le nom du Proposant sera annoncé à haute voix, ainsi que la mention éventuelle d’une modification, de toute variante éventuelle, l’existence d’une Garantie de Proposition si elle est exigée ou d’une Déclaration de Garantie de Proposition, et tout autre détail que le Maître d’Ouvrage peut juger utile de mentionner.  26.6 Seules les Parties techniques des Propositions et les Parties techniques des Propositions variantes, le cas échéant, qui auront été ouvertes et annoncées à haute voix en séance d’ouverture seront ensuite considérés aux fins de l’évaluation. Le Maître d’Ouvrage ne devra discuter du mérite d'aucune Proposition, ni rejeter aucune des Propositions en séance d’ouverture (à l’exception des Propositions reçues hors délais, en conformité avec l’article **24.1 des IP**).  26.7 Le Maître d’Ouvrage établira un procès-verbal de la séance d’ouverture des plis – Partie technique, qui comportera au minimum : le nom du Proposant et s’il y a retrait, remplacement ou modification de la Proposition. Il sera demandé aux représentants des Proposants présents de signer le procès-verbal d’ouverture des plis. L’absence de la signature des représentants des Proposants ne porte pas atteinte à la validité et au contenu du procès-verbal. Un exemplaire du procès-verbal sera distribué à tous les Proposants ayant remis une Proposition dans les délais et sera publiée en ligne lorsque le dépôt des propositions par voie électronique est permis. | |
| F. Evaluation des Propositions – Dispositions Générales | | | |
| 1. Confidentialité | | | 27.1 Les informations concernant l’évaluation des Parties techniques ne seront divulguées aux Proposants ni à toute autre personne non officiellement concernée par ladite procédure tant que la Notification de l’évaluation des Parties techniques n’aura pas été effectuée conformément à l’article **33 des IP**.  27.2 Les informations relatives à l’évaluation de la Partie Financière, à l’évaluation de la Partie Technique et de la partie financière combinées et à la recommandation d’attribution du marché ne seront pas divulguées aux Proposants ou à toute autre personne non officiellement concernée par ce processus tant que la Notification de l’Intention d’Attribution du Marché n’aura pas été transmise aux Proposants conformément à l’article **49.1 des IS**.  27.2 Toute tentative faite par un Proposant pour influencer le Maître d’Ouvrage lors de l’évaluation des Propositions peut entraîner le rejet de sa Proposition.  27.3 Nonobstant les dispositions des articles **27.1 et 27.2 des IP,** après l’ouverture des Propositions, si un Proposant souhaite entrer en contact avec le Maître d’Ouvrage pour des motifs ayant trait au processus de Demande de Propositions, il devra le faire par écrit. |
| 1. Éclaircissements concernant les Propositions | | | 28.1 Pour faciliter l’examen, l’évaluation, la comparaison des Propositions et la vérification des qualifications des Proposants, le Maître d’Ouvrage a toute latitude pour demander à un Proposant des éclaircissements sur sa Proposition. Aucun éclaircissement apporté par un Proposant autrement qu’en réponse à une demande du Maître d’Ouvrage ne sera pris en compte. La demande d’éclaircissement du Maître d’Ouvrage, comme la réponse apportée, seront formulées par écrit.  28.2 Si le Proposant ne fournit pas les éclaircissements demandés avant la date et l’heure limites indiquées dans la demande d’éclaircissements du Maître d’Ouvrage, sa Proposition pourra se voir rejetée. |
| 1. Divergences, Réserves et Omissions | | | 29.1 Lors de l'évaluation des propositions, les définitions suivantes s'appliquent :   1. Une « divergence » est un écart par rapport aux stipulations du DDP ; 2. Une « réserve » constitue la formulation d’une conditionnalité restrictive, ou la non-acceptation de toutes les exigences du DDP ; et 3. Une « omission » constitue un manquement à fournir en tout ou en partie, les renseignements et documents exigés par le DDP. |
| G. Evaluation des Parties Techniques des Propositions | | | |
| 1. Détermination de la Conformité des Parties techniques | | | 30.1 Le Maître d’Ouvrage examinera les Parties techniques, y compris les éventuelles variantes proposées par le Proposant, afin de déterminer si elles sont complètes, ont été dûment signées et sont généralement en ordre.  30.2 La détermination par le Maître d’Ouvrage de la conformité pour l’essentiel de la Partie technique sera fondée sur le contenu même de la Proposition. Aux fins de cette décision, une Proposition conforme pour l’essentiel est une proposition qui se conforme matériellement aux exigences du DDP, sans divergence, réserve ou omission importante. Une divergence, réserve ou omission importante en est une qui :   1. si elle était acceptée:    * + 1. limiterait de manière importante la portée, la qualité ou les performances des Ouvrages spécifiés dans le Marché ; ou        2. limiterait, d’une manière importante et non conforme au DDP, les droits du Maître d’Ouvrage ou les obligations du Proposant au titre du Marché ; ou        3. si elle était rectifiée, serait préjudiciable aux autres Proposant ayant présenté des Propositions conformes pour l’essentiel.   30.3 Si une Proposition – Partie technique est conforme pour l’essentiel, le Maître d’Ouvrage peut tolérer toute non-conformité ou omission qui ne constitue pas une divergence importante dans la Proposition.  30.4 Lorsqu’une Proposition est conforme pour l’essentiel, le Maître d’Ouvrage peut demander au Proposant de présenter, dans un délai raisonnable, les informations, ou la documentation, nécessaires pour remédier à la non-conformité ou aux omissions mineures constatées dans la Proposition en en comparaison avec la documentation requise par le DDP. |
| 1. Evaluation des Parties techniques | | | 31.1 L’évaluation des Parties techniques par le Maître d’Ouvrage sera effectuée comme spécifié à la Section III, Critères d’Evaluation et de Qualification.  31.2 Les scores à attribuer aux facteurs techniques et aux sous-facteurs sont spécifiés **dans le** **DPDP.** |
| 1. Évaluation de la qualification du Proposant | | | 32.1 Le Maître d’Ouvrage doit s'assurer à sa satisfaction que, sur la base des preuves documentaires mises à jour conformément à **l’IP 12.2(e)**, et de la section III - Critères d'évaluation et de qualification, le Proposant continue d'être qualifié pour exécuter le Marché de manière satisfaisante.  32.2 Avant l’attribution du Marché, le Maître d’Ouvrage vérifiera que le proposant retenu (y compris chaque membre d’un GE) n’est pas disqualifié par la Banque en raison de non-conformité avec les obligations contractuelles de prévention et d’intervention EAS/HS. Le Maître d’Ouvrage effectuera la même vérification pour chaque sous-traitant proposé par le proposant retenu. Si un sous-traitant proposé ne répond pas à l’exigence, le Maître d’Ouvrage exigera du Proposant qu’il propose un sous-traitant de remplacement.  32.3 Seules les Propositions qui, à la fois, sont conformes pour l’essentiel à la DDP et sont remises par des Proposants qualifiés feront l’objet de l’ouverture de l’enveloppe portant la mention « PARTIE FINANCIÈRE » lors de la deuxième ouverture publique. |
| 1. Notification de l’évaluation des Parties techniques | | | 33.1 A l’issue de l’évaluation de la Partie technique des Propositions, le Maître d’Ouvrage fera les notifications ci-après :  (a) Notification par écrit à tout Proposant dont la Proposition a été jugée non-conforme pour l’essentiel aux exigences du DDP, en l’informant comme suit :  (i) le(s) motif(s) pour le(s)quel(s) sa Proposition – Partie technique -- a été jugée non-conforme ;  (ii) son enveloppe marquée « Partie financière » lui sera retournée sans avoir été ouverte à l’issue de l’évaluation des Propositions et après la signature du Marché ;  (b) Simultanément, notification par écrit aux Proposants dont la Proposition a été jugée conforme pour l’essentiel aux exigences du DDP les informant que leur Proposition a été jugée conforme pour l’essentiel aux exigences du DDP ; et  (c) Notification à tous les Proposants en conformité avec l’une des options ci-après :  (i) Option 1 : Dans le cas **où ni la méthode MOF (Meilleure Offre Finale) ni la méthode de négociations ne sont applicables**, la date l’heure et le lieu de l’ouverture publique des enveloppes marquées « Partie financière », ou  (ii) Option 2 : Dans le cas **où la méthode MOF (Meilleure Offre Finale) ou la méthode de négociations** est prévue, conformément aux **DPDP IP 44 et IP 46** respectivement, que (i) les enveloppes marquées « Partie financière », ne seront pas ouvertes en public, mais en la présence d’un Garant de Probité désigné par le Maître d’Ouvrage, et (ii) que l’annonce des noms des Proposants dont la Partie financière sera ouverte et du montant total de leurs Propositions aura lieu lors de la Notification de l’Intention d’Attribution du Marché. |
| H. Ouverture des Parties financières | | | |
| 1. Ouverture publique des Parties financières lorsque MOF ou négociations ne sont pas applicables | | | * 1. Dans le cas où la méthode MOF(Meilleure Offre Finale) ou des négociations ne sont pas applicables comme spécifié dans les **DPDP**, le Maître d’Ouvrage procédera à l’ouverture des Parties financières en présence des représentants désignés des Proposants et de toute personne qui souhaitent y assister. La date d’ouverture ne doit pas être inférieure à dix (10) Jours ouvrables à compter de la date de notification des résultats de l’évaluation technique, décrite dans l’article 44.1 des IP. Toutefois, si le Maître d’Ouvrage reçoit une réclamation sur les résultats de l’évaluation technique dans les dix (10) Jours ouvrables, la date d’ouverture sera assujettie à l’article 55.1 des IP. Chaque enveloppe marquée « Partie financière » sera inspectée afin de confirmer qu’elle est demeurée cachetée et qu’elle n’a pas été ouverte. Ces enveloppes seront ensuite ouvertes par le Maître d’Ouvrage. Le Maître d’Ouvrage annoncera à haute voix le nom du Proposant, le score technique obtenu, ainsi que le prix total de la Proposition, par lot (marché) le cas échéant, y compris tout rabais éventuel, et tout autre détail que le Maître d’Ouvrage peut juger utile de mentionner. Seuls les rabais annoncés à haute voix en séance publique seront ensuite considérés aux fins de l’évaluation. La Lettre de Proposition – Partie financière et les Bordereaux de Prix seront paraphés par les représentants du Maître d’Ouvrage participant à l’ouverture des plis de la manière indiquée dans les **DPDP**.   34.2 Le Maître d’Ouvrage établira un procès-verbal de la séance d’ouverture des Propositions – Partie Financière, qui comportera au minimum :  (a) le nom du Proposant dont la Partie financière a été ouverte,  (b) le prix de la Proposition, par lot le cas échéant, y compris tous rabais.  34.3 Il sera demandé aux représentants des Proposants dont les Parties financières auront été ouvertes de signer ce procès-verbal. L’absence de la signature des représentants des Proposants ne porte pas atteinte à la validité ni au contenu du procès-verbal. Un exemplaire du procès-verbal sera distribué à tous les Proposants. |
| 1. Ouverture des Parties financières lorsque MOF ou négociations sont applicables | | | 35.1 Dans le cas où la méthode MOF (Meilleure Offre Finale) ou la méthode des négociations est prévue dans les **DPDP**, le Maître d’Ouvrage ne procédera pas à l’ouverture publique des Parties financières, mais elles seront ouvertes en la présence d’un Garant de Probité désigné par le Maître d’Ouvrage.  35.2 En séance d’ouverture, chacune des enveloppes marquées « Partie financière » sera inspectée afin de confirmer qu’elle est demeurée cachetée et qu’elle n’a pas été ouverte. Ces enveloppes seront ouvertes par le Maître d’Ouvrage. Le Maître d’Ouvrage enregistrera le nom du Proposant, ainsi que le prix total de la Proposition, par lot (marché) le cas échéant, y compris tout rabais éventuel, et tout autre détail que le Maître d’Ouvrage peut juger utile de mentionner. La Lettre de Proposition – Partie financière et les Bordereaux de Prix seront paraphés par les représentants du Maître d’Ouvrage participant à l’ouverture des plis et par le Garant de Probité.  35.3 Le Maître d’Ouvrage établira un procès-verbal de la séance d’ouverture des Propositions – Partie Financière, qui comportera au minimum :  (a) le nom du Proposant dont la Partie financière a été ouverte,  (b) le prix de la Proposition, par lot le cas échéant, y compris tous rabais, et  (c) le rapport du Garant de Probité portant sur l’ouverture des Parties financières.  35.4 Le Garant de Probité signera le procès-verbal. Le contenu des enveloppes marquées « Partie financière » et le procès-verbal d’ouverture seront conservés en lieu sûr par le Maître d’Ouvrage et ne seront pas divulgués à quiconque jusqu’au moment de la Notification de l’Intention d’Attribution du Marché. |
| I. Evaluation des Parties financières | | | |
| 1. Non-conformité, mineures | | | 36.1 Si une Proposition est conforme pour l’essentiel, le Maître d’Ouvrage rectifiera les non-conformités mineures qui affectent le prix de la Proposition. À cet effet, le prix de la Proposition sera ajusté, uniquement aux fins de comparaison, compte tenu de l’élément ou du composant manquant ou non conforme, en ajoutant la moyenne des prix de l’élément ou composant fournis par les autres Proposants ayant remis des propositions conformes pour l’essentiel. Si le prix de cet élément ou composant ne peut pas être estimé par la prise en compte du prix des autres propositions conformes pour l’essentiel, le Maître d’Ouvrage fera sa propre estimation. |
| 1. Correction des erreurs arithmétiques | | | 37.1 Le Maître d’Ouvrage rectifiera les erreurs arithmétiques sur la base suivante :  (a) **Le Programme des Sous-Activités chiffré** : en cas d'erreur entre le total des montants indiqués dans la colonne "Prix de la sous-activité" et le montant indiqué sous le total pour la sous-activité, le premier prévaut et l second est corrigé en conséquence ;  (b) **Le Programme des Activités** **chiffré** : en cas d'erreur entre le total des montants indiqués dans la colonne du prix de l'activité et le montant indiqué sous le prix total des activités, le premier prévaut et le second est corrigé en conséquence ;  (c) En cas d’erreur entre le total des montants figurant dans le Programme des Sous-Activités et le montant correspondant dans le Programme des prix des Activités, le premier prévaut et le second est corrigé en conséquence;  (d) **Récapitulatif** : en cas d’erreur entre le prix total des activités figurant dans le Programme des Activités chiffré et le montant indiqué dans le **Récapitulatif**, le premier prévaut et le second est corrigé en conséquence ; et  (e) en cas de divergence entre les mots et les chiffres, le montant exprimé en mots prévaudra, sauf si le montant exprimé en mots est entaché d’erreur arithmétique, auquel cas le montant en chiffres l'emporte sous réserve des alinéas a) à d) ci-dessus.  37.2 Il sera demandé au Proposant d’accepter la correction des erreurs arithmétiques. Si le Proposant n’accepte pas les corrections apportées en conformité avec l’article **37.1 des IP**, sa Proposition sera écartée. |
| 1. Conversion en une seule monnaie | | | 38.1 Aux fins d’évaluation et de comparaison, le Maître d’Ouvrage convertira tous les prix des Propositions exprimés dans diverses monnaies en une seule monnaie, comme indiqué dans les **DPDP**. |
| 1. Marge de préférence | | | 39.1 Sauf indication contraire dans le **DPDP**, aucune marge de préférence ne s’applique pour les Proposants[[10]](#footnote-11) du pays du Maître d’Ouvrage. |
| 1. Évaluation des propositions financières | | | 40.1 Pour évaluer la Partie financière des Propositions, le Maître d’Ouvrage procédera comme suit :   1. le prix de la Proposition, en excluant les sommes provisionnelles et, le cas échéant, les provisions pour imprévus figurant dans le Programme d’Activités chiffré mais incluant les Travaux en Régie lorsqu’ils ont été chiffrés de manière compétitive ; 2. les ajustements apportés au prix pour corriger les erreurs arithmétiques en application de l’article **37.1** **des IP** ; 3. les ajustements du prix imputables aux rabais offerts en application de l’article **15.7 des IP** ; 4. les ajustements effectués au titre de la quantification des divergences mineures en application de l’article **36.1 des IP** ; 5. en convertissant le montant résultant des opérations (a), (b) et (c) ci-dessus en une seule monnaie, si nécessaire, conformément aux dispositions de l’article **38.1 des IP** ; et 6. les facteurs d’évaluation indiqués **dans les DPDP** et dont le détail figure à la Section III, Critères d’évaluation et de qualification. |
|  | | | 40.2 Dans le cas où la révision des prix est prévue au titre de l’article **15.5 des IP**, l’effet estimé des dispositions de révision des prix figurant dans les Conditions du Marché, appliquées durant la période d’exécution du Marché, ne sera pas pris en considération lors de l’évaluation de la Proposition.  40.3 Si le présent DDP autorise les Proposants à indiquer séparément leurs prix pour différents lots, et permet au Maître d’Ouvrage d’attribuer un ou plusieurs lots à un plus d’un Proposant, la méthode d’évaluation pour déterminer la combinaison de propositions la plus avantageuse, sera précisée dans la Section III, Critères d’évaluation et de qualification. **Les rabais conditionnés par l’attribution de plus d’un lot ne seront pas pris en compte pour les besoins de l’évaluation de la Proposition.** |
| 1. Proposition anormalement basse | | | 41.1 Une Proposition dont le prix est anormalement bas est une Proposition qui, en tenant compte des autres éléments de la Proposition, apparait si basse qu’elle soulève des préoccupations chez le Maître d’Ouvrage quant à la capacité du Proposant à réaliser le Marché pour le prix proposé.  41.2 S’il considère que la Proposition est d’un prix anormalement bas, le Maître d’Ouvrage pourra demander au Proposant des éclaircissements par écrit, y compris une analyse détaillée du prix en relation avec l’objet du Marché, sa portée, le calendrier de réalisation, la répartition des risques et responsabilités, et toute autre exigence contenue dans le DDP.  41.3 Après avoir vérifié les informations et le détail du prix fournis par le Proposant, dans le cas où le Maître d’Ouvrage établit que le Proposant n’a pas démontré sa capacité à réaliser la Marché pour le prix proposé, il écartera la Proposition. |
| 1. Proposition déséquilibrée ou avec concentration de paiement au début | | | 42.1 Si la Proposition évaluée de moindre coût est fortement déséquilibrée par rapport à l’estimation du Maître d’Ouvrage de l’échéancier de paiement des travaux à exécuter, le Maître d’Ouvrage peut demander au Proposant de fournir des clarifications par écrit. Une telle demande pourra porter sur le détail de prix, pour prouver que les prix de la Proposition sont compatibles avec l’étendue des travaux, les méthodes de construction et le calendrier proposé et toute autre exigence du DDP.  42.2 Après avoir évalué les renseignements fournis, et le détail de prix, le Maître d’Ouvrage pourra :  (a) accepter la Proposition, ou  (b) demander que le montant de la garantie de bonne exécution soit augmenté, aux frais du Proposant, à un niveau n’excédant pas vingt (20) pourcent du Montant du Marché, ou  (c) écarter la Proposition. |
| J. Evaluation combinée des Parties techniques et financières | | | |
| 1. Evaluation combinée des Parties technique et financière | | | 43.1 Lors de l’évaluation des Propositions conformes, le Maître d’Ouvrage prendra en compte des facteurs techniques, en plus des facteurs de coût, en conformité avec la Section III, Critères d’évaluation et de Qualification. Les pondérations affectant les aspects techniques et le coût sont indiqués dans les **DPDP**. Le Maître d’Ouvrage classera les Propositions sur la base du score évalué des Propositions (B). |
| 1. Meilleure Offre Finale (MOF) | | | 44.1 A l’issue de l’évaluation combinée technique et financière des Propositions, si cela est **indiqué dans les** **DPDP**, le Maître d’Ouvrage pourra inviter les Proposants à remettre leur Meilleure Offre Finale (MOF). La procédure correspondante sera **spécifiée dans les** **DPDP** et représentera une ultime opportunité pour les Proposants d’améliorer leur Proposition, sans pour autant modifier les fonctionnalités et les exigences de performance requises. Le Proposant ne sera pas tenu de remettre une MOF. Lorsque la procédure MOF sera utilisée, il n’y aura pas de négociation après la MOF.  44.2 La procédure MOF comprend le recours à deux enveloppes. Le dépôt de MOF, les ouvertures des Parties techniques et des Parties financières, et l’évaluation des Propositions se feront selon la procédure définie ci-avant pour l’évaluation des Parties techniques, des Parties financières et l’évaluation combinée. |
| 1. Proposition la plus Avantageuse | | | 45.1 La Proposition la plus Avantageuse est la Proposition présentée par le Proposant qui satisfait aux conditions de qualifications et dont la Proposition :  (a) est conforme pour l’essentiel au DDP, et  (b) est évaluée comme étant la meilleure Proposition, c’est-à-dire la Proposition obtenant le meilleur score, dans l’évaluation combinée technique et financière. |
| 1. Négociations | | | 46.1 Si cela est **indiqué dans les** **DPDP**, le Maître d’Ouvrage pourra entreprendre des négociations à l’issue de l’évaluation des Propositions, avant l’attribution finale du Marché. La procédure des négociations sera **indiquée dans les** **DPDP**.  46.2 Les négociations seront menées en présence du Garant de Probité désigné par le Maître d’Ouvrage.  46.3 Les négociations pourront porter sur tout aspect du Marché, mais elles ne pourront pas conduire à modifier les fonctionnalités ni les exigences de performance.  46.4 Le Maître d’Ouvrage pourra négocier en premier lieu avec le Proposant ayant présenté la Proposition la plus avantageuse. Si les négociations sont infructueuses, le Maître d’Ouvrage pourra négocier avec le Proposant classé second et ainsi de suite jusqu’à ce qu’un résultat de négociation positif soit obtenu. |
| 1. Droit du Maître d’Ouvrage d’accepter l’une quelconque des Propositions et de rejeter une ou toutes les Propositions | | | 47.1 Le Maître d’Ouvrage se réserve le droit d’accepter ou d’écarter toute Proposition, et d’annuler la procédure de demande de propositions et d’écarter toutes les Propositions à tout moment avant l’attribution du Marché, sans encourir de ce fait une responsabilité quelconque vis-à-vis des Proposants. En cas d’annulation, toutes les propositions déposées, et notamment les garanties de Propositions seront immédiatement retournées aux Proposants. |
| 1. Période d’Attente | | | 48.1 Le Marché ne sera pas attribué avant l’achèvement de la Période d’Attente. La Période d’Attente sera de dix (10) jours ouvrables sous réserve de prorogation en conformité à l’article **52 des IP**. La Période d’Attente commence le lendemain du jour auquel le Maître d’Ouvrage aura transmis à chacun des Proposants (qui n’aura pas été prévenu auparavant que sa Proposition n’aura pas été retenue) la Notification de l’Intention d’Attribution du Marché. Lorsqu’une seule Proposition a été déposée, ou si le marché est en réponse à une situation d’urgence reconnue par la Banque, la Période d’Attente ne sera pas applicable. |
| 1. Notification de l’Intention d’Attribution | | | 49.1 Le Maître d’Ouvrage transmettra à chacun des Proposants (qui n’aura pas été prévenu auparavant que sa Proposition n’aura pas été retenue), la Notification de son Intention d’Attribution du Marché au Proposant retenu. La Notification de l’Intention d’Attribution du Marché doit au minimum contenir les renseignements ci-après :  (a) le nom et l’adresse du Proposant dont Proposition est retenue ;  (b) le Montant du Marché de ce Proposant ;  (c) le score combiné recueilli par la Proposition retenue ;  (d) le nom de tous les Proposants ayant remis une Proposition, et le prix de leurs Propositions tel qu’annoncé lors de l’ouverture des plis et le coût évalué, ainsi que les scores techniques ;  (e) une déclaration indiquant le(s) motif(s) pour le(s)quel(s) la Proposition du Proposant non retenu, destinataire de la notification, n’a pas été retenue ;  (f) la date d’expiration de la Période d’Attente ; et  (g) les instructions concernant la présentation d’une demande de débriefing et/ou d’une réclamation durant la Période d’Attente. |
| K. Attribution du marché | | | |
| 1. Critères d’Attribution | | | 50.1 Sous réserve des dispositions de l’article **47.1 des IP**, le Maître d’Ouvrage attribuera le Marché au Proposant dont la Proposition aura été évaluée la plus avantageuse, à condition que le Proposant soit en outre éligible et qualifié pour exécuter le Marché de façon satisfaisante. |
| 1. Notification de l’Attribution du Marché | | | 51.1 Avant l’expiration du délai de validité des Propositions et à l’issue de la Période d’Attente indiquée à l’article **48.1 des IP** ou de toute prolongation de cette Période d’Attente, et après avoir traité toute réclamation présentée durant la Période d’Attente, le Maître d’Ouvrage notifiera au Proposant retenu, par écrit, que sa Proposition a été retenue. La lettre de notification (ci-après « Lettre d’Acceptation ») indiquera le Montant contractuel accepté, à payer par le Maître d’Ouvrage à l’Entrepreneur en contrepartie de l’exécution du Marché (appelé "le Montant du Marché" ci-après et dans les Conditions du Marché et les Formulaires du Marché).  51.2 Dans le délai de dix (10) jours ouvrables après la transmission de la Lettre d’Acceptation, le Maître d’Ouvrage publiera la Notification d’Attribution de Marché qui devra contenir, au minimum, les renseignements ci-après :  (a) le nom et l’adresse du Maître d’Ouvrage ;  (b) l’intitulé et la référence du marché faisant l’objet de l’attribution, ainsi que la méthode de sélection utilisée ;  (c) le nom de tous les Proposants ayant remis une Proposition, le prix de leurs Propositions tel qu’annoncé lors de l’ouverture des plis et le prix évalué de chacune des Propositions ;  (d) les noms des Proposants dont la Proposition a été écartée et le motif du rejet ; et  (e) le nom et l’adresse du Proposant dont la Proposition est retenue, le montant total final du Marché, la durée d’exécution et un résumé de l’objet du Marché ; et  (f) le Formulaire de Divulgation [des Bénéficiaires effectifs](http://context.reverso.net/traduction/francais-anglais/des+b%C3%A9n%C3%A9ficiaires+effectifs) du Proposant retenu.  51.3 La Notification d’Attribution du Marché sera publiée sur le site internet du Maître d’Ouvrage d’accès libre s’il existe, ou au minimum dans un journal national de grande diffusion dans le pays du Maître d’Ouvrage, ou dans le journal officiel. Le Maître d’Ouvrage publiera la notification d’attribution dans UNDB en ligne.  51.4 Jusqu’à la préparation et l’approbation du Marché, la Lettre d’Acceptation constituera l’engagement réciproque du Maître d’Ouvrage et du Proposant retenu. |
| 1. Débriefing par le Maître d’Ouvrage | | | 52.1 Après avoir reçu du Maître d’Ouvrage, la Notification de l’Intention d’Attribution du Marché mentionnée à l’article **49 des IP**, tout Proposant non retenu dispose de trois (3) jours ouvrables pour solliciter un débriefing, par demande écrite adressée au Maître d’Ouvrage. Le Maître d’Ouvrage devra accorder un débriefing à tout Proposant non retenu qui en aura fait la demande dans ce délai.  52.2 Lorsqu’une demande de débriefing aura été présentée dans le délai prescrit, le Maître d’Ouvrage accordera le débriefing dans le délai de cinq (5) jours ouvrables à moins que le Maître d’Ouvrage ne décide d’accorder le débriefing plus tard, pour un motif justifié. Dans un tel cas, la Période d’Attente sera automatiquement prolongée jusqu’à cinq (5) jours ouvrables après que le débriefing aura eu lieu. Si plusieurs débriefings sont ainsi retardés, la Période d’Attente sera prolongée jusqu’à cinq (5) jours ouvrables après que le dernier débriefing aura eu lieu. Le Maître d’Ouvrage informera tous les Proposants par le moyen le plus rapide de la prolongation de la Période d’Attente.  52.3 Lorsque la demande de débriefing par écrit est reçue par le Maître d’Ouvrage après le délai de trois (3) jours ouvrables, le Maître d’Ouvrage devra accorder le débriefing dès que possible, et normalement au plus tard dans le délai de quinze (15) jours ouvrables suivant la publication de la Notification d’attribution du Marché. Une demande de débriefing reçue après le délai de (3) jours ouvrables ne donnera pas lieu à une prolongation de la Période d’Attente.  52.4 Le débriefing d’un Proposant non retenu peut être oral ou par écrit. Un Proposant devra prendre à sa charge ses propres frais de participation à la réunion de débriefing. |
| 1. Signature du Marché | | | 53.1 Le Maître d’Ouvrage enverra au Proposant retenu la Lettre d’Acceptation ainsi que l’Acte d’Engagement, et la demande de fourniture du Formulaire de Divulgation [des Bénéficiaires effectifs](http://context.reverso.net/traduction/francais-anglais/des+b%C3%A9n%C3%A9ficiaires+effectifs) fournissant les renseignements additionnels sur ses propriétaires effectifs. Le Formulaire de Divulgation [des Bénéficiaires effectifs](http://context.reverso.net/traduction/francais-anglais/des+b%C3%A9n%C3%A9ficiaires+effectifs) devra être soumis dans le délai de huit (8) jours ouvrables à compter de la réception de la demande.  53.2 Le Proposant retenu renverra l’Acte d’Engagement au Maître d’Ouvrage après l’avoir daté et signé dans les vingt-huit (28) jours suivant sa réception. |
| 1. Garantie de Bonne Exécution | | | 54.1 Dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de la notification par le Maître d’Ouvrage de l’attribution du Marché, le Proposant retenu fournira la Garantie de Bonne Exécution et la Garantie de Performance Environnementale et Sociale (ES), si cela est stipulé dans les **DPDP**, conformément aux Conditions Générales et sous réserves des dispositions de l’article **42.2 (b) des IP**, en utilisant le Formulaire de Garantie de Bonne Exécution et le Formulaire de Garantie de Performance ES figurant à la Section X, Formulaires du Marché, ou tout autre modèle jugé acceptable par le Maître d’Ouvrage. Si la Garantie de Bonne Exécution est une caution émise par une compagnie d’assurance ou un organisme de cautionnement, l’institution émettrice devra être acceptable au Maître d’Ouvrage. Si l’institution émettrice de la garantie d’une telle forme de caution est établie en dehors du pays du Maître d’Ouvrage, elle devra avoir une institution financière correspondante établie dans le pays du Maître d’Ouvrage, à moins que le Maître d’Ouvrage ait accepté par écrit qu’une telle institution financière correspondante n’est pas exigée. |
|  | | | 54.2 Le défaut de fourniture par le Proposant retenu, de la Garantie de Bonne Exécution et si elle est exigée, de la Garantie de Performance Environnementale et Sociale (ES), ou le fait qu’il ne signe pas l’Acte d’Engagement, constitueront un motif suffisant d’annulation de l’attribution du Marché et de saisie de la Garantie de Proposition, auquel cas le Maître d’Ouvrage pourra attribuer le Marché au Proposant dont la Proposition est classée la deuxième plus Avantageuse. |
| 1. Réclamation concernant la Passation de Marché | | | 55.1 Les procédures applicables pour formuler une réclamation relative à la passation de marché sont indiquées **dans les** **DPDP.** |

Section II. Données particulières de demande de propositions (DPDP)

Les données particulières qui suivent, relatives aux travaux envisagés, complètent, précisent, ou amendent les articles des Instructions aux Proposants (IP). En cas de conflit, les clauses ci-dessous prévalent sur celles des IP.

*[Lorsqu’un système de passation de marchés électronique est utilisé, modifiez les parties pertinentes* ***des DPDP*** *en conséquence pour tenir compte du processus passation de marchés électronique].*

*[Les instructions pour remplir les Données particulières de la Demande de Proposition sont fournies, au besoin, dans les notes en italique mentionnées pour l’IC pertinente]*

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **IP**  **Référence** | | **A. Généralités** | | | |
| **IP 1.1** | | Numéro ou intitulé de la Demande de Propositions : *[insérer le numéro]*  Nom du Maître d’Ouvrage : *[insérer le nom du Maître d’Ouvrage]*  Nom et Numéro d’identification des lots de la DP : *[insérer le nom et le numéro de la DP]* | | | |
| **IP 2.1** | | Nom de l’Emprunteur : *[insérer le nom de l’Emprunteur et indiquer sa relation avec le Maître d’Ouvrage, si différent de l’Emprunteur. Cette insertion devrait correspondre aux informations fournies dans l’Avis de Demande de Propositions]* | | | |
| **IP 2.1** | | Montant de l’accord de prêt ou de financement : *[insérer l’équivalent US$]*  Nom du Projet : *[insérer le nom du Projet]* | | | |
| **IP 1.3(a)** | | *[supprimer si pas applicable]*  **Procédure par voie électronique**  Le Maître d’Ouvrage utilisera le système électronique suivant pour conduire le processus de passation de marchés :  *[insérer le nom du système et l’adresse « url » ou lien]*  Le système électronique sera utilisé pour gérer les aspects suivants du processus de passation de marchés :  *[insérer les aspects tels que la mise à la disposition des entreprises initialement sélectionnées du Dossier de Demande de Propositions (DDP), le dépôt des Propositions, l’ouverture des Propositions]* | | | |
| **IP 4.1** | | Le nombre des membres d’un groupement (GE) ne dépassera pas : *[insérer le nombre ou indiquer « sans objet »]* | | | |
| **IP 4.5** | | L’adresse électronique où consulter la liste des entreprises et personnes exclues par la Banque mondiale est la suivante : <http://www.worldbank.org/debarr> | | | |
| **B. Contenu du Dossier de Demande de Propositions** | | | | | |
| **IP 7.1** | | Afin d’obtenir des **clarifications** uniquement**,** l’adresse du Maître d’Ouvrage est la suivante :  ***Insérer l’information correspondante comme requis ci-après. Cette adresse peut être identique ou non à celle spécifiée à l’article 23.1 des IP pour la remise des Propositions]***  Attention de : ***[insérer le nom du responsable]***  Rue : ***[insérer le nom de la rue]***  Étage/ numéro de bureau : ***[insérer étage et numéro du bureau]***  Ville : ***[insérer le nom de la ville]***  Code postal : ***[insérer le numéro du code postal]***  Pays : ***[insérer le nom* du pays*]***  Numéro de téléphone : ***[insérer numéro***  Numéro de télécopie : ***[insérer numéro]***  Adresse électronique : ***[insérer adresse]***  Le délai de réception des demandes d’éclaircissements, exprimé en nombre de jours avant la date limite de dépôt des offres est de ***[insérer nombre] \_\_\_\_\_\_\_\_\_*** jours. | | | |
| **IP 7.1** | | Adresse du site internet : ***[le cas échéant, identifier le site internet d’accès libre sur lequel les renseignements concernant le processus de Demande de Propositions seront publiés]*** | | | |
| **IP 7.4** | | Une réunion préparatoire \_\_\_\_\_\_\_\_\_ lieu au lieu et date ci-après :  Lieu :  Date :  Heure :  Une visite du site \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ ***[insérer « sera » ou « ne sera pas »]*** organisée par le Maître d’Ouvrage.  *[Une réunion préalable à la Proposition/visite du site* est *fortement recommandée* *pour* un tel processus de *DP en une seule étape. Dans un processus en une seule étape, contrairement à deux étapes, les Proposants et le Maître d’Ouvrage n’ont pas la possibilité de dialogue à la fin de la première étape. Une réunion/visite complète du site avant la Proposition pourrait aider les Proposants à mieux comprendre les exigences et les conditions du site. Ce serait également l’occasion pour le Maître d’Ouvrage d’obtenir des commentaires sur ses exigences et des suggestions de modifications* *si* *nécessaire.]* | | | |
| **C. Préparation des Propositions** | | | | | |
| **IP 11.1** | | La langue de la Proposition est : ***[insérer « Anglais » ou « Espagnol » ou « Français"]****.*    ***[Remarque : En plus de la langue ci-dessus, et si accepté par la Banque, le Maître d’Ouvrage a la possibilité d’émettre des versions traduites du dossier de DP dans une autre langue qui devrait être : (a) la langue nationale du Maître d’Ouvrage ; ou (b) la langue utilisée à l’échelle nationale dans le pays du Maître d’Ouvrage pour les transactions commerciales. Dans ce cas, le texte suivant doit être ajouté :]***  ***« De plus, le dossier de DP est traduit dans la langue [insérer une langue nationale ou la langue largement utilisée dans le pays] [s’il y a plus d’une langue utilisée à l’échelle nationale ou langue largement utilisée dans le pays national, ajouter « et dans la \_\_\_\_\_\_ » [insérer la seconde langue nationale ou la langue largement utilisée dans le pays***  ***Les Proposants ont la possibilité de soumettre leur Proposition dans l’une ou l’autre des langues mentionnées ci-dessus. Les Proposants ne doivent pas soumettre leur proposition dans plus d’une langue.] »***  Tous les échanges de correspondance doivent être en \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  La langue de traduction des documents justificatifs et de la littérature imprimée est \_\_\_\_ ***[spécifier une langue]****.* | | | |
| **IP 12.2 (k)** | | Le Proposant devra joindre à sa Proposition – Partie technique -- les autres documents suivants :  ***[Indiquer ici tout document qui ne figure pas déjà à la clause 12.2 des IP et qui doit obligatoirement être joint à l Proposition. La liste des documents additionnels doit inclure ce qui suit :]***  **Code de Conduite pour le Personnel du Constructeur (ES)**  Le Proposant devra soumettre le Code de Conduite applicable à son personnel (comme défini par la sous-clause 1. 1.21 des Conditions Générales du Marché) afin d’assurer la conformité aux bonnes pratiques environnementales et sociales (ES) spécifiées dans le Marché.  Le Proposant devra utiliser à cette fin le formulaire du Code de Conduite fourni en Section IV.  Aucune modification substantielle ne pourra être introduite dans ce formulaire, excepté si le Proposant introduit des exigences additionnelles, y compris le cas échéant, pour prendre en compte des circonstances particulières ou risques spécifiques au Marché.  *[Si le marché a été évalué comme présentant des risques potentiels ou réels en matière de cybersécurité, l’énoncé de méthode, l’évaluation des risques et les plans de gestion doivent également inclure l’énoncé de méthode, les stratégies de gestion, les plans de mise en œuvre et les innovations pour gérer les risques de cybersécurité. De plus, s’il y a évaluation des risques liés à la chaîne d’approvisionnement, l’énoncé de la méthode doit inclure un énoncé de méthode pour gérer les risques liés à la chaîne d’approvisionnement.]* | | | |
| **IP 12.3 (e)** | | Le Proposant devra joindre à sa proposition les documents supplémentaires suivants :  ***[énumérez tout document supplémentaire qui n’est pas déjà répertorié dans l’IP 12.3 qui doit être soumis avec la Proposition financière], sinon indiquez : « aucun ».*** | | | |
| **IP 14.1** | | Les variantes ***[insérer « seront » ou « ne seront pas »]*** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ prises en compte.  ***[Si des Propositions variantes sont autorisées, la méthodologie pour leur évaluation doit être définie dans la Section III – Critères d’évaluation et de qualification \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_]*** | | | |
| **IP 15.1** | | * + - * 1. *[s’il y a des circonstances particulières, où seules certaines composantes des Ouvrages doivent être sur une base de responsabilité unique et/ou s’il y a des éléments des Ouvrages à fournir sous la responsabilité du Maître d’Ouvrage, le texte suivant peut être utilisé, et certaines parties du DDP (telles que les exigences du Maître d’Ouvrage, les formulaires de présentation des Propositions) modifiées pour répondre à cette exigence; autrement supprimer:*   « Les Proposants doivent proposer la composante suivante des Ouvrages sur une base de responsabilité unique:\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  **et/ou**  Les éléments suivants des Ouvrages seront fournis sous la responsabilité du Maître d’Ouvrage »*]*  *[Les Ouvrages en mode Conception - Construction - sont normalement contractés sur la base d’une responsabilité unique et ce DDP est conçu à cette fin. Il n’est pas recommandé de diluer l’approche de responsabilité unique à moins qu’il n’y ait des raisons justifiables.]*   * + - * 1. *[Le Montant du Marché est un montant forfaitaire, sous réserve de tout ajustement, conformément au Marché. Toutefois, si une partie des Ouvrages doit* être payée en fonction de la quantité fournie ou du travail *effectué, les dispositions relatives à la mesure et à l’évaluation doivent être énoncées dans le CCAP du Marché Partie B- Sous-clause 14.1.*   *S’il n’est pas applicable, supprimez ce 15.1(b). Si* *applicable indiquer*: « Les parties des Ouvrages pour lesquelles le paiement sera effectué sur la base de prix unitaires sont spécifiées dans \_\_\_\_\_\_\_\_. La méthode de détermination du paiement de ces parties des Ouvrages est également précisée dans la sous-clause 14.1 du CCAP du Marché - Partie B »*]* | | | |
| **IP 15.3** | | Les prix proposés par le Proposant *[insérer : « seront » ou « ne seront pas »]* révisables durant l’exécution du marché. | | | |
| **IP 16.1** | | La ou les monnaies de la proposition et la ou les monnaies de paiement doivent être conformes à l’Option \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ décrite ci-après :  **Option A : Les Propositions doivent être entièrement libellées en monnaie nationale :**   1. Les prix doivent être libellés par le Proposant dans le Programme d’Activités et de Sous-Activités chiffré en \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ ***[insérer le nom de la monnaie du pays du Maître d’Ouvrage]*** et désigné ci-après par « la monnaie nationale ». Un proposant qui prévoit d'engager des dépenses dans d'autres monnaies pour des intrants et/ou matériaux pour les travaux fournis en provenance de pays autres que le pays du Maître d’Ouvrage (ci-après dénommé « les besoins en monnaie étrangère ») indique dans l'Annexe de la Proposition - Tableau C, le ou les pourcentages du prix de la proposition excluant les sommes provisionnelles), nécessaire(s) au Proposant pour le paiement de ces besoins en monnaie étrangère, limité à trois monnaies au maximum. 2. Les taux de change que le Proposant utilisera pour obtenir l'équivalent dans la monnaie nationale et le(s) pourcentage(s) mentionné(s) en (a) ci-dessus seront spécifiés par le Proposant dans l'Annexe à la Proposition - Tableau C, et s'appliqueront pour tous les paiements au titre du marché, de sorte qu'aucun risque de change ne soit supporté par le Proposant retenu.   **Option B : (Proposants autorisés à proposer leur prix en monnaies locales et étrangères):**  a) Les prix doivent être libellés par le Proposant dans le Programme d’Activités et de Sous-Activités chiffré séparément dans les monnaies suivantes :   1. pour les contributions aux Ouvrages que le Proposant s’attend à fournir à partir du pays du Maître d’Ouvrage, en \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_***[insérer le nom de la monnaie du pays du Maître d’Ouvrage],*** et désigné ci-après par « la monnaie nationale » ; et 2. pour les intrants aux Ouvrages que le Proposant s’attend à fournir de l’extérieur du pays du Maître d’Ouvrage (appelés « exigences en monnaies étrangères »), en au plus trois (3) monnaies étrangères. | | | |
| **IP 19** | | ***[Si une garantie de Proposition est exigée, une Déclaration de Garantie de Proposition n’est pas exigée et vice versa.]***  *Une Garantie de Proposition [****insérer « est » ou « n’est pas »****] requise.*  *Une Déclaration de Garantie de Proposition* ***[insérer « est » ou « n’est pas »****] requise.*  Si une Garantie de Proposition est exigée, le montant de Garantie de Proposition sera : *…………. [insérer le montant]*  ***[Si une Garantie de Proposition est exigée, insérer le******montant et la monnaie de la Garantie de Proposition. Autrement insérer « pas applicable »,] [Dans le cas de lots, insérer le montant de garantie de Proposition pour chacun des lots]***  ***[Note : Une garantie de Proposition est exigée pour chacun des lots, pour le montant indiqué. Le Proposant pourra remettre une seule Garantie de Proposition pour tous les lots (pour le montant total correspondant à tous les lots) pour les lots pour lesquels le Proposant dépose une Proposition ; cependant si le montant de la Garantie de Proposition est inférieur au montant total requis, le Maître d’Ouvrage déterminera le lot ou les lots pour lesquels la Garantie de Proposition s’appliquera]***  ***[La disposition suivante devrait être incluse et les renseignements correspondants insérés uniquement si une Garantie de Proposition n’est pas requise en vertu de la disposition IP 19.1 et que le Maître d’Ouvrage souhaite déclarer le Proposant inéligible pour une période si le Proposant commet les actions mentionnées dans la disposition IP 19.9. Sinon omettre.]***  Si le Proposant exécute l’une ou l’autre des actions mentionnées dans l’article 19.9 (a) ou (b) des IP, le Maître d’Ouvrage déclarera le Proposant inéligible à l’attribution de marchés par le Maître d’Ouvrage pour une période de \_\_\_\_\_\_ ans *[insérer la période],* à partir de la date à laquelle le Proposant commet l’une ou l’autre des actions spécifiées. | | | |
| **IP 19.3 (d)** | | Autres types de garanties acceptables :  ***[Insérez les noms d’autres garanties acceptables. Insérez « Aucune » si aucune garantie de Proposition n’est requise en vertu de la disposition IP 19***.1 **ou si la Garantie de Proposition est nécessaire, mais aucune autre forme de Garanties de Proposition que *celles énumérées dans l’IP 19.3(a) à (c) ne sont acceptables*.*]*** | | | |
| **IP 20.1** | | La période de validité de la Proposition sera jusqu’à \_\_\_\_\_\_\_\_***[insérer jour, mois et année, en tenant compte du délai raisonnable nécessaire pour terminer l’évaluation de la Proposition, obtenir les approbations nécessaires et la non-objection de la Banque (si elle est soumise à un examen préalable).] [Pour minimiser le risque d’erreurs par les Proposants, la période de validité de la proposition est indiquée par une date précise et n’est pas liée à la date limite de présentation des Propositions. Comme il est indiqué dans l’IP 20.1, s’il est nécessaire de prolonger la date, par exemple parce que le délai de présentation de la Proposition est considérablement prolongé par le Maître d’Ouvrage, la date de validité révisée de la Proposition doit être précisée conformément à l’IP 8].*** | | | |
| **IP 20.3** | | Le prix de la Proposition sera actualisé selon les facteurs suivants : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  ***[La partie en monnaie locale du prix du marché doit être ajustée par un facteur reflétant l’inflation locale pendant la période de prolongation, et la partie en monnaies du prix du marché doit être ajustée par un facteur reflétant l’inflation internationale (dans le pays de la monnaie étrangère) pendant la période de prolongation.]*** | | | |
| **IP 21.1** | | La confirmation écrite de l’habilitation du signataire à engager le Proposant consistera en **:** ***[insérer le nom et la description de la documentation exigée pour démontrer le pouvoir de signature de la Proposition].*** *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* | | | |
| **D. Dépôt des Propositions** | | | | | |
| **IP 22.1(b)** | | Outre l’original de la Proposition, le nombre de copies demandé est de : *[insérer le nombre de copies] \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* | | | |
| **IP 23.1** | | Aux fins de **dépôt des Propositions**, uniquement, l’adresse du Maître d’Ouvrage est la suivante : ***[Cette adresse peut être la même ou différente de celle spécifiée en vertu de la disposition IP 7.1 pour clarifications]***  Attention: *[ insérer* ***le nom complet de la personne, le cas échéant]***  Adresse de la rue: *[ insérer* ***l’adresse de la rue et le numéro****]*  Numéro de l’étage et de la salle : *[insérer* ***le n*uméro de l’étage et de la salle*, le cas échéant****]*  Ville: *[insérer* ***le nom de la ville****]*  Code postal: *[ insérer* ***le code postal (ZIP), le cas échéant****]*  Pays: *[ insérer****le nom du pays****]*  **La date limite pour le dépôt de la Proposition est la suivante :**  Date : ***[insérer le jour, le mois et l’année, p. ex. le 15 juin 2021]***    Heure : *[insérer* ***l’heure - p. ex. 10 h 30 ou 16 :30.****]*  ***[La date et l’heure devraient être les mêmes que celles prévues dans l’Avis de Demande de Propositions, à moins qu’elles ne soient modifiées ultérieurement conformément à l’IP 23.2]***  ***[Si la date limite de dépôt des Propositions est prorogée, la date limite de validité des Propositions spécifiée en IP 20.1 sera ajustée en conséquence.]*** | | | |
| **IP 23.1** | | Les Proposants \_\_\_\_\_\_[***insérer « auront » ou « n’auront pas »***] l’option de soumettre leurs Propositions par voie électronique.  ***[La disposition suivante devrait être incluse et les renseignements correspondants requis ne devraient être insérés que*** ***si les Proposants ont la possibilité de soumettre leurs Propositions par voie électronique. Sinon omettre.]***  Les procédures électroniques de présentation de la Proposition sont les suivantes ***: [insérer une description des procédures électroniques de dépôt des Propositions.]*** | | | |
| **E. Ouverture des Propositions -Parties Techniques** | | | | | |
| **IP 26.1** | | L’ouverture des Propositions – Parties techniques aura lieu à l’adresse, à la date et à l’heure suivantes :  Adresse de la rue: *[****insérer l’adresse de la rue et le numéro****]*  Numéro de l’étage /salle : *[ insérer* ***le numéro de l’étage /salle, le caséchéant****]*\_\_  Ville: *[ insérer* ***le nom de la ville****]* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Pays: *[ insérer* ***le nom du pays****]* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Date : ***[insérer le jour, le mois et l’année, p. ex. le 15 juin 2021] \_\_\_\_\_\_\_\_\_***  Heure: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer* ***le temps et déterminer -- p. ex. 10 h 30 ou 16 h 30.****]*  ***[La date et l’heure devraient être les mêmes que celles données pour la date limite de dépôt des Propositions dans l’IP 23.1].*** | | | |
| **IP 26.1** | | ***[La disposition suivante devrait être incluse et les renseignements correspondants requis ne devraient être insérés que si les Proposants ont la possibilité de soumettre leurs propositions par voie électronique. Sinon omettre.]***  Les procédures électroniques d’ouverture de la proposition sont les *suivantes* ***: [insérer une description des procédures électroniques d’ouverture de la Proposition.]*** | | | |
| **G. Evaluation des Propositions - Parties Techniques** | | | | | |
| **IP 31.2** | | Les facteurs et sous-facteurs techniques, ainsi que les pondérations correspondantes en %, sont les suivants :  *[Si le marché a été évalué comme présentant des risques potentiels ou réels en matière de cybersécurité, il faut exiger que l'évaluation des risques et le facteur technique des plans de gestion proposés comprennent, entre autres risques clés, l’énoncé de la méthode, les stratégies de gestion, des plans de mise en œuvre et les innovations pour gérer les risques liés à la cybersécurité. De même, si des risques liés à la chaîne d’approvisionnement sont évalués, l’évaluation des risques et le plan de gestion proposé doivent inclure les plans de gestion des risques de la chaîne d’approvisionnement proposés.]* | | | |
| **Critères techniques** | |  | Pondération en pourcentage  (insérez la pondération en%) |
| 1. *Dans quelle mesure les Ouvrages proposés dépassent les exigences du Maître d’Ouvrage:* | |  |  |
| 1. *Proposition de Conception* | |  |  |
| 1. *Méthodologie de réalisation des activités de construction ;* | |  |  |
| 1. *Code de conduite* | |  |  |
| 1. *Programme de travail* | |  |  |
| 1. *Organisation du Chantier, composition de l’équipe qualification et expérience du Personnel de l’Entrepreneur* | |  |  |
| 1. *Évaluation des risques et plan de gestion proposé* | |  |  |
| 1. *Qualité de la Proposition d’Acquisition Durable (voir Section III, IV et VII à ce sujet)* | |  |  |
| 1. *Stratégie pour les matériels clés; et* | |  |  |
| 1. *[insérer tous autres facteurs selon le cas* | |  |  |
| *[Ces titres sont proposés. Etendre selon le cas pour permettre l’évaluation. Modifier et/ou ajouter tous autres facteurs selon le cas]* | |  |  |
| *[Les facteurs techniques ci-dessus peuvent être modifiés le cas échéant pour s’assurer que les documents demandés aux Proposants dans le cadre de leurs propositions techniques (Section IV) permettent d’évaluer les facteurs techniques.]*  *[****Les pondérations devraient être réparties en fonction de l’importance relative des facteurs techniques.*** Pour faciliter l’évaluation des facteurs techniques, insérer *les sous-facteurs techniques et les pondérations correspondants, le cas échéant].* | | | |
| **H. Ouverture des Parties Financières** | | | | | |
| **IP 34.1** | | La Lettre de Proposition et le Programme d’Activités chiffrés/Bordereau de Prix seront paraphés par \_\_\_\_\_ ***[insérer le nombre***] représentants du Maître d’Ouvrage assistant à l’ouverture des plis.  ***[Insérer la procédure: Exemple: Chaque Proposition sera numérotée et toute modification du prix unitaire ou total sera paraphé par les Représentants du Maître d’Ouvrage, etc.]*** | | | |
| **I. Evaluation des Parties Financières** | | | | | |
| **IP 38.1** | | La monnaie utilisée pour convertir en une seule monnaie, au cours vendeur, tous les prix des Propositions exprimées en diverses monnaies aux fins d’évaluation et de comparaison de ces propositions est *: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* ***[insérer le nom de la monnaie]***  La source du taux de change est \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ ***[insérer le nom et la source du taux de change (p. ex la Banque Centrale du pays du Maître d’Ouvrage***  La date du taux de change sera la date limite de dépôt des Propositions est **sept (7)** telle que spécifiée dans **l’article IP 23**, sauf dispositions contraires spécifiées par le Maître d’Ouvrage.  La ou les monnaies de la Proposition doivent être converties dans une monnaie unique conformément à la procédure décrite dans l’Option \_\_\_\_\_ ci-après :  **Option A : les Propositions sont entièrement en monnaie nationale**  Pour comparer les propositions, le prix de la Proposition, corrigé conformément à **l’IP 37.1**, sera d’abord décomposé en montants respectifs payables en diverses monnaies en utilisant les taux de change spécifiés par le Proposant conformément à **l’IP 16.1.**  Ensuite, il sera procédé à la conversion des montants en diverses monnaies dans lesquels le prix de la proposition est payable (à l’exception des sommes provisionnelles) dans la monnaie unique mentionnée ci-dessus aux taux de vente pour des transactions similaires par l’autorité spécifiée et à la date stipulée ci-dessus.  **OU**  ***Option B : Les Proposants remettent des prix en monnaies nationales et étrangères***  Le Maître d’Ouvrage convertira les montants en diverses monnaies dans lesquelles le prix de la Proposition, corrigé conformément **à l’IP 37.1**, est payable (à l’exclusion des sommes provisionnelles,) dans la monnaie unique identifiée ci-dessus aux taux de vente établis pour des transactions similaires par l’autorité spécifiée et à la date prévue ci-dessus. | | | |
| **IP 39.1** | | ***[La disposition suivante devrait être incluse et les renseignements correspondants devraient être insérés seulement si* *le Maître d’Ouvrage a l’intention d’appliquer la marge de préférence et qu’elle est autorisée dans le Plan de Passation de Marchés pour le marché en question. Sinon supprimer]***  Une marge de préférence en faveur des Proposants du pays du Maître d’Ouvrage *[insérer soit «****sera****» ou «****ne sera pas****»] \_\_\_\_* appliquée.  ***[Si une marge de préférence s’applique, la méthodologie d’application doit être définie à la Section III – Critères d’Evaluation et de Qualification.]*** | | | |
| **IP 40.1 (f)** | | Les ajustements seront calculés en utilisant les critères d’évaluation suivants, dont les détails sont indiqués à la Section III :   1. Déviation dans le Calendrier de réalisation: *[insérer Oui ou Non. Si oui, insérez le facteur d’ajustement dans la Section III, les critères d’évaluation et de qualification];* 2. Les coûts durant le cycle de vie : les coûts d’opération et de maintenance des Ouvrages *[insérer Oui ou Non. Si oui, insérer la Méthodologie et les critères à la Section III, Critères d’Evaluation et de Qualification]* *; et* 3. *[insérer d’autres critères spécifiques et fournir des détails dans la Section III, Critères d’évaluation et de qualification]* | | | |
| **J. Evaluation Combinée des Parties Technique et Financière** | | | | | |
| **IP 43.1** | | La pondération du coût est : \_\_\_\_\_\_\_\_ ***[indiquer le poids pour le coût de telle sorte que le poids pour le coût plus le poids pour le score technique total soit 1 (un).]*** | | | |
| **IP 44.1** | | La procédure **MOF *[« est applicable » / « n’est pas applicable »]***  Si la procédure MOF s’applique, la procédure sera : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | | |
| **IP 46.1** | | La procédure de Négociation **[« s’applique » / « ne s’applique pas »]**  Si la procédure de Négociation s’applique, la procédure sera : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | | | |
| **K. Attribution du Marché** | | | | |
| **IP 54.1 et 54.2** | | ***[Supprimer ce qui suit si pas applicable]***  Le Proposant retenu sera tenu de soumettre une Garantie de Performance Environnementale et Sociale (ES).  ***[La Garantie de Performance ES sera normalement exigée lorsque les risque ES sont élevés].*** | | |
| **IP 55.1** | | Les procédures de présentation d’une réclamation concernant la passation des marchés est détaillée dans le « [Règlement de Passation de Marchés applicable aux Emprunteurs dans le cadre de Financement de Projets d’Investissement](http://www.worldbank.org/en/projects-operations/products-and-services/brief/procurement-new-framework) (Annexe III) ». Un Proposant désirant présenter une réclamation concernant la passation des marchés devra présenter sa réclamation en suivant ces procédures, par écrit (par le moyen le plus rapide, c’est-à-dire courriel ou télécopie) à :  **A l’attention de :** *[insérer le nom complet de la personne recevant les réclamations]*  **Titre/position** : *[insérer le titre/la position]*  **Maître d’Ouvrage :** *[insérer le nom du Maître d’Ouvrage]*  **Adresse** *e-mail : [insérer l’adresse e-mail]*  **Numéro de fax** : *[insérer le numéro de fax] supprimer* ***s’il* *n’est pas utilisé***  En résumé, une réclamation concernant la passation des marchés pourra porter sur :  1. Les termes du présent Dossier de Demande de Propositions ;  2. La décision du Maître d’Ouvrage d’exclure un Proposant du processus de passation de marché, avant l’attribution du marché ; et/ou  3. La décision d’attribution du marché par le Maître d’Ouvrage. | | |

Section III. Critères d’évaluation et de qualification

[A. Partie Technique 76](#_Toc138921125)

[1. Qualification 76](#_Toc138921126)

[2. Evaluation de la Partie Technique (IP 31) 77](#_Toc138921127)

[B. Partie Financière 78](#_Toc138921128)

[1. Marge de préférence : 78](#_Toc138921129)

[2. Evaluation des Parties Financières (IP 40.1(f)) 79](#_Toc138921130)

[C. Evaluation Combinée des Parties technique et financière 80](#_Toc138921131)

[D. Marchés multiples (IP 40.3) 81](#_Toc138921132)

A. Partie Technique

1. Qualification

1.1 Mise à jour des renseignements

Le Proposant et tout sous-traitant éventuel doit satisfaire ou continuer à satisfaire aux critères utilisés lors de la Sélection initiale.

1.2 Situation financière

En utilisant le formulaire no FIN 3.3 de la Section IV, Formulaires de Proposition, le Proposant doit démontrer qu’il a accès à des financements tels que des avoirs liquides, lignes de crédit, autres que l’avance de démarrage éventuelle, à hauteur de :

(i) besoins en financement du marché :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

et

(ii) besoins en financement pour ce marché et les autres engagements en cours du Proposant.

1.3 Représentant de l’Entrepreneur et Personnel-Clé

Le Proposant doit établir qu’il aura un Représentant qualifié ainsi que le Personnel clé qualifié nécessaire pour exécuter le Marché, comme décrit dans les Exigences du Maitre d’Ouvrage.

Le Proposant doit fournir des détails sur le Représentant de l’Entrepreneur et son Personnel clé, qu’il juge appropriés, ainsi que leurs qualifications académiques et leur expérience professionnelle. Le Proposant doit compléter les formulaires pertinents de la Section IV, Formulaires de Proposition. ***[Si le marché a été évalué présentant des risques potentiels ou réels de cybersécurité, le Proposant doit être invité à inclure un/des expert/s en cybersécurité parmi le Personnel Clé.]***

1.4 Matériel

Le Proposant doit fournir sa stratégie pour l’acquisition et la maintenance des équipements clés nécessaires pour réaliser les Ouvrages en conformité avec le Programme des Travaux.

Le Proposant doit fournir les détails concernant le matériel proposé en utilisant le formulaire approprié de la Section IV, Formulaires de Proposition*.*

1.5 Sous-traitants

Tout Sous-Traitant spécialisé identifié au moment de la Sélection initiale doit continuer à satisfaire aux exigences applicables.

Tout autre sous-traitant supplémentaire pour les activités / sous-activités suivantes doit respecter les critères minimaux suivants :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| ***[Activité/Sous-activité No.]*** | **Description de  *[Liste Activité/Sous-activité]*** | **Critère minimum à satisfaire** |
| 1 |  |  |
| 2 |  |  |
| 3 |  |  |
| … |  |  |

2. Evaluation de la Partie Technique (IP 31)

Évaluation de la pertinence de la Proposition technique par rapport aux exigences conformément à l’article 31.1 des IP. ...............................................................................................................

*[Insérer les exigences techniques minimales, le cas échéant (ou faire référence aux parties appropriées des exigences techniques) auxquelles les propositions techniques doivent satisfaire avant d’être prises en considération pour l’évaluation technique en appliquant les facteurs/sous-facteurs techniques notés conformément à l’article* ***31.2 des IP*** *dans les DPDP]*

Les facteurs techniques et, le cas échéant, les sous- facteurs à évaluer et les notes maximales à attribuer à chaque facteur technique et à chaque sous- facteurs sont spécifiés dans les **DPDP - IP 31.2.**

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

*METHODOLOGIE POUR LA NOTATION DE LA PARTIE TECHNIQUE*

*[****NOTE POUR LE MAITRE D’OUVRAGE****: Le Maître d’Ouvrage développera une méthode de notation à inclure ici. Ce qui suit est un exemple et peut être modifié selon le cas :]*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| *Score (part du score total pour le facteur/sous facteur selon le cas)* | *Description* | *Observations* |
| *0* | *La fonctionnalité requise est absente ; aucun renseignement pertinent pour démontrer comment l’exigence est satisfaite* |  |
| *1* | *Caractéristique requise présente des lacunes telles qu’une information insuffisante ou manquant de clarté* |  |
| *2* | *Renseignements suffisants pour démontrer comment l’exigence sera satisfaite* |  |
| *3* | *Renseignements suffisants pour démontrer que l’exigence sera légèrement dépassée* |  |
| *4* | *Des renseignements suffisants qui dépassent considérablement l’exigence ou la proposition contribue à une valeur ajoutée importante* |  |

Le score de chaque sous-facteur (i) d’un facteur (j) sera combiné avec les scores des sous-facteurs du même facteur comme une somme pondérée pour former le Score du Facteur Technique en utilisant la formule suivante :



où:

*tji* = le score technique pour le sous-facteur “i” du facteur “j”

*wji* = la pondération du sous-facteur “i” du facteur “j”,

*k* = le nombre de sous-facteurs à noter à l’intérieur du facteur “j”

et 

Les scores des facteurs techniques seront combinés en une somme pondérée pour former la Note Technique totale en utilisant la formule suivante :



où:

*Sj* = le Score du facteur “j”

*Wj* = la pondération du facteur “j” comme spécifié **dans les DPDP**

*n* = le nombre de facteurs

et 

B. Partie Financière

1. Marge de préférence :

**Si les DPDP le mentionnent,** le Maître d’Ouvrage accordera une marge de préférence de 7,5 % (sept pour cent et demi) aux entrepreneurs du pays du Maître d’Ouvrage, conformément aux dispositions suivantes :

a) Les Entrepreneurs qui demandent une telle préférence sont priés de fournir, dans le cadre des données de qualification, les renseignements, y compris les détails de l’actionariat, comme il est nécessaire de déterminer si, selon la classification établie par l’Emprunteur et acceptée par la Banque, un Entrepreneur ou un groupement d’entrepreneurs est admissible à la préférence. Le dossier de Demande de Propositions indique clairement la préférence et la méthode qui seront suivies dans l’évaluation et la comparaison des Propositions pour donner effet à cette préférence.

b) Une fois que les Propositions ont été reçues et examinées par le Maître d’Ouvrage, les Propositions reçues sont classées dans les groupes suivants :

(i) Groupe A : Propositions présentées par des entrepreneurs du pays du Maître d’Ouvrage admissibles à cette préférence :

ii) Groupe B : Propositions présentées par d’autres entrepreneurs.

Toutes les Propositions évaluées dans chaque groupe doivent, dans un premier temps d’évaluation, être comparées pour déterminer la Proposition la plus avantageuse, et la Proposition la plus avantageuse dans chaque groupe doit être comparée aux autres. S’il résulte de cette comparaison qu’une Proposition du Groupe A est la Proposition la plus avantageuse, elle est sélectionnée pour l’attribution du Marché, si le Proposant est qualifié. Si une Proposition du Groupe B est la Proposition la plus avantageuse, lors de la deuxième étape de l’évaluation, toutes les Propositions du Groupe B seront alors comparées à la Proposition la plus avantageuse du Groupe A. Aux fins de cette autre comparaison seulement, un montant égal à 7,5 % (sept pour cent et demi) du prix de la Proposition considérée, corrigé pour les erreurs arithmétiques, y compris les rabais inconditionnels, mais à l’exclusion des sommes provisionnelles, le cas échéant, sera ajouté au coût évalué offert dans chaque proposition du Groupe B. Si la Proposition du Groupe A est alors la Proposition la plus avantageuse, elle sera retenue. Si ce n’est pas le cas, la Proposition la Plus Avantageuse du Groupe B lors de la première étape de l’évaluation sera retenue pour l’attribution.

2. Evaluation des Parties Financières (IP 40.1(f))

Les facteurs et méthodes suivants s’appliqueront : ***[utiliser un ou plusieurs des facteurs d’ajustement suivants conformément à l’IP 40.1 (f***) ***des DPDP]***

#### **Délais**

Le Délai d’Achèvement des Ouvrages est tel que spécifié dans la sous-clause 1.1.86 du CCAP – Partie A. Aucun crédit ne sera accordé pour une réalisation anticipée. Les Propositions offrant un Délai d’Achèvement de la Conception-Construction au-delà de la période désignée seront rejetées.

**Ou**

Le Délai d’Achèvement des Ouvrages à compter de la Date de Commencement, se situera entre \_\_\_\_\_ minimum et \_\_\_\_\_ maximum. Le taux d’ajustement en cas d’achèvement au-delà de la période minimale sera de \_\_\_\_\_\_\_\_ (%) pour chaque semaine de retard par rapport à ce délai minimum. Aucun crédit ne sera accordé pour l’achèvement avant le délai minimum indiqué. Les Propositions qui offrent une date d’achèvement au-delà du délai maximal indiqué sont rejetées.

1. **Valeur Actualisée Nette** **de la Proposition financière du Proposant**

*[Le coût du Cycle de Vie devrait être utilisé lorsque les coûts d’exploitation et/ou de maintenance au cours de la durée de vie spécifiée des Ouvrages sont estimés considérables par rapport au coût initial et peuvent varier selon les différentes Propositions. Il est évalué sur la base de la Valeur Actualisée Nette.* *Si l’établissement du coût du cycle de vie doit être appliqué pour l’évaluation de la Proposition, le Maître d’Ouvrage doit préciser les renseignements pertinents comme suit :]*

*[Indiquer soit l’évaluation du coût du cycle de vie « s’appliquera » ou « ne s’appliquera pas ». Si le calcul du coût du cycle de vie s’applique pour l’évaluation de la Proposition, la méthodologie et les informations attendues des Proposants doivent être précisées]*

Les facteurs de calcul du coût du cycle de vie sont les suivants :

* + - 1. nombre d’années pour le cycle de vie: *\_\_\_\_[Insérer le nombre d’années],*
      2. les coûts d’exploitation *[indiquer comment ils seront déterminés]*,
      3. les coûts de maintenance, y compris le coût des pièces de rechange pour la période d’exploitation initiale *[indiquer comment ils seront déterminés]*, et
      4. Taux d’actualisation : *\_\_\_\_\_\_\_\_[insérer le taux d’actualisation en pourcentage]* à utiliser pour actualisation à la valeur actualisée de tous les coûts annuels futurs calculés aux points (ii) et (iii) ci-dessus pour la période spécifiée au point (i).

#### 

#### **Acquisitions durables**

*[Préciser, le cas échéant, les ajustements à apporter aux fins de l’évaluation des propositions financières pour répondre aux besoins quantifiables en matière d’Acquisitions durables. S’assurer qu’il n’y a pas de double emploi (double comptage) avec les facteurs/sous-facteurs techniques du système de points spécifiés aux DPDP article 31.2 des IP.]*

#### **Critères supplémentaires spécifiques**

La méthode d’évaluation pertinente, le cas échéant, sera comme suit :

C. Evaluation Combinée des Parties technique et financière

Le Maître d’Ouvrage évaluera et comparera les Propositions qui auront été jugées conformes pour l’essentiel.

Un Score évalué pour la Proposition (B) sera calculé pour chacune des Propositions conformes, en utilisant la formule ci-après, qui permettra une évaluation globale des mérites techniques et du coût de la Proposition :

|  |
| --- |
| dans laquelle  *C* = Coût évalué de la Proposition  *C bas* = le coût le moins élevé évalué parmi toutes les Propositions conformes  *T* = la Note technique totale attribué à la Proposition  *Thaut* = la Note technique la plus élevée obtenue parmi toutes les Propositions conformes  *X* = pondération du Coût  La Proposition ayant obtenu le Score évalué (B) le plus élevé parmi toutes les Propositions conformes sera la Proposition la plus Avantageuse à la condition que le Proposant soit qualifié pour exécuter le Marché.  D. Marchés multiples (IP 40.3)  *Si ce n’est pas applicable indiquer : « Non applicable »*  Si, conformément à l’**IP 1.1**, les Propositions sont invitées pour plus d’un lot, le marché sera attribué au Proposant ou aux Proposants ayant remis la Proposition la plus advantageuse pour les lots individuels.  Toutefois, si un Proposant, avec des Propositions qui sont conformes pour l’essentiel et avec le score évalué le plus élevé pour les lots individuels, n’est pas qualifié pour la combinaison des lots, alors l’attribution sera faite sur la base de la meilleure note totale pour la combinaison de lots pour lesquels les Proposants sont qualifiés.  *[Note - Exemple du scénario ci-dessus: Un Proposant qui a été initialement sélectionné pour le Lot A ou le Lot B, mais pas les deux soumet des Propositions pour les Lots A et B. Ces deux Propositions sont conformespour l’essentiel et obtiennent le score total le plus élevé pour le Lot A et le Lot B respectivement. Dans un tel cas, il faut décider si ce Proposant* *devrait recevoir le Lot A ou le Lot B en considérant les scores combinés des Proposants pour le Lot A et le Lot B.]*  **Les rabais conditionnels pour l’attribution de plusieurs lots ne seront pas pris en considération.** |

Section IV. Formulaires de Propositions

**Tableau des formulaires**

[Formulaires de Propositions 84](#_Toc138922049)

[Lettre de Proposition—Partie technique 84](#_Toc138922050)

[Lettre de Proposition – Partie financière 87](#_Toc138922051)

[Annexe à la Proposition 89](#_Toc138922052)

[Tableau des données de Révision des Prix 91](#_Toc138922053)

[Programme des Activités et Sous-Activités (à chiffrer) 95](#_Toc138922054)

[Exemple de Programme d’Activités chiffrées 96](#_Toc138922055)

[Exemple de Programme de Sous-Activités chiffrées 97](#_Toc138922056)

[Récapitulatif Général 106](#_Toc138922057)

[Formulaires de Proposition technique 109](#_Toc138922058)

[Proposition de Conception 110](#_Toc138922059)

[Stratégie de gestion de la construction 111](#_Toc138922060)

[Formulaire de Code de Conduite pour le Personnel de l’Entrepreneur (ES) 114](#_Toc138922061)

[Programme de travail 118](#_Toc138922062)

[Organigramme du Personnel de l’Entrepreneur 119](#_Toc138922063)

[Evaluation des Risques et Plan de Gestion proposé 120](#_Toc138922064)

[FORMULAIRE EQU Matériel de l’Entrepreneur 121](#_Toc138922065)

[FORMULAIRE PER -1 Représentant de l’Entrepreneur et Personnel clé 122](#_Toc138922066)

[Formulaire PER-2 Curriculum vitae et Déclaration du Représentant de l’Entrepreneur et Personnel-Clé 123](#_Toc138922067)

[FORMULAIRE DE QUALIFICATION 126](#_Toc138922068)

[Formulaire ELI – 1.1 Fiche de renseignements sur le Proposant 126](#_Toc138922069)

[Formulaire ELI – 1.2 Fiche de renseignements sur chaque Partie d’un GE 127](#_Toc138922070)

[Formulaire ANT – 2 Antécédents de Marchés non exécutés , Litiges en cours et Historique de Litiges 128](#_Toc138922071)

[Formulaire ANT – 3 Déclaration de Performance environnementale et sociale 130](#_Toc138922072)

[Formulaire ANT – 4 Déclaration relative à l’Exploitation et à l’Abus Sexuel (EAS) et/ou au Harassement Sexuel (HS) 132](#_Toc138922073)

[Formulaire ECC  Engagements contractuels en cours / Travaux en cours 134](#_Toc138922074)

[Formulaire FIN – 3.3  Ressources financières 135](#_Toc138922075)

[Autres 136](#_Toc138922076)

[Modèle de Garantie de Proposition (garantie sur demande) 137](#_Toc138922077)

[Modèle de Déclaration de Garantie de Proposition 139](#_Toc138922078)

[Formulaire de Déclaration relative à l’Exploitation et aux Abus Sexuels et/ou au Harcèlement Sexuel 141](#_Toc138922079)

Formulaires de Propositions

Lettre de Proposition—Partie technique

|  |
| --- |
| *INSTRUCTIONS AUX PROPOSANTS : SUPPRIMER CE CARTOUCHE APRES AVOIR REMPLI LE FORMULAIRE*  *Insérer le présent formulaire dûment rempli dans la première enveloppe « PARTIE TECHNIQUE ».*  *Le Proposant devra remplir la lettre ci-dessous avec son entête, indiquant clairement le nom et l’adresse commerciale complets.*  *Notes : le texte en italiques est destiné à faciliter la préparation des formulaires et devra être supprimé dans les formulaires de Proposition* |

**Date de la remise de la Proposition :** *[insérer la date (en jour, mois et année) de la Proposition]*

**Avis d’appel à propositions No. :** *[insérer No de l’appel à Proposition]*

**Demande de proposition :** *[insérer No d’identification]*

**Variante No :** *[insérer No si la Proposition est une variante]*

À : *[Maître d’Ouvrage]*

Monsieur / Madame

Nous soumettons par la présente notre Proposition en deux parties :

1. La Partie technique et
2. La Partie financière.

**Nous déclarons, en soumettant la Proposition que :**

1. Nous avons examiné le Dossier de Demande de Propositions (DDP), y compris l’Additif / les Additifs No. : *[insérer les numéros]* émis conformément à l’article **8 des IP** et nous proposons, en pleine conformité avec le DDP, d’exécuter les Ouvrages ci-après : .
2. Si notre Proposition est acceptée, nous nous engageons à exécuter les Ouvrages et à les achever dans les délais prescrits conformément au DDP.
3. Nous, ainsi que les sous-traitants ou fabricant pour toute partie du Marché, certifions remplir les critères d’éligibilité et n’avons pas de conflit d’intérêt tels que définis à l’Article **4 des IP**.

**Exploitation et Abus sexuels (EAS) et/ou Harcèlement sexuel (HS)**: sélectionnez *l’option appropriée de (i) à (v) ci-dessous et supprimez les autres].*

*Nous [dans le cas d’un GE, insérer: « y compris tous membres du GE"], et tous nos sous-traitants:*

1. [n’avons pas fait l’objet d’une disqualification de la part de la Banque pour non-respect des obligations en matière d’EAS/HS.]
2. [avons fait l’objet d’une disqualification par la Banque pour non-respect des obligations d’EAS/HS.]
3. [avons fait l’objet d’une disqualification par la Banque pour non-respect des obligations d’EAS/HS. Une sentence arbitrale sur l’affaire de disqualification a été rendue en notre faveur.]
4. [avons fait l’objet d’une disqualification par la Banque pour non-respect des obligations d’EAS/HS pour une période de deux ans. Par la suite, nous avons fourni les justificatifs et démontré que nous avons une capacité et un engagement adéquats pour nous conformer aux obligations en matière de prévention et d’intervention en matière d’EAS/HS.]
5. [avons fait l’objet d’une disqualification par la Banque pour non-respect des obligations d’EAS/HS pour une période de deux ans. Nous avons joint des documents démontrant que nous avons une capacité et un engagement adéquats pour nous conformer aux obligations en matière de prévention et d’intervention en matière d’EAS/HS.]

Nous, y compris tous nos sous-traitants, fournisseurs, consultants, fabricants ou prestataires de services pour une partie quelconque du marché, ne sommes soumis à aucune entité ou personne faisant l’objet d’une suspension temporaire ou d’une exclusion imposée par le Groupe de la Banque mondiale ou d’une exclusion imposée par le Groupe de la Banque mondiale en vertu de l’Accord Mutuel d’Exclusion entre la Banque mondiale et d’autres banques de développement. En outre, nous ne sommes pas inadmissibles en vertu des lois ou des règlements officiels du pays du Maître d’Ouvrage ou conformément à une décision du Conseil de Sécurité des Nations Unies;

Nous certifions par la présente que nous avons pris des mesures pour nous assurer qu’aucune personne agissant pour nous ou en notre nom ne se livre à tout type de Fraude et Corruption.

Entreprise ou institution d’État : *[sélectionnez l’option appropriée et supprimez l’autre] [Nous ne sommes pas une entreprise ou une institution publique du pays du Maître d’Ouvrage] / [Nous sommes une entreprise ou une institution publique, mais nous répondons aux exigences de l’****IP 4.6****]*;

**Membres potentiels du Comité de Prévention et de Règlement des Différends (CPRD) :** Nous proposons par la présente les trois personnes suivantes, dont le curriculum vitae est attaché, en tant que membres potentiels du CPRD :

|  |  |
| --- | --- |
| Nom | Adresse |
| * + - 1. ………… |  |
| * + - 1. ………… |  |
| * + - 1. ………… |  |

Nous acceptons de nous engager par cette Proposition, qui, conformément **à l’IP 12** et à **l’IP 13**, se compose de cette lettre (Lettre de Proposition - Partie technique) et de ses pièces jointes, jusqu’à *[insérer jour, mois et année conformément aux DPDP 20.1]*, et la Proposition restera contraignante pour nous et pourra être acceptée par vous à tout moment au plus tard à cette date.

Il est entendu que la présente Proposition, et votre acceptation écrite de ladite Proposition par le moyen de la Notification d’Attribution du Marché que vous nous adresserez tiendra lieu d’engagement ferme entre nous, jusqu’à ce qu’un marché soit formellement établi et signé.

**Nom du Proposant** *\*[insérer le nom complet du Proposant]*

**Nom de la personne autorisée à signer la Proposition au nom du Proposant \*\***: *[insérer le nom complet de la personne dûment autorisée à signer la Proposition]*

**Titre de la personne signataire de la Proposition**: *[insérer le titre complet de la personne signataire de la proposition]*

**Signature de la personne nommée ci-dessus**: *[insérer la signature de la personne dont le nom et les capacités sont indiqués ci-dessus]*

**Date de signature** *[insérer la date de signature]* jour de *[insérer le mois], [insérer l’année]*

\* Au cas où la Proposition est soumise par un Groupement d’Entreprises, spécifier le nom du Groupement d’Entreprises, en tant que Proposant.

\*\*La personne signataire doit avoir un pouvoir donné par le Proposant, à joindre à la Proposition.

Pièces jointes ()

Lettre de Proposition – Partie financière

|  |
| --- |
| *INSTRUCTIONS AUX PROPOSANTS : SUPPRIMER CE CARTOUCHE APRES AVOIR REMPLI LE FORMULAIRE*  *Insérer le présent formulaire dûment rempli dans la seconde enveloppe « PARTIE FINANCIERE ».*  *Le Proposant devra remplir la lettre ci-dessous avec son entête, indiquant clairement le nom et l’adresse commerciale complets.*  *Notes : le texte en italiques est destiné à faciliter la préparation des formulaires et devra être supprimé dans les formulaires de propositions.* |

**Date de soumission de la Proposition :** *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de la Proposition]*

**Avis d’appel à propositions No. :** *[insérer No de l’appel à Proposition]*

**Demande de Proposition :** *[insérer No d’identification]*

**Variante No :** *[insérer No si la Proposition est une variante]*

À : *[insérer le nom complet du Maître d’Ouvrage]*

Monsieur / Madame

Nous, Proposant soussigné, soumettons par la présente la deuxième partie de notre Proposition, la Partie financière

Après avoir examiné le DDP y compris tout Additif émis conformément à l’**IP 8**, nous, soussignés, offrons d’exécuter le Ouvrages à \_\_\_\_\_\_\_\_\_, en pleine conformité avec ledit DDP, ainsi que tout Additif pour le prix total de la Proposition, à l'exclusion des rabais offerts, comme suit :

*[Insérer l'une des options ci-dessous, le cas échéant]*

**Option 1**, dans le cas d'un seul lot : Prix total : *[insérez le prix total de la Proposition en lettres et en chiffres, en indiquant les différents montants et les monnaies respectives];*

**Ou**

**Option 2**, en cas de lots multiples : (a) Prix total de chaque lot *[insérer le prix total de chaque lot en lettres et en chiffres, en indiquant les différents montants et les monnaies respectives]; et (b)* Prix total de tous les lots (somme de tous les lots) *[insérer le prix total de tous les lots en lettres et en chiffres, en indiquant les différents montants et les monnaies respectives];*

Les rabais offerts et les modalités d’application desdits rabais sont les suivants :

1. Les rabais offerts sont les suivants : *[indiquer en détail chacun des rabais offerts]*
2. La méthode précise de calcul de ces rabais pour déterminer le montant rabais inclus est la suivante : *[indiquer en détail la méthode d’application de chacun des rabais offerts]* ;

Si notre Proposition est acceptée, nous nous engageons à obtenir une Garantie de bonne exécution du Marché *[et une Garantie de performance environnementale et sociale (ES).* ***Supprimer si pas applicable****]* sous la forme, dans les montants, et dans les délais spécifiés dans le DDP.

Nous acceptons de nous engager par la présente Proposition, qui en conformité avec les articles **12 et 13 des IP**, comprend la présente lettre de Proposition financière et les pièces jointes dont la liste figure ci-après, jusqu’à *[insérer: le jour, mois et année conformément à l’article 20.1 des DPDP]*, et la Proposition nous engage et pourra être acceptée par vous à tout moment à ou avant cette date.

Les **avantages, honoraires ou commissions** ci-après ont été versés ou doivent être versés en rapport avec la procédure de Demande de Propositions ou l’exécution/la signature du Marché : *[indiquer le nom complet de chaque bénéficiaire, son adresse complète, le motif de versement de chacun des honoraires ou commissions, le montant et la monnaie, le cas échéant].*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Nom du Bénéficiaire** | **Adresse** | **Motif** | **Montant** |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

(Si aucune somme n’a été versée ou ne doit être versée, porter la mention « néant »).

Il est entendu que la présente Proposition, et votre acceptation écrite de ladite Proposition par le moyen de la Notification d’Attribution du Marché que vous nous adresserez tiendra lieu d’engagement ferme entre nous, jusqu’à ce qu’un marché soit formellement établi et signé.

**Nom du Proposant :** \* *[insérer le nom complet du Proposant]*

**Nom de la personne autorisée à signer la Proposition au nom du Proposant** : \*\* *[insérer le nom complet de la personne dûment autorisée à signer la Proposition]*

**Titre de la personne signataire de la Proposition**: *[insérer le titre complet de la personne signataire de la proposition]*

**Signature de la personne nommée ci-dessus**: *[insérer la signature de la personne dont le nom et les capacités sont indiqués ci-dessus]*

**Date de signature** *[insérer la date de signature]* jour de *[insérer le mois], [insérer l’année]*

\*Dans le cas d’une Proposition présentée par un groupement d’entreprises (GE), indiquer le nom du groupement ou de ses partenaires, en tant que Proposant.

\*\*La personne signataire doit avoir un pouvoir donné par le Proposant, à joindre à la Proposition.

Pièces jointes ()

Annexe à la Proposition

**Tableau des Indices de Révision des Prix**

*[****Note au Maître d’Ouvrage :*** *L’Annexe de la Révision des Prix devra normalement être utilisée pour les marchés pour lesquels le délai d’achèvement excède 18 mois. Les marchés ayant un délai d’achèvement plus court, lorsque l’inflation locale et étrangère est prévue être élevée, pourront justifier également d’avoir une annexe de Révision des Prix selon le cas.*

*Il est recommandé que le Maître d’Ouvrage soit conseillé par un professionnel ayant d*e *l’expérience des coûts de construction et de l’effet de l’inflation sur les coûts de construction, lors de la préparation du contenu de l’annexe sur l’indexation des coûts.* *Dans le cas de marchés de travaux très importants et/ou complexes, il peut être nécessaire de préciser plusieurs familles de formules de révision des prix correspondant aux différents travaux concernées.* ***Lors de la finalisation du document du marché, assurez-vous que l’annexe finalisée de l’indexation des coûts est jointe à l’Acte d’Engagement.****]*

*Les formules de révision des prix doivent être du type général suivant :*

Si les prix doivent être révisés conformément à l’article 13.7 du CCAG, la méthode suivante doit être utilisée pour calculer la révision de prix :

Les prix payables à l'Entrepreneur, conformément au Marché, seront révisés au cours de l'exécution du Marché afin de refléter les variations du coût de la main-d'œuvre, des matériaux et du matériel, selon la formule suivante :

**Pn= a + b Ln / Lo + c En/ Eo + d Mn/Mo + ........**

*où:*

« Pn » est le multiplicateur d’ajustement (coefficient de révision des prix) à appliquer à la valeur estimée du marché dans la monnaie pertinente des travaux effectués au cours de la période « n », cette période étant d’un mois, sauf indication contraire dans les Données du Marché ;

« a » est un coefficient fixe, indiqué dans la formule de révision des prix, représentant la partie non révisable des paiements contractuels;

« b », « c », « d », ... sont des coefficients représentant la proportion estimée de chaque élément de coût lié à l’exécution des travaux, comme indiqué dans la formule de révision des prix; ces éléments de coûts compilés peuvent indiquer des ressources telles que la main-d’œuvre, le matériel et les matériaux;

« Ln », « En », « Mn », ... sont les indices de coûts actuels ou les prix de référence pour la période « n », exprimés dans la monnaie de paiement pertinente, chacun d’eux s’appliquant à l’élément de coût tabulé pertinent à la date 49 jours précédant le dernier jour de la période (à laquelle le certificat de paiement particulier se rapporte); et

« Lo », « Eo », « Mo », ... sont les indices de coût de base ou les prix de référence, exprimés dans la monnaie de paiement pertinente, qui s’appliquent chacun à l’élément de coût tabulé pertinent à la date de base.

Les indices de coûts ou les prix de référence indiqués dans la formule de révision des prix doivent être utilisés. Si leur source est douteuse, elle sera déterminée par le Maître d’Œuvre. À cette fin, il est fait référence aux valeurs des indices aux dates indiquées (citées respectivement dans les quatrième et cinquième colonnes du tableau).

Si la monnaie dans laquelle le prix du Marché est exprimée est différente de la monnaie du pays d’origine des indices, un facteur de correction sera appliqué pour éviter des ajustements incorrects du prix du Marché. Le facteur de correction doit être : Z0 / Z1, où

Z0 = nombre d’unités de monnaie du pays d’origine des indices qui égalent à une unité de la monnaie du prix du Marché à la date de Référencee, et

Z1  = nombre d’unités de monnaie du pays d’origine des indices qui égalent à une unité de la monnaie du prix du Marché à la date de Révision..

Tableau des données de Révision des Prix

[Dans les Tableaux A, B et C ci-dessous, le Proposant doit (a) indiquer le montant de son paiement en monnaie nationale, (b) indiquer les valeurs de base et la proposition d'indices pour les différents éléments de coût en monnaie étrangère, (c) calculer les pondérations proposées pour les paiements en monnaie locale et étrangère, et d) indiquer les taux de change utilisés pour la conversion de monnaie. Dans le cas de marchés de travaux très importants et / ou complexes, il peut être nécessaire de spécifier plusieurs familles de formules de révision de prix correspondant aux différents types de travaux en cause.]

Tableau A. Monnaie nationale

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code de l’indice \* | Description de l’indice \* | Source de l’indice \* | Valeur de base et date \* | Montant en monnaie du Proposant | Pondération proposée par le Proposant |
|  | Non ajustable | ----- | ---- | ---- | a: --------\*  b: ---------\*  c:--------- \*  d:------- \*  e:--------- \* |
|  |  |  | Total |  | 1.00 |

*[\* À inscrire par le Maître d’Ouvrage. Alors que “a” devrait être un pourcentage fixé, b, c, d et e devraient spécifier une plage de valeurs et le Proposant devra spécifier une valeur dans la plage telle que la somme des pondérations soit égale à 1,00]*

Tableau B. Monnaie étrangère

**Indiquer le Type**  *: [Si le Proposant est autorisé à recevoir des paiements en monnaies étrangères, ce tableau doit être utilisé. Si le Proposant souhaite indiquer plus d’une monnaie étrangère (jusqu’à trois monnaies sont autorisées), alors ce tableau doit être répété pour chaque monnaie étrangère.]*

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Code de l’indice \* | Description de l’indice \* | Source de l’indice \* | Valeur de base et date \* | Montant en monnaie du Proposant | Equivalent en Monnaie étrangère | Pondération proposée par le Proposant |
|  | Non ajustable | ----- | ---- | ---- |  | a: --------\*  b: ---------\*  c:--------- \*  d:------- \*  e:--------- \* |
|  |  |  | Total |  |  | 1.00 |

*[\* À inscrire par le Maître d’Ouvrage. Alors que “a” devrait être un pourcentage fixé, b, c, d et e devraient spécifier une plage de valeurs et le Proposant devra spécifier une valeur dans la plage telle que la somme des pondérations est égale à 1,00]*

Tableau C. Récapitulatif des monnaies de paiement Tableau : Option A

Pour ………………………………. *[insérer le nom de la Tranche des Ouvrages]*

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Nom de la monnaie de paiement | A  Montant de la monnaie | B  Taux de change  (monnaie nationale par unité de monnaie étrangère | C  Équivalent en monnaie nationale  C = A x B | D  Pourcentage de  Prix total de la Proposition (PTP)  (100xC)  ------  PTP |
| Monnaie nationale  ---------------- |  | 1.00 |  |  |
| Monnaie étrangère #1  ---------------- |  |  |  |  |
| Monnaie étrangère #2  ---------------- |  |  |  |  |
| Monnaie étrangère #3  ---------------- |  |  |  |  |
| Coût total de la Proposition |  |  |  | 100 |
|  |  |  |  |  |
| Sommes provisionnelles exprimées en monnaie nationale | *[doit être précisé par le Maître d’Ouvrage]* |  | *[doit être précisé par le Maître d’Ouvrage]* |  |
| PRIX TOTAL DE LA PROPOSITION (sommes provisionnelles incluses) |  |  |  |  |

***[Tableau : Option B***

***À utiliser uniquement avec Option B Prix directement indiqués dans les monnaies de paiement. (IP 16.1)***

*Récapitulatif des monnaies de la Proposition de [insérer le nom de la section des Ouvrages]*

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom de la monnaie** | **Montants à payer** |
| Monnaie nationale : |  |
| Monnaie étrangère #1 : |  |
| Monnaie étrangère #2 : |  |
| Monnaie étrangère #3 : |  |
| Sommes provisionnelles exprimées en monnaie nationale | *[A préciser par le Maître d’Ouvrage]* |

Programme des Activités et Sous-Activités (à chiffrer)

*[Voir IP 15.1 des DPDP si une adaptation du texte ci-dessous est nécessaire]*

Le total des prix des activités figurant dans le Programme des Activités constitue l’offre du Proposant de réaliser les ouvrages sur la base d’une « responsabilité unique ».

Le prix de toute activité ou sous-activité que le Proposant aurait pu omettre est réputé être compris dans le prix des autres activités ou sous-activités figurant dans le Programme des Activités et Sous-Activités et ne sera pas payé séparément par le Maître d’Ouvrage.

Exemple de Programme d’Activités chiffrées

*[À compléter par le Proposant (le Proposant pourra utiliser plusieurs pages de tableaux, le cas échéant)]*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| N° Activité | Description de l’Activité | Coût de l’Activité |
| 1 | Services de Conception |  |
|  |  |  |
| 2 | Mobilisation |  |
|  |  |  |
| 3 | Construction |  |
|  |  |  |
| 4 | Etc. |  |
|  |  |  |
| 5 | Etc. |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  | Prix total des Activités reporté dans le Récapitulatif de Prix, page \_\_\_ |  |

Exemple de Programme de Sous-Activités chiffrées

*[À compléter par le Proposant (le Proposant pourra utiliser plusieurs pages de tableaux, le cas échéant)]*

Activité : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| N° Sous-Activité | Description de la Sous-Activité | Prix de la Sous-Activité |
| 1 | ----------------------- |  |
|  |  |  |
| 2 | ---------------------- |  |
|  |  |  |
| 3 |  |  |
|  |  |  |
| 4 | Etc. |  |
|  |  |  |
| 5 | Etc. |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  | Prix total des Sous-Activités reporté dans le Programme des Activités chiffrées, page \_\_\_ |  |

Travail en Régie

***[Note à l’intention du Maître d’Ouvrage :***

*Pour les travaux de nature mineure ou accessoire, le maître d’oeuvre peut ordonner qu’un changement soit exécuté sur la base de travaux en régie. L’option préférée est d’évaluer le travail supplémentaire conformément aux Conditions du Marché. Si des travaux en régie doivent être inclus dans les documents de demande de propositions, il est préférable d’inclure des quantités nominales pour les articles les plus susceptibles d’être utilisés et de reporter la somme des postes dans le Récapitulatif de la Proposition afin de rendre concurrentiel la fixation des Prix Unitaires du Travail en Régie.*

*Si le travail en régie n’est pas inclus, la Sous-Clause 13.6 des conditions générales ne s’appliquera pas].*

**Généralités**

1. Il convient de se référer à la Sous-Clause 13.5 du CCAG. Les travaux ne doivent pas être exécutés en Régie, sauf sur ordre écrit du Maître d’Œuvre. Les Proposants doivent inscrire les tarifs de base pour les articles de Travail en Régie dans les Annexes, lesquels tarifs doivent s’appliquer à toute quantité de Travail en Régie commandée par le Maître d’Œuvre. Les quantités nominales ont été indiquées pour chaque élément de Travail en Régie, et le total additionnel pour le Travail en Régie doit être reporté en tant que Somme Provisionnelle au Montant Total Récapitulatif de la Proposition. Sauf indication contraire, les paiements pour le Travail en Régie seront soumis à révision de prix conformément aux dispositions des Conditions du Marché.

**Main-d’œuvre du Travail en Régie**

2. Pour le calcul des paiements dus à l’Entrepreneur pour l’exécution des Travaux en Régie, les heures de travail seront comptées à partir du moment de l’arrivée de la main-d’œuvre sur le chantier pour exécuter l’élément particulier du Travail en Régie jusqu’à l’heure du retour au lieu de départ d’origine, mais à l’exclusion des pauses-repas et des périodes de repos. Seul le temps des catégories de main-d’œuvre effectuant directement des travaux ordonnés par le Maître d’Œuvre et pour lesquels elles sont compétentes sera mesuré. Le temps des journaliers qui travaillent avec les équipes sera également mesuré, mais pas le temps des contremaîtres ou d’autres membres du personnel de supervision.

3. L’Entrepreneur a droit à un paiement pour la durée totale pendant laquelle la main-d’œuvre est employée pendant le Travail en Régie, calculé aux taux de base inscrits par l’Entrepreneur dans le **Barème des Taux de Travail en Régie : 1. Main-d’œuvre,** ainsi qu’à un paiement supplémentaire en pourcentage sur les taux de base représentant les bénéfices, les frais généraux, etc., de l’Entrepreneur, comme décrit ci-dessous :

a) Les taux de base pour la main-d’œuvre couvrent tous les coûts directs pour l’Entrepreneur, y compris (mais sans s’y limiter) le montant des salaires versés à cette main-d’œuvre, le temps de transport, les surcoûts des heures supplémentaires, les indemnités de subsistance et toute somme versée à ou pour le compte de cette main-d’œuvre pour les avantages sociaux conformément à la loi *[du pays de l’Emprunteur].* Les taux de base seront payables seulement en monnaie nationale.

b) Le pourcentage supplémentaire des paiements à coter par le Proposant et appliqué aux dépenses engagées en vertu de l’alinéa (a) ci-dessus est réputé couvrir les bénéfices, les frais généraux, la surintendance, les responsabilités, les assurances et indemnités de main-d’œuvre, de chronométrage, de secrétariat et de bureau, l’utilisation de magasins des consommables, l’eau, l’éclairage et l’électricité; l’utilisation et la réparation d’échafaudages, d’ateliers et de magasins, d’outils électriques portatifs, d’installations manuelles et d’outils; la supervision par le personnel, les contremaîtres et les autres membres du personnel de supervision de l’Entrepreneur; et les frais accessoires à ce qui précède. Les paiements au titre de ce poste sont effectués dans les proportions monétaires suivantes :

(i) étranger: pourcentage (à indiquer par le Proposant). [[11]](#footnote-12)

(ii) local : pourcentage (à indiquer par le Proposant).

[***Note à l’intention du Maître d’Ouvrage*** *:*

*Cette méthode d’indication séparée des bénéfices et des frais généraux facilite l’ajout d’autres éléments de Travail en Régie, si nécessaire, dont les coûts de base peuvent ensuite être vérifiés plus facilement. Une solution de rechange consiste à inclure dans les tarifs de Travail en Régie les frais généraux et des bénéfices de l’Entrepreneur, etc., auquel cas ce paragraphe et l’Annexe du Travail en Régie devraient être modifiés en conséquence*.*]*

**Matériaux pour le Travail en Régie**

4. L’Entrepreneur a droit à un paiement pour les matériaux utilisés pour le Travail en Régie (à l’exception des matériaux pour lesquels le coût est inclus dans le pourcentage d’ajout aux coûts de main-d’œuvre comme indiqué ci-dessus), aux taux de base indiqués par l’Entrepreneur dans le **Barème des Taux de Travail en Régie : 2. Matériaux,** ainsi qu’à un paiement supplémentaire en pourcentage sur les taux de base pour couvrir les frais généraux et les bénéfices, comme suit :

(a) les prix de base pour les matériaux seront calculés sur la base du prix facturé à l’Entrepreneur, du fret, de l’assurance, des frais de manutention, des dommages, des pertes, etc., et prévoiront la livraison au lieu de stockage sur le Chantier. Les prix de base seront indiqués dans la monnaie nationale, mais le paiement sera effectué dans la ou les monnaies dépensées sur présentation des pièces justificatives.

(b) le pourcentage supplémentaire de paiement est indiqué par le Proposant et appliqué aux paiements équivalents en monnaie nationale effectués conformément au point (a) ci-dessus. Les paiements au titre de ce poste seront effectués dans les proportions suivantes :

(i) étranger : pourcentage (à indiquer par le Proposant) ; [[12]](#footnote-13)

(ii) local : pourcentage (à indiquer par le Proposant) ;

(c) le coût du transport des matériaux pour les utiliser dans le cadre de travaux commandés à effectuer comme Travail en Régie à partir du magasin ou du dépôt sur le Chantier jusqu’à l’endroit où ils doivent être utilisés sera payé conformément aux conditions de prix pour la main-d’œuvre et le matériel de la présente annexe.

**Matériel de l’Entrepreneur pour les Travaux en Régie**

5. L’Entrepreneur a droit à des paiements pour le Matériel de l’Entrepreneur déjà sur place et employé pour les Travaux en Régie aux taux de location de base inscrits par l’Entrepreneur dans **l’Annexe des Tarifs de Travail en Régie : 3. Matériel de l’Entrepreneur.** Ces taux sont réputés inclure l’amortissement, les intérêts, l’indemnité et l’assurance, les réparations, l’entretien, les fournitures, le carburant, les lubrifiants et autres consommables, ainsi que tous les frais généraux, les bénéfices et les frais administratifs liés à l’utilisation de ce matériel. [***Note à l’intention du Maître d’Ouvrage*** *:*  *Il s’agit d’un exemple de formulation visant à inclure les frais généraux et les bénéfices, etc., dans les taux de Travail en Régie. Un pourcentage distinct pourrait être utilisé comme pour la main-d’œuvre et les matériaux*.] Le coût des chauffeurs, des opérateurs et des assistants sera payé séparément, comme il est décrit dans la section sur le Travail en Régie – Main d’Oeuvre. *[****Note à l’intention du Maître d’Ouvrage*** : *Une solution de rechange, parfois adoptée pour des raisons de commodité administrative, consiste à inclure le coût des chauffeurs, des opérateurs et des adjoints dans les taux de base du Matériel de l’Entrepreneur. La dernière phrase de ce paragraphe 5 devrait ensuite être modifiée en conséquence.]*

6. Pour le calcul du paiement dû à l’Entrepreneur pour le Matériel de l’Entrepreneur employé pendant les Travaux en Régie, seul le nombre réel d’heures de travail sera admissible au paiement, sauf que, s’il y a lieu et comme convenu avec le Maître d’Œuvre, le temps de déplacement à partir de la partie du Chantier où se trouvait le Matériel de l’Entrepreneur lorsque le Maître d’Œuvre a ordonné qu’il soit employé pour les Travaux en Régie et le temps pour le voyage de retour y afférent doivent être inclus pour paiement.

7. Les tarifs de location du Matériel de l’Entrepreneur employé pour le Travail en Régie sont indiqués en monnaie nationale, mais les paiements à l’Entrepreneur seront effectués dans des proportions monétaires, comme suit :

1. étranger : pourcentage (à indiquer par le Proposant). [[13]](#footnote-14)
2. local : pourcentage (à indiquer par le Proposant).

Tarifs des Travaux en Régie : 1. Main d’Œuvre

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| *Poste no.* | | *Description* | *Unité* | *Quantité* | *Prix Unitaire* | | *Montant* | |
|  | |  |  |  |  | |  | |
|  | |  |  |  |  | |  | |
|  | |  |  |  |  | |  | |
|  | |  |  |  |  | |  | |
|  | |  |  |  |  | |  | |
|  | |  |  |  |  | |  | |
|  | |  |  |  |  | |  | |
|  | |  |  |  |  | |  | |
|  | |  |  |  |  | |  | |
|  | |  |  |  |  | |  | |
|  | |  |  |  |  | |  | |
|  | |  |  |  |  | |  | |
|  | | Sous-total | | | | | | |  |
| D122 | | Pourcentage autorisé \_\_\_\_(a) des frais généraux, bénéfices, etc. de l’Entrepreneur, conformément au paragraphe 3 (b) ci-dessus. | | | | |  | | |
|  | | Total for Travail en Régie : Main d’Œuvre  (à reporter dans le Récapitulatif du Travail en Régie, p. ) | | | | | | |  |

1. ã insérer par le Proposant.

Tarifs des Travaux en Régie : 2. Matériaux

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| *Poste no.* | | *Description* | *Unité* | *Quantité* | *Prix Unitaire* | | *Montant* | |
|  | |  |  |  |  | |  | |
|  | |  |  |  |  | |  | |
|  | |  |  |  |  | |  | |
|  | |  |  |  |  | |  | |
|  | |  |  |  |  | |  | |
|  | |  |  |  |  | |  | |
|  | |  |  |  |  | |  | |
|  | |  |  |  |  | |  | |
|  | |  |  |  |  | |  | |
|  | |  |  |  |  | |  | |
|  | |  |  |  |  | |  | |
|  | |  |  |  |  | |  | |
|  | | Sous-total | | | | | | |  |
|  | | Pourcentage autorisé \_\_\_\_(a) des frais généraux, bénéfices, etc. de l’Entrepreneur, conformément au paragraphe 4 (b) ci-dessus. | | | | |  | | |
|  | | Total for Travail en Régie : Matériaux  (à reporter dans le Récapitulatif du Travail en Régie, p. ) | | | | | | |  |

1. ã insérer par le Proposant.

Annexe Travaux en Régie : 3. Matériel de l’Entrepreneur

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| *Poste no.* | | *Description* | *Unité* | *Quantité* | *Prix Unitaire* | | *Montant* | |
|  | |  |  |  |  | |  | |
|  | |  |  |  |  | |  | |
|  | |  |  |  |  | |  | |
|  | |  |  |  |  | |  | |
|  | |  |  |  |  | |  | |
|  | |  |  |  |  | |  | |
|  | |  |  |  |  | |  | |
|  | |  |  |  |  | |  | |
|  | |  |  |  |  | |  | |
|  | |  |  |  |  | |  | |
|  | |  |  |  |  | |  | |
|  | |  |  |  |  | |  | |
|  | | Sous-total | | | | | | |  |
|  | | Pourcentage autorisé \_\_\_\_(a) des frais généraux, bénéfices, etc. de l’Entrepreneur, conformément au paragraphe 7 ci-dessus. | | | | |  | | |
|  | | Total for Travail en Régie : Matériel de l’Entrepreneur  (à reporter dans le Récapitulatif du Travail en Régie, p. ) | | | | | | |  |

1. ã insérer par le Proposant.

Récapitulatif des Travaux en Régie

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | *Montant(*a)  *( )* | *%*  *Etranger* |
| 1. Total pour Travaux en Régie : Main d’Œuvre |  |  |
| 2. Total pour Travaux en Régie : Matériaux |  |  |
| 3. Total pour Travaux en Régie : Matériel de l’Entrepreneur |  |  |
| Total pour Travaux en Régie (Somme Provisionnelle)  (à reporter dans le Récapitulatif du Travail en Régie, p. ) |  |  |
| (a): Le Maître d’Ouvrage devrait insérer l’unité de la monnaie nationale. | | |

] Récapitulatif des Sommes Provisionnelles spécifiées

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| *Poste no.* | *Description* | *Montant* | |
| 1 |  |  | |
|  |  |  | |
|  |  |  | |
| 2 |  |  | |
|  |  |  | |
|  |  |  | |
| 3 |  |  | |
|  |  |  | |
|  |  |  | |
| 4 |  |  | |
|  |  |  | |
|  | [*A insérer par le Maître d’Ouvrage ; Supprimer si pas applicable :]* sommes provisionnelles pour résultats additionnels ES. |  | |
|  | *[A insérer par le Maître d’Ouvrage]* sommes provisionnelles pour la part du Maître d’Ouvrage dans les coûts du CPRD. |  | |
| etc. |  |  | |
|  |  |  | |
| Total des Sommes Provisionnelles  (à reporter dans le Récapitulatif Général (B), p. ) | | |  |

Récapitulatif Général

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Récapitulatif général** | **Page** | **Montant** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
| *Sous total des Activités* | *(A)* |  |
| *Total pour Travaux en Régie (Somme Provisionnelle)\** | *(B)* |  |
| *Sommes Provisionnelles spécifiées ii* | *(C)* | *[somme]* |
| *Total des Activités et des sommes provisionnelles (A + B + C) i* | *(D)* |  |
| *Ajouter une somme provisonnelle pour imprévus (le cas échéant) ii* | *(E)* | *[somme]* |
| *Prix de la Proposition (D + E) (à reporter dans la Lettre de Proposition)* | *(F)* |  |
|  |  |  |
| i) Les sommes provisionnelles seront utilisées en tout ou en partie, à la demande expresse du Maître d’Oeuvre, conformément aux Sous-Clause 13.4 et 13.5 du CCAG, sauf en ce qui concerne les honoraires et les frais remboursables du CPRD auxquels s'applique la Sous-Clause 13.4 du CCAP - Partie B.  ii) À insérer par le Maître d’Ouvrage.  \* Aux fins d'évaluation, les sommes provisionnelles, autres que pour le Travail en Régie, seront exclues. | | |

Echéancier des Paiements

***[Note au Maître d’Ouvrage***

*(i)* *Si les paiements à l’Entrepreneur doivent être effectués en plusieurs versements conformément à la Sous-Clause 14.4 du CCAG, le Maître d’Ouvrage doit inclure ici un tableau des acomptes provisionnels. Veuillez noter la position par défaut conformément à la Sous-Clause 14.4 du CCAG lorsque le Marché n’inclut pas d’échéancier de paiements.*

*Si ce n’est pas déjà indiqué dans les Données du Marché, cette section peut inclure :*

* *Tableau des acomptes provisionnels*
* *Monnaies de paiement*
* *Taux de change applicables*
* *Installations et Equipements - Si le paragraphe 14.5 du GC s’applique :*
  + *-14.5(b)(i) – Installations et Equipements à payer lors de l’expédition \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [Inclure la liste, ou indiquer N.A. si cela est déjà pris en considération dans le tableau des acomptes provisionnels].*
  + *-14.5(c)(i) - Installations et Equipements à payer lorsqu’ils sont livrés sur Chantier \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [Inclure la liste, ou indiquer N.A. si cela est déjà pris en considération dans le tableau des acomptes provisionnels]*

*(ii) Si les paiements à l’Entrepreneur doivent être effectués en fonction de l’achèvement des Jalons (le cas échéant et tels que définis et décrits dans le Marché) le Maître d’Ouvrage doit inclure dans l’Echéancier des Paiements une référence explicite aux paiements des Jalons. Afin de minimiser le risque de différends, ces étapes de paiement doivent être soigneusement spécifiées].*

**Garanties de Performance et Pénalités de Performance**

*[Le cas échéant,insérer les garanties requises par le Maître d’Ouvrage pour l’exécution des Ouvrages ou de toute partie des Ouvrages (selon le cas), et indiquer les Pénalités de Performance applicables payables en cas de non-réalisation de l’une des prestations garanties.* *Voir les Sous-Clauses 1.1.63, 1.1.74, 9.1 et 12.4 du CCAG]*

Formulaires de Proposition technique

1. Méthodologie de conception
2. Stratégie de gestion de la construction
3. Méthodologie de réalisation des activités essentielles de construction;
4. Proposition Acquisition durable
5. Code de Conduite pour le Personnel de l’Entreprise
6. Programme de travail
7. Organigramme du Personnel de l’Entrepreneur
8. Evaluation des risques et Plan de Gestion proposé
9. Matériels de l’Entrepreneur
10. Sous-Traitants
11. Autres

Proposition de Conception

Le Proposant doit soumettre une proposition de conception qui traite au minimum les éléments suivants :

1. Les dispositions organisationnelles pour la conception, y compris : la structure de l'équipe, les rôles et responsabilités, les interfaces, les procédures de contrôle et d'approbation de la conception et les dispositifs d'assurance qualité ;
2. Produits attendus de la conception proposée : *[Le Maître d’Ouvrage précisera toutes les exigences obligatoires* appropriées aux bonnes pratiques internationales de l’industrie] ;
3. Un énoncé de conception indiquant la manière dont les exigences du Maître d’Ouvrage seront satisfaites ;
4. Toute valeur ajoutée apportée par le Proposant, notamment des exemples d’aspect novateurs de la conception ;
5. Des commentaires sur les Exigences du Maître d’Ouvrage, notamment :
6. l’état des informations disponibles et problèmes de conception pertinents pour les Ouvrages;
7. des commentaires sur les erreurs, défauts ou ambiguïtés mentionnés dans les Exigences du Maître d’Ouvrage ; et
8. [*les détails de toute exception dans la conception projetée par rapport aux Exigences du Maître d’Ouvrage*] ;
9. Acquisition durable: aspects liés à la durabilité (exemple : efficacité énergétique, réduction des déchets, réduction des matériaux, sources de matériaux, etc.) démontrant l’approche du Proposant et son engagement en faveur de pratiques de conception et de construction durables ;
10. Stratégie pour la collecte d'informations de base sur les aspects sociaux et environnementaux à temps pour permettre l'élaboration de la conception ;
11. les détails sur la manière dont les exigences en matière d'ES et toute proposition visant à améliorer les résultats de l'ES seront intégrées à toutes les étapes de la conception et sur la manière dont les implications pour la phase de construction ont été prises en compte;
12. les détails de l’approche de la gestion des risques, de participation des intervenants, de consultation et de permis/consentements environnementaux;
13. les arrangements en matière d'ingénierie de la valeur (gestion de la valeur), y compris la prise en compte des questions ES; et
14. les systèmes informatiques prévus pour la programmation, la conception, l’archivage et les rapports ;
15. *[modifier/inclure toute autre information pertinente, le cas échéant.]*

Stratégie de gestion de la construction

Le Proposant doit soumettre une stratégie de gestion de la construction qui traite au minimum :

* 1. les arrangements/dispositions organisationnels pour la gestion de la construction, y compris: la structure de l'équipe, les rôles et responsabilités, la gestion d'interface, les procédures d'approbation et les arrangements d'assurance qualité;
  2. sélection et gestion des sous-traitants;
  3. des propositions pour la formation de tout le personnel présent sur site;
  4. engagement des parties prenantes;
  5. obtenir et gérer les consentements, les permis et les approbations;
  6. les propositions d'aménagement du chantier, y compris l'accès, l'hébergement, les installations de bien-être, l'aménagement des installations et le stockage du matériel;
  7. les propositions de phasage de la construction, y compris la séquence des travaux et la gestion des activités en conflit;
  8. veiller à ce que les études géotechniques ou autres travaux préalables répondent aux exigences SE;
  9. approche de gestion des risques pour les aspects géotechniques et des Ouvrages sous le niveau du terrain naturel;
  10. système de gestion de la qualité comprenant un projet de plan de gestion de la qualité;
  11. les aspects de durabilité démontrant l’approche du Proposant et son engagement en faveur de pratiques de construction durables (par exemple, l’efficacité énergétique, la réduction des déchets, la réduction des matériaux et les sources de matériaux, etc.);
  12. préparation, approbation et mise en œuvre du plan de gestion environnementale et sociale de l’Entrepreneur;
  13. préparation, approbation et mise en œuvre du manuel d’’hygiène et de sécurité;
  14. mécanismes de règlement des plaintes/griefs;
  15. les modalités de compte-rendu/rapports, y compris les sujets (y compris SE) et les délais conformément au CCAP - Partie B, sous-clause 4.20;
  16. les dispositions relatives aux essais lors de l’achèvement des ouvrages;
  17. les dispositions à prendre pour –la remise du chantier au Maître d’Ouvrage, y compris la préparation des plans de récolement, la préparation des manuels d’exploitation et de maintenance, ainsi que tout autre aspect pertinent; et
  18. [*insérer toute autre information pertinente, selon le besoin*.]

**Méthode de réalisation des activités clés de construction**

*Le Proposant doit fournir ses énoncés de méthode pour faire face aux risques suivants et mener les activités de construction suivantes. Chaque énoncé de méthode doit décrire l’approche proposée, le niveau de dotation en personnel et d’expérience, le système de travail sécuritaire et l’équipement ou le matériel à utiliser pour gérer les risques ou les activités conformément aux Exigences du Maître d’Ouvrage.*

*[Le Maître d’Ouvrage doit identifier les principaux risques/activités de construction :*

*Exemples:*

* + *l’excavation des fondations;*
  + *l’érection de structures en acier;*
  + *la prévention de l’Exploitation et des Abus Sexuels;*
  + *la gestion de la circulation, y compris la circulation pour les travaux de construction*
  + *…]*

Proposition d’Acquisition durable

*[****Note à l’intention du Proposant*** *: En plus de soumettre les Stratégies de Gestion et les Plans de Mise en œuvre ES requis, le Proposant doit fournir sa proposition pour démontrer comment les exigences supplémentaires en matière d’Acquisition durable, le cas échéant, spécifiées à la Section VII - Exigences du Maître d’Ouvrage seraient satisfaites. Le Proposant doit également présenter sa proposition, le cas échéant, pour dépasser les exigences en matière d’Acquisition durable.]*

Formulaire de Code de Conduite pour le Personnel de l’Entrepreneur (ES)

|  |
| --- |
| ***Note à l’intention du Maître d’Ouvrage :***  ***Les exigences minimales suivantes ne doivent pas être modifiées.*** *Le Maître d’Ouvrage peut ajouter des exigences supplémentaires pour traiter les problèmes identifiés, identifiés à l’issue d’une évaluation environnementale et sociale pertinente.*  *Les types de problèmes identifiés pourraient inclure les risques associés à l’afflux de main-d’œuvre, à la propagation de maladies transmissibles, à l’Exploitation et aux Abus Sexuels (EAS), etc.*  ***Supprimer ce cartouche avant l’émission du dossier de DP.*** |

|  |
| --- |
| **Note à l’intention du Proposant :**  **Le contenu minimal du formulaire de Code de conduite tel qu'établi par le Maître d’Ouvrage ne doit pas être substantiellement modifié.** Cependant, le Proposant peut ajouter des exigences au besoin, notamment pour tenir compte des problèmes / risques propres au Marché.  Le Proposant doit parapher et soumettre le formulaire de Code de Conduite dans le cadre de sa Proposition. |

CODE DE CONDUITE POUR LE PERSONNEL DE L’ENTREPRENEUR

Nous sommes l'Entrepreneur, [*entrez le nom de l'entrepreneur*]. Nous avons signé un Marché avec [*entrez le nom du Maître d’Ouvrage*] pour [*entrez la description des Ouvrages*]. Ces Ouvrages seront effectués à [*entrez sur le site et à d’autres endroits où les Ouvrages seront effectués*]. Notre Marché nous oblige à mettre en œuvre des mesures pour faire face aux risques environnementaux et sociaux liés aux Ouvrages, y compris les risques d’exploitation et d’abus sexuels, ainsi que le harcèlement sexuel.

Le présent Code de Conduite fait partie de nos mesures pour faire face aux risques environnementaux et sociaux liés aux Ouvrages. Il s’applique à l’ensemble du personnel, des ouvriers et des autres employés sur le site des Ouvrages ou d’autres lieux où sont exécutés les travaux. Il s’applique également au personnel de tout sous-traitant et à tout autre membre du personnel qui nous assiste dans l’exécution des Ouvrages. Toutes ces personnes sont appelées « Personnel de l’Entrepreneur » et sont soumises au présent Code de Conduite.

Ce Code de Conduite identifie le comportement exigé de tout le Personnel de l’Entrepreneur.

Notre lieu de travail est un environnement dans lequel les comportements dangereux, offensants, abusifs ou violents ne seront pas tolérés et où toutes les personnes devraient se sentir à l'aise de soulever des problèmes ou des préoccupations sans crainte de représailles.

CONDUITE REQUISE

Le Personnel de l'Entrepreneur doit :

1. exercer ses fonctions avec compétence et diligence;
2. respecter le présent Code de Conduite et toutes les lois, réglementations et autres exigences applicables, y compris celles relatives à la protection de la santé, de la sécurité et du bien-être du Personnel de l'Entrepreneur et de toute autre personne;
3. maintenir un environnement de travail sécurisé, notamment:
4. veiller à ce que les lieux de travail, les machines, les équipements et les processus sous le contrôle de chaque personne soient sûrs et sans risque pour la santé;
5. porter l'équipement individuel de protection requis;
6. utiliser les mesures appropriées concernant les substances et agents chimiques, physiques et biologiques; et
7. suivre les procédures opérationnelles d'urgence applicables.
8. signaler les situations de travail qu’il / elle pense ne pas être sécurisée ou hygiéniques et se retirer d’une situation de travail qu’il / elle croit raisonnablement présenter un danger imminent et grave pour sa vie ou sa santé;
9. traiter les autres avec respect et ne pas discriminer contre des groupes spécifiques tels que les femmes, les personnes handicapées, les travailleurs migrants ou les enfants;
10. ne commettre aucune forme de harcèlement sexuel, ce qui signifie des avances sexuelles importunes, des demandes de faveurs sexuelles et tout autre comportement verbal ou physique à connotation sexuelle à l’égard du Personnel de l’Entrepreneur ou du Maître d’Ouvrage;
11. ne pas se livrer à des activités d'exploitation sexuelle, ce qui signifie tout abus réel ou tentative d'abus de vulnérabilité, de pouvoir différentiel ou de confiance, à des fins sexuelles, y compris, sans toutefois s'y limiter, le fait de tirer un profit monétaire, social ou politique de l'exploitation sexuelle d'autrui;
12. ne pas commettre d'abus sexuel, ce qui signifie l’intrusion physique ou la menace d’intrusion physique de nature sexuelle, que ce soit par la force ou dans des conditions inégales ou coercitives;
13. ne pas se livrer à une quelconque forme d'activité sexuelle avec toute personne de moins de 18 ans, sauf en cas de mariage préexistant;
14. suivre les cours de formation pertinents qui seront fournis sur les aspects environnementaux et sociaux du Marché, y compris sur les questions de santé et de sécurité, et sur l'exploitation et les abus sexuels et le harcèlement sexuel;
15. signaler de manière formelle les violations de ce Code de Conduite; et
16. ne pas exercer de mesures de rétorsion contre toute personne ayant signalé des violations du présent Code de Conduite, que ce soit à nous ou au Maître d’Ouvrage, ou qui utilise le mécanisme de grief pour le Personnel de l’Entrepreneur ou le mécanisme de recours en grief du projet.

FAIRE PART DE PREOCCUPATIONS

Si une personne constate un comportement qui, à son avis, pourrait constituer une violation du présent Code de Conduite ou qui la préoccupe de toute autre manière, elle devrait en faire part dans les meilleurs délais. Cela peut être fait de l’une des façons suivantes :

1. Contactez [*indiquez le nom de l'expert social de l’Entrepreneur possédant une expérience pertinente dans le traitement de la violence sexiste ou, si cette personne n'est pas requise par le Marché, une autre personne désignée par l’Entrepreneur pour traiter ces questions*] par écrit à cette adresse [ ]. ou par téléphone à [ ] ou en personne à [ ]; ou
2. Appelez [ ] pour joindre le service compétent *(le cas échéant*) et laissez un message.

L’identité de la personne restera confidentielle, à moins que le signalement d’allégations ne soit prescrit par la législation par la loi du pays. Des plaintes ou des allégations anonymes peuvent également être soumises et feront l’objet de toutes les considérations qui s’imposent. Nous prenons au sérieux toutes les informations faisant état d'une éventuelle inconduite. Nous mènerons une enquête et prendrons les mesures appropriées. Nous fournirons des références Nous fournirons des références de prestataires de services susceptibles d’aider la personne qui a vécu l’incident allégué, le cas échéant.

Il n'y aura pas de représailles contre une personne qui, de bonne foi, signale une préoccupation au sujet d'un comportement interdit par le présent Code de Conduite. De telles représailles constitueraient une violation du présent Code de Conduite.

CONSÉQUENCES DE LA VIOLATION DU CODE DE CONDUITE

Toute violation du présent Code de Conduite par le Personnel de l’Entrepreneur peut entrainer des conséquences graves allant jusqu’au licenciement et le référé éventuel aux autorités judiciaires.

POUR LE PERSONNEL DE L’ENTREPRENEUR:

J'ai reçu un exemplaire du présent Code de Conduite rédigé dans une langue que je comprends. Je comprends que si j’ai des questions sur ce Code de Conduite, je peux contacter [indiquer le nom de la personne de contact de l’Entrepreneur ayant une expérience pertinente] pour lui demander une explication.

Nom du personnel de l’Entrepreneur : [insérer le nom]

Signature: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Date: (jour mois année): \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Contresignature du représentant autorisé de l'Entrepreneur :

Signature: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**ANNEXE 1:** Comportements constituant Exploitation et Abus Sexuels (EAS) et comportements constituant Harcèlement Sexuel (HS)

**ANNEXE 1 AU FORMULAIRE DE CODE DE CONDUITE**

**COMPORTEMENTS CONSTITUANT EXPLOITATION ET ABUS SEXUELS (EAS) ET HARCELEMENT SEXUEL (HS)**

La liste non exhaustive suivante vise à illustrer les types de comportements interdits :

(1) **Les exemples d’exploitation et d’abus sexuels** comprennent, sans s’y limiter :

1. Le Personnel de l’Entrepreneur indique à un membre de la communauté qu’il peut obtenir des emplois liés au chantier (p. ex. cuisine et nettoyage) en échange de rapports sexuels.
2. Le Personnel de l’Entrepreneur qui établit la connexion d’électricité aux ménages déclare qu’il peut connecter les ménages dirigés par des femmes au réseau en échange de rapports sexuels.
3. Le Personnel de l’Entrepreneur viole ou agresse sexuellement un membre de la communauté.
4. Le Personnel de l’Entrepreneur refuse à une personne l’accès au site à moins qu’elle lui accorde une faveur sexuelle.
5. Le Personnel de l’Entrepreneur déclare à une personne qui sollicite un emploi dans le cadre du Marché qu’elle ne l’embauchera que si elle a des relations sexuelles avec lui.

(2) **Exemples de harcèlement sexuel dans un contexte de travail**

1. Le Personnel de l’Entrepreneur commente l’apparence du personnel d’un autre membre du personnel (de manière positive ou négative) et l’attractivité sexuelle.
2. Quand un Personnel de l’Entrepreneur se plaint de commentaires fait par un autre membre du personnel sur son apparence, le second répond que le premier « l’a cherché » à cause de la façon dont il/elle s’habille.
3. Attouchement inopportun sur le Personnel de l’Entrepreneur ou du Maître d’Ouvrage par un autre Personnel de l’Entrepreneur.
4. Le Personnel de l’Entrepreneur déclare à un autre Personnel de l’Entrepreneur qu’il/elle lui obtiendrait une augmentation de salaire, ou une promotion s’il/elle lui envoie des photographies de nus de lui ou d’elle-même.

Programme de travail

Le Proposant doit établir un programme de travail pour la conception et la construction des Ouvrages à entreprendre, y compris l'identification des principales étapes et du chemin critique. Le programme de travail proposé doit être élaboré sur la base des Exigences du Maître d’Ouvrage et doit prendre en compte les étapes clés suivantes :

(a) la conception des Ouvrages, y compris la soumission des livrables de la conception, le contrôle et l'approbation de la conception par le Représentant du Maître d’Ouvrage;

(b) les processus et les livrables nécessaires au début des travaux ;

(c) l'exécution des Ouvrages dans les délais impartis, en soulignant les activités imposant des contraintes à la séquence de construction ;

(d) essais, mise en service et réception des Ouvrages achevés ;

(e) Non-objection aux plans de gestion environnementale et sociale de l’Entrepreneur et au plan de mise en œuvre de l’Entrepreneur, qui constituent collectivement le PGES-E, conformément au CCAP Partie B - Sous-Clause 4.1 ;

(f) Constitution du CPRD ; et

(h) *[insérer toute autre information pertinente, selon le cas.]*

Organigramme du Personnel de l’Entrepreneur

Le Proposant doit fournir un organigramme illustrant la structure de gestion proposée et les liens hiérarchiques pour la réalisation –du Marché. L'organigramme doit inclure les noms de tous les membres du Personnel Clé.

Evaluation des Risques et Plan de Gestion proposé

Le Proposant doit soumettre un relevé des risques identifiant les dangers anticipés lors de la mise en œuvre du Marché.

Pour les dangers importants classés par impact, le relevé des risques doit inclure une description du danger, une évaluation de l'impact potentiel sur l’hygiène et la sécurité, l'environnement, les coûts, les programmes et autres, ainsi que la stratégie d'atténuation proposée pour chaque danger.

*[Note à l’intention du Proposant : i) si le marché a été évalué comme présentant des risques potentiels ou réels en matière de cybersécurité*,  *inclure également un énoncé de méthode, des stratégies de gestion et des plans de mise en œuvre et des innovations, afin de gérer les risques de cybersécurité;; et (ii) si des risques sont évalués pour la chaîne d’approvisionnement, l’évaluation des risques et les plans de gestion proposés doivent inclure les plans proposés de gestion des risques de la chaîne d’approvisionnement.]*

FORMULAIRE EQU  
Matériel de l’Entrepreneur

Le Proposant fournira sa stratégie pour acquérir et entretenir le matériel essentiel éventuellement nécessaire à l'exécution des travaux conformément au programme de travail. Dans la stratégie, le Proposant doit spécifier le fabricant, la capacité, le modèle, la puissance, l'âge et les conditions de maintenance, ainsi que la manière dont il s'assurera que l'équipement est entretenu conformément aux spécifications du fabricant pendant la durée du Marché. Le Proposant doit spécifier s'il possédera, louera, louera ou fabriquera spécialement le matériel clé.

Un formulaire distinct doit être préparé pour chaque élément d’équipement énuméré ou pour l’équipement de remplacement proposé par le proposant.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Élément de Matériel | | |
| Informations sur le matériel | Nom du fabricant | Évaluation du modèle et de la puissance |
|  | Capacité | Année de fabrication |
| État actuel | Emplacement actuel | |
|  | Détails des engagements actuels | |
|  |  | |
| Source | Indiquer la source de l’équipement  o Ownedo Rentedo Leasedo Spécialement fabriquéPropriété Location Leasing Fabriqué spécialement | |

Omettez les informations suivantes pour le matériel appartenant au Proposant.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Propriétaire | Nom du propriétaire | |
|  | Adresse du propriétaire | |
|  |  | |
|  | Téléphone | Nom et titre de contact |
|  | Fax | Télex |
| Accords | Détails des contrats de location/ location/fabrication spécifiques pour le projet | |
|  |  | |
|  |  | |

FORMULAIRE PER -1  
Représentant de l’Entrepreneur et Personnel clé

Le Proposant doit fournir les noms et les coordonnées du Représentant de l’Entrepreneur dûment qualifié et du Personnel clé chargé d’exécuter le Marché. Les données relatives à leur expérience doivent être fournies à l'aide du formulaire PER-2 ci-dessous pour chaque candidat. Le Proposant doit soumettre un état détaillé des ressources en personnel clé pour toute la période de mise en œuvre du Marché. L’état des ressources doit inclure :

• le nom et le rôle de chaque poste du personnel clé

• la durée d’intervention du personnel

• Le niveau d'effort (temps) prévu pour chaque poste de personnel clé et sa répartition tout au long de la période d'exécution du Marché.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Titre du poste** | **Nom du candidat** |  |
| *1.* | *[Representant de l’Entrepreneur]* |  |  |
| *2* | *Expert/s en Cybersécurité [insérer comme requis]* |  |  |
| ***Personnel clé pour la conception*** | | | |
| *3.* | *[Responsable Concepteur ]* |  |  |
| *4.* | [Spécialiste en Evaluation d’impact environnemental] |  |  |
| *5.* | *[Spécialiste en évaluation d’impacte social]* |  |  |
| *6.* | [Spécialiste en Santé et Sécurité] |  |  |
| *7.* | *[Spécialistes en biodiversité, qualité de l'air, bruit, etc.]* |  |  |
| *8.* | *[Modifier / ajouter d'autres selon les besoins]* |  |  |
| ***Personnel clé pour la Construction*** | | | |
| *9.* | *[Directeur des travaux]* |  |  |
| *10.* | *[Spécialiste Environmental]* |  |  |
| *11.* | *[Spécialiste en Santé et Sécurité]* |  |  |
| *12.* | *[Spécialiste Social]* |  |  |
| *13.* | *Conducteur des travaux* |  |  |
| *14.* | *[Expert en matière d’exploitation et abus sexuels (EAS)[Lorsqu'un haut risque est évalué dans le cadre d'un projet, le personnel clé doit comprendre un expert EAS ayant une expérience pertinente dans le traitement des affaires d'exploitation et d'abus sexuels]* |  |  |
| *15.* | *[Modifiez / ajoutez les autres selon les besoins]* |  |  |

Formulaire PER-2  
Curriculum vitae et Déclaration du Représentant de l’Entrepreneur et Personnel-Clé

|  |
| --- |
| **Nom du Proposant** |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Poste (le *même que pour formulaire PER-1*) | | |
| Renseignements personnels | Nom | Date de naissance |
|  | Qualifications professionnelles | |
| Qualifications académiques : | |
|  | Langue parlée et niveau (parlé, écrit, lire) | |
| Employeur actuel | Nom de l’employeur : | |
|  | Adresse de l’employeur : | |
|  | Téléphone | Contact (responsable / chargé du personnel) |
|  | Télécopie | E-mail |
|  | Emploi tenu | Nombre d’années avec le présent employeur |

Résumer l’expérience professionnelle des dernières [20] années en ordre chronologique inverse. Indiquer l’expérience technique et de gestionnaire pertinente pour le projet.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| De | À | Société / Projet / Poste / expérience technique et de gestionnaire pertinente |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

**Déclaration**

Je soussigné certifie que les renseignements contenus dans le Formulaire PER-2 décrivent fidèlement ma personne, mes qualifications et mon expérience.

Je confirme que je suis disponible comme certifié ci-après et le serai durant la période d’engagement sur le poste qui m’est destiné, comme indiqué dans la Proposition :

|  |  |
| --- | --- |
| **Engagement** | **Details** |
| **Disponibilité pour la durée du Marché :** | *[insérer la période (dates de début et de fin) pour laquelle ce personnel clé est disponible pour travailler sur ce Marché]* |
| **Durée** | *[indiquer le nombre de jours / semaine / mois / que ce personnel clé sera engagé]* |

**Je reconnais que toute fausse déclaration ou omission dans le présent formulaire peut :**

* 1. être prise en compte lors de l'évaluation de la Proposition ;
  2. entraîner mon interdiction de participer à la Proposition ;
  3. entraîner mon exclusion du marché.

**Nom du personnel clé** : [insérer le nom]\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Signature :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Date: (jour mois année) :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Contresignature du mandataire du Proposant :\_\_\_**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Signature :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Date: (jour mois année) :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Sous-traitants proposés**

Les sous-traitants et / ou fabricants suivants sont proposés pour mener à bien l'activité / sous-activité indiquée. Pour tout sous-traitant supplémentaire (qui n'est pas le sous-traitant spécialisé accepté dans le processus de sélection initiale ou ultérieurement approuvé par le Maître d’Ouvrage conformément à **IP 17.3**), le Proposant pourra proposer plus d'un sous-traitant pour chaque activité / sous-activité.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Activité/Sous-Activité** | **Nom et adresse des Sous-traitants proposés** | **Nationalité** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

FORMULAIRE DE QUALIFICATION

Formulaire ELI – 1.1  
Fiche de renseignements sur le Proposant

Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

No. DP : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Page \_\_\_\_\_\_\_\_ de \_\_\_\_\_\_\_ pages

|  |
| --- |
| 1. Nom légal du Proposant : |
| 2. Dans le cas d’un groupement d’entreprises (GE), nom légal de chaque partie : |
| 3. Pays où le Proposant est ou a l’intention d’être constitué en société : |
| 4. Année à laquelle le Proposant a été constitué en société : |
| 5. Adresse légale du Proposant dans le pays où il est constitué en société : |
| 6. Renseignements sur le représentant autorisé du Proposant :  Nom :  Adresse :  Numéro de téléphone/de télécopie :  Adresse électronique : |
| 7. Les copies des documents originaux qui suivent sont jointes :  Statuts ou Documents constitutifs de l’entité légale susmentionnée, conformément aux dispositions des articles 4.4 des IP.  Dans le cas d’un GE, l’accord ou la lettre d’intention de former un groupement ainsi que le projet d’accord de groupement, conformément aux dispositions de l’article 4.1 des IP.  Dans le cas d’une entreprise publique, tout document complémentaire conformément aux dispositions de l’article 4.6 des IP, documents établissant :   * L’autonomie juridique et financière de l’entreprise ; * Que l’entreprise est régie par les dispositions du droit commercial ; * Que le Proposant n’est pas sous la tutelle du Maître d’Ouvrage.   8. Les documents tels que l’organigramme de l’entreprise, la liste des membres du conseil d’administration et l’actionnariat sont inclus.  *Le Proposant retenu devra fournir les renseignements additionnels sur les propriétaires effectifs, en utilisant le Formulaire de Divulgation*[*des Bénéficiaires effectifs*](http://context.reverso.net/traduction/francais-anglais/des+b%C3%A9n%C3%A9ficiaires+effectifs)*.]* |

Noter que le pouvoir écrit doit être joint à ce formulaire

Formulaire ELI – 1.2  
Fiche de renseignements sur chaque Partie d’un   
GE

Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

No. AP : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Page \_\_\_\_\_\_\_\_ de\_ \_\_\_\_\_\_ pages

|  |
| --- |
| 1. Nom légal du Proposant : |
| 2. Nom légal de la partie du GE/ du sous-traitant : |
| 3. Pays de constitution en société de la partie du GE/ du sous-traitant : |
| 4. Année de constitution en société de la partie du GE/ du sous-traitant : |
| 5. Adresse légale de la partie du GE dans le pays de constitution en société : |
| 6. Renseignements sur le représentant autorisé de la partie au GE :  Nom :  Adresse :  Numéro de téléphone/télécopie :  Adresse électronique : |
| 7. Les copies des documents originaux qui suivent sont jointes :  Statuts ou Documents constitutifs de l’entité légale susmentionnée, conformément aux dispositions de l’article 4.4 des IP.  Dans le cas d'une entreprise ou d'une institution étatique, les documents établissant l'autonomie juridique et financière, le fonctionnement conformément au droit commercial, et qu'elles ne sont pas sous la tutelle du Maître d’Ouvrage, conformément à l'IP 4.6.  8. Les documents tels que l’organigramme de l’entreprise, la liste des membres du conseil d’administration et l’actionnariat sont inclus. *Le Proposant retenu devra fournir les renseignements additionnels sur les propriétaires effectifs, en utilisant le Formulaire de divulgation*[*des bénéficiaires effectifs*](http://context.reverso.net/traduction/francais-anglais/des+b%C3%A9n%C3%A9ficiaires+effectifs)*.]* |

Formulaire ANT – 2  
Antécédents de Marchés non exécutés , Litiges en cours et Historique de Litiges

[***Ce formulaire ne doit être utilisé que si les informations soumises au moment de la sélection initiale nécessitent une mise à jour. Le tableau suivant doit être rempli pour le Proposant et dans le cas de groupement, pour chaque membre du groupement***.]

*Nom du Proposant: [insérer le nom complet]*

*Date: [insérer jour, mois, année]*

*Nom du membre du Groupement: [insérer le nom complet]*

*No et titre de la DP: [insérer le numéro et le titre de la DP]*

*Page [insérer le numéro de page] sur [insérer le nombre total] pages*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Marchés/contrats non exécutés selon les dispositions de la Section III, Critères d'Evaluation et de Qualification du dossier de Sélection Initiale. | | | |
| 🞎 Il n’y a pas eu de marché non exécuté depuis le 1er janvier *[insérer l’année]*  🞎 Marché(s) non exécuté(s) depuis le 1er janvier *[insérer l’année]* | | | |
| **Année** | **Partie non exécutée du contrat** | **Identification du contrat** | **Montant total du contrat (valeur actuelle, monnaie, taux de change et équivalent en USD)** |
| [insérer l'année] | [insérer le montant et le pourcentage] | Identification du contrat : [indiquer le nom / numéro complet du contrat, ainsi que toute autre pièce d'identité]  Nom du Maître d’Ouvrage : [insérer le nom complet]  Adresse du Maître d’Ouvrage : [insérer rue / ville / pays]  Raison (s) de la non-exécution : [indiquer la ou les raison (s) principale (s)] | [Insérer le montant] |
| Litige en cours, conformément à la Section III, Critères d'Evaluation et de Qualification du dossier de Sélection Initiale. | | | |
| 🞎 Pas de litige en instance  🞎 Litige(s) en instance | | | |
|  | | | |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Année du litige** | **Montant du litige (monnaie)** | **Identification du contrat** | Montant total du contrat (monnaie), en USD (taux de change) |
|  |  | Identification du contrat :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Nom du Maître d’Ouvrage :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Adresse du Maître d’Ouvrage :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Objet du litige :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Partie qui a initié le différend : \_\_\_\_\_\_\_\_\_  Statut du litige\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |  |
| Antécédents de litiges, en conformité à la Section III, Critères d'Evaluation et de Qualification du dossier de Sélection Initiale. | | | |
| 🞎 Pas d’antécédent de litige  🞎 Antécédents de litige(s) | | | |
| **Année** | **Montant  du litige** | Identification du Marché | **Montant total du marché (valeur actuelle, équivalent en $US)** |
| *[insérer l’année]* | *[indiquer le montant]* | Identification du marché : *[insérer nom complet et numéro du marché et autres formes d’identification]*  Nom du Maître d’Ouvrage : *[nom complet]*  Adresse du Maître d’Ouvrage : *[rue, numéro, ville, pays]*  Objet du litige : *[indiquer les principaux points en litige]*  Partie ayant initié le litige [*indiquer « Maître d’Ouvrage » ou « Entrepreneur »]*  Motif(s) du litige et décision finale *[indiquer les motifs principaux]* | *[indiquer le montant]* |

Formulaire ANT – 3  
Déclaration de Performance environnementale et sociale

[*Ce formulaire ne doit être utilisé que si les informations soumises au moment de la sélection initiale nécessitent une mise à jour. Le tableau ci-dessous doit être rempli pour le Proposant et en cas de groupement, chaque membre du groupement et chaque sous-traitant spécialisé.]*

*Nom du Proposant : [insérer le nom complet]*

*Date : [insérer jour, mois, année]*

*Nom du membre du Groupement ou du Sous-Traitant spécialisé : [insérer le nom complet]*

*No et titre de la DP : [insérer le numéro et le titre de la DP]*

*Page [insérer le numéro de page] sur [insérer le nombre total] pages*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Déclaration de Performance environnementale et sociale  conformément à la Section III, Critères de qualification, et aux exigences du dossier de Sélection Initiale | | | |
| 1. Pas de suspension ou résiliation de marché : Il n’y a pas eu de marché suspendu ou résilié ou faisant l’objet de saisie de garantie de performance depuis le 1er janvier [insérer l’année] pour des motifs liés à la performance environnementale et sociale (ES) comme stipulé à la Section III, Critères de qualification, et Exigences, sous-facteur 2.5. 2. Déclaration de suspension ou de résiliation du marché : le ou les marché/s suivant/s a/ont fait l’objet de suspension ou résiliation ou de saisie de garantie de bonne exécution depuis le 1er janvier [insérer l’année] pour des motifs liés à la performance environnementale et sociale comme stipulé à la Section III, Critères de qualification et exigences, sous-facteur 2.5. Les détails sont décrits ci-dessous : | | | |
| **Année** | **Partie du contrat suspendue ou résiliée** | **Identification du contrat** | Montant total du contrat (valeur actuelle, monnaie, taux de change et équivalent en USD) |
| *[inserer année]* | [insérer le montant et le pourcentage] | Identification du contrat : [indiquer le nom / numéro complet du contrat, ainsi que toute autre forme d’identification]  Nom du Maître d’Ouvrage : [insérer le nom complet]  Adresse du Maître d’Ouvrage : [insérer rue / ville / pays]  Motif (s) de la suspension ou de la résiliation : [indiquer la ou les raison (s) principale (s), par ex. la violence sexiste, infractions d'exploitation sexuelle ou d'agression] | [insérer le montant] |
| *[inserer année]* | [insérer le montant et le pourcentage] | Identification du contrat : [indiquer le nom / numéro complet du contrat, ainsi que toute autre forme d’identification]  Nom du Maître d’Ouvrage : [insérer le nom complet]  Adresse du Maître d’Ouvrage : [insérer rue / ville / pays]  Motif (s) de la suspension ou de la résiliation : [indiquer la ou les raison (s) principale (s), par ex. la violence sexiste, infractions d'exploitation sexuelle ou d'agression] | *[inserer Montant ]* |
| *…* | *…* | [Énumérer tous les contrats applicables] … | *…* |
| Garantie de Bonne Exécution appelée par le Maître d’Ouvrage pour des motifs liés à la performance ES | | | |
| **Année** | **Identification du contrat** | | Montant total du contrat (valeur actuelle, monnaie, taux de change et équivalent en USD) |
| *[inserer année]* | Identification du contrat : [indiquer le nom / numéro complet du contrat et toute autre identification]  Nom du Maître d’Ouvrage : [insérer le nom complet]  Adresse du Maître d’Ouvrage : [insérer rue / ville / pays]  Motif (s) de l'appel de la garantie de performance : [indiquez la ou les raison (s) principale (s), par ex. la violence sexiste ; infractions d'exploitation sexuelle ou d'agression] | | *[inserer le Montant]* |

Formulaire ANT – 4  
Déclaration relative à l’Exploitation et à l’Abus Sexuel (EAS) et/ou au Harassement Sexuel (HS)

*[Ce formulaire ne doit être utilisé que si les informations soumises au moment de la Sélection Initiale nécessitent une mise à jour. Le tableau ci-dessous doit être rempli pour le Proposant et en cas de groupement, chaque membre de du groupement et chaque Sous-Traitant proposé par le Proposant.]*

*Nom du Proposant : [insérer le nom complet]*

*Date : [insérer jour, mois, année]*

*Nom du membre du Groupement ou du Sous-Traitant spécialisé : [insérer le nom complet]*

*No et titre de la DP : [insérer le numéro et le titre de la DP]*

*Page [insérer le numéro de page] sur [insérer le nombre total] pages*

|  |
| --- |
| Déclaration EAS et/ou HS  conformément à la Section III, Critères de qualification, et aux Exigences du dossier de Sélection Initiale |
| Nous :  (a) n'avons pas fait l'objet d'une disqualification par la Banque pour non-respect des obligations en matière d'EAS/HS  (b) avons fait l'objet d'une disqualification par la Banque pour non-respect des obligations en matière d'EAS/HS  (c) avons fait l'objet d'une disqualification par la Banque pour non-respect des obligations en matière d'EAS/HS. Une décision arbitrale sur le cas de disqualification a été rendue en notre faveur.  (d) avons fait l'objet d'une disqualification par la Banque pour non-respect des obligations en matière d'EAS/HS pendant une période de deux ans. Nous avons par la suite démontré que nous avons la capacité et l'engagement adéquats pour nous conformer aux obligations en matière d'EAS/HS.  (e) avons fait l'objet d'une disqualification par la Banque pour non-respect des obligations en matière d'EAS/HS pendant une période de deux ans. Nous avons fourni ci-joint des preuves démontrant que nous avons la capacité et l'engagement adéquats pour nous conformer aux obligations en matière d'EAS/HS. |
| *[Si le point (c) ci-dessus est applicable, joindre la preuve d'une décision arbitrale infirmant les conclusions sur les questions sous-jacentes à la disqualification].* |
| *[Si (d) ou (e) ci-dessus sont applicables, fournir les informations suivantes :]* |
| Période de disqualification: de : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ à : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Si ces informations ont déjà été fournies dans le cadre d'un autre marché de travaux financé par la Banque, des détails sur les éléments de preuve démontrant la capacité et l'engagement adéquats à respecter les obligations en matière d'EAS/HS (conformément au point d) ci-dessus)  Nom du Maître d’Ouvrage : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Nom du Projet : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Description du contrat : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Bref résumé des preuves fournies : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Informations de contact : (Tél, email, nom de la personne de contact) : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| En lieu et place de la justification visée au point d), d'autres justifications démontrant une capacité et un engagement adéquats à respecter les obligations en matière d'EAS/HS (conformément au point e) ci-dessus) *[joindre les détails appropriés]*. |

Formulaire ECC   
Engagements contractuels en cours / Travaux en cours

Le Proposant, ainsi que chacun des membres d’un groupement fourniront les informations au sujet de leurs engagements et charge de travail actuels liés aux marchés qui leur ont été attribués, pour lesquels une notification d’attribution a été reçue, ou en cours d’achèvement mais qui n’ont pas encore fait l’objet d’une réception provisoire.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nom du marché** | **Adresse, tel., fax du Maître d’Ouvrage** | **Montant des travaux restant à réaliser [équivalent US$]** | **Date d’achèvement estimé** | **Montant moyen de la facturation mensuelle au cours des 6 derniers mois (US$/mois)** |
| 1. |  |  |  |  |
| 2. |  |  |  |  |
| 3. |  |  |  |  |
| 4. |  |  |  |  |
| 5. |  |  |  |  |
| etc. |  |  |  |  |

Formulaire FIN – 3.3   
Ressources financières

Spécifier les sources de financement, tels que les avoirs liquides, des actifs non grevés ou des lignes de crédit, et autres moyens financiers, net des engagements financiers en cours, disponibles pour les besoins de trésoreries des travaux objet du(es) marché(s) telles que spécifiées à la Section III. Critères d’évaluation et de qualification.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Ressources financières** | | |
| **No.** | **Source de financement** | **Montant (US$ équivalent)** |
| 1 |  |  |
| 2 |  |  |
| 3 |  |  |
| 4 |  |  |

Autres

Aspects commerciaux ou contractuels du DDP que le Proposant souhaiterait soumettre au Maître d’Ouvrage pour discussion durant les clarifications.

|  |
| --- |
| Modèle de Garantie de Proposition (garantie sur demande) |

[*La banque remplira ce formulaire de garantie bancaire conformément aux instructions indiquées.] [En-tête du garant ou code d'identification SWIFT*]

**Bénéficiaire** : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[Insérer le nom et l’adresse du Maître d’Ouvrage]*

AP No : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[Insérer le numéro de l’Avis d’Appel à propositions]*.

**Date :** *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [Insérer la date d’émission]*

**Garantie de Proposition No.** : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer le numéro de référence de la garantie]*

Nous avons été informés que \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom du Proposant*] (ci-après dénommé « le Proposant ») vous a soumis ou a l’intention de vous soumettre sa proposition pour l’exécution de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ (ci-après dénommée « la Proposition ») en réponse à l’Avis de Demande de Propositions No \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ (« l’AP »).

Nous comprenons qu’en vertu des dispositions du Dossier de Demande de Propositions, la Proposition doit être accompagnée d’une Garantie de Proposition.

A la demande du Proposant, nous \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom de la banque*] nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toutes sommes que vous pourriez réclamer dans la limite de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*insérer la somme en chiffres*] \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_[*insérer la somme en lettres*].

Votre demande en paiement doit être accompagnée d’une déclaration attestant que le Proposant n'a pas exécuté une des obligations auxquelles il est tenu en vertu de la Proposition, à savoir :

1. s’il retire la Proposition pendant la période de validité qu‘il a spécifiée dans la Lettre de Proposition ou prorogée par le Proposant; ou
2. s’il, s’étant vu notifier l’acceptation de sa Proposition par le Maître d’Ouvrage pendant la période de validité :
3. ne signe pas le Marché, s’il est tenu de le faire ; ou
4. ne fournit pas la Garantie de bonne exécution, et, s’il est tenu de le faire, ne fournit pas la garantie de performance environnementale et sociale (ES) ainsi qu’il est prévu dans les Instructions aux Proposants.

La présente garantie expire :

1. si le marché est octroyé au Proposant, lorsque nous recevrons une copie du marché et de la Garantie de bonne exécution et, si cela est demandé, la garantie de performance environnementale et sociale (ES) émise(s) émise à votre nom, selon les instructions du Proposant ;
2. si le marché n’est pas octroyé au Proposant, à la première des dates suivantes :
3. lorsque nous recevrons copie de votre notification au Proposant du nom du proposant retenu, ou
4. vingt-huit (28) jours suivant l’expiration de la Proposition.

Toute demande de paiement au titre de la présente garantie doit être reçue à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de demande de garantie (URDG) révisée en 2010, Publication CCI no : 758.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Signature**

Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue de faciliter la préparation du document.

Modèle de Déclaration de Garantie de Proposition

*[Le Proposant remplit ce formulaire de déclaration de garantie de proposition conformément aux indications entre crochets]*

Date *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de la Proposition]*

AP No.: *[insérer le numéro de l’Appel à Propositions]*

Variante No. : *[insérer le numéro d’identification si cette offre est proposée pour une variante]*

A l’attention de *[insérer nom complet du Maître d’Ouvrage]*

Nous, soussignés, déclarons que :

1. Nous reconnaissons que les Propositions doivent être accompagnées d’une Déclaration de Garantie de Proposition.

2. Nous acceptons que nous fassions l’objet d’une suspension du droit de participer à tout appel d’offres ou de propositions en vue d’obtenir un marché de la part du Maître d’Ouvrage pour une période de temps spécifiée à la Section II – Données Particulières de la Demande de Propositions*,* si nous n’exécutons pas une des obligations auxquelles nous sommes tenus en vertu de la Proposition, à savoir :

a) si nous retirons la Proposition avant la date d’expiration de la validité de la Proposition que nous avons spécifiée dans le Lettre de Proposition, ou toute date prorogée par nous ; ou

b) si nous étant vu notifier l’acceptation de la Proposition par le Maître d’Ouvrage avant la date d’expiration de la validité de la Proposition que nous avons spécifiée dans le Lettre de Proposition, ou toute date prorogée par nous, nous : (i) ne signons pas le Marché ; ou (ii) ne fournissons pas la Garantie de Bonne Exécution, et si nous sommes tenus de le faire nous ne fournissons pas la Garantie de Performance Environnementale et Sociale (ES) ainsi qu’il est prévu dans les Instructions aux Proposants.

3. La présente garantie expirera si le marché ne nous est pas attribué, à la première des dates suivantes : (i) lorsque nous recevrons copie de votre notification du nom du Proposant retenu, ou (ii) vingt-huit (28) jours après la date d’expiration de la validité de notre Proposition.

Nom du Proposant**\***

Nom de la personne dûment autorisée à signer la Proposition au nom du Proposant**\*\*** \_\_\_\_\_\_\_\_

Titre de la personne signant la proposition \_\_\_\_\_\_\_

Signature de la personne nommée ci-dessus \_\_\_\_\_\_\_\_

Date signée \_\_\_\_\_\_\_\_\_

**\***: Dans le cas d’une Proposition soumise par un GE, préciser le nom du GE en tant que Proposant

\*\*: La personne qui signe la Proposition doit recevoir la procuration du Proposant jointe à la Proposition.

*[Remarque : Dans le cas d’un GE, la Déclaration de Garantie de Proposition doit être au nom de tous les membres du groupement qui soumet la Proposition.]*

Formulaire de Déclaration relative à l’Exploitation et aux Abus Sexuels et/ou au Harcèlement Sexuel

Date:\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

No DP : \_\_\_\_\_\_

Variante no : \_\_\_\_\_\_

Nom du Marché : \_\_\_\_

À:

Nous, soussignés, déclarons que :

Nous comprenons que les Propositions doivent être appuyées par une Déclaration EAS et/ou une Déclaration HS.

Nous acceptons que, si le Marché nous est attribué, nous, y compris nos Sous-Traitants, sommes tenus de nous conformer aux obligations de Prévention et d’Intervention en matière d’EAS/HS en vertu du Marché, et nous acceptons en outre que la Banque puisse nous disqualifier d’obtenir un marché financé par la Banque pour une période de deux ans, s’il est déterminé par décision du Comité de Prévention et de Règlement des Différends (CPRD) que nous :

1. n’avons pas remédié au non-respect de l’obligation identifiée en matière de Prévention et d’Intervention EAS/HS; et/ou
2. n’avions pas respecté ces obligations au moment d’un incident présumé d’EAS/HS,

Et en cas de recours aux dispositions d’Arbitrage d’Urgence du Règlement d’Arbitrage de la Chambre de Commerce internationale, une décision d’annulation de la décision du CPRD n’est pas été prise par l’Arbitre d’urgence en vertu du Règlement.

Nom du Proposant\*

Nom de la personne dûment autorisée à signer la Proposition au nom du Proposant\*\* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Titre de la personne qui signe la Proposition \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Signature de la personne nommée ci-dessus \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Date de signature \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\*: Dans le cas d’une Proposition soumise par un GE, préciser le nom du GE en tant que Proposant.

\*\* : La personne qui signe la Proposition doit avoir la procuration donnée par le Proposant jointe à la Proposition

*[Note: Dans le cas d’un GE, la Déclaration d’EAS et/ou HS doit être au nom de tous les membres du GE qui soumet la Proposition.]*

Section V. Pays éligibles

**Éligibilité en matière de passation de Marchés de Fournitures, Travaux et Services (non consultant) financés par la Banque mondiale**

Aux fins d’information aux Proposants, en référence aux articles **4.8 et 5.1 des IP**, les entreprises, biens et services des pays suivants ne sont pas éligibles pour concourir dans le cadre de ce projet :

Au titre des IP articles **4.8(a) et 5.1** : *[insérer la liste des pays suivant l’approbation par la Banque d’appliquer les restrictions ou indiquer « aucun »].*

Au titre des IP articles **4.8(b) et 5.1** : *[insérer la liste des pays suivant l’approbation par la Banque d’appliquer les restrictions ou indiquer « aucun »].*

Section VI. Règles de la Banque en matière   
de Fraude et Corruption

**(Le texte de cette Section VI ne doit pas être modifié)**

* 1. **Objet**

1.1 Les Directives de la Banque en matière de lutte contre la fraude et la corruption, ainsi que la présente section, sont applicables à la passation des marchés dans le cadre des Opérations de Financement de Projets d’Investissement de la Banque.

* 1. **Exigences**

2.1 La Banque exige, que les Emprunteurs (y compris les bénéficiaires de ses financements), les soumissionnaires (candidats/proposants), consultants, entrepreneurs et fournisseurs, les sous-traitants, sous-consultants, prestataires de services, tous les agents (déclarés ou non) ; ainsi que leur personnel se conforment aux normes les plus strictes en matière d’éthique, durant le processus de passation, la sélection, et l’exécution des contrats financés par la Banque, et s’abstiennent de toute fraude et corruption.

2.2 En vertu de ce principe, la Banque

1. aux fins d’application de la présente disposition, définit comme suit les expressions suivantes :

i. est coupable de « corruption » quiconque offre, donne, sollicite ou accepte, directement ou indirectement, un quelconque avantage en vue d’influer indûment sur les actions d’une autre personne ou entité ;

ii. se livre à des « manœuvres frauduleuses » quiconque agit, ou dénature des faits, délibérément ou par négligence grave,ou tente d’induire en erreur une personne ou une entité, afin d’en retirer un avantage financier ou de toute autre nature, ou se dérober à une obligation ;

iii. se livrent à des « manœuvres collusives » les personnes ou entités qui s’entendent afin d’atteindre un objectif illicite, notamment en influant indûment sur l’action d’autres personnes ou entités ;

iv. se livre à des « manœuvres coercitives » quiconque nuit ou porte préjudice, ou menace de nuire ou de porter préjudice, directement ou indirectement, à une personne ou entité, ou à leurs biens, en vue d’influer indûment sur les actions de cette personne ou entité ; et

v. se livre à des « manœuvres obstructives » :

(a) quiconque détruit, falsifie, altère ou dissimule délibérément les preuves sur lesquelles se base une enquête de la Banque en matière de corruption ou de manœuvres frauduleuses, coercitives ou collusives, ou fait de fausses déclarations à ses enquêteurs destinées à entraver son enquête ; ou bien menace,harcèle ou intimide quelqu’un aux fins de l’empêcher de faire part d’informations relatives à cette enquête, ou bien de poursuivre l’enquête ; ou

(b) celui qui entrave délibérément l’exercice par la Banque de son droit d’examen tel que stipulé au paragraphe (e) ci-dessous.

1. rejettera la proposition d’attribution d’’un marché ou contrat si elle établit que la personne physique ou morale à laquelle il est recommandé d’attribuer ledit marché ou contrat, ou l’un des membres de son personnel ou de ses agents, sous-consultants, sous-traitants, prestataires de service, fournisseurs, ou un de leurs employés, s’est livré, directement ou indirectement, à un acte de corruption, une manœuvre frauduleuse, collusive, coercitive ou obstructive en vue de l’obtention dudit marché ou contrat ;
2. outre les recours prévus dans l’Accord de Financement, pourra décider d’autres actions appropriées, y compris déclarer la passation du marché non-conforme si elle détermine, à un moment quelconque, que les représentants de l’Emprunteur ou d’un bénéficiaire du financement, s’est livré à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses, collusives, coercitives ou obstructives pendant la procédure de passation du marché, de sélection ou d’exécution du marché, sans que l’Emprunteur ait pris, en temps voulu et à la satisfaction de la Banque, les mesures nécessaires pour remédier à cette situation , y compris en manquant à son devoir d’informer la Banque lorsqu’il a eu connaissance desdites pratiques ;
3. sanctionnera une entreprise ou un individu, dans le cadre des Directives de la Banque en matière de lutte contre la fraude et la corruption, et conformément aux règles et procédures de sanctions applicables de la Banque, y compris en déclarant publiquement l’exclusion de l’entreprise ou de l’individu pour une période indéfinie ou déterminée (i) de l’attribution d’un marché financé par la Banque ou de pouvoir en bénéficier financièrement ou de toute autre manière[[14]](#footnote-15) (ii) de la participation[[15]](#footnote-16) comme sous-traitant, consultant, fabricant ou fournisseur de biens ou prestataire de services désigné d’une entreprise par ailleurs éligible à l’attribution d’un marché financé par la Banque ; et (iii) du bénéfice du versement de fonds émanant d’un prêt de la Banque ou de participer d’une autre manière à la préparation ou à la mise en œuvre d’un projet financé par la Banque ;
4. exigera que les dossiers d’appel d’offres/appel à propositions, et que les contrats et marchés financés par la Banque, contiennent une disposition exigeant des soumissionnaires (candidats/proposants), consultants, fournisseurs et entrepreneurs, ainsi que leurs sous-traitants, sous-consultants, prestataires de services, fournisseurs, agents, et personnel, autorisent la Banque à inspecter[[16]](#footnote-17) les pièces comptables, relevés et autres documents relatifs à la passation du marché, à la sélection et/ou à l’exécution du marché ou contrat, et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la Banque.

PARTIE 2   
EXIGENCES DU MAITRE   
D’OUVRAGE

Section VII. EXIGENCES DU MAITRE D’OUVRAGE

**Table des matières**

[Exigences du Maître d’Ouvrage 149](#_Toc138922181)

[Exigences environnementales et sociales (ES) 154](#_Toc138922182)

[Description des Ouvrages 162](#_Toc138922183)

[Informations sur le Site 163](#_Toc138922184)

[Représentant de l’Entrepreneur et Personnel clé 164](#_Toc138922185)

[Spécifications 166](#_Toc138922186)

[Plans / Dessins 167](#_Toc138922187)

[Informations Supplémentaires 168](#_Toc138922188)

Exigences du Maître d’Ouvrage

***Notes pour la préparation des « Exigences du Maître d’Ouvrage »***

*Cette section contient la description, les informations sur le site, les spécifications, les dessins, les exigences ES, et les informations supplémentaires décrivant les Ouvrages et les formulaires à utiliser durant l’exécution du Marché.*

*Il s’agit d’un Marché à « responsabilité unique et globale ».* ***Il n’est pas prévu que le Maître d’Ouvrage invite des propositions sur la base de spécifications techniques détaillées. Cependant le Maître d’Ouvrage doit connaitre et indiquer ce qu’il veut obtenir, et l’exprimer clairement aux Proposants. Par conséquent la présente section présentant les exigences du Maître d’Ouvrage remplace les Spécifications techniques utilisées habituellement dans les méthodes plus traditionnelles de mise en concurrence.***

*Pour permettre aux Proposants d’offrir des solutions appropriées, le Maître d’Ouvrage doit spécifier le but pour lequel les Ouvrages sont destinés (voir également la sous-clause 4.1 des Conditions du Marché) et ses exigences particulières aussi clairement que possible. Les exigences du Maître d’Ouvrage doivent donc spécifier précisément les exigences particulières pour les Ouvrages réalisés. Il sera également nécessaire de spécifier les essais qui seront effectués à l’achèvement des Ouvrages pour vérifier la conformité aux exigences spécifiées*

*Le Maître d’Ouvrage peut exécuter des tâches initiales appropriées (telles que des études géotechniques / environnementales et des acquisitions de permis) pour lui permettre de: a) acquérir une compréhension réaliste de la portée et du budget du contrat; et (b) fournir aux Proposants des informations sur lesquelles ils peuvent raisonnablement compter pour établir leur prix et d'autres décisions commerciales.*

*Bien que la présente section du DDP doive viser à définir les exigences de manière aussi précise que possible,* ***il convient de veiller à ne pas spécifier les détails*** *de manière excessive car la flexibilité et les avantages associés aux principes d’un marché à responsabilité unique et globale en seraient amoindries. Cette section sur les exigences du Maître d’Ouvrage doit donc être soigneusement préparée par des experts qui connaissent bien les exigences et l'aspect technique des travaux requis. Comme l’Entrepreneur est censé réaliser la conception, le Maître d’Ouvrage doit indiquer les critères auxquels il s'attend à ce que la conception se conforme. Les spécifications fonctionnelles / de performance peuvent spécifier les caractéristiques, la nature et la performance du travail fini ainsi que les limitations que le Maître d’Ouvrage souhaite imposer.*

*Les Exigences du Maître d’Ouvrage doivent spécifier les Documents de l’Entrepreneur (sous-clause 5.2 des Conditions générales) requis ainsi que leurs procédures de soumission / d’approbation.*

*Les Exigences du Maître d’Ouvrage doivent être établies de manière à permettre la concurrence la plus large possible et à présenter en même temps un énoncé clair des normes de fabrication, de performance des matériaux et / ou de fonctions des Ouvrages. Les Exigences du Maître d’Ouvrage devraient stipuler que tous les biens et matériaux devant être incorporés dans les Ouvrages sont neufs, inutilisés, des modèles les plus récents ou actuels et intègrent toutes les améliorations récentes apportées à la conception et aux matériaux.*

*Le Maître d’Ouvrage doit veiller à ce que les spécifications ne soient pas limitatives. En spécifiant les critères auxquels devront répondre les biens, matériaux et services faisant l'objet du Marché, il convient d'utiliser, dans toute la mesure du possible, des normes reconnues au plan international. Si l'on utilise d'autres normes particulières, qu'il s'agisse de normes en vigueur dans le pays du Maître d’Ouvrage ou d'autres normes, les spécifications devront préciser que des types de fournitures, matériaux et travaux répondant à d'autres normes généralement admises et permettant d'assurer un niveau de qualité égal ou supérieur à celui visé par les normes mentionnées seront également acceptables. Lorsqu’un nom de marque de produit est mentionné, cela devrait être assorti de la mention « ou équivalent ».*

*Pour un tel contrat clé en main, aucun dessin détaillé ne serait généralement disponible lors de la Demande de Proposition. Il serait toutefois utile d’inclure des dessins conceptuels et / ou une esquisse, le cas échéant, pour compléter ou aider à expliquer le concept général des besoins du Maître d’Ouvrage. Les Proposants doivent être informés de la mesure dans laquelle la conception du Maître d’Ouvrage est une suggestion ou une exigence.*

*Les Exigences du Maître d’Ouvrage doivent comprendre, selon les besoins, les informations de nature technique pour les éléments (liste non exhaustive) des Sous-Clauses des Conditions du Marché faisant référence à des sujets à inclure dans les Exigences du Maître d’Ouvrage pour le Maître d’Ouvrage de communiquer des informations spécifiques dans les Exigences du Maître d’Ouvrage. Cependant, il peut aussi être nécessaire sous d’autres Sous-Clauses pour le Maître d'Ouvrage de mettre à la disposition des Proposants des informations spécifiques dans les Exigences du Maître d’Ouvrage – ex Sous-Clause 7.2 [Echantillons]. Pour les informations additionnelles à inclure eu égard aux aspects Environnementaux et Sociaux (ES), veuillez examiner « les Exigences Environnementales et Sociales ci-dessous ».*

*:*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| ***N° Sous Clause*** | ***Sous-Clause*** | ***Remarques*** |
| *1.8* | *Garde et Remise de Documents* |  |
| *1.13* | *Conformité aux Lois* |  |
| *2.1* | *Droit d’accès au Chantier* | *Veuillez également vous reporter à la Sous-Clause 2.1 (Partie A - Données du Marché) pour assurer la cohérence et l'applicabilité.* |
| *2.5* | *Données du Chantier et*  *Informations de Référence* | *Voir Données sur le Site* |
| *2.6* | *Matériaux fournis par le Maître d’Ouvrage et Matériels du Maître d’Ouvrage* |  |
| *4.1* | *Obligations générales de l’Entrepreneur* | *C’est aussi inclus ci-dessous sous « les Exigences Environnementales et Sociales ».* |
| *4.5* | *Sous-Traitants Désignés,* | *le cas échéant* |
| *4.6* | *Coopération* | *C’est aussi inclus ci-dessous sous « les Exigences Environnementales et Sociales ».* |
| *4.8* | *Obligations en matière d’Hygiène et de Sécurité* | *C’est aussi inclus ci-dessous sous « les Exigences Environnementales et Sociales ».* |
| *4.9* | *Gestion de la Qualité et Mécanismes de Vérification de la Conformité.* |  |
| *4.16* | *Acheminement des Biens* |  |
| *4.18* | *Protection de l’Environnement* | *C’est aussi inclus ci-dessous sous « les exigences Environnementales et Sociales ».* |
| *4.19* | *Services publics temporaires* |  |
| *4.20* | *Rapports d’Avancement* |  |
| *5.1* | *Obligations générales de Conception* | *Cela peut faire partie des exigences relatives au personnel clé dans la présente section VII.* |
| *5.2* | *Documents de l’Entrepreneur* | *Le cas échéant, préciser quels Documents de l'Entrepreneur le Maître d'Ouvrage exige que l'Entrepreneur prépare et identifier quels Documents de l'Entrepreneur le Maître d'Ouvrage exige que l'Entrepreneur soumette au Maître d'Œuvre pour Examen. Le cas échéant, inclure également toute exigence applicable pour l'examen/le contrôle et/ou la vérification obligatoire, par exemple, de la conception des éléments structurels par des autorités compétentes ou des professionnels. Si tel est le cas, inclure : (i) les processus requis et si, et dans quelle mesure, ces examens et/ou vérifications d'un élément de conception (et les documents de l'Entrepreneur associés à cet élément) remplacent l'examen de du Maître d'Œuvre en vertu de la présente Sous-Clause.* |
| *5.4* | *Normes et Réglementations techniques* | *Ceci est également inclus dans la rubrique "Exigences Environnementales et Sociales" ci-dessous.* |
| *5.5* | *Formation* |  |
| *5.6* | *Documents de Récolement* |  |
| *5.7* | *Manuels d’Exploitation et de Maintenance* |  |
| *6.6* | *Logement du personnel et de la main d’œuvre* |  |
| *6.7* | *Hygiène et Sécurité du Personnel* |  |
| *6.12* | *Personnel Clé* |  |
| *7.3* | *Inspection* |  |
| *7.4* | *Essais à réaliser par l’Entrepreneur* |  |
| *7.8* | *Redevances* |  |
| *8.3* | *Programme* |  |
| *9.1* | *(Essais préalables à la Réception) – Obligations de l’Entrepreneur* |  |
| *10.2* | *Réception de Parties d’Ouvrages* |  |
| *11.11* | *Nettoyage du Chantier* |  |
| *12.1* | *Procédures des Essais après Achèvement* |  |

***Toute exigence technique supplémentaire en matière d'Acquisitions durables*** *(au-delà des exigences ES énoncées dans la section Exigences environnementales et sociales ci-dessous) doit être clairement spécifiée. Veuillez-vous reporter au Règlement de la Banque en matière de passation des marchés pour les Emprunteurs et au Guide relatif aux Acquisitions durables. Les exigences en matière d'Acquisitions durables seront spécifiées pour permettre l'évaluation comme il convient. Il s’agit d’un vaste domaine et les exigences doivent être conformes aux objectifs du marché ; (Des exemples de domaines aussi vastes à détailler le cas échéant peuvent inclure, mais sans s’y limiter, l’efficacité énergétique, la réduction des émissions, d’autres méthodes pour minimiser l’impact carbone dans l’exécution des travaux et / ou des travaux achevés, etc.)*

*Afin d'encourager l'innovation des Proposants dans le traitement des exigences en matière d’Acquisitions durables, les critères d'évaluation des Propositions doivent préciser le mécanisme d'ajustement monétaire et/ou d'évaluation de critères notés aux fins de comparaison des Propositions ; les Proposants peuvent être invités à proposer des Ouvrages qui dépassent les exigences minimales spécifiées en matière d'Acquisition durable.*

*[Si le marché a été évalué comme présentant des risques potentiels ou réels de cybersécurité, le Maître d’Ouvrage doit spécifier les exigences en cybersécurité, y compris les accréditations en cybersécurité selon le cas.]*

*[S’il y a des risques dans la chaîne d’approvisionnement, le Maître d’Ouvrage doit exiger du Proposant d’indiquer son évaluation des risques dans la chaîne d’approvisionnement et une proposition pour gérer les risques.]*

Exigences environnementales et sociales (ES)

*[***Note *au Maître d’Ouvrage : Les notes de l’option 1 sont destinées aux Projets dont les notes de décision sur les projets sont des notes conceptuelles de projet (NCP) datées après le 1er octobre 2018****.]*

***[OPTION 1]***

*[L'équipe du Maître d'Ouvrage chargée de préparer les exigences de l'ES doit comprendre un ou plusieurs spécialistes environnementaux et sociaux dûment qualifiés.*

*Lors de l’élaboration des spécifications détaillées des exigences ES, l’Emprunteur doit se référer et considérer : les normes applicables en matière d’EAS comprenant les exigences mises en place dans le Plan des Exigences Environnementales et Sociales (PEES), GEAS et autre PGII et EAS et les obligations de prévention et gestion HS.*

*Les exigences ES devraient être préparées de manière à ne pas être en conflit avec les Conditions générales du Marché (et le cas échéant avec le CCAP correspondantes du Marché) et les autres parties des Exigences du Maître d’Ouvrage.*

*Ce qui suit est une liste non exhaustive des sous-clauses des Conditions du Marché qui font référence aux questions d’ES énoncées dans les Exigences du Maître d’Ouvrage]*

| **Sous-Clause/Clause No** | **Sous-Clause/ Clause** | **Remarques** |
| --- | --- | --- |
| *4.6* | *Coopération* | *Indiquer les aspects particuliers (le cas échéant) qui nécessitent la coopération de l’Entrepreneur, par exemple pour effectuer une évaluation environnementale et sociale.* |
| *4.8* | *Obligations en matière d’Hygiène et Sécurité* | *Indiquer s’il y aurait un fournisseur de services de santé*  *Indiquer si l’accès ou la prestation de services qui répondent aux besoins physiques, sociaux et culturels du Personnel de l’Entrepreneur est exigé.*  *Indiquer toute exigence supplémentaire pour le manuel d’hygiène et de sécurité* |
| *4.18* | *Protection de l’Environnement* | *Préciser les valeurs des émissions, des rejets de surface, des effluents et de tout autre polluant provenant des activités de l’Entrepreneur qui ne doivent pas être dépassées. Le PGES de l'Entrepreneur doit présenter les mesures que l'Entrepreneur prendra pour assurer le respect de ces valeurs limites.* |
| *4.21* | *Sécurité du Chantier* | *Indiquer toute exigence supplémentaire pour les dispositions de sécurité (ESS4 du FSE énonce les principes de porportionnalité et GIIP (et les lois applicables). Inclure toute autre exigence énoncée dans le PCE.* |
| *4.23 (c)* | *Vestiges archéologiques et géologiques* | *Préciser d’autres exigences, le cas échéant, conformément au FSE – ESS8* |
| *5.4* | *Normes et Réglementations techniques* | *Indiquer, le cas échéant :*  *- les normes et exigences techniques applicables, y compris pour aborder*  *- les questions de changement climatique,*  *- l'accès universel,*  *- les risques d'exposition potentielle du public aux accidents d'exploitation ou aux dangers naturels, y compris les phénomènes météorologiques extrêmes,* |
| *6.2* | *Taux de rémunération et conditions de travail* | *Indiquer les exigences applicables conformément à la procédure de gestion de la main-d’œuvre.* |
| *6.5* | *Horaires de Travail* | *Indiquer les exigences applicables conformément à la procédure de gestion de la main d’œuvre.* |
| *6.27* | *Formation du Personnel de l’Entrepreneur* | *Tel qu’énoncé dans le PGES, précisez les détails de la formation du Personnel de l’Entrepreneur à fournir par le Personnel du Maître d’Ouvrage sur les aspects environnementaux et sociaux (qui, quoi, quand, où, combien de temps etc.)* |
|  |  |  |

*En plus des dispositions du tableau ci-dessus, le Maître d’Ouvrage doit préciser ce qui suit, le cas échéant.*

***Gestion et sécurité des matières dangereuses***

*Le cas échéant, préciser les exigences relatives à la gestion et à la sécurité des matériaux dangereux (voir ESF - ESS4 par. 17 et 18 et notes d’orientation pertinentes).*

***Efficacité des ressources et prévention et gestion de la pollution***

*S’il y a lieu, préciser les mesures d’efficacité des ressources et de prévention et de gestion de la pollution (voir ESF -ESS3 et notes d’orientation pertinentes).*

* ***Efficacité des ressources***

*Le Maître d’Ouvrage doit préciser, le cas échéant, les mesures visant à améliorer la consommation efficace d’énergie, d’eau et de matières premières, ainsi que d’autres ressources.*

* ***Énergie*** *: Lorsque les travaux ont été évalués comme impliquant une utilisation potentiellement importante d’énergie, préciser toutes les mesures applicables pour optimiser la consommation d’énergie.*
* ***Eau*** *: Lorsque les travaux ont été évalués comme impliquant une utilisation potentiellement importante d’eau ou auront des répercussions potentiellement importantes sur la qualité de l’eau, préciser toutes les mesures applicables pour éviter ou minimiser l’utilisation de l’eau afin que l’utilisation de l’eau pour les Ouvrages n’ait pas d’effets négatifs importants sur les collectivités, les autres utilisateurs et l’environnement.*
* ***Matières premières*** *: Lorsque les travaux ont été évalués comme impliquant une utilisation potentiellement significative des matières premières, préciser toutes les mesures applicables pour permettre l’utilisation efficace des matières premières.*
* ***Prévention et gestion de la pollution***
* ***Gestion de la pollution atmosphérique*** *: préciser toute mesure visant à éviter ou à minimiser la pollution atmosphérique liée aux Ouvrages. Voir aussi la sous-clause 4.18 des dispositions spéciales et le tableau ci-dessus sur* les *conditions* *contractuelles qui font référence aux questions relatives à l’ES dans les Exigences du Maître d’Ouvrage.*
* ***Gestion des déchets dangereux et non dangereux*** *: préciser toutes les mesures applicables pour réduire au minimum la production de déchets, réutiliser, recycler et récupérer les déchets d’une manière sûre pour la santé humaine et l’environnement, y compris le stockage, le transport et l’élimination des déchets dangereux. Voir aussi les sous-clauses 4.8 et 4.18 des dispositions spéciales et le tableau ci-dessus sur les conditions contractuelles qui font référence aux questions d’ES dans les Exigences du Maître d’Ouvrage.*
* ***Gestion des produits chimiques et des matières dangereuses*** *:* *préciser toutes les mesures applicables pour minimiser et contrôler le rejet et l’utilisation de matières dangereuses pour les activités des Ouvrages, y compris la production, le transport, la manutention et l’entreposage des matériaux. Voir aussi les sous-clauses 4.8 et 4.18 des dispositions spéciales et le tableau ci-dessus sur les conditions contractuelles qui font référence aux questions d’ES dans les Exigences du Maître d’Ouvrage.*
* ***Conservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles vivantes***

*Le Maître d’Ouvrage doit préciser, le cas échéant, la conservation de la biodiversité et la gestion durable des ressources naturelles vivantes (voir ESF - ESS6 et notes d’orientation pertinentes). Cela comprend, le cas échéant :*

* *les espèces exotiques envahissantes : gestion du risque d’espèces exotiques envahissantes lors de l’exécution des Ouvrages;*
* *une gestion durable des ressources naturelles vivantes; et*
* *les exigences en matière de certification et de vérification pour l’approvisionnement en matières naturelles lorsqu’il existe un risque de conversion importante ou de dégradation importante d’habitats naturels ou critiques.*

*Voir aussi la sous-clause 4.18 des Dispositions spéciales et le tableau ci-dessus sur les conditions contractuelles qui font référence aux questions relatives à l’ES dans les Exigences du Maître d’Ouvrage.*

***Sécurité routière***

*Énoncez toute exigence spécifique en matière de circulation et de sécurité routière, le cas échéant. Voir aussi sous-clause 4.15 des dispositions spéciales.* *Pour plus de détails, consultez la note d’orientation sur la sécurité routière.*

**Sommes Provisionnelles spécifiées pour les Résultats ES**

Le total des prix des activités figurant dans le Programme d’Activités représente l’offre du Proposant pour réaliser les Ouvrages sur une base de « responsabilité unique ». . Ceci inclut toutes les obligations ES de l’Entrepreneur en vertu du Marché.

*Les sommes provisionnelles peuvent être spécifiées par la Maître d’Ouvrage pour l’atteinte des résultats spécifiques dans le domaine ES (ex. pour les services de conseil en HIV, et la prise de conscience et sensibilisation EAS/HS ou pour encourager l’entrepreneur à livrer des résultats ES au-delà des exigences du Marché).*

Exigences Environnementales et Sociales (ES)

*[****Note au Maître d’Ouvrage*** *: Les* notes de *l’option* *2* sont *destinées aux projets dont les notes de décision sur les projets sont des notes conceptuelles de projet (NCP) datées au plus tard le 1er octobre 2018.]*

***[OPTION 2]***

*[L’équipe du Maître d’Ouvrage qui prépare les exigences en matière d’ES devrait comprendre un ou plusieurs spécialistes environnementaux et sociaux dûment qualifiés.*

*Le Maître d’Ouvrage doit joindre ou faire référence aux politiques environnementales et sociales du Maître d’Ouvrage qui s’appliqueront au projet. Si ceux-ci ne sont pas disponibles, le Maître d’Ouvrage devrait utiliser les directives suivantes pour rédiger une politique appropriée pour les Ouvrages.*

**Contenu suggéré pour une politique environnementale et sociale (Déclaration)**

*L’objectif de la politique des Travaux devrait, au minimum, être énoncé comme étant d’intégrer la protection de l’environnement, l’hygiène et la sécurité au travail et dans l’espace communautaire, le genre, l’égalité, la protection de l’enfance, les personnes vulnérables (y compris les personnes handicapées), le harcèlement sexuel, la violence sexiste, l’exploitation et les abus sexuels (EAS), la sensibilisation et la prévention du VIH/sida et un large engagement des parties prenantes dans les processus de planification, les programmes et les activités des parties impliquées dans l’exécution des Travaux. Il est conseillé au Maître d’Ouvrage de consulter la Banque mondiale pour convenir des questions à inclure qui peuvent également concerner : l’adaptation au climat, l’acquisition et la réinstallation de terres, les peuples autochtones, etc. La politique devrait établir le cadre de la surveillance, de l’amélioration continue des processus et des activités et de la production de rapports sur la conformité à la politique.*

*La politique doit inclure une déclaration selon laquelle, aux fins de la politique et/ou du code de conduite, le terme « enfant » / « enfants » désigne toute personne âgée de moins de 18 ans.*

*La politique devrait, dans la mesure du possible, être brève mais spécifique, explicite et mesurable, afin de permettre la déclaration de conformité à la politique conformément aux Conditions Particulières - dispositions particulières - Sous-clause 4.20.*

*À tout le moins, la politique énonce les engagements suivants :*

1. *appliquer les bonnes pratiques internationales de l’industrie pour protéger et conserver l’environnement naturel et minimiser les impacts inévitables;*
2. *fournir et maintenir un environnement de travail sain et sûr et des systèmes de travail sûrs ;*
3. *protéger l’hygiène et la sécurité des communautés locales et des utilisateurs, en accordant une attention particulière aux personnes handicapées, âgées ou autrement vulnérables;*
4. *être intolérant et appliquer des mesures disciplinaires pour les activités illégales. Être intolérant et appliquer des mesures disciplinaires pour la violence sexiste, les traitements inhumains, l’exploitation sexuelle, le viol, l’agression sexuelle, l’activité sexuelle avec des enfants et le harcèlement sexuel;*
5. *intégrer une perspective sexospécifique et créer un environnement favorable où les femmes et les hommes ont des chances égales de participer à la planification et au développement des travaux et d’en bénéficier;*
6. *travailler en coopération, y compris avec les utilisateurs finaux des travaux, les autorités compétentes, les entrepreneurs et les communautés locales;*
7. *dialoguer avec les personnes et les organisations touchées, les écouter et répondre à leurs préoccupations, en accordant une attention particulière aux personnes vulnérables, handicapées et âgées;*
8. *fournir un environnement qui favorise l’échange d’informations, de points de vue et d’idées qui est exempt de toute crainte de représailles et protège les lanceurs d’alerte;*
9. *minimiser le risque de maladies transmissibles et atténuer les effets des maladies transmissibles associées à l’exécution des travaux;*

*La politique doit être signée par un cadre supérieur du Maître d’Ouvrage. Il s’agit de signaler l’intention quelle sera appliquée rigoureusement.*

**Contenu minimal des exigences relatives aux aspects ES**

*Lors de la préparation des spécifications détaillées des exigences en matière ES, les spécialistes devraient se référer et prendre en considération :*

* *les rapports de projet pertinents* par exemple EIES/PGES
* *les conditions d’autorisation/permis*
* *les normes requises, y compris les lignes directrices du Groupe de la Banque mondiale en matière d’Environnement, d’Hygiène et de Sécurité (EHS)*
* *les conventions ou traités internationaux pertinents, etc.,*
* *les exigences et normes juridiques et/ou réglementaires nationales (lorsqu’elles représentent des normes plus élevées que les Directives EHS du Groupe de la Banque mondiale)*
* *les normes internationales pertinentes, par exemple les lignes directrices de l’OMS pour une utilisation sûre des pesticides*
* *les normes sectorielles pertinentes -- par exemple la Directive 91/271/CEE du Conseil de l’UE relative au traitement des eaux usées urbaines*
* *le mécanisme de recours en cas de griefs, y compris les types de griefs à enregistrer et la manière de protéger la confidentialité -- par exemple de ceux qui signalent des allégations d’EAS.*
* *la prévention et la gestion d’EAS.*

*La spécification détaillée de l'ES doit, dans la mesure du possible, décrire le résultat escompté plutôt que la méthode de travail.*

*Les exigences relatives à l'ES doivent être préparées de manière à ne pas entrer en conflit avec les Conditions générales et les Conditions particulières pertinentes le cas échéant) et d’autres parties des spécifications.*

**MONTANTS PROVISIONNELS SPECIFIES POUR LES RESULTATS ES**

*Le total des prix des activités figurant dans le Programme d’Activités représente l’offre du Proposant pour réaliser les Ouvrages sur une base de « responsabilité unique* ».

*Ceci inclut toutes les obligations de l’Entrepreneur en matière environnementale et sociale (ES) en vertu du Marché.*

*Le Maître d’Ouvrage peut spécifier des sommes provisionnelles pour obtenir des résultats ES spécifiques. (par exemple, pour les services de conseil sur le VIH et la sensibilisation à l’EAS ou pour encourager l’Entrepreneur à fournir des résultats ES allant au-delà des exigences du Marché).*

Description des Ouvrages

*[Insérer la description]*

Informations sur le Site

*Les informations peuvent inclure:*

1. *Levé topographique*
2. *Données de référence environnementales et sociales*
3. *Données d’enquête au sol*
4. *Informations sur l’état du sol*
5. *Informations sur les installations*
6. *Informations sur la propriété foncière*
7. *Détails des exigences connues en matière de travaux d’adaptation*
8. *Eaux souterraines, eaux de surface et informations hydrologiques, par exemple*
9. *Planification statuaire et contraintes de zonage*
10. *Les permis, licences et exigences de conformité*
11. *Etat des infrastructures existantes*
12. *Détails de tout risque ou danger*
13. *Toute autre contrainte physique*

*[Toute autre information pertinente sur le site]*

Représentant de l’Entrepreneur et Personnel clé

*[****Remarque: Insérez dans le tableau suivant, le minimum de spécialistes clés requis pour exécuter le marché, en tenant compte de la nature, de la portée, de la complexité et des risques du marché****.]*

**Représentant de l’Entrepreneur et Personnel clé**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Point No** | **Position/spécialisation** | **Qualifications académiques pertinentes** | **Minimum d’années d’expérience pertinente de travail** |
| *1.* | *[Représentant de l’Entrepreneur]* | *par exemple diplôme dans le domaine pertinent.* | *par exemple [*années] travaillant sur desprojets de ytraitement d’eau dans des environnements de travail similaires |
| *2.* | *[Si le marché a été évalué comme présentant des risques potentiels ou réels de cybersécurité, le Proposant doit être invité à inclure un/des expert/s en Cybersécurité parmi le Personnel Clé]* |  |  |
| ***Personnel clé pour la Conception*** | | | |
| *3.* | *[Directeur de la Conception]* |  |  |
| *4.* | [Spécialiste de l’évaluation de l’impact environnemental] |  |  |
| *5.* | *[Spécialiste de l’évaluation de l’impact social]* |  |  |
| *6.* | [Spécialiste de l’hygiène et de la sécurité] |  |  |
| *7.* | *[Spécialistes de la biodiversité, de la qualité de l’air, du bruit, etc.]* |  |  |
| *8.* | *[Modifier/ajouter d’autres personnes au besoin]* |  |  |
| ***Personnel clé pour la Construction*** | | | |
| *9.* | *[Directeur des travaux]* |  |  |
| *10.* | *[Spécialiste de l’environnement]* |  |  |
| *11.* | *[Spécialiste de l’hygiène et de la sécurité]* |  |  |
| *12.* | *[Spécialiste social]* |  |  |
| *13* | *[Spécialistes en Biodiversité, qualité de l’air, Bruit, etc.]* |  |  |
| *14.* | *Chef géomètre* |  |  |
| *15.* | *Expert en exploitation, abus sexuels (EAS) et harcèlement sexuel (HS)*  *[Lorsqu’un projet EAS risque d’être important ou élevé, le personnel clé doit inclure un expert ayant une expérience pertinente dans la lutte contre l’exploitation sexuelle, les abus sexuels et les cas de harcèlement sexuel]* |  | *[p. ex., 5 ans de suivi et de gestion des risques liés à la violence sexiste, dont trois (3) ans d’expérience pertinente dans la lutte contre les questions liées à l’exploitation sexuelle, à l’abus sexuel et au harcèlement sexuel]* |
| *16.* | *[Modifier/ajouter d’autres personnes au besoin]* |  |  |

Spécifications

*[Insérez les spécifications - voir la note ci-dessus sur la rédaction des spécifications. Les spécifications devraient établir les normes minimales applicables qui doivent s’appliquer aux Ouvrages. En outre, d’autres exigences techniques à intégrer dans la conception devraient être énoncées].*

Plans / Dessins

Informations Supplémentaires

S

S

S

PARTIE 3   
CONDITIONS DU MARCHE   
ET  
 FORMULAIRES DU MARCHE

Section VIII. Cahier des Clauses administratives générales (CCAG)

**Livre Jaune:**

© FIDIC 2017 - 2022. Tous droits réservés.

Les Conditions du Marché sont les « Conditions générales » qui font partie des « Conditions de Marché applicables aux Projets d’Equipements et de Conception-Construction pour les travaux électriques et mécaniques et pour les travaux de bâtiment et de génie civil conçus par l’entrepreneur(« Livre Jaune ») Seconde édition 2017, réimpression de 2022» publiées par la Fédération Internationale des Ingénieurs - Conseils (FIDIC) et les « Conditions particulières » suivantes, qui constituent les clauses particulières de la Banque mondiale, ainsi que les modifications et les ajouts apportés à ces Conditions générales.

Un exemplaire original de la publication FIDIC ci-dessus, à savoir « Conditions de Marché applicables aux Projets d’Equipements et de Conception-Construction » doit être obtenu auprès de la FIDIC.

Fédération internationale des ingénieurs-conseils (FIDIC)

Librairie FIDIC - Boîte - 311 - CH - 1215 Genève 15 Suisse

Fax: +41 22 799 49 054

Téléphone : +41 22 799 49 01

Courriel: fidic@fidic.org

E- ww.fidic.org

Code FIDIC: ISBN13: 978-2-88432-099-3

Section IX. Cahier des Clauses administratives Particulières (CCAP)

|  |
| --- |
| Le CCAP complète le CCAG (Section VIII). Lorsqu’il y a contradiction, le CCAP prévaut sur le CCAG. |

# CCAP

# Partie A - Données du marche

| **Conditions** | | **Sous-clause** | **Données** |
| --- | --- | --- | --- |
| Date de Référence | | 1.1.4 | \_\_\_\_\_\_\_ *[si le Maître d’Ouvrage fournit aux Proposants des données/informations 28 jours ou moins avant la dernière date limite de dépôt des Propositions, le Maître d’Ouvrage devrait envisager de réviser cette date.]* |
| Lorsque le Marché permet une marge de bénéfice sur les Coûts, la marge de bénéfice en pourcentage à ajouter au Coût est de: | | 1.1.20 | \_\_\_\_\_\_\_ *[insérer le %, normalement 5%]* |
| Période de Notification des Malfaçons | | 1.1.27 | 365 jours (une année) |
| Nom et adresse du Maître d’Ouvrage : | | 1.1.30 |  |
| Nom et adresse du Maître d’Œuvre : | | 1.1.35 |  |
| Parties des Ouvrages qui sont désignées comme une Section ou Tranche aux fins du Marché: | | 1.1.76 | *Si des Tranches sont utilisées, re référer au Tableau Récapitulatif des Tranches ci-dessous* |
| Chantier | | 1.1.77 | *[Décrire tout autre endroit faisant partie du Chantier]* |
| Délai d’Achèvement | | 1.1.86 | \_\_\_\_\_\_\_\_ jours  *Si des Tranches sont utilisées, re référer au Tableau Récapitulatif des Tranches ci-dessous* |
| Nom de la Banque | | 1.1.91 |  |
| Nom de l’Emprunteur : | | 1.1.92 |  |
| Jalons | | 1.1.95 | Si des Jalons sont utilisés conformément à la Sous-Clause 4.26, se référer au *Tableau Récapitulatif des Jalons* ci-dessous |
| Système de transmission électronique : | | 1.3 (a) (ii) |  |
| Adresse du Maître d’Ouvrage pour les Notifications : | | 1.3 (d) |  |
| Adresse du Maître d’Œuvre pour les Notifications : | | 1.3 (d) |  |
| Adresse de l’Entrepreneur pour les Notifications : | 1.3 (d) | |  |
| Droit applicable : | | 1.4 |  |
| Langue du Marché : | | 1.4 |  |
| Langue des communications : | | 1.4 |  |
| Délai dans lesquels les Parties doivent signer l’Acte d’Engagement | | 1.6 | 28 jours après réception de la Lettre de Notification de l’Attribution |
| Nombre de copies papier supplémentaires des Documents de l’Entrepreneur | | 1.8 |  |
| Responsabilité de l’Entrepreneur envers le Maître d’Ouvrage en vertu ou en relation avec le Marché | | 1.15 | *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ (somme)* |
| Délai d’accès au Chantier : | | 2.1 | *[Idéalement, le droit d’accès et de possession de toutes les parties du Chantier est accordé avant la Date de Démarrage. Si c’est le cas, insérez : « Au plus tard, à la Date de Démarrage »*  *[S’il n’est pas pratique ou faisable de donner le droit d’accès et de possession de toutes les* *parties* *du Chantier avant la Date de Démarrage, sélectionnez l’une ou l’autre des options suivantes et supprimez le texte restant dans ces conditions particulières, sous-clause 2.1:*  ***Option 1***  *« Au plus tard à la Date de Démarrage, à l’exception des parties suivantes (inclure la description des parties concernées) dans un délai et une manière énoncés dans les exigences du Maître d’Ouvrage.»*  ***Option 2***  *« Au plus tard à la Date de Démarrage, à l’exception des parties suivantes (y compris la description des parties concernées) :* d*ans les délais qui peuvent être nécessaires pour permettre à l’Entrepreneur de procéder conformément au Programme ou, s’il n’y a pas de programme à ce moment-là, le programme initial soumis en vertu de la sous-clause 8.3 [Programme]]* |
| Attributions et Pouvoirs du Maître d’œuvre | | 3.2 | L’approbation du Maître d’Ouvrage n’est pas requise pour les variations inférieures à :........ % du Montant Accepté du Marché |
| Obligations en Cybersécurité de l’Entrepreneur | | 4.1 | *[Si le marché a été évalué comme présentant des risques potentiels ou réels en matière de cybersécurité, indiquer que la disposition relative à la cybersécurité à la fin de la Partie B - Dispositions spéciales - sous-clause 4.1 s’applique; Sinon indiquer : « Sans Objet »]* |
| Garantie de Bonne Exécution: | | 4.2 | La Garantie de Bonne Exécution prendra la forme d’un \_\_\_\_ *[insérer soit l’une des* *« Garantie à demande »* *ou « cautionnement personnel et solidaire d’exécution » ]* du/des montant/s de *[insérer le/s montant/s en chiffres)]* pour cent du Montant accepté du Marché pour la Conception et Construction et dans la(es) même(s) monnaie(s) que le Montant accepté du Marché. |
| Garantie de Performance Environnementale et Sociale (ES) : | | 4.2 | *[Supprimer cette disposition si la Garantie de Performance Environnementale et Sociale (ES) n’est pas requise.]*  La Garantie de Performance ES prendra la forme d’une « G*arantie à demande* *»* d’un montant de *[insérer % en chiffre(s) normalement 1% à 3%]* du Montant Accepté du Marché et dans la(es) même(s) monnaie(s) que le Montant accepté du Marché.  *[La somme totale des « garanties à demande » (Garantie de Bonne Exécution et Garantie de Performance environnementale et sociale (ES) ne doit normalement pas dépasser 10 % du Montant accepté du Marché.]* |
| Maximum de la valeur totale cumulée de travaux sous-traités (en termes de pourcentage du Montant Accepté du Marché) | | 4.4(a) | ------------- % |
| Parties des Ouvrages pour lesquelles la sous-traitance n’est pas autorisée | | 4.4(b) |  |
| Délai de notification des erreurs dans les éléments de référence | | 4.7.2 | ------------- jours « *[indiquer le nombre de jours, normalement pas moins de 28 jours] »* |
| Période de paiement pour les Services publics temporaires | | 4.19 | -------------- jours |
| Nombre de copies papier supplémentaires des rapports d’avancement | | 4.20 |  |
| Cybersécurité | | 4.20 | *[Si le marché a été évalué comme présentant des risques potentiels ou réels en matière de cybersécurité, indiquer que les rapports d’étape doivent inclure les aspects liés à la cybersécurité conformément à la Sous-clause 4.20 de la Partie B - Dispositions spéciales ; sinon indiquer : « Sans Objet ».]* |
| Rapport immédiat sur la Cybersécurité | | 4.20 | *[Si le marché a été évalué comme présentant des risques potentiels ou réels en matière de cybersécurité, indiquer que les incidents de cybersécurité doivent être signalés immédiatement conformément à la Sous-clause 4.20 de la Partie B - Dispositions spéciales; sinon indiquer : « Sans Objet ».]* |
| Horaires normaux de travail sur le Chantier : | | 6.5 |  |
| Nombre de copies papier supplémentaires des Programmes : | | 8.3 |  |
| Pénalités de retard pour chaque jour de retard | | 8.8 | \_\_\_\_\_% du Montant accepté du Marché pour la Conception-Construction, après avoir déduit la somme provisionnelle pour le CPRD. *[Si des Tranches sont utilisées, référer au Tableau : Récapitulatif des Tranches ci-dessous]* |
| Montant maximal des Pénalités de retard | | 8.8 | \_\_\_\_\_% du Montant accepté du Marché après avoir déduit la somme provisionnelle pour le CPRD *[normalement ne dépassant pas 10%]* |
| Cybersécurité -- Variation | | 13.3.1 (a) | *[Si le marché a été évalué comme présentant des risques potentiels ou réels en matière de cybersécurité, indiquer que les détails à soumettre au Représentant du Maître d’Ouvrage doivent inclure suffisamment de renseignements pour permettre l’évaluation des risques de cybersécurité.]* |
| Pourcentage à appliquer aux Sommes provisionnelles pour frais généraux et profit : | | 13.4 (b) (ii) | \_\_\_% |
| Montant de l’Avance de Démarrage : | | 14.2 | \_\_\_\_\_\_\_\_\_ % du Montant accepté du Marché payable dans les monnaies et les proportions dans lesquelles le Montant accepté du Marché est payable. |
| Remboursement de l’Avance de Démarrage : | | 14.2.3 | (a)\_Montant minimum cumulé des paiements de décomptes intermédiaires pour commencer le remboursement de l’avance de démarrage, exprimé en pourcentage du Montant accepté du Marché payable dans cette monnaie moins les Sommes Provisionnelles  (b) pourcentage des déductions pour le remboursement de l’avance de démarrage \_\_\_\_\_\_\_\_%\_  *[à condition que l’avance de démarrage soit entièrement remboursée avant le moment où 90 % (90 %) du Montant accepté du Marché moins les sommes provisionnelles ait été certifié pour paiement]* |
| Période de paiement | | 14.3 |  |
| Nombre de copies papier supplémentaires des Décomptes Intermédiaires | | 14.3(b) |  |
| Pourcentage de Retenue : | | 14.3 (iii) | \_\_\_\_% *[Insérer le pourcentage de Retenue, normalement 5% et ne pas dépasser 10%]* |
| Montant Plafond de Retenue : | | 14.3 (iii) | \_\_\_\_\_\_\_\_ % *[Insérer le pourcentage de Retenue, normalement 5% et ne pas dépasser 10%]* |
| Equipements et Matériaux à payer lors de l’expédition : | | 14.56(b)(i) | Si la Sous-Clause 14.5 s’applique :  Equipement et Matériaux à payer lors de l’expédition\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[donner la liste].* |
| Equipements et Matériaux à payer lorsqu’ils sont livrés sur le Chantier : | | 14.5(c)(i) | Equipement et Matériaux à payer lorsque livrés sur le Chantier ------------ *[donner la liste].* |
| Montant minimum de Décompte Intermédiaire | | 14.6.2 | *----------- % du Montant Accepté du Marché* |
| Cybersécurité – retenues de paiements | | 14.6.2 | *[Si le marché a été évalué comme présentant des risques potentiels ou réels en matière de cybersécurité, indiquer que* *les* *paiements* *peuvent* *être* *retenus* *pour* le *manquement* de *l’Entrepreneur à exécuter* *ses* *obligations* en *matière de cybersécurité; sinon* *indiquer* *:* *«* *Sans Objet* *».]* |
| Délai de paiement de l’Avance de Démarrage à l’Entrepreneur | | 14.7(a) | *----------- jours [insérer le nombre de jours, normalement 28 jours].* |
| Délai pour le Maître d’Ouvrage d’effectuer les paiements intermédiaires à l’Entrepreneur en vertu de la Sous-Clause 14.6 (Décompte Intermédiaire) | | 14.7(b)(i) | *----------- jours [insérer le nombre de jours, normalement 56 jours].* |
| Délai pour le Maître d’Ouvrage d’effectuer les paiements intermédiaires à l’Entrepreneur en vertu de la Sous-Clause 14.13 (Décompte Final) | | 14.7(b)(ii) | *------------ jours [insérer le nombre de jours, normalement 28 jours].* |
| Délai pour le Maître d’Ouvrage d’effectuer le paiement final à l’Entrepreneur | | 14.7(c) | *------------ jours [insérer le nombre de jours, normalement 56 jours].* |
| Frais de financement pour retard de paiement : | | 14.8 | *------- %* (points de pourcentage au-dessus du taux moyen des prêts bancaires à court terme tel que mentionné à l’alinéa (a) |
| Nombre de copies papier supplémentaires de la Demande de Décompte final | | 14.11.1(b) |  |
| Forces de la nature, dont les risques sont attribués à l’Entrepreneur | | 17.2(d) |  |
|  | |  |  |
|  | |  |  |
|  | |  |  |
| Limites de franchises permises: | | 19.1 | assurance requise pour les Ouvrages: \_\_\_\_\_\_\_\_\_  assurance requise pour les Biens : \_\_\_\_\_\_\_\_  assurance requise pour la responsabilité en cas de manquement aux obligations professionnelles :\_\_  assurance requise contre la responsabilité pour non-adéquation à l’usage (le cas échéant) : \_\_\_\_\_\_\_  assurance requise pour les blessures aux personnes et les dommages matériels :\_\_\_\_\_\_\_  assurance requise pour les blessures aux employés : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  autres assurances exigées par les Lois et par les usages locaux :  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| Montant supplémentaire à assurer : | | 19.2.1 (b) | *\_\_\_\_\_\_\_\_ %* (en pourcentage de la valeur de remplacement, si inférieure ou supérieure à 15%) |
| Risques résultant d’Evénements Exceptionnels qui ne doivent pas être exclus de la couverture d’assurance des Ouvrages | | 19.2.1(iv) |  |
| Etendue de l’assurance requise pour les Biens | | 19.2.2 |  |
| Montant de l’assurance requise pour les Biens | | 19.2.2 |  |
| Minimum de couverture d’assurance de la responsabilité professionnelle requise : | | 19.2.3(a) | *[insérer le montant de l’assurance]* |
| Assurance requise pour la non-adaptation aux objectifs | | 19.2.3(b) | Oui/Non *[supprimer comme approprié]* |
| Période pour laquelle l’assurance responsabilité professionnelle est exigée : | | 19.2.3 |  |
| Minimum d’assurance requis pour les dommages corporels et les dommages matériels : | | 19.2.4 | *[insérer le montant de l’assurance]* |
| Autres assurances exigées de l’Entrepreneur par la Loi et les usages locaux(donner des détails) : | | 19.2.6 | *[par exemple assurance de la responsabilité décennale de l’Entrepreneur]* |
| Délai de nomination des membres du Comité de Prévention et de Règlement des Différends (CPRD): | | 21.1 | 42 jours après la signature du Marché par les deux Parties. |
| Le CPRD sera composé de : | | 21.1 | *Soit*: un (1) seul membre  *Ou:* trois (3) membres  *[Pour un marché dont le coût est estimé à plus de 50 millions de dollars, le CPRD est composé de trois (3) membres. Pour un marché dont le coût est estimé entre USD 20 millions et USD 50 millions, le CPRD peut comprendre trois (3) membres ou un (1) membre unique. Pour un marché dont le coût est estimé à moins de USD 20 millions, un (1) membre unique est recommandé.]* |
| Liste des membres proposés du CPRD | | 21.1 | Proposés par le Maître d’Ouvrage *[Joindre les CV au dossier de Demande de Propositions et au Marché]*  *1.\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*  *2.\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*  *3.\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*  Proposés par l’Entrepreneur *[Joindre les CV au Marché*]  *1.\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*  *2.\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*  *3.\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* |

**Tableau: Récapitulatif des Tranches (le cas échéant)**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Description des parties des Ouvrages qui seront désignées comme Tranche aux fins  du Marché**   **(Sous-clause 1.1.76)** | **Valeur en pourcentage du Montant accepté du Marché (Sous-Clause 14.9)** | **Délai d'Achèvement**  **(Sous-clause 1.1.86)** | **Pénalités de Retard**  **(Sous-Clause 8.8)** |
|  |  | \_\_\_\_\_\_\_ jours | **-------%** |
|  |  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_jours | **\_\_\_\_\_\_%** |
|  |  | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_jours | **\_\_\_\_\_\_\_%** |
|  |  |  |  |

**\***Ces pourcentages seront également appliqués à chaque moitié de la Retenue de Garantie en vertu de la Sous-Clause 14.9.

**Tableau : Récapitulatif des Jalons** **(le cas échéant)**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Description d’une partie des**  **Ouvrages qui sera désignée comme Jalon aux fins  du Marché**   **(Sous-Clause 1.1.95)** | **Délai d’Achèvement** | **Pénalités de Retard**  **(en pourcentage du Montant final** **du Marché par jour de retard)** |
|  | \_\_\_\_\_\_\_ jours | **-------%** |
|  | \_\_\_\_\_\_\_ jours | **\_\_\_\_\_%** |
|  | \_\_\_\_\_\_\_ jours | **\_\_\_\_\_%** |
|  |  |  |

Montant maximal des Pénalités de Retard pour les Jalons (pourcentage du Montant final du Marché): \_\_\_\_%

**CCAP**

Partie B - Dispositions spéciales

|  |  |
| --- | --- |
| Sous-Clause 1.1.4 Date de Référence | Le texte de la Sous-Clause 1.1.4 est remplacé par: « Sauf indication contraire dans les Données du Marché, la Date de Référence désigne la date 28 jours avant la date limite de remise de l’offre. |
| Sous-Clause 1.1. 49 Lois | Le texte de la Sous-Clause est remplacé par :  Les « **Lois** » désignent toutes les lois, statuts, ordonnances et autres lois, règlements et règlements nationaux (ou étatiques) de toute autorité publique légalement constituée. |
| Sous-Clause 1.1.59 Conditions Particulières | Le texte de la Sous-Clause est remplacé par :  Le « Cahier des Clauses administratives particulières » ou « CCAP » désigne le document intitulé cahier des clauses administratives particulières inclus dans le Marché, qui se compose de la Partie A - Données du Marché, la Partie B - Dispositions Spéciales, la Partie C - Fraude et Corruption et la Partie D - Mesures Environnementales et Sociales (ES) pour les Rapports d’Avancement. » |
| Sous-Clause 1.1.74  Chantier | Le texte de la Sous-Clause est remplacé par :  « Le « Chantier » désigne les lieux où les Ouvrages Définitifs doivent être exécutés, y compris la zone de stockage et de travail, et sur lesquels les Equipements et les Matériaux doivent être livrés, ainsi que tout autre lieu spécifié dans le Marché comme faisant partie du Chantier ; » |
| Sous-Clause 1.1.83 Offre | Ce qui suit est ajouté à la fin de la phrase :  « Offre » est synonyme de « Proposition », « Proposant » est synonyme de « Soumissionnaire », « documents d’appel d’offres » est synonyme de « documents de demande de propositions ». |
| **Les Sous-clauses 1.1. 91** **à 1.1.96 sont ajoutées après la sous-clause 1.1.** **90** | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Sous-Clause 1.1.91**  Banque | « Banque » désigne l’institution de financement (le cas échéant) nommée dans les Données du Marché. |
| Sous-Clause 1.1.92 Emprunteur | « Emprunteur » désigne la personne (le cas échéant) désignée comme Emprunteur dans les Données du Marché. |
| Sous-Clause 1.1.93 | « **ES »** désigne Environnement et Social (y compris l’Exploitation et les Abus Sexuels (EAS) et le Harcèlement Sexuel (HS)). |
| Sous-Clause 1.1.94 | « **Exploitation et Abus Sexuels » « EAS » signifie** ce qui suit :  **L’Exploitation Sexuelle** est définie comme le fait d'abuser ou de tenter d'abuser d'un état de vulnérabilité, de pouvoir différentiel ou de confiance à des fins sexuelles, incluant, mais sans y être limité, le fait de profiter monétairement, socialement ou politiquement de l’exploitation sexuelle d’une autre personne;  Les **Abus Sexuels**, sont définis comme toute intrusion physique ou menace d’intrusion physique de nature sexuelle, soit par force ou dans des conditions inégales ou par coercition; et  **Le terme « Harcèlement Sexuel** » « (HS) », est défini comme toute avance sexuelle importune, toute demande de faveurs sexuelles ou tout autre comportement verbal ou physique à connotation sexuelle par le Personnel de l’Entrepreneur à l’égard d’autres personnels de l’Entrepreneur ou du Maître d’Ouvrage.  **L’expression « Obligations en matière de Prévention et Réponse EAS/HS »** réfère aux obligations de l’Entrepreneur en termes de Prévention et Intervention relativement à l’EAS/HS telles qu’énoncées dans les Sous-Clauses 4.1, 4,4, 4.20, 4.25, 6.9, 6.27, et 6.28. |
| Sous-Clause 1.1.95 Jalon | Un **« Jalon »** désigne une partie des Ouvrages identifiée dans les Données du Marché (le cas échéant), et décrite en détail dans les Exigences du Maître d’Ouvrage en tant que Jalon, qui doit être exécutée à la Date d’Achèvement indiquée dans la Sous-Clause 4.26 *[Jalons] mais le Maître d’Ouvrage n’en prend pas possession après achèvement.* |
| Sous-Clause 1.1.96 Certificat de Jalon | **« Certificat de Jalon »** désigne le certificat délivré par le Maître d’Œuvre en vertu de la Sous-Clause 4.26 *[Jalons].* |
| Sous-Clause 1.2  **Interprétation** | Le terme « et » est supprimé de la fin de l’alinéa (i) et ajouté à la fin de l’alinéa (j).  l’alinéa (k) est ajouté:  « k)  Le mot Offre est synonyme de Soumission ou de Proposition, le mot Proposant est synonyme de Soumissionnaire et l’expression « dossier d’appel d’offres » est synonyme de « dossiers de demande de propositions», selon le cas. » |
| Sous-Clause 1.5  **Niveau de priorité des documents** | Les documents suivants sont ajoutés dans la liste des priorités des documents après (e) :  « f) le CCAP Partie C- Fraude et Corruption ;  g) le CCAP Partie D- Indicateurs de performance des dispositions environnementales et sociales (ES) pour les rapports d’avancement ;  h) le CCAP - Partie E- Déclaration de Performance en matière d’Exploitation et d’Abus sexuels (EAS) et/ou de harcèlement sexuel pour les Sous-Traitants; "  et la liste est renumérotée en conséquence. |
| Sous-Clause 1.6  **Acte d’Engagement** | Le dernier paragraphe est remplacé par le texte suivant :  « Si l’Entrepreneur est un GE, le représentant autorisé des partenaires du GE doit signer l’Acte d’Engagement conformément à la Sous-Clause 1.14 (Responsabilité conjointe et solidaire). » |
| Sous-Clause 1 .12  **Données confidentielles** | À la fin du deuxième paragraphe, on ajoute ce qui suit : l’Entrepreneur est autorisé à divulguer toute information accessible au public, ou toute information autrement requise pour établir ses qualifications pour concourir pour d’autres projets. »  « ou » à la fin de l’alinéa (b) est supprimé.  « ou » à la fin de l’alinéa (c) est ajouté.  Le texte suivant est ensuite ajouté en alinéa (d) : « est fourni à la Banque ». |
| Sous-Clause 1.17  **Inspections et audit par la Banque** | La sous-clause suivante est ajoutée après la sous-clause 1.16.  « Conformément au paragraphe 2.2 e. du CCAP - Partie C- Fraude et Corruption, l’Entrepreneur doit autoriser et faire en sorte ses agents (déclarés ou non), sous-traitants, prestataires de services, fournisseurs et personnel, autorisent la Banque et/ou les personnes nommées par la Banque à inspecter le Chantier et/ou les comptes, dossiers et autres documents relatifs au processus de passation de marchés, à l’attribution et/ou à l’exécution du marché, et à faire vérifier ces comptes, dossiers et autres documents par les vérificateurs recrutés par la Banque. L’attention de l’Entrepreneur et de ses sous-traitants et sous-consultants est attirée sur la Sous-Clause 15.8 (Fraude et Corruption) qui prévoit, entre autres, que les actes visant à entraver sensiblement l’exercice des droits d’inspection et d’audit de la Banque constituent une pratique interdite passible de résiliation du marché (ainsi qu’à une détermination de l’inéligibilité conformément aux procédures de sanctions en vigueur de la Banque). |
| Sous-Clause 2.4  **Dispositions financières du Maître d’Ouvrage** | Le premier paragraphe est remplacé par:  « Le Maître d’Ouvrage doit présenter, avant la Date de Démarrage et par la suite dans les 28 jours suivant la réception de toute demande de l’Entrepreneur, la preuve raisonnable que des dispositions financières ont été prises pour financer les obligations du Maître d’Ouvrage en vertu du Marché. »  Le paragraphe suivant est ajouté à la fin de la Sous-Clause 2.4:  « En outre, si la Banque a notifié à l’Emprunteur que la Banque a suspendu les décaissements dans le cadre de son prêt, qui finance en tout ou en partie l’exécution des Ouvrages, le Maître d’Ouvrage doit donner Notification à l’Entrepreneur de cette suspension avec des détails suffisants, y compris la date de cette notification, avec une copie au Représentant du Maître d’Ouvrage, dans les 7 jours suivant la notification de suspension de la Banque. Si d’autres fonds sont disponibles dans les monnaies appropriées pour que le Maître d’Ouvrage continue d’effectuer des paiements à l’Entrepreneur au-delà d’une date de 60 jours après la date de notification de la suspension par la Banque, le Maître d’Ouvrage doit fournir des éléments de preuve raisonnables dans sa Notification de la mesure dans laquelle ces fonds seront disponibles. |
| **Sous-Clause 2.6**  Matériaux fournis par le Maître d’Ouvrage et Matériels du Maître d’Ouvrage | *[Si des Matériaux fournis par le Maître d’Ouvrage sont énumérés dans les Spécifications des Ouvrages aux fins d’être utilisés par l’Entrepreneur dans l’exécution des Ouvrages, les dispositions suivantes peuvent être ajoutées]:*  Le texte suivant est ajouté après le dernier paragraphe de la Sous-Clause 2.6:  « Le Maître d’Ouvrage fournira à l’Entrepreneur les Matériaux fournis par le Maître d’Ouvrage énumérés dans les Spécifications, au(x) moment(s) indiqué(s) dans les Spécifications (si ce n’est pas indiqué, dans les délais qui seront nécessaires pour lui permettre de procéder à l’exécution des Ouvrages conformément au Programme).  Lorsqu’ils sont mis à disposition par le Maître d’Ouvrage, l’Entrepreneur doit inspecter visuellement les Matériaux fournis par le Maître d’Ouvrage et faire Notification sans délai au Maître d’Œuvre de toute pénurie, défectuosité ou défaut de ceux-ci. Par la suite, l’Entrepreneur doit corriger telle pénurie, défectuosité ou défaut dans la mesure instruite par le Maître d’Œuvre. Cette instruction est réputée avoir été donnée en vertu de la Sous-Clause 13.3.1*[Changement par Instruction].*  Après cette inspection visuelle, les Matériaux fournis par le Maître d’Ouvrage seront sous la garde et le contrôle de l’Entrepreneur. Les obligations de l’Entrepreneur en matière d’inspection, de soins, de garde et de contrôle ne dégagent pas le Maître d’Ouvrage de sa responsabilité en cas de pénurie, de défectuosité ou de défaut non apparent lors d’une inspection visuelle.  [*Si le Matériel du Maître d’Ouvrage est énuméré dans les Spécification* pour *être utilisé par l’Entrepreneur dans l’exécution des Ouvrages, les dispositions suivantes peuvent être ajoutées*]:  Le texte suivant est ajouté après le dernier paragraphe de la Sous-Clause 2.6:  « Le Maître d’Ouvrage doit mettre le Matériel du Maître d’Ouvrage énuméré dans les Spécifications à la disposition de l’Entrepreneur au(x) moment(s) indiqué(s) dans les Spécifications (si ce n’est pas indiqué, dans les délais qui sont nécessaires pour permettre à l’Entrepreneur de procéder à l’exécution des Ouvrages conformément au Programme).  À moins d’indication contraire expresse dans les Spécifications, le Matériel du Maître d’Ouvrage sera fourni à l’usage exclusif de l’Entrepreneur.  Lorsqu’il est mis à sa disposition par le Maître d’Ouvrage, l’Entrepreneur doit inspecter visuellement le Matériel du Maître d’Ouvrage et faire Notification sans délai au Maître d’Œuvre de toute pénurie, défectuosité ou défaut de celui-ci. . Par la suite, l’Entrepreneur doit corriger telle pénurie, défectuosité ou défaut dans la mesure instruite par le Maître d’Œuvre. Cette instruction est réputée avoir été donnée en vertu de la Sous-Clause 13.3.1*[Changement par Instruction].*  L’Entrepreneur sera responsable du Matériel du Maître d’Ouvrage pendant qu’il est sous son contrôle et/ou que l’un des membres du Personnel de l’Entrepreneur l’utilise, le conduit, le dirige, l’utilise ou en a le contrôle.  L’Entrepreneur ne doit retirer du Chantier aucun élément du Matériel du Maître d’Ouvrage sans le consentement du Maître d’Ouvrage. Toutefois, le consentement n’est pas requis pour les véhicules transportant des marchandises ou le Personnel de l’Entrepreneur vers le Chantier ou à partir du Chantier. » |
| **Sous-Clause 2.7**  **Conférence EAS/HS** | La nouvelle sous-clause suivante est ajoutée :  « Le Maître *d’Ouvrage* doit organiser et diriger une conférence d’orientation EAS/HS dès que possible après la constitution du CPRD et avant le début de tout travail de terrain. L’Entrepreneur, ses Sous-Traitants, le Maître d’Œuvre, les membres du CPRD et toutes les autres personnes concernées assisteront à la conférence d’orientation EAS/HS. L’objectif de la conférence est d’assurer une compréhension commune de toutes les exigences contractuelles et de tous les recours en matière d’EAS, y compris ceux disponibles en vertu de la Sous-Clause 21.9 [*Référés EAS/HS*], de la Sous-Clause 21.10 [*Désaccord à l’égard de la décision du CPRD concernant les référés EAS/HS*] et de la Sous-Clause 21.11 [*Disqualification de l’Entrepreneur et de Sous-Traitant par la Banque*]. |
| **Sous-Clause 3.1**  **Le Maître d’Œuvre** | Ce qui suit est ajouté à la fin de premier alinéa :  « Le personnel du Maître d’Œuvre doit comprendre des ingénieurs qualifiés et autre professionnels compétents pour exécuter leurs mandats. » |
| **Sous-Clause 3.2**  **Attributions et Pouvoir du Maître d’Œuvre** | Le Maître d’Œuvre doit obtenir le consentement par écrit du Maître d’Ouvrage avant d’agir en vertu des Sous-Clauses suivantes des présentes Conditions :   1. Sous-Clause 13.1 : Droit à Changement - ordonner un changement, sauf;    * + 1. dans une situation d’urgence déterminée par le Maître d’Œuvre; ou        2. (si un tel Changement augmente le Montant accepté du Marché de moins que le pourcentage spécifié dans les Données du Marché. 2. Sous-Clause 13.2 [*Ingénierie de la Valeur*] : consentir ou non à une proposition d’ingénierie de la Valeur soumise par l’Entrepreneur conformément à la Sous-Clause 13.2.   Nonobstant l’obligation énoncée ci-dessus, d’obtenir le consentement par écrit, si, de l’avis du Maître d’Œuvre, une situation d’urgence survient affectant la sécurité vitale ou la sécurité des Ouvrages ou des biens adjacents, il peut, sans décharger l’Entrepreneur de l’une de ses obligations et responsabilités en vertu du Marché, demander à l’Entrepreneur d’exécuter tous les travaux ou de faire toutes les choses qui peuvent, de l’avis du Maître d’Œuvre, être nécessaires pour atténuer ou réduire le risque. L’Entrepreneur doit se conformer immédiatement, malgré l’absence de consentement du Maître d’Ouvrage, à cette instruction du Maître d’Œuvre. Le Maître d’Œuvre déterminera un ajout au Montant du Marché, en référence à cette instruction, conformément **à** la Clause 13, et une Prolongation de Délai, le cas échéant, et en fera notification à l’Entrepreneur, avec copie au Maître d’Ouvrage. |
| **Sous-Clause 3.3**  **Représentant du Maître d’Œuvre** | Ce qui suit est ajouté à la fin de la Sous-Clause 3.3 :  « Le Maître d’ Œuvre devra obtenir le consentement du Maître d’Ouvrage avant de nommer ou remplacer le Représentant du Maître d’Œuvre. » |
| **Sous-Clause 3.4**  **Délégation par le Maître d’Œuvre** | Le texte suivant est ajouté à la fin du deuxième paragraphe :  « Si des assistants ne parlent pas couramment cette langue, le Maître d’ Œuvre mettra à disposition des interprètes compétents pendant toutes les heures de travail, en nombre suffisant pour leur permettre de s’acquitter correctement de leurs attributions et/ou d’exercer le pouvoir qui leur a été délégué. » |
| Sous-Clause 4.1  **Obligations générales de l’Entrepreneur** | Ce qui suit est ajouté après le paragraphe « L’Entrepreneur doit fournir les Equipements (et les pièces de rechange, le cas échéant) … » ;  « Tous les équipements, matériaux et services à intégrer aux Ouvrages ou nécessaires pour les Ouvrages doivent avoir leur origine dans tout pays éligible tel que défini par la Banque. "  Ce qui suit est inséré après le paragraphe « Chaque fois que le Maître d’Œuvre le demande, l’Entrepreneur doit, ... »  « L’Entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux, y compris des activités de mobilisation et/ou de pré-construction (p. ex. dégagement des voies de transport, accès au chantier et établissement du chantier, des recherches ou des études géotechniques visant à sélectionner des éléments accessoires telles que les carrières et les sites d’emprunt), à moins que le Représentant du Maître d’Ouvrage n’accorde une Notification de Non-Objection(qui ne sera pas déraisonnablement retardée sans motif) à l’Entrepreneur aux mesures qu’il propose afin de gérer les risques et les impacts environnementaux et sociaux, qui, au minimum, doivent inclure la mise en œuvre des Stratégies de Gestion et les Plans de Mise en œuvre (SGPM) et le Code de Conduite pour le Personnel de l’Entrepreneur soumis dans le cadre de l’Offre et convenus comme faisant partie du Marché.  L’Entrepreneur doit soumettre au Maître d’Œuvre, pour Examen, tous les SGPM supplémentaires nécessaires à la gestion des risques et impacts ES des travaux en cours (p. ex. excavation, travaux de terrassement, travaux d’ouvrages d’art et de structure, détournements de cours d’eau et de routes, carrières ou extraction de matériaux, fabrication et mise en œuvre de béton et fabrication d’asphalte). Ces SGMP constituent collectivement le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (E-PGES) de l’Entrepreneur. L’Entrepreneur doit examiner l’E-PGES périodiquement (mais au minimum tous les six (6) mois) et le mettre à jour au besoin pour s’assurer qu’il contient des mesures appropriées aux Ouvrages. La mise à jour du E-PGES doit être soumise au Maître d’Œuvre pour Examen.  L’E-PGES fait partie des Documents de l’Entrepreneur. Les procédures pour l’examen de l’E-PGES et ses mises à jour seront décrites dans la Sous-Clause 5.2 *[Documents de l’Entrepreneur].*  Le texte suivant est ajouté à la fin de la Sous-Clause :  « L’Entrepreneur doit fournir les renseignements pertinents liés au Marché, que le Maître d’Ouvrage et le Maître d’Œuvre peuvent raisonnablement demander pour mener des consultations avec les parties prenantes.» Le terme « parties prenantes » désigne les personnes ou les groupes qui :   * + - 1. sont affectés ou susceptibles d’être affectés par le Marché; et       2. peuvent avoir un intérêt dans le Marché.   L’Entrepreneur doit également participer directement aux consultations avec les parties prenantes, comme le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’Œuvre peut raisonnablement le demander.  Conformément aux Données du Marché, l’Entrepreneur, y compris ses sous-traitants / fournisseurs / fabricants, doit prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour protéger les systèmes informatiques et les données utilisés dans le cadre du Marché. Sans limiter la portée de ce qui précède, l’Entrepreneur, y compris ses sous-traitants/fournisseurs/fabricants, doit déployer tous les efforts raisonnables pour établir, maintenir, mettre en œuvre et se conformer aux contrôles, politiques et procédures raisonnables en matière de technologie de l’information, de sécurité de l’information, de cybersécurité et de protection des données, y compris la surveillance, les contrôles d’accès, le cryptage, les mesures de protection technologiques et physiques et les plans de continuité des activités/reprise après sinistre et de sécurité conçus pour se protéger contre et prévenir la violation, la destruction, la perte, la distribution, l’utilisation, l’accès, la désactivation, le détournement ou la modification non autorisés, ou toute autre compromission ou mauvaise utilisation de tout système informatique ou donnée utilisé dans le cadre du Marché ou en liaison avec le Marché. » |
| Sous-Clause 4.2  **Garantie de Bonne Exécution et Garantie de Performance ES** | Le premier paragraphe est remplacé par:  « L’Entrepreneur doit obtenir (à ses frais) une Garantie de Bonne Exécution et, le cas échéant, une Garantie de Performance Environnementale et Sociale (ES) pour se conformer aux obligations ES de l’Entrepreneur, dans les montants indiqués dans les Données du Marché et libellés dans la ou les monnaies du Marché ou dans une monnaie librement convertible acceptable par le Maître d’Ouvrage. Si les montants ne sont pas indiqués dans les Données du Marché, la présente Sous-Clause ne s’appliquera pas.  Dans les Sous-Clauses ci-après des Clauses Générales, le terme « Garantie de Bonne Exécution » est remplacé par : « Garantie de Bonne Exécution et, le cas échéant, Garantie de Performance Environnementale et Sociale (ES) » :  2.1- Droit d’accès au Chantier ;  14.2- Paiement de l’Avance de Démarrage;  14.6- Délivrance de Décompte Intermédiaire ;  14.12- Quitus ;  14.13- Délivrance du Décompte Final ;  14.14 Extinction de la responsabilité du Maître d’Ouvrage ;  15.2- Résiliation pour Défaillance de l’Entrepreneur ;  15.5- Résiliation pour Convenance du Maître d’Ouvrage |
| **Sous-Clause 4.2.1**  **Obligations de l’Entrepreneur** | Le premier paragraphe est remplacé par:  « L’Entrepreneur doit remettre la Garantie de Bonne Exécution et, s’il y a lieu, une Garantie de Performance ES au Maître d’Ouvrage dans les 28 jours suivant la réception de la Lettre de Notification de l’Attribution avec copie au Maître d’Œuvre. La Garantie de Bonne Exécution et, si applicable, la Garantie de Performance ES, doit être émise par une banque ou une institution financière de bonne réputation choisie par l’Entrepreneur. La Garantie de Bonne Exécution, comme stipulé dans les Données du Marché, sera conforme au modèle inclus dans le dossier d’appel d’offres ou sous une autre forme approuvée par le Maître d’Ouvrage.  Par la suite, tout au long de la Sous-Clause 4.2, « Garantie de Bonne Exécution » est remplacé par « Garantie de Bonne Exécution et, s’il y a lieu, Garantie de Performance ES ». |
| **Sous-Clause 4.2.2**  **Réclamations au titre de la Garantie de Bonne Exécution** | Le premier paragraphe est remplacé dans son intégralité par :  « Le Maître d’Ouvrage ne présentera de réclamation au titre de la Garantie de Bonne Exécution, sauf pour les montants auxquels le Maître d’Ouvrage a droit en vertu du Marché. » |
| **Sous-Clause 4.2.3**  **Restitution de la Garantie de Bonne Exécution** | A l’alinéa (a) « 21 jours » est remplacé par « 28 jours ». |
| Sous-Clause 4.3  **Représentant de l’Entrepreneur** | Le texte suivant est ajouté à la fin du dernier paragraphe :  « Si l’une de ces personnes ne parle pas couramment cette langue, l’Entrepreneur doit mettre à disposition des interprètes compétents pendant les heures de travail en nombre considéré suffisant par le Maître d’Œuvre. »  » |
| Sous-Clause 4.4  **Sous-Traitants** | Ce qui suit est ajouté au début du deuxième paragraphe.  « L’Entrepreneur doit exiger dans tous les contrats de sous-traitance que ses Sous-Traitants exécutent les travaux conformément au Marché, y compris en se conformant aux exigences ES pertinentes et aux obligations de Prévention et Intervention EAS/HS.  Tous les contrats de sous-traitance relatifs aux Ouvrages doivent comporter une disposition stipulant que le Sous-Traitant accepte que la Banque puisse le disqualifier de se voir attribuer un marché financé par la Banque pour une période de deux ans, s’il est établi que le Sous-Traitant n’a pas respecté ses obligations en matière de prévention et d’intervention en matière d’EAS/HS. »  Ce qui suit est ajouté après la première phrase du quatrième paragraphe : « L’Entrepreneur doit également inclure dans sa soumission au Maître d’Œuvre la déclaration du Sous-Traitant conformément aux Clauses Particulières - Partie E - Déclaration de Performance en matière d’Exploitation et Abus Sexuels (EAS) et/ou de Harcèlement Sexuel des Sous-Traitants. »  Ce qui suit est ajouté à la fin du dernier paragraphe de la Sous-Clause 4.4 :  « Tous les contrats de Sous-Traitance relatifs aux Ouvrages doivent inclure une disposition autorisant le Maître d’Ouvrage à demander que le contrat de Sous-Traitance soit cédé au Maître d’Ouvrage en vertu de l’alinéa (a) de la Sous-Clause 15.2 [*Résiliation pour Défaillance de l’Entrepreneur*].  Dans la mesure du possible, l’Entrepreneur doit accorder aux entrepreneurs qualifiés du Pays une possibilité équitable et raisonnable d’être nommés Sous-Traitants. » |
| Sous-Clause 4.5.1  Objection à la Désignation | À l’alinéa (c) :  « et » est supprimé à la fin de (i);  « . » à la fin du point (ii) est remplacé par « , et ».  Le texte suivant est ensuite ajouté en tant que (iii):  « (iii) n’être payé que si et lorsque l’Entrepreneur a reçu du Maître d’Ouvrage les paiements pour les sommes dues en vertu du contrat de sous-traitance visé à la Sous-Clause 4.5.2 *[Paiement d’un Sous-Traitant désigné].*» |
| Sous-Clause 4.6  **Coopération** | Ce qui suit est ajouté après le premier paragraphe :  « L’Entrepreneur doit également, comme indiqué dans les Exigences du Maître d’Ouvrage ou selon les instructions du Maître d’Œuvre, coopérer avec le Personnel du Maître d’Ouvrage et lui donner les possibilités appropriées de procéder à toute évaluation environnementale et sociale. « |
| Sous-Clause 4.8  **Obligations en matière d’Hygiène et de Sécurité** | Les éléments suivants sont insérés après avoir supprimé « et » à la fin de l’alinéa (f) et remplacé « . » par « ; » à la fin de (g) :   1. « assurer la formation en matière d’hygiène et de sécurité du Personnel de l’Entrepreneur, s’il y a lieu, et tenir à jour les dossiers de formation;    * + 1. engager activement le Personnel de l’Entrepreneur à promouvoir la compréhension et les méthodes de mise en œuvre des exigences en matière d’hygiène et de sécurité, ainsi qu’à fournir de l’information au Personnel de l’Entrepreneur et à fournir des équipements de protection individuelle au Personnel de l’Entrepreneur gratuitement;        2. mettre en place des processus en milieu de travail pour permettre au Personnel de l’Entrepreneur de signaler les situations de travail qu’il estime ne pas être sécuritaires ou saines et de se retirer d’une situation de travail dont il a des motifs raisonnables de juger qu’il présente un danger imminent et grave pour sa vie ou sa santé;        3. Le Personnel de l’Entrepreneur qui se retire de telles situations de travail n’est pas tenu de retourner au travail tant que les mesures correctives nécessaires pour corriger la situation n’ont pas été prises. Le Personnel de l’Entrepreneur ne doit pas faire l’objet de représailles ou de mesures négatives pour un tel signalement ou un tel retrait;        4. sous réserve de la Sous-Clause 4.6, collaborer avec les entités et le personnel en vertu des alinéas (a), (b) et (c) de la Sous-Clause 4.6, pour appliquer les exigences en matière de santé et de sécurité. Ceci est sans préjudice de la responsabilité des entités concernées en ce qui concerne l’hygiène et la sécurité de leur propre personnel; et        5. établir et mettre en œuvre un système d’examen régulier (d’au moins six mois) de la performance en matière d’hygiène et de sécurité et de l’environnement de travail.   Les deuxième et troisième paragraphes sont remplacés par le texte suivant :  « Sous réserve de la Sous-Clause 4.1, l’Entrepreneur doit soumettre au Maître d’Œuvre pour examen un manuel d’hygiène et de sécurité qui a été spécialement préparé pour les travaux, le Chantier et d’autres endroits (le cas échéant) où l’Entrepreneur a l’intention d’exécuter les Travaux. Les procédures d’Examen du manuel d’hygiène et de sécurité et de ses mises à jour doivent être décrites dans la Sous-Clause 5.2.2 *[ Examen par le Maître d’Œuvre].*  Le manuel d’hygiène et de sécurité doit s’ajouter à tout autre document similaire requis en vertu des règlements et des lois applicables en matière d’hygiène et de sécurité.  Le manuel d’hygiène et de sécurité doit définir toutes les exigences en matière d’hygiène et de sécurité prévues par le Marché,   * 1. qui comprend au minimum:  1. les procédures visant à établir et à maintenir un environnement de travail sûr sans risque pour l’hygiène sur tous les lieux de travail, machines, équipements et processus sous le contrôle de l’Entrepreneur, y compris les mesures de contrôle des substances et agents chimiques, physiques et biologiques; 2. les détails de la formation à fournir, les dossiers à tenir; 3. les procédures de prévention, de préparation et d’intervention à mettre en œuvre en cas d’événement d’urgence (ex. un incident imprévu, découlant de dangers naturels et d’origine humaine, généralement sous la forme d’incendies, d’explosions, de fuites ou de déversements, qui peuvent survenir pour diverses raisons, y compris l’omission de mettre en œuvre des procédures opérationnelles conçues pour prévenir leur apparition; les conditions météorologiques extrêmes ou l’absence d’alerte rapide); 4. les mesures à prendre pour éviter ou réduire au minimum le risque d’exposition des collectivités aux maladies d’origine hydrique, aquatique, liées à l’eau et à transmission vectorielle; 5. les mesures à mettre en œuvre pour éviter ou réduire au minimum la propagation des maladies transmissibles (y compris le transfert de Maladies ou d’infections Sexuellement Transmissibles (MST), comme le virus du VIH) et des maladies non transmissibles associées à l’exécution des travaux, en tenant compte de l’exposition différenciée et de la sensibilité accrue des groupes vulnérables. Cela comprend la prise de mesures pour éviter ou minimiser la transmission de maladies transmissibles qui peuvent être associées à l’afflux de main-d’œuvre temporaire ou liée à un contrat de main d’œuvre permanent ; 6. les politiques et procédures relatives à la gestion et à la qualité des installations d’hébergement et de bien-être si ces installations d’hébergement et de bien-être sont fournies par l’Entrepreneur conformément à la Sous-Clause 6.6; et    1. toute autre exigence énoncée dans les Exigences du Maître d’Ouvrage.   Le paragraphe commençant par : « En plus de l’obligation de faire rapport de... » est supprimé et remplacé par l’ajout à la Sous-Clause 4.20 du CCAG dans la Sous-Clause 4.20 des Dispositions Spéciales. |
| Sous-Clause 4.15 Voies d’accès | Le texte suivant est ajouté à la fin de la Sous-Clause 4.15 :  « L’Entrepreneur doit prendre toutes les mesures de sécurité nécessaires pour éviter que des incidents et des blessures ne soient subis par un tiers associé à l’utilisation, le cas échéant, du Matériel de l’Entrepreneur sur les routes publiques ou d’autres infrastructures publiques.  L’Entrepreneur doit surveiller et exploiter les incidents de sécurité routière et les rapports d’accidents pour identifier les problèmes de sécurité négatifs et établir et mettre en œuvre les mesures nécessaires pour les résoudre. » |
| Sous-Clause 4.18Protection de l’Environnement | La Sous-Clause 4.18 Protection de l’Environnement est remplacée par :  « L’Entrepreneur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour :   * + 1. protéger l’environnement (tant sur le Chantier qu’en dehors); et     2. limiter les dommages et les nuisances pour les personnes et les biens résultant de la pollution, du bruit et d’autres résultats des opérations et/ou des activités de l’Entrepreneur.   L’Entrepreneur doit s’assurer que les émissions, les rejets de surface, les effluents et tout autre polluant provenant des activités de l’Entrepreneur ne dépassent ni les valeurs indiquées dans les Spécifications des Ouvrages, ni celles prescrites par les lois applicables.  En cas de dommages à l’environnement, aux biens et/ou de nuisances pour les personnes, sur le Chantier ou en dehors, résultant des opérations de l’Entrepreneur, l’Entrepreneur doit convenir avec le Maître d’Œuvre des mesures et de délais appropriés pour remettre, dans la mesure du possible, l’environnement endommagé en son état antérieur. L’Entrepreneur doit mettre en œuvre ces recours à ses frais à la satisfaction du Maître d’Œuvre. » |
| Sous-Clause 4.20Rapports d’Avancement | L’alinéa 4.20 (g) est remplacé par « les Indicateurs Environnementaux et Sociaux (ES) figurant dans le CCAP – Partie D ».  Le paragraphe suivant est ajouté avant le paragraphe commençant par: « Toutefois, rien de ce qui est indiqué... » : « Sauf indication contraire dans les Données du Marché, le rapport d’avancement doit inclure l’état de conformité à la gestion des risques de cybersécurité et tout risque prévisible en matière de cybersécurité et son atténuation. »  Ce qui suit est ajouté à la fin de la Sous-Clause :  « En plus de l’exigence de rapport de cet alinéa (g) de la Sous-Clause 4.20 *[Rapport*s *d’Avancement]* et sous réserve de l’exigence spécifique sur la gestion des allégations d’EAS et/ou HS en vertu de la Sous-Clause 6.27,l’Entrepreneur doit informer immédiatement le Maître d’Œuvre de toute allégation, incident ou accident, qui a ou est susceptible d’avoir un effet négatif important sur l’environnement, les collectivités touchées, le public, le Personnel du Maître d’Ouvrage ou le Personnel de l’Entrepreneur. Cela comprend, sans s’y limiter, tout incident ou accident causant le décès ou des blessures graves ; les effets indésirables importants ou les dommages causés aux biens privés ; tous incidents en cybersécurité tels que spécifiés dans les Données du Marché, ou toute allégation d’EAS et/ou de HS. Dans le cas d’EAS et/ou de HS, tout en maintenant la confidentialité, le type d’allégation (exploitation sexuelle, abus sexuel ou harcèlement sexuel), le sexe et l’âge de la personne qui a subi l’incident allégué devraient être inclus dans les renseignements.  L’Entrepreneur, lorsqu’il prend connaissance de l’allégation, de l’incident ou de l’accident, doit également informer immédiatement par notification le Maître d’Œuvre de tout incident ou accident de ce genre dans les locaux des Sous-Traitants ou des fournisseurs concernant les Ouvrages qui ont ou sont susceptibles d’avoir un effet négatif important sur l’environnement, les collectivités touchées, le public, le Personnel du Maître d’Ouvrage et de l’Entrepreneur, le personnel de ses Sous-Traitants et fournisseurs. La notification doit fournir suffisamment de détails sur ces incidents ou accidents. L’Entrepreneur doit fournir tous les détails de ces incidents ou accidents au Maître d’Œuvre dans les délais convenus avec ce dernier.  L’Entrepreneur doit exiger de ses Sous-Traitants et fournisseurs qu’ils informent immédiatement l’Entrepreneur de tout incident ou accident mentionné dans la présente Sous-Clause. » |
| Sous-Clause 4.21Sécurité du Chantier | La Sous-Clause 4.21 Sécurité du Chantier est remplacée par:  « L’Entrepreneur est responsable de la sécurité du Chantier et :   1. de maintenir hors du Chantier les personnes non autorisées; 2. d’assurer que les personnes autorisées soient limitées au Personnel de l’Entrepreneur, au Personnel du Maître d’Ouvrage et à tout autre personnel identifié comme personnel autorisé (y compris les autres entrepreneurs du Maître d’Ouvrage sur le Chantier), par Notification du Maître d’Ouvrage ou du Maître d’Œuvre à l’Entrepreneur.   Sous réserve de la Sous-Clause 4.1, l’Entrepreneur soumettra pour Non-Objection du Maître d’Œuvre un plan de gestion de la sécurité qui énonce les modalités de sécurité sur le Chantier.  L’Entrepreneur doit : (i) effectuer des vérifications appropriées des antécédents de tout personnel désigné pour assurer la sécurité; (ii) former de manière adéquate le personnel de sécurité (ou déterminer qu’il est correctement formé) au recours à la force (et, le cas échéant, aux armes à feu) et à la conduite appropriée à l’égard du Personnel de l’Entrepreneur, du Personnel du Maître d’Ouvrage et des collectivités affectées; iii) exiger du personnel de sécurité qu’il agisse dans le cadre des lois applicables et de toutes les exigences énoncées dans les Spécifications des Ouvrages.  L’Entrepreneur ne doit permettre aucun recours à la force par le personnel de sécurité pour assurer la sécurité, sauf lorsqu’il est utilisé à des fins préventives et défensives en proportion de la nature et de l’étendue de la menace.  En prenant des dispositions de sécurité, l’Entrepreneur doit également se conformer à toutes les exigences supplémentaires énoncées dans les Spécifications des Ouvrages. » |
| Sous-Clause 4.23  Vestiges archéologiques et géologiques | Le premier paragraphe est remplacé par:  « Tous les fossiles, pièces de monnaie, articles de valeur ou d’antiquité, structures, groupes de structures et autres vestiges ou objets d’intérêt géologique, archéologique, paléontologique, historique, architectural ou religieux qui se trouvent sur le Chantier doivent être placés sous la garde du Maître d’Ouvrage. L’Entrepreneur doit :   * 1. prendre toutes les précautions raisonnables, y compris la clôture de la zone ou du site de la découverte, afin d’éviter d’autres perturbations et d’empêcher le Personnel de l’Entrepreneur ou d’autres personnes d’enlever ou d’endommager l’une ou l’autre de ces constatations;   2. former le Personnel de l’Entrepreneur concerné sur les mesures appropriées à prendre en cas de telles constatations; et   3. mettre en œuvre toute autre mesure conforme aux Spécifications des Ouvrages et des Lois pertinentes. |
| Sous-Clause 4.24  Fournisseurs (autres que Sous-Traitants) | La Sous-Clause suivante est ajoutée :  **4.24.1 Travail forcé**  L’Entrepreneur doit prendre des mesures pour exiger de ses fournisseurs (autres que les Sous-Traitants) qu’ils n’emploient pas ou n’engagent pas de travail forcé, y compris les victimes de la traite, comme décrit à la Sous-Clause 6.21. Si des cas de travail forcé ou de traite sont recensés, l’Entrepreneur doit prendre des mesures pour exiger des fournisseurs qu’ils prennent les mesures appropriées pour y remédier. Lorsque le fournisseur ne remédie pas à la situation, il doit le remplacer dans un délai raisonnable par un fournisseur capable de gérer ces risques.  **4.24.2 Travail des enfants**  L’Entrepreneur doit prendre des mesures pour exiger de ses fournisseurs (autres que les sous-traitants) qu’ils n’emploient pas ou n’engagent pas de travail des enfants comme décrit à la Sous-Clause 6.22. Si des cas de travail d’enfants sont recensés, l’Entrepreneur doit prendre des mesures pour exiger des fournisseurs qu’ils prennent les mesures appropriées pour y remédier. Lorsque le fournisseur ne remédie pas à la situation, il doit le remplacer dans un délai raisonnable par un fournisseur capable de gérer ces risques.  **4.24.3 Problèmes de sécurité graves**  L’Entrepreneur, y compris ses Sous-Traitants, doit se conformer à toutes les obligations de sécurité applicables, y compris celles énoncées aux Sous-clauses 4.4, 4.8, et 6.7. L’Entrepreneur doit également prendre des mesures pour exiger de ses fournisseurs (autres que les sous-traitants) qu’ils adoptent des procédures et des mesures d’atténuation adéquates pour résoudre les problèmes de sécurité liés à leur personnel. Si de graves problèmes de sécurité sont constatés, l’Entrepreneur doit prendre des mesures pour exiger des fournisseurs qu’ils prennent les mesures appropriées pour y remédier. Lorsque le fournisseur ne remédie pas à la situation, il doit le remplacer dans un délai raisonnable par un fournisseur capable de gérer ces risques.  **4.24.4 Obtention de matières premières naturelles provenant du fournisseur**  L’Entrepreneur doit obtenir des matières premières naturelles de fournisseurs qui peuvent démontrer, en se conformant aux exigences applicables en matière de vérification et/ou de certification, que l’obtention de ces matières ne contribue pas au risque de conversion ou de dégradation importante d’habitats naturels ou essentiels tels que les produits ligneux récoltés de manière non durable, l’extraction de gravier ou de sable dans les lits des rivières ou les plages de manière non durable.  Si un fournisseur ne peut pas continuer à démontrer que l’obtention de ces matières ne contribue pas au risque de conversion ou de dégradation importante d’habitats naturels ou essentiels, l’Entrepreneur doit remplacer, dans un délai raisonnable, le fournisseur par un fournisseur qui est en mesure de démontrer qu’ils n’ont pas d’incidence négative importante sur les habitats. |
| Sous-Clause 4.25  Code de Conduite | La Sous-Clause suivante est ajoutée :  « L’Entrepreneur doit avoir un Code de Conduite pour le Personnel de l’Entrepreneur.  L’Entrepreneur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour s’assurer que tout Personnel de l’Entrepreneur soit informé du Code de Conduite, y compris les comportements spécifiques qui sont interdits, et comprenne les conséquences de se livrer à de tels comportements interdits.  Ces mesures comprennent la fourniture d’instructions et de documents qui peuvent être compris par le Personnel de l’Entrepreneur et l’obtention de la signature des personnes accusant réception de ces instructions et/ou documents, le cas échéant.  L’Entrepreneur doit également s’assurer que le Code de Conduite est visiblement affiché à plusieurs endroits sur le Chantier et tout autre endroit où les Ouvrages seront réalisés, ainsi que dans les zones à l’extérieur du Chantier accessibles à la communauté locale et aux personnes affectées par le projet. Le Code de Conduite affiché doit être fourni dans des langues compréhensibles pour le Personnel de l’Entrepreneur, le Personnel du Maître d’Ouvrage et la communauté locale.  La Stratégie de Gestion et les Plans de Mise en œuvre de l’Entrepreneur doivent comprendre des processus appropriés pour que l’Entrepreneur vérifie le respect de ces obligations. » |
| Sous-Clause 4.26 Jalons | *[Si le Maître d’Ouvrage souhaite que certaines parties des Ouvrages soient terminées dans un délai spécifique, mais ne souhaite pas prendre possession de ces parties une fois terminées (par opposition aux parties des Ouvrages que le Maître d’Ouvrage souhaite prendre en charge après l’achèvement, qui doivent être définies comme des Tranches dans les Données du Marché), et clairement décrites dans les Exigences du Maître d’Ouvrage comme des « Jalons ». Si « les Jalons » s’appliquent, les définitions des Sous-Clauses 1.1.95 [Jalons] et 1.1.96 [Certificat de Jalons] devront être inclues et ce qui suit doit être ajouté en tant que Sous-Clause 4.26.]*  La Sous-Clause suivante est ajoutée :  « Si aucun Jalon n’est spécifié dans les Données du Marché, la présente Sous-Clause ne s’applique pas.  L’Entrepreneur doit terminer les travaux de chaque Jalon (y compris tous les travaux qui sont indiqués dans les Exigences du Maître d’Ouvrage comme étant requis pour que le Jalon soit considéré comme terminé) dans le délai d’achèvement du Jalon, tel qu’indiqué dans les Données du Marché, calculé à partir de la Date de Démarrage.  L’Entrepreneur doit inclure, dans le Programme initial et dans chaque Programme révisé, en vertu de l’alinéa (a) de la Sous-Clause 8.3 *[Programme]*, le délai d’achèvement de chaque Jalon L’alinéa 9(d) de la Sous-Clause 8.4 *[Préavis]* et la Sous-Clause 8.5 *[Prolongation du Délai d’Achèvement]* s’appliquent à chaque Jalon, de sorte que le « Délai d’Achèvement » en vertu de la Sous-Clause 8.5 doit être lu comme le moment de l’achèvement d’un Jalon en vertu de la présente Sous-Clause.  L’Entrepreneur peut demander, par Notification au Maître d’Œuvre, un certificat de Jalon au plus tôt 14 jours avant que les travaux d’un Jalon ne soient terminés, de l’avis de l’Entrepreneur. Le Maître d’Œuvre doit, dans les 28 jours suivant la réception de la Notification de l’Entrepreneur :   1. délivrer le Certificat de Jalon à l’Entrepreneur, indiquant la date à laquelle les travaux du Jalon ont été achevés conformément au Marché, à l’exception de tout travail mineur en suspens et de tout défaut (tel qu’indiqué dans le Certificat de Jalon) ; ou 2. rejeter la demande, en donnant des raisons et en précisant les travaux à effectuer et les défauts à corriger par l’Entrepreneur pour permettre la délivrance du Certificat de Jalon.   L’Entrepreneur doit ensuite terminer les travaux visés à l’alinéa (b) de la présente Sous-Clause avant d’émettre une autre Notification de demande en vertu de la présente Sous-Clause.  Si le Maître d’Œuvre omet de délivrer le Certificat de Jalon ou de rejeter la demande de l’Entrepreneur dans le délai de 28 jours, et si les travaux d’une Jalon sont terminés conformément au Marché, le Certificat de Jalon est réputé avoir été délivré à la date qui est de 14 jours après la date indiquée dans la Notification de la demande de l’Entrepreneur.  Si des pénalités de retard pour un Jalon sont indiquées dans les Données du Marché, et si l’Entrepreneur ne termine pas les travaux du Jalon dans le délai d’achèvement spécifié pour le Jalon (avec toute prolongation en vertu de la présente Sous-Clause):   * + - 1. l’Entrepreneur doit, sous réserve de la Sous-Clause 20.1 *[Réclamations]*, payer des pénalités de retard au Maître d’Ouvrage pour ce défaut;       2. ces pénalités de retard seront le montant indiqué dans les Données du Marché, pour chaque jour qui s’écoulera entre le moment de l’achèvement du Jalon (avec toute prolongation en vertu de la présente Sous-Clause) et la date indiquée dans le Certificat de Jalon ;       3. ces pénalités de retard seront les seuls dommages dus par l’Entrepreneur pour un tel défaut ; et       4. le montant total des pénalités de retard pour tous les Jalons ne doit pas dépasser le montant maximum indiqué dans les Données du Marché (cela ne limite pas la responsabilité de l’Entrepreneur pour les pénalités de retard en cas de fraude, de négligence grave, de manquement délibéré ou de faute de la part de l’Entrepreneur). » |
| Sous-Clause 5.4 Normes et Règlementation techniques | Le deuxième paragraphe suivant est ajouté:  « Si cela est indiqué dans les Exigences du Maître d’Ouvrage, l’Entrepreneur doit :   1. tenir compte des facteurs liés aux changements climatiques dans la conception des éléments structurels des Ouvrages et des nouveaux bâtiments, le cas échéant; et 2. appliquer le concept d’accès universel dans la conception et la construction de structures et de nouveaux bâtiments, le cas échéant (le concept d’accès universel signifie un accès sans entrave pour les personnes de tous âges et de toutes capacités dans différentes situations et circonstances). » |
| Sous-Clause 6.1  Embauche du Personnel et de la Main d’Œuvre | Les paragraphes suivants sont ajoutés à la fin de la Sous-Clause :  « L’Entrepreneur doit fournir à son Personnel des informations et des documents clairs et compréhensibles concernant ses conditions d’emploi. L’information et la documentation doivent exposer aux personnels leurs droits en vertu des lois du travail pertinentes applicables au Personnel de l’Entrepreneur (qui comprendront toutes les conventions collectives applicables), y compris leurs droits liés aux heures de travail, aux salaires, aux heures supplémentaires, à la rémunération et aux avantages sociaux, ainsi que ceux découlant de toutes Spécifications des Ouvrages. Le Personnel de l’Entrepreneur doit être informé de tout changement important apporté à ses conditions d’emploi.  L’Entrepreneur est encouragé, dans la mesure du possible et du raisonnable, à employer du personnel et de la main-d’œuvre ayant les qualifications et l’expérience appropriées provenant du Pays. » |
| Sous-Clause 6.2  Taux de Rémunération et Conditions de Travail | Les paragraphes suivants sont ajoutés à la fin de la Sous-Clause :  « L’Entrepreneur doit informer le Personnel de l’Entrepreneur de :   1. toute déduction effectuée à son traitement et les conditions de telles déductions conformément aux Lois applicables ou comme indiqué dans les Spécifications ; et 2. son obligation de payer des impôts sur le revenu des personnes physiques dans le Pays concernant son traitements, salaire, allocations et avantages qui sont soumis à l’impôt en vertu des Lois en vigueur dans le Pays .   L’Entrepreneur doit s’acquitter des obligations qui peuvent lui être imposées par ces lois en ce qui concerne les déductions qui peuvent lui être imposées par ces lois.  Lorsque les Lois applicables l’exigent ou comme l’indiquent les Spécifications, l’Entrepreneur doit fournir à son Personnel une notification par écrit de cessation d’emploi et des détails sur les indemnités de départ, en temps opportun. L’Entrepreneur doit avoir versé à son Personnel (soit directement, soit le cas échéant à son profit) tous les salaires et prestations dus, y compris, le cas échéant, les prestations de sécurité sociale et les cotisations de retraite, au plus tard à la fin de son engagement ou de son emploi. » |
| Sous-Clause 6.5  Horaires de Travail | Ce qui suit est ajouté à la fin de la Sous-Clause :  « L’Entrepreneur doit accorder à son Personnel des congés annuels et de maladie, maternité, et de famille, comme exigés par les Lois applicables ou stipulés dans les Spécifications. » |
| Sous-Clause 6.6  Logement du Personnel et de la Main d’œuvre | Le dernier paragraphe est ajouté :  « Si indiqué dans les Spécifications, l’Entrepreneur doit donner accès à des installations qui répondent à ses besoins physiques, sociaux et culturels ou leur fournir des installations qui répondent à ces besoins. L’Entrepreneur doit également fournir au Personnel du Maître d’Ouvrage des installations semblables comme stipulé dans les Spécifications. » |
| Sous-Clause 6.7  Hygiène et Sécurité du Personnel | Au second paragraphe, « L’Entrepreneur » est remplacé par :  « Sauf autrement formulé dans les Spécifications, l’Entrepreneur ... ». |
| Sous-Clause 6.9  Personnel de l’Entrepreneur | La Sous-Clause est remplacée par:  « Le Personnel de l’Entrepreneur (y compris le Personnel Clé, le cas échéant) doit être dûment qualifié, expérimenté et compétent dans leurs métiers ou professions respectifs.  Le Maître d’Œuvre peut exiger de l’Entrepreneur qu’il retire (ou fasse retirer) toute personne employée sur le Chantier ou les Ouvrages, y compris son Représentant et son Personnel Clé (le cas échéant) qui :   1. persiste dans toute inconduite ou manque de diligence; 2. s’acquitte de ses tâches de manière incompétente ou négligente; 3. ne se conforme pas à toute disposition du Marché; 4. persiste dans une conduite préjudiciable à la sécurité, à l’hygiène ou à la protection de l’environnement; 5. sur la base de preuves raisonnables, s’est livré à la Fraude et à la Corruption pendant l’exécution des Ouvrages; 6. a été recruté parmi le Personnel du Maître d’Ouvrage en violation de la Sous-Clause 6.3 [Recrutement des Personnes]; 7. a un comportement qui enfreint le Code de Conduite ES du Personnel de l’Entrepreneur (SE).   S’il y a lieu, l’Entrepreneur doit nommer alors rapidement (ou faire nommer) un remplaçant approprié ayant des compétences et une expérience équivalentes. En cas de remplacement du Représentant de l’Entrepreneur, la Sous-Clause 4.3*[Représentant de l’Entrepreneur]* s’applique. En cas de remplacement du Personnel Clé (le cas échéant), la Sous-Clause 6.12 [*Personnel Clé*] s’applique.  Sous réserve des exigences de la Sous-Clause 4.3 *[Représentant de l’Entrepreneur]* et 6.12 *[Personnel Clé]*, et nonobstant toute exigence du Maître d’Œuvre de retirer ou de faire retirer toute personne, l’Entrepreneur doit prendre des mesures immédiates, le cas échéant, en réponse à toute violation des points (a) à (g) ci-dessus. Une telle mesure immédiate comprendra le retrait (ou le fait de faire retirer) du Chantier ou d’autres lieux où les Ouvrages sont exécutés, tout membre du Personnel de l’Entrepreneur qui tombe sous le coup de (a), (b), (c), (d), (e) ou (g) ci-dessus ou qui a été recruté comme indiqué à l’alinéa (f) ci-dessus. » |
| Sous-Clause 6.12  Personnel-Clé | Le texte suivant est inséré à la fin du dernier paragraphe :  « Si l’un des membres du Personnel Clé ne pratique pas couramment cette langue, l’Entrepreneur mettra à disposition des interprètes compétents pendant toutes les heures de travail en nombre jugé suffisant par le Maître d’Œuvre. » |
| Les Sous-Clauses 6.13 à 6.28 suivantes sont ajoutées après la Sous-Clause 6.12 | |
| Sous-Clause 6.13  Personnel Etranger | L’Entrepreneur peut faire venir dans le Pays le personnel étranger qui est nécessaire à l’exécution des Ouvrages dans la mesure permise par les Lois applicables. L’Entrepreneur doit s’assurer que ces membres du personnel reçoivent les visas de résidence et les permis de travail requis. Le Maître d’Ouvrage, si l’Entrepreneur le demande, utilisera ses meilleurs efforts en temps opportun et diligemment pour aider l’Entrepreneur à obtenir toute autorisation locale, provinciale, nationale ou gouvernementale requise pour acheminer le Personnel de l’Entrepreneur.  L’Entrepreneur doit, à ses propres frais, fournir à son Personnel employé sur le Chantier les moyens de rapatriement vers leurs différents pays d’origine. En cas de décès dans le Pays d’un tel membre du personnel ou d’un membre de sa famille, l’Entrepreneur est responsable de prendre toutes les mesures appropriées pour le rapatriement ou les obsèques. |
| Sous-Clause 6.14  Approvisionnement en Denrées Alimentaires | L’Entrepreneur doit assurer l’approvisionnement en denrées alimentaires adéquates pour les besoins de son Personnel, en quantité suffisante et à un prix raisonnable, aux fins du Marché ou en relation avec celui-ci |
| Sous-Clause 6.15  Approvisionnement en Eau | L’Entrepreneur doit, en tenant compte des conditions locales, organiser un approvisionnement suffisant en eau potable et pour les autres besoins sur le Chantier, à l'usage de son Personnel. |
| Sous-Clause 6.16  Mesures contre les nuisances liées aux insectes et aux nuisibles | L’Entrepreneur doit, en toutes circonstances, prendre les précautions nécessaires pour protéger son Personnel employé sur le Chantier contre les nuisances dues aux insectes et aux nuisibles et pour réduire les risques pour leur santé. L'Entrepreneur doit se conformer à toutes les réglementations des autorités sanitaires locales, y compris l'utilisation d'insecticides appropriés. |
| Sous-Clause 6.17  Alcool ou Drogues | L’Entrepreneur ne doit pas, autrement que conformément aux Lois du Pays, importer, vendre, donner, troquer ou autrement disposer de toute boisson alcoolisée ou de drogues, ni autoriser ou permettre l'importation, la vente, le don, l'échange ou la cession de celles-ci par le Personnel de l’Entrepreneur. |
| Sous-Clause 6.18  Armes et munitions | L’Entrepreneur ne doit pas donner, troquer ou disposer de quelque manière que ce soit d'armes ou de munitions de quelque nature que ce soit, pour quiconque, ou permettre à son Personnel de le faire. |
| Sous-Clause 6.19  Festivals et coutumes religieuses | L’Entrepreneur respectera les fêtes, jours de repos et coutumes religieuses ou autres reconnus dans le Pays. |
| Sous-Clause 6. 20  Arrangements Funéraires | L'Entrepreneur sera responsable, dans la mesure requise par les réglementations locales, de prendre des dispositions pour les funérailles de ses employés locaux dont le décès pourrait survenir durant leur emploi pour la réalisation des Ouvrages. |
| Sous-Clause 6.21  Travail Forcé | L’Entrepreneur, y compris ses Sous-Traitants, n’aura pas recours au travail forcé. Le travail forcé consiste en tout travail ou service, non effectué volontairement, qui est exigé d’une personne sous la menace de la force ou de la coercition, et comprend tout type de travail involontaire ou obligatoire, tels que le travail asservi, le travail forcé ou des arrangements similaires de contrat de travail.  Nul ne peut être employé ou engagé qui a été soumis à la traite. La traite des personnes est définie comme le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes au moyen de la menace ou du recours à la force ou d'autres formes de contrainte, d'enlèvement, de fraude, de tromperie, d'abus de pouvoir ou d'une situation de vulnérabilité, ou de l'octroi ou de la réception de paiements ou d'avantages visant à obtenir le consentement d'une personne ayant le contrôle sur une autre personne, aux fins d'exploitation. |
| Sous-Clause 6.22  Travail des Enfants | L’Entrepreneur, y compris ses Sous-Traitants, ne doit pas employer ou engager un enfant de moins de 14 ans à moins que la législation nationale ne prévoie un âge plus élevé (âge minimum).  L’Entrepreneur, y compris ses Sous-Traitants, ne doit pas employer ou engager un enfant entre l’âge minimum et l’âge de 18 ans d’une manière qui est susceptible d’être dangereuse, ou d’interférer avec l’éducation de l’enfant, ou d’être nocif pour la santé de l’enfant ou son développement physique, mental, spirituel, moral ou social.  L’Entrepreneur, y compris ses Sous-Traitants, ne doit employer ou engager des enfants entre l’âge minimum et l’âge de 18 ans qu’après qu’une évaluation appropriée des risques par l’Entrepreneur ait été effectuée avec l’approbation du Maître d’Œuvre. L’Entrepreneur fera l’objet d’un suivi régulier par le Maître d’Œuvre, qui comprend le suivi de l’hygiène, des conditions de travail et des heures de travail.  Un travail considéré comme dangereux pour les enfants est un travail qui, de par sa nature ou les conditions dans lesquelles il est effectué, est susceptible de compromettre la santé, la sécurité ou la moralité des enfants. Ces activités de travail interdites aux enfants comprennent le travail suivant :  (a) l’exposition à des abus physiques, psychologiques ou sexuels ;  (b) le travail sous terre, sous l'eau, en hauteur ou dans des espaces confinés ;  (c) le travail avec des machines, des équipements ou des outils dangereux, ou impliquant la manipulation ou le transport de charges lourdes ;  (d) le travail dans des environnements insalubres, exposant les enfants à des substances, agents ou procédés dangereux, ou à des températures, du bruit ou des vibrations nuisibles à la santé ; ou  (e) le travail dans des conditions difficiles telles que le travail pendant de longues heures, de nuit ou en isolement dans les locaux de l'employeur. |
| Sous-Clause 6.23  Registres d’Emploi des Travailleurs | L'Entrepreneur doit tenir des registres complets et exacts de l'emploi de la main-d'œuvre sur le Chantier. Les registres doivent inclure le nom, âge, sexe, heures travaillées et salaire versé à tous les travailleurs. Ces enregistrements doivent être récapitulés sur une base mensuelle et soumis au Maître d’Œuvre. Ces registres doivent être inclus dans les détails que l’Entrepreneur doit soumettre conformément à la Sous-Clause 6.10 *[Registres de l’Entrepreneur].* |
| Sous-Clause 6.24  Organisations des Travailleurs | Dans les pays où la législation du travail pertinente reconnaît aux travailleurs le droit de constituer des organisations de travailleurs et de s'affilier à une organisation de leur choix et de négocier collectivement sans ingérence, l’Entrepreneur se conformera à ces lois. Dans de telles circonstances, le rôle des organisations de travailleurs légalement établies et des représentants légitimes des travailleurs sera respecté, et les informations nécessaires à une négociation sérieuse lui seront fournies en temps voulu. Lorsque la législation du travail applicable restreint de manière substantielle les organisations de travailleurs, l’Entrepreneur doit permettre au Personnel de l’Entrepreneur de disposer de moyens alternatifs pour exprimer leurs griefs et protéger leurs droits en ce qui concerne les conditions de travail et les conditions d’emploi. L’Entrepreneur ne cherchera pas à influencer ou à contrôler ces moyens alternatifs. L’Entrepreneur n’exercera ni discrimination ni représailles à l’égard de son personnel qui participe ou cherche à participer à de telles organisations et à la négociation collective ou à d’autres mécanismes. Les organisations de Travailleurs sont censées représenter équitablement les travailleurs sur le marché du travail. |
| Sous-Clause 6.25  Non-discrimination et égalité des chances | L’Entrepreneur ne doit pas prendre de décisions concernant l’emploi ou le traitement de son Personnel sur la base de caractéristiques personnelles non liées aux exigences inhérentes au poste. L'Entrepreneur doit baser l'emploi de son Personnel sur le principe de l'égalité des chances et de traitement équitable et ne doit discriminer aucun aspect de la relation de travail, y compris le recrutement, l'embauche, la rémunération (y compris le salaire et les avantages sociaux), les conditions et les conditions d’emploi, l’accès à la formation, l’affectation à un poste, la promotion, le licenciement ou la retraite et les pratiques disciplinaires.  Les mesures spéciales de protection ou d'assistance visant à remédier à la discrimination antérieure ou à la sélection à un emploi spécifique en fonction de ses exigences intrinsèques ne doivent pas être considérées comme une discrimination. L’Entrepreneur doit fournir la protection et l'assistance nécessaires pour garantir la non-discrimination et l'égalité des chances, y compris pour des groupes spécifiques tels que les femmes, les personnes handicapées, les travailleurs migrants et les enfants (en âge de travailler conformément à la Sous-Clause 6.22). |
| Sous-Clause 6.26  Mécanisme de Traitement des Griefs du Personnel de l’Entrepreneur | L’Entrepreneur doit disposer d’un mécanisme de règlement des griefs pour son Personnel et, le cas échéant, pour les organisations de travailleurs mentionnées à la Sous-Clause 6.25, afin de soumettre leurs préoccupations (autres que celles liées à l’EAS et/ou HS, qui seront traitées selon la Sous-Clause 6.27 ci-dessous). Le mécanisme de règlement des griefs doit être proportionnel à la nature, à l’échelle, aux risques et aux impacts du Marché. Le mécanisme doit traiter les problèmes rapidement, en utilisant un processus compréhensible et transparent qui fournit un retour d'information en temps opportun aux personnes concernées dans une langue qu'elles comprennent, sans qu’elles encourent des représailles, et qui doit fonctionner de manière indépendante et objective.  Le Personnel de l’Entrepreneur doit être informé du mécanisme de règlement des griefs au moment de son embauche pour les besoins du Marché et des mesures mises en place pour le protéger contre toute mesure de représailles en cas de recours à ce mécanisme. Des mesures seront mises en place pour rendre le mécanisme de règlement des griefs facilement accessible à tout le Personnel de l'Entrepreneur.  Le mécanisme de règlement des griefs ne doit pas faire obstacle à d'autres recours judiciaires ou administratifs qui pourraient être disponibles, ni se substituer aux mécanismes de règlement des griefs prévus dans les conventions collectives.  Le mécanisme de règlement des griefs peut utiliser les mécanismes existants de règlement des griefs, à condition qu'ils soient correctement conçus et mis en œuvre, qu’ils répondent rapidement aux recours présentés et qu’ils soient facilement accessibles au Personnel de l’Entrepreneur. Les mécanismes de règlement des griefs existants peuvent être complétés, si nécessaire, par des arrangements spécifiques au Marché. |
| Sous-Clause 6.27  Intervention EAS/HS de l’Entrepreneur ; Réception des allégations d’EAS/HS ; et non-conformité de l’Entrepreneur | * + 1. Mécanisme d’intervention   L’Entrepreneur devra mettre en place un mécanisme efficace pour recevoir et traiter rapidement les allégations d’EAS et/ou de SH, émanant du Personnel de l’Entrepreneur ou du Maître d’Ouvrage ou de toute autre personne, y compris des tiers (« Mécanisme d’Intervention en matière d’EAS/HS »).  Le Personnel de l’Entrepreneur doit être informé du mécanisme d’intervention en matière d’EAS/HS au moment de l’engagement pour le Marché et des mesures mises en place pour le protéger contre toute représailles pour son utilisation. Pour toutes les autres personnes (y compris le Personnel du Maître d’Ouvrage et les communautés affectées), des informations sur ce mécanisme d’intervention en matière d’EAS/HS, y compris la façon de soumettre une allégation ou une préoccupation et les mesures de protection contre les représailles, doivent être affichées, dans des langues compréhensibles pour le Personnel de l’Entrepreneur, le Personnel du Maître d’Ouvrage et les communautés affectées, dans des endroits facilement accessibles pour eux.  Le mécanisme d’intervention en matière d’EAS/HS devra permettre de soumettre des allégations ou des préoccupations par écrit, en personne ou par téléphone, en prévoyant un traitement confidentiel approprié, et devra permettre la présentation d’allégations anonymes. L’Entrepreneur doit avoir en place une personne spécialisée possédant les compétences, l’expérience et la formation appropriées pour recevoir et examiner ces allégations ou préoccupations.  Dans le cadre du mécanisme d’intervention en matière d’EAS/HS, l’Entrepreneur devra maintenir et mettre en œuvre des procédures éthiques et sûres pour enquêter et traiter les allégations d’EAS et/ou de HS. Ces mesures devraient identifier les réponses appropriées aux allégations d’EAS et/ou de HS, y compris les actions énoncées à la Sous-Clause 6.9, et d’autres mesures disciplinaires appropriées dans le cas du Personnel de l’Entrepreneur.   * + 1. Réception des allégations d’EAS/HS   Toute allégation d’EAS et/ou de HS reçue par l’Entrepreneur (y compris par l’intermédiaire de Sous-Traitant), le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’Œuvre doit être documentée et soumise rapidement aux deux autres parties. Tout en préservant la confidentialité de la personne qui a vécu l’incident allégué, le cas échéant, la documentation et la soumission devraient inclure le type d’incident allégué (exploitation sexuelle, abus sexuel ou harcèlement sexuel), le sexe et l’âge de la personne qui a vécu l’incident allégué.  À la réception de toute allégation d’EAS et/ou de HS décrite ci-dessus, l’Entrepreneur doit immédiatement appliquer son mécanisme d’intervention en EAS/HS, tel que décrit à la sous-clause 6.27.1, pour examiner et traiter l’allégation ou la préoccupation.  Le Maître d’Ouvrage devra rapidement référer l’allégation au CPRD conformément à la Sous-Clause 21.9 [ *Référé EAS/HS* ].   * + 1. Non-respect par l’Entrepreneur des obligations contractuelles en matière d’EAS/HS   Si le Maître d’œuvre constate que l’Entrepreneur, y compris ses Sous-Traitants, ne s’est pas conformé aux obligations en matière de prévention et d’intervention EAS/HS en vertu du Marché, il doit donner une Mise en Demeure à l’Entrepreneur conformément à la Sous-Clause 15.1, avec copie au Maître d’Ouvrage et au CPRD. Si l’Entrepreneur ne se conforme pas à la Mise en Demeure, le Maître d’œuvre doit en faire notification immédiatement au Maître d’Ouvrage et à l’Entrepreneur. Dès réception de la notification, le Maître d’Ouvrage devra référer la non-conformité au CPRD pour examen et décision conformément à la Sous-Clause 21.9 [*Référé EAS/HS*].  Si un rapport du CPRD, préparé conformément à la Règle 3.10 des Règles de Procédure du CPRD, identifie une non-conformité potentielle de l’Entrepreneur, y compris de ses Sous-Traitants, aux obligations de prévention et d’intervention en matière d’EAS/HS, le Maître d’œuvre devra examiner la non-conformité potentielle et déterminer si une Mise en Demeure doit être adressée à l’Entrepreneur. Si le Maître d’œuvre détermine qu’une Mise en Demeure ne doit pas être adressée à l’Entrepreneur, il doit en informer le Maître d’Ouvrage avec copie au CPRD, en fournissant le fondement de sa détermination. Toutefois, si le Maître d’œuvre détermine qu’une Mise en Demeure doit être adressée à l’Entrepreneur, il devra adresser une Mise en Demeure à l’Entrepreneur conformément à la Sous-Clause 15.1, avec copie au Maître d’Ouvrage et au CPRD. Si l’Entrepreneur ne se conforme pas à la Mise en Demeure, le Maître d’œuvre doit en faire notification immédiatement au Maître d’Ouvrage et à l’Entrepreneur. Dès réception de la notification, le Maître d’Ouvrage réfèrera la non-conformité au CPRD pour examen et décision conformément à la Sous-Clause 21.9 [*Référé EAS/HS*]. |
| Sous-Clause 6.28  Formation du Personnel de l’Entrepreneur | L’Entrepreneur doit fournir une formation appropriée à son Personnel sur les aspects ES du Marché, y compris une sensibilisation appropriée à l’interdiction de l’EAS et HS et à la formation en matière d’hygiène et de sécurité mentionnée dans la Sous-Clause 4.8.  Conformément aux Spécifications ou aux instructions du Maître d’Œuvre, l’Entrepreneur doit également permettre à son Personnel concerné d’être formé aux aspects ES du Marché par le Personnel du Maître d’Ouvrage.  L’Entrepreneur doit dispenser une formation sur l’EAS et HS, y compris sa prévention, à tout membre de son Personnel qui a un rôle de supervision des autres Personnels de l’Entrepreneur. |
| Sous-Clause 7.3  Inspection | Ce qui suit est ajouté dans le premier paragraphe après : « Le Personnel du Maître d’Ouvrage » « (y compris le personnel ou les consultants de la Banque agissant au nom de la Banque, les parties prenantes et les tiers, tels que des experts indépendants, des communautés locales ou des organisations non gouvernementales) »  Le texte suivant est ajouté en tant que (b) (iv):  « (iv) effectuer un audit environnemental et social, et » |
| Sous-Clause 7.7  **Propriété des Equipements et des Matériaux** | Le texte suivant est ajouté avant le premier paragraphe :  « Sauf disposition contraire du Marché, » |
| **Sous-Clause 8.1**  **Date de Commencement des Ouvrages** | La Sous-Clause est remplacée dans son intégralité par ce qui suit :  « Le Maître d’Œuvre adressera une Notification à l’Entrepreneur indiquant la Date de Commencement, pas moins de 14 jours avant le Date de Commencement.  La Notification sera émise rapidement après la détermination par le Maître d’Œuvre de la satisfaction des conditions suivantes :   * 1. la signature de l’Acte d’Engagement par les deux Parties et, au besoin, l’approbation du Marché par les autorités compétentes du Pays;   2. la remise à l’Entrepreneur d’éléments de preuve raisonnables des arrangements financiers du Maître d’Ouvrage (en vertu de la Sous-Clause 2.4 [*Arrangements Financiers du Maître d’Ouvrage*]);   3. sauf si spécifié différemment dans les Données du Marché, l’accès effectif et la possession du Chantier sont donnés à l’Entrepreneur ainsi que toute autorisation en vertu de l’alinéa (a) de la Sous-Clause 1.13 [*Conformité aux Lois*] comme exigé avant le Commencement des Ouvrages;   4. la réception par l’Entrepreneur du paiement de l’Avance de Démarrage en vertu de la Sous-Clause 14.2 [*Avance de Démarrage*] à condition que la garantie bancaire correspondante ait été fournie par l’Entrepreneur ;   5. la constitution du CPRD conformément à la Sous-Clause 21.1 et à la Sous-Clause 21.2, le cas échéant.   Sous réserve de la Sous-Clause 4.1 sur les Stratégies de Gestion et Plans de Mise en œuvre et du E-PGES, et la Sous-Clause 4.8 concernant le manuel d’hygiène et de sécurité, l’Entrepreneur commencera l’exécution des Ouvrages dès que cela sera raisonnablement possible après la Date de Commencement, puis procédera à la réalisation des Ouvrages sans retard. » |
| Sous-Clause 11.7  Droit d’Accès après Réception | Au deuxième paragraphe, les mots « Chaque fois que l’Entrepreneur prévoit d’accéder à une partie quelconque des Ouvrages pendant la PNM concernée : » est remplacé par :  « Chaque fois que, jusqu’à la date des 28 jours suivant la délivrance du Certificat de Bonne Fin, l’Entrepreneur prévoit d’accéder à une partie quelconque des Ouvrages : » |
| Sous-Clause 13.3.1 Changement par Instruction | L’alinéa (a) du paragraphe 13.3.1 est remplacé par le texte suivant :  « la description des travaux modifiés exécutés ou à exécuter, y compris des détails sur les ressources et les méthodes adoptées ou à adopter par l’Entrepreneur, et suffisamment d’informations ES pour permettre une évaluation des risques et des impacts ES, et des informations suffisantes pour permettre d’évaluer les risques en cybersécurité telles que spécifiées dans le Données du Marché ». |
| **Sous-Clause 13.4**  Sommes Provisionnelles | Ce qui suit est inséré en avant dernier paragraphe :  « La Somme Provisionnelle sera utilisée pour couvrir la part du Maître d’Ouvrage dans les honoraires et les dépenses des membres du CPRD, conformément à la Clause 21. Une instruction préalable du Maître d’Œuvre n’est pas requise en ce qui concerne les activités du CPRD. L’Entrepreneur doit présenter les factures des membres du CPRD et la justification d’avoir payé 100 % de ces factures en justification des Demandes de Décompte Intermédiaires présentées en vertu de la Sous-Clause 14.3. » |
| Sous-Clause 13.6  Ajustements pour Modification de la Législation | Ce qui suit est ajouté à la fin de la Sous-Clause :  « Nonobstant ce qui précède, l’Entrepreneur n’aura pas droit à une prolongation de délai si le retard induit a déjà été pris en compte dans la détermination d’une prolongation antérieure du délai et le coût ne sera pas payé séparément s’il a déjà été pris en compte dans l’indexation des intrants au Tableau des Données de Révision de Prix conformément aux dispositions de la Sous-Clause 13.7 [*Révision des Prix*]. » |
| Sous-Clause 14.1  Le Montant du Marché | **[*Note au Maître d’Ouvrage : inclure l’un des deux textes optionnels suivants, selon le cas]***  Ce qui suit est ajouté à la fin de la Sous-Clause :  **[ *Option 1* ]**  **«** Nonobstant les dispositions de l’alinéa (b), le Matériel de l’Entrepreneur, y compris les pièces de rechange essentielles, importées par l’Entrepreneur dans le seul but d’exécuter le Marché, est exempté du paiement des droits d’importation et des taxes à l’importation. »  **[ *Option 2* ]**  «Nonobstant les dispositions de l’alinéa (b), le Matériel de l’Entrepreneur, y compris les pièces de rechange essentielles importées par l’Entrepreneur dans le seul but d’exécuter le Marché, est temporairement exempté du paiement des droits et taxes à l’importation initiale, à condition que l’Entrepreneur dépose auprès des autorités douanières au point d’entrée une caution ou une garantie bancaire d’exportation approuvée, valide jusqu’à la Date d’Achèvement plus six mois, d’un montant égal à la totalité des droits et taxes à l’importation qui seraient payables sur la valeur importée évaluée du Matériel et des pièces de rechange de l’Entrepreneur, et utilisable dans le cas où le Matériel de l’Entrepreneur n’est pas exporté du Pays à la fin du Marché. Une copie de la caution ou de la garantie bancaire approuvée par les autorités douanières doit être fournie par l’Entrepreneur au Maître d’Ouvrage lors de l’importation d’articles individuels de Matériel et de pièces de rechange de l’Entrepreneur. À l’exportation d’articles individuels de Matériel ou de pièces de rechange de l’Entrepreneur, ou à l’achèvement du Marché, l’Entrepreneur doit préparer, pour approbation par les autorités douanières, une évaluation de la valeur résiduelle du Matériel de l’Entrepreneur et des pièces de rechange à exporter, sur la base de l’échelle d’amortissement et d’autres critères utilisés par les autorités douanières à ces fins, en vertu des dispositions des Lois applicables. Les droits et taxes à l’importation doivent être exigibles et payables aux autorités douanières par l’Entrepreneur sur : (a) la différence entre la valeur importée initiale et la valeur résiduelle du Matériel de l’Entrepreneur et des pièces de rechange à exporter ; (b) sur la valeur importée initiale du Matériel de l’Entrepreneur et des pièces de rechange restant dans le Pays après l’achèvement du Marché. Après paiement de ces droits dans les 28 jours suivant la facturation, la caution ou la garantie bancaire est réduite ou libérée en conséquence ; sinon, la garantie doit être appelée pour le montant total restant. » |
| Sous-Clause 14.1  Le Montant du Marché | *[Conformément à la Sous-Clause 14.1 du CCAG, le Montant du Marché est un montant forfaitaire sujet à des ajustements conformément au Marché. Si le paiement d'une partie des Ouvrages doit être effectué sur la base de mesurage, cette partie doit être définie dans le Marché, et la formulation ci-après peut être envisagée :]*  « Toute partie des Ouvrages qui doit être mesurée doit être spécifiée dans le Marché.  Le Maître d’Œuvre convient ou détermine la valeur de ces parties des Ouvrages qui doivent être mesurées, conformément à la Sous-Clause 3.7 [*Accord ou Détermination*]. Le mesurage doit porter sur les quantités nettes réelles de ces parties, nonobstant les pratiques locales.  Lorsque le Maître d’Œuvre demande qu'une partie des Ouvrages soit mesurée sur le Chantier, il donne par Notification un préavis d'au moins 7 jours à l'Entrepreneur pour l'informer de la partie à mesurer et de la date et du lieu sur le Chantier où le mesurage sera effectué. Sauf accord contraire avec l’Entrepreneur, le mesurage sur le Chantier est effectué à cette date et le Représentant de l’Entrepreneur doit :  (a) soit assister au mesurage, soit envoyer un autre représentant qualifié pour assister le Maître d’Œuvre et tenter de parvenir à un accord sur le mesurage, et  (b) fournir tous les détails demandés par le Maître d’Œuvre.  Si l'Entrepreneur ne se présente pas ou n'envoie pas de représentant à l'heure et à l'endroit indiqués dans la Notification du Maître d’Œuvre (ou autrement convenu avec l'Entrepreneur), le mesurage effectué par le Maître d’Œuvre (ou en son nom) sera réputé avoir été effectué en présence de l'Entrepreneur et l'Entrepreneur sera réputé avoir accepté le mesurage comme exact.  Toute partie des Ouvrages Définitifs qui doit être mesurée à partir de relevés doit être identifiée dans les Exigences du Maître d'Ouvrage et, sauf indication contraire dans le Marché, ces relevés seront préparés par le Maître d’Œuvre. Lorsque le Maître d’Œuvre a préparé les relevés pour une telle partie, il doit donner par Notification un préavis d'au moins 7 jours à l'Entrepreneur, indiquant la date et le lieu où le Représentant de l'Entrepreneur doit se présenter pour examiner et approuver les relevés avec le Maître d’Œuvre. Si l'Entrepreneur ne se présente pas ou n'envoie pas de représentant à la date et au lieu indiqués dans la Notification du Maître d’Œuvre (ou autrement convenu avec l'Entrepreneur), l'Entrepreneur est réputé avoir accepté les dossiers comme étant exacts.  Si, pour toute partie des Ouvrages, l'Entrepreneur assiste au mesurage sur le Chantier ou examine les relevés de mesure (selon le cas) mais que le Maître d’Œuvre et l'Entrepreneur ne parviennent pas à se mettre d'accord sur le mesurage, l'Entrepreneur adresse au Maître d’Œuvre une Notification exposant les motifs. Si l'Entrepreneur n’adresse pas une telle Notification au Maître d’Œuvre dans les 14 jours après avoir assisté au mesurage sur le Chantier ou avoir examiné les registres de mesurage, l'Entrepreneur est réputé avoir accepté le mesurage comme exact.  Après avoir reçu une Notification de l’Entrepreneur au titre de la présente Sous-Clause, à moins que le mesurage ne soit déjà soumis au troisième paragraphe de la Sous-Clause 13.3.1 [*Changement par Instruction*], le Maître d’Œuvre doit   1. procéder conformément à la Sous-Clause 3.7 [*Accord ou Détermination*] en vue de l'accord ou la détermination du mesurage ; et 2. aux fins de la Sous-Clause 3.7.3 [*Délais*], la date à laquelle le Maître d’Œuvre reçoit la Notification de l’Entrepreneur est la date de début du délai d'accord prévu à la Sous-Clause 3.7.3.   Jusqu'à ce que le mesurage soit convenu ou déterminé, le Maître d’Œuvre évalue un mesurage provisoire aux fins des Décomptes Intérimaires. » |
| Sous-Clause 14.2.1  Garantie de Restitution de l’Avance | Le premier paragraphe est remplacé dans son intégralité par:  « L’Entrepreneur doit obtenir (à ses frais) une Garantie de Restitution de l’Avance de Démarrage de montant(s) et dans la(les) monnaie(s) de l’Avance de Démarrage et la soumettre au Maître d’Ouvrage avec copie au Maître d’Œuvre. Cette garantie doit être émise par une banque ou une institution financière de bonne réputation choisie par l’Entrepreneur et être conforme au formulaire annexé au dossier d’appel d’offres pour le marché ou sous une autre forme acceptable au Maître d’Ouvrage. » |
| Sous-Clause 14.3 Demande de Décompte Intermédiaire | Ce qui suit est ajouté à la fin de (vi) après : *[Accord ou Détermination]* : « tout remboursement dû à l’Entrepreneur en vertu de l’Accord de CPRD. (Annexe aux Conditions Générales de l’Accord de CPRD). » |
| Sous-Clause 14.4 Echéancier de Paiement | *[Si certain(s) paiement(s) à l’Entrepreneur* doit(doivent) *être effectué(s) à l’achèvement de Tranche(s), ce (ces) paiement(s) doit (doivent) être spécifié(s) dans l’échéancier de Paiement du Marché* *et dans la Sous-Clause 14.4 révisée comme suit :]*  Le texte suivant est inséré en tant que deuxième alinéa :  « Si l’échéancier de Paiement précise les paiements à verser à l’Entrepreneur en fonction des Tranches, les paiements doivent être effectués à la fin á l’achèvement de ces Tranches. » |
| Sous-Clause 14.6.2  Retenues dans un Décompte Intermédiaire | Le terme « et/ou » à l’alinéa (b) est supprimé.  Ce qui suit est ajouté en tant qu’alinéa (c) et l’alinéa (c) de la Sous-Clause est numéroté (d) :  « (c) si l’Entrepreneur a manqué ou manque à satisfaire ses obligations en matière ES ou à réaliser les travaux en matière ES en vertu du Marché, la valeur de ces travaux ou obligations, tel que déterminé par le Maître d’Œuvre, pourra être retenue jusqu’à ce que les travaux ou l’obligation auront été exécutés, et/ou le coût de rectification ou de remplacement, tel que déterminé par le Maître d’Œuvre, pourra être retenu jusqu’à ce que la rectification ou le remplacement soit réalisé. Le défaut d’exécuter comprend, mais ne se limite pas aux éléments suivants :   1. le non-respect des obligations ou la non-exécution des travaux ES décrits dans les Spécifications des Ouvrages, ce qui peut inclure : le travail en dehors des limites du chantier, la poussière excessive, les dommages causés à la végétation hors chantier, la pollution des cours d'eau par les huiles ou la sédimentation, la contamination du sol, par exemple par les huiles, les déchets humains, les dommages causés à l'archéologie ou aux éléments du patrimoine culturel, la pollution de l'air résultant d'une combustion non autorisée et/ou inefficace; 2. le manquement à examiner régulièrement l’E-PGES et/ou à le mettre à jour en temps opportun pour traiter les nouveaux problèmes d’ES ou les risques ou impacts anticipés ; 3. le manquement à mettre en œuvre l’E-PGES, par exemple le manquement à fournir la formation ou la sensibilisation requise; 4. le manquement à obtenir les consentements/permis appropriés avant d’entreprendre des travaux ou des activités connexes; 5. le manquement à présenter un(des) rapport(s) ES (tel que décrit dans les Clauses Particulières – Partie D), ou le manquement à présenter de tels rapports en temps requis; 6. le manquement à mettre en œuvre les mesures correctives conformément aux instructions du Maître d’Œuvre dans les délais prescrits (p. ex., mesures correctives adressant la non-conformité). »   L’avant-dernier paragraphe suivant est ajouté : « Comme il est précisé dans les Données du Marché, si l’Entrepreneur ne s’acquitte pas de ses obligations en matière de cybersécurité en vertu du Marché, un montant évalué, tel que déterminé par le Maître d’Œuvre, pourra être retenu jusqu’à ce que l’obligation ait été exécutée. » |
| Sous-Clause 14.7  Paiement | A la fin de l’alinéa (b) : « et » est remplacé par « ou » et ce qui suit est ajouté en tant que (iii) :  « (iii) lorsque le prêt ou le crédit de la Banque (à partir duquel une partie des paiements à l’Entrepreneur est effectuée) est suspendu, le montant indiqué dans toute Demande de Décompte Intermédiaire présentée par l’Entrepreneur dans les 14 jours suivant la soumission de cette Demande de Décompte, étant entendu que tout écart sera rectifié dans le paiement suivant à l’Entrepreneur ; et »  A la fin de l’alinéa (c) : « . » est remplacé par « ; » et ce qui suit est ajouté :  « ou, à un moment où le prêt ou le crédit de la Banque (à partir duquel une partie des paiements à l’entrepreneur est effectuée) est suspendu, le montant non contesté indiqué dans la Demande de Décompte Final dans les 56 jours suivant la date de notification de la suspension conformément à la Sous-Clause 16.2 [*Résiliation par l’Entrepreneur*]. » |
| Sous-Clause 14.9  Paiement de la Retenue de Garantie | Ce qui suit est ajouté à la fin de la Sous-Clause 14.9 :  « Sauf indication contraire dans le Marché, lorsque le Certificat de Réception a été délivré pour les Ouvrages et que la première moitié de la Retenue a été certifiée pour paiement par le Maître d’Œuvre, l’Entrepreneur a le droit de substituer une garantie, sous la forme annexée aux Clauses Particulières ou sous une autre forme approuvée par le Maître d’Ouvrage et émise par une banque ou une institution financière réputée choisie par l’Entrepreneur, pour la deuxième moitié de la Retenue. L’Entrepreneur doit s’assurer que la garantie est libellée dans les montants et les monnaie de la deuxième moitié de la Retenue et qu’elle soit valide et exécutoire jusqu’à ce que l’Entrepreneur ait exécuté et terminé les Ouvrages et rectifié toute malfaçon, tel que spécifié pour la Garantie de Bonne Exécution et, le cas échéant la Garantie de Performance Environnementale et Sociale, à la Sous-Clause 4.2. À la réception par le Maître d’Ouvrage de la garantie requise, le Maître d’Œuvre certifiera et le Maître d’Ouvrage payera la deuxième moitié de la Retenue. La libération de la deuxième moitié de la Retenue contre une garantie se fera alors en lieu et place du paiement après la dernière des dates d'expiration des Périodes de Notification des Malfaçons. Le Maître d’Ouvrage retournera la garantie à l’Entrepreneur dans les 21 jours suivant la réception d’une copie du Certificat de Bonne Fin.  Si la Garantie de Bonne Exécution et, le cas échéant, la Garantie de Performance ES requise en vertu de la Sous-Clause 4.2 sont sous la forme d’une garantie sur demande et que le montant garanti en vertu de ces garanties au moment de l’émission du Certificat de Réception est supérieur à la moitié de la Retenue de Garantie, la Garantie de Retenue de Garantie ne sera pas requise. Si le montant garanti en vertu de la Garantie de Bonne Exécution et, le cas échéant, de la Garantie de Performance ES, au moment de l’émission du Certificat de Réception, est inférieur à la moitié de la Retenue de Garantie, la Garantie de Retenue de Garantie ne sera requise que pour la différence entre la moitié de la Retenue de Garantie et le montant garanti en vertu de la Garantie de Bonne Exécution et, le cas échéant, la Garantie de Performance ES. » |
| Sous-Clause 14.15  Monnaies de paiement | Tout au long de la Sous-Clause 14.15, l’expression « les Données du Marché » est remplacée par : « l’Annexe des Monnaies de Paiement ». |
| Sous-Clause 15.1  Mise en Demeure | Le mot « et » est supprimé en (b) et  « . » et remplacé par « ; et » en (c)  Ce qui suit est ajouté en tant que (d)  « (d) spécifier le délai dans lequel l’Entrepreneur doit répondre à la Mise en Demeure. »  Au troisième paragraphe, « doit immédiatement répondre » est remplacé par « doit répondre dans le délai spécifié en (d) ». En outre, au troisième paragraphe, « afin de respecter le délai indiqué dans la Mise en Demeure. » est remplacé par : « afin de respecter le délai spécifié en (c) ». |
| Sous-Clause 15.2.1  Notification | L’alinéa (h) est remplacé par le texte suivant : « sur la base d’éléments de preuve raisonnables, s’est livré à des activités de Fraude et de Corruption telles que définies au paragraphe 2.2 des Clauses Particulières - Partie C - Fraude et Corruption, lors de la passation du Marché ou de son exécution ». |
| Sous-Clause 15.8  Fraude et Corruption | La nouvelle Sous-Clause suivante est ajoutée :  «15.8.1 La Banque exige le respect des Directives de la Banque en matière de lutte contre la Corruption et de ses politiques et procédures de sanctions en vigueur, telles qu’énoncées dans les Clauses Particulières - Partie C- Fraude et Corruption.  15.8.2 Le Maître d’Ouvrage exige de l’Entrepreneur qu’il divulgue les commissions ou les honoraires qui pourraient avoir été versés ou qui doivent être versés à des agents ou à toute autre partie à l’occasion de la passation du Marché ou de son exécution. Les renseignements divulgués doivent comprendre au minimum le nom et l’adresse de l’agent ou autre partie, le montant et la monnaie, ainsi que l’objet de la commission, la gratification ou les honoraires. » |
| Sous-Clause 16.1  Droit de l’Entrepreneur à suspendre les travaux | L’alinéa suivant est inséré après le premier paragraphe :  « Nonobstant ce qui précède, si la Banque a suspendu les décaissements au titre du prêt ou du crédit à partir duquel des paiements sont effectués à l’Entrepreneur, en tout ou en partie, pour l’exécution des Ouvrages, et qu’aucun autre fonds n’est disponible comme le prévoit la Sous-Clause 2.4 [*Arrangements Financiers du Maître d’Ouvrage*], l’Entrepreneur peut, par notification, suspendre les travaux ou réduire le rythme des travaux à tout moment, mais pas moins de 7 jours après que l’Emprunteur a reçu la notification de suspension de la Banque. » |
| Sous-Clause 16.2.1  Notification | |  | | --- | | L’alinéa (j) est supprimé dans son intégralité.  À la fin de l’alinéa (i) : « ; ou » est remplacé par : « . »  l’alinéa (f) est remplacé par:  (f) l’Entrepreneur ne reçoit pas de Notification de la Date de Commencement en vertu de la Sous-Clause 8.1 [*Date de* *Commencement* *des Ouvrages]* dans les 180 jours suivant la réception de la Lettre de Notification d’Attribution du Marché, pour des raisons qui ne sont pas imputables à l’Entrepreneur. » | |
| Sous-Clause 16.2.2  Résiliation | Le texte suivant est ajouté à la fin de la Sous-Clause 16.2.2:  « Si la Banque suspend le prêt ou le crédit à partir duquel une partie ou la totalité des paiements à l’Entrepreneur sont effectués, si l’Entrepreneur n’a pas reçu les sommes qui lui sont dues à l’expiration des 14 jours visés à la Sous-Clause 14.7 [*Paiement*] pour les paiements effectués en vertu de Décompte Intermédiaire, l’Entrepreneur peut, sans préjudice du droit de l’Entrepreneur aux frais de financement en vertu de la Sous-Clause 14.8 [*Retard de Paiement*], prendre l’une des mesures suivantes, à savoir : (i) suspendre les travaux ou réduire la cadence d’avancement en vertu de la Sous-Clause 16.1 ci-dessus, ou (ii) résilier le Marché en adressant une Notification au Maître d’Ouvrage, avec copie au Maître d’Œuvre, cette résiliation doit prendre effet 14 jours après la remise de la notification. |
| Sous-Clause 16.3  Obligations de l’Entrepreneur après Résiliation | *[Si le Maître d’Ouvrage a mis à disposition des Matériaux fournis par le Maître d’Ouvrage et/ou du Matériel du Maître d’Ouvrage conformément à la Sous-Clause 2.6, insérer ce qui suit :]*  Le mot « et » est supprimé à la fin de l’alinéa (b), l’alinéa (c) est supprimé et le texte suivant est ajouté :   * + 1. remettre au Maître d’Œuvre tous les Matériaux fournis par le Maître d’Ouvrage et/ou le Matériel du Maître d’Ouvrage mis à la disposition de l’Entrepreneur conformément à la Sous-Clause 2.6 *[Matériaux fournis par le Maître d’Ouvrage et Matériel du Maître d’Ouvrage]; et*     2. retirer du Chantier tous les autres Biens, sauf si cela est nécessaire pour des motifs de sécurité, et quitter le Chantier. » |
| Sous-Clause 17.1  Prise en charge des Ouvrages | *[Si les Matériaux fournis par le Maître d’Ouvrage sont mentionnés dans les Spécifications pour l’utilisation par l’Entrepreneur dans l’exécution des Ouvrages, inclure la disposition suivante. Voir aussi la Sous-Clause 2.6* [*Matériaux fournis par le Maître d’Ouvrage et Matériel du Maître d’Ouvrage]]*  Après les deux occurrences du mot « Biens » au dernier paragraphe, le texte suivant est ajouté : « Matériaux fournis par le Maître d’Ouvrage».  *[Si le Matériel du Maître d’Ouvrage est mentionné dans les Spécifications des Ouvrages pour l’utilisation par l’Entrepreneur dans l’exécution des Ouvrages, inclure la disposition suivante. Voir aussi la Sous-Clause 2.6* [*Matériaux fournis par le Maître d’Ouvrage et Matériel du Maître d’Ouvrage]]*  Après les deux occurrences du mot « Biens » au dernier paragraphe, le texte suivant est ajouté : « , Matériel du Maître d’Ouvrage, ». |
| Sous-Clause 17.7  Utilisation des Installations du Maître d’Ouvrage | La Sous-Clause suivante est ajoutée en tant que 17.7 :  « L’Entrepreneur assumera l’entière responsabilité des soins à apporter aux installations fournies par le Maître d’Ouvrage, le cas échéant, comme indiqué dans les Spécifications, depuis les dates respectives de remise à l’Entrepreneur jusqu’à la cessation d’occupation (lorsque la remise ou la cessation d’occupation peut avoir lieu après la date indiquée dans le Certificat de Réception des Ouvrages).  Si une perte ou un dommage survient à l’un ou l’autre des articles susmentionnés alors que l’Entrepreneur en est responsable, découlant d’une cause autre que celle dont le Maître d’Ouvrage est responsable, l’Entrepreneur doit, à ses propres frais, corriger la perte ou les dommages à la satisfaction du Maître d’Œuvre. » |
| **Sous-Clause 18.1**  Evénements Exceptionnels | L’alinéa (c) est remplacé par:  « (c) émeute, agitation, désordre ou sabotage par des personnes autres que le Personnel de l’Entrepreneur et d’autres employés de l’Entrepreneur et des Sous-Traitants ; » |
| **Sous-Clause 18.4**  **Conséquences d’un Evénement Exceptionnel** | Le texte suivant est ajouté à la fin de l’alinéa (b) après suppression de « . » :  «, y compris les coûts de rectification ou de remplacement des Ouvrages et/ou des Biens endommagés ou détruits par des Evénements Exceptionnels, dans la mesure où ils ne sont pas indemnisés par la police d’assurance visée à la Sous-Clause 19.2 [*Assurance à la charge de l’Entrepreneur*]. » |
| **Sous-Clause 18.5**  **Résiliation Facultative** | A l’alinéa (c), les mots « et nécessairement » sont ajoutés après « a été raisonnablement ». |
| **Sous-Clause 19.1**  **Exigences Générales** | Les paragraphes suivants sont ajoutés après le premier paragraphe :  « Lorsque le Maître d’Ouvrage est la Partie qui assure, chaque assurance est souscrite auprès d’assureurs et selon des conditions acceptables pour l’Entrepreneur. Ces conditions doivent être conformes aux termes (le cas échéant) convenus par les deux Parties avant la date de la Lettre de Notification d’Attribution du Marché.  Cet accord de conditions prévaut sur les dispositions de la présente Clause. » |
| **Sous-Clause 19.2**  Assurance à la charge de l’Entrepreneur | Ce qui suit est ajouté comme première phrase de la Sous-Clause 19.2 :  « L’Entrepreneur est en droit de contracter toutes assurances liées au Marché (y compris, mais sans limitation les assurances mentionnées à la Clause 19) auprès d’assureurs ressortissant de tout pays éligible ». |
| **Sous-Clause 19.2.5**  **Blessures aux Employés** | Le deuxième paragraphe est remplacé par:  « Le Maître d’Ouvrage et le Maître d’Œuvre seront également indemnisés, en vertu de la police d’assurance, de la responsabilité pour les réclamations, dommages, pertes et dépenses (y compris les honoraires et les dépens juridiques) découlant de blessures, de maladies ou de décès d’une personne employée par l’Entrepreneur ou par tout autre membre du Personnel de l’Entrepreneur, excepté que l’assurance peut exclure les pertes et les réclamations dans la mesure où elles découlent d’un acte ou d’une négligence du Maître d’Ouvrage ou du Personnel du Maître d’Ouvrage. » |
| **Sous-Clause 20.1**  **Réclamations** | A l’alinéa (a) : « un paiement supplémentaire » est remplacé par « un paiement ». |
| Sous-Clause 20.2 Réclamations pour Paiement et/ou Prolongation de Délai | Le premier paragraphe est remplacé par:  « Si l’une ou l’autre des Parties estime qu’elle est en droit de présenter une réclamation en vertu des alinéas (a) ou (b) de la Sous-Clause 20.1 [*Réclamations*], la procédure de réclamation suivante s’applique: » |
| Sous-Clause 21.1 Constitution du CPRD | Le texte suivant est ajouté à la fin du premier paragraphe:  « Le CPRD examinera également tout Référé d’EAS/HS soumis au CPRD conformément à la sous-clause 6.27.2 *[Réception des allégations d’EAS/HS]* et à la sous-clause 6.27.3 *[Non-respect par l’Entrepreneur des obligations contractuelles en matière d’EAS/HS],* conformément à la Sous-Clause 21.9 *[Référé EAS/HS].*  Au deuxième paragraphe, à la fin de la première phrase, après suppression de : « . », le texte suivant est ajouté: « , chacun d’entre eux devant satisfaire les critères énoncés à la Sous-Clause 3.3 de l’Annexe- Conditions Générales de l’Accord de CPRD. »  Après le deuxième paragraphe, insérer le paragraphe suivant : « Si le Marché est conclu avec un Entrepreneur étranger, les membres du CPRD ne doivent pas avoir la même nationalité que le Maître d’Ouvrage ou l’Entrepreneur. » |
| **Sous-Clause 21.2**  Manquement à désigner les Membres du CPRD | Dans les alinéas (a) et (b) : « la date indiquée au premier alinéa de la Sous-Clause 21.1*[Constitution du CPRD]*» est remplacé par : « date dans les 42 jours suivant la date de signature du Marché par les deux Parties». |
| Sous-Clause 21.6 Arbitrage | Au premier paragraphe, « Sauf accord contraire des deux Parties : » est supprimé et remplacé par : « Les Parties conviennent que : ». |
| **Les Sous-Clauses 21,9 à 21.11 ci-après sont ajoutées** | |
| Sous-Clause 21.9  **Référé EAS/HS** | Les Référés EAS/HS en vertu de la Sous-Clause 6.27 seront soumis par le Maître d’Ouvrage au CPRD par écrit, avec copie à l’Entrepreneur et au Maître d’Œuvre. Dans le cas d’un CPRD de trois membres, le Référé EAS/HS est réputé avoir été reçu par le CPRD à la date à laquelle il est reçu par le président du CPRD.  À la réception du Référé EAS/HS, le CPRD demandera à l’Entrepreneur par écrit (avec copie au Maître d’Ouvrage et au Maître d’Œuvre) de présenter une déclaration démontrant qu’il (y compris tout Sous-Traitant identifié dans le Référé EAS/SH) est en conformité, avec ses obligations de Prévention et d’Intervention EAS/HS, y compris concernant les mesures prises en réponse à une allégation EAS/HS et/ou à toute Mise en Demeure du Maître d’Œuvre pour non-respect des obligations contractuelles EAS/HS. L’Entrepreneur doit, dans les 28 jours suivant la réception de cette demande, soumettre par écrit la déclaration au CPRD avec copie au Maître d’Ouvrage et au Maître d’Œuvre.  Lors de l’examen du Référé, le CPRD doit se concentrer exclusivement sur la conformité de l’Entrepreneur (y compris de tout Sous-Traitant identifié dans le Référé EAS/HS) à ses Obligations de Prévention et d’Intervention d’EAS/HS, y compris les mesures prises en réponse à l’allégation EAS/HS et/ou toute Mise en Demeure du Maître d’Œuvre pour non-respect des obligations d’EAS/HS. Le CPRD n’évaluera pas le bien-fondé d’une allégation sous-jacente, y compris les aspects factuels de l’incident allégué de l’EAS et/ou de HS.  La décision du CPRD, qui indiquera qu’elle aura été rendue en vertu de la présente Sous-Clause 21.9, sera remise par écrit aux Parties avec copie au Maître d’Œuvre dans les 42 jours suivant la réception du Référé EAS/HS. La décision du CPRD prise en vertu de la présente Sous-Clause 21.9sera contraignante pour les Parties et tout Sous-Traitant visé, le cas échéant.  La décision du CPRD découlant d’une allégation d’incident EAS/HS mentionnera si l’Entrepreneur, y compris tout Sous-Traitant identifié dans le Référé EAS/HS, était en conformité avec ses obligations en matière d’EAS/HS au moment de l’incident allégué. La décision du CPRD ne divulguera pas le nom du témoin ou victime présumée ni celui de l’auteur présumé. |
| **Sous-clause 21.10**  **Désaccord concernant la décision du CRD au sujet d’un référé EAS/HS** | Si l’une ou l’autre des Parties n’est pas satisfaite de la décision du CPRD rendue en vertu de la Sous-Clause 21.9 [*Référé EAS/HS*], cette Partie peut faire notification à l’autre Partie de son désaccord conformément à la Sous-Clause 21.4.4 [*Désaccord avec la décision du CPRD*]. La Sous-Clause 21.5 *[Règlement à l’amiable]* ne s’appliquera pas.  Si la décision du CPRD n’est pas devenue définitive et exécutoire en vertu de la Sous-Clause 21.4.4, l’affaire sera finalement réglée par arbitrage conformément à la Sous-Clause 21.6 *[Arbitrage].*  Lorsque l’arbitrage est effectué conformément aux Règles d’Arbitrage de la CCI, les Parties conviennent que le délai fixé à l’Article 1.6 de l’Annexe V aux Règles d’Arbitrage de la CCI est de 10 jours à partir de la notification de l’Ordonnance d’Arbitrage en Urgence, à moins que le Président de la Cour internationale d’Arbitrage de la CCI ne détermine qu’un délai plus long est nécessaire. |
| **Sous-clause 21.11**  **Disqualification par la Banque de l’Entrepreneur et de Sous-Traitant** | Le Maître d’Ouvrage doit immédiatement notifier la Banque de la décision du CPRD concernant le Référé EAS/HS, de toute notification reçue au début de l’Arbitrage en Urgence et de l’Ordonnance de l’Arbitre en Urgence, le cas échéant.  Si le CPRD détermine que l’Entrepreneur a manqué à corriger la non-conformité identifiée à l’Obligation de Prévention et d’Intervention EAS/HS ou qu’il n’était pas en conformité avec ces obligations au moment d’un incident allégué, la Banque peut disqualifier l’Entrepreneur ainsi que tout Sous-Traitant déclaré non conforme, d’obtenir un marché financé par la Banque, à moins que l’Arbitre en Urgence de la CCI n’accorde une sentence en faveur de l’Entrepreneur. La période d’exclusion est de deux ans, à moins que l’Entrepreneur ne reçoive une sentence arbitrale en sa faveur au cours de la période de deux ans. La disqualification de l’Entrepreneur en vertu de la présente Sous-Clause est sans préjudice des droits et obligations des Parties en vertu du Marché. |
| **Annexe – Conditions Générales de l’Accord de CPRD** | |
| **1. Définitions** | Sous-Clause 1.4 « Activités du CPRD ». A la fin , ajouter ce qui suit: « Ceci inclut aussi le traitement des Référés EAS/HS conformément à la Sous-Clause 2.19 du CCAP.  A la Sous-Clause 1.8 (a)(i) : « « représentant autorisé de l’Entrepreneur ou du Maître d’Ouvrage » est remplacé par : « Représentant de l’Entrepreneur ou représentant autorisé du Maître d’Ouvrage ». | |
| **2. Dispositions Générales** | La Sous-Clause 2.2 est entièrement supprimée. | |
| **3. Garanties** | La Sous-Clause 3.3 est supprimée et remplacée par:  « Lorsqu’elle nomme un Membre du CPRD, chaque Partie s’appuie sur les déclarations du Membre du CPRD, à savoir qu’il/elle :   1. a au minimum un diplôme dans des disciplines pertinentes telles que le droit, le génie civil, la gestion de la construction ou la gestion des marchés; 2. possède au moins dix ans d’expérience dans l’administration et la gestion des marchés et le règlement des différends, dont au moins cinq ans d’expérience à titre d’arbitre ou de conciliateur dans des différends liés à la construction; 3. a reçu une formation officielle de conciliateur d’une organisation reconnue à l’échelle internationale; 4. possède de l’expérience et/ou connaît bien le type de travaux que l’Entrepreneur doit exécuter en vertu du Marché; 5. possède de l’expérience dans l’interprétation de documents contractuels de construction et/ou d’ingénierie; 6. connaît bien les formulaires de marché publiés par la FIDIC depuis 1999, et comprend les procédures de règlement des différends qui y sont décrites; et 7. maitrise couramment la langue des communications indiquée dans les Données du Marché (ou la langue convenue entre les Parties et le CPRD). » | |
| **7. Confidentialité** | A la Sous-Clause 7.3 : « ou » est supprimé après l’alinéa (b), et ce qui suit est ajouté :  « ou (d) est fourni à la Banque. » | |
| **9. Honoraires et Dépenses** | A la Sous-Clause 9.1 (c) : « classe affaire ou équivalent » est remplacé par : « en classe en dessous de la première classe ».  A la Sous-Clause 9.4 : les mots « et des billets d’avion » et « autres » sont supprimés de la première et deuxième phrase respectivement. | |

|  |  |
| --- | --- |
| **Annexe – Règles Procédurales du CPRD** | |
| Règle 3.3 | En 3.3 (b), « 140 jours » est remplacé par  « 90 jours ». |
| Règle 3.7 | Le texte suivant est ajouté en fin de paragraphe : « L’ordre du jour comprendra un examen (i) du respect par l’Entrepreneur des Obligations de Prévention et d’Intervention en matière d’EAS/HS; et (ii) de tout manquement du Maître d’Œuvre à s’acquitter de ses obligations à cet égard en vertu du Marché, y compris tel que spécifié dans la Sous-Clause 6.27 du CCAP. |
| Règle 3.10 | Le texte suivant est ajouté à la fin du paragraphe : « Le rapport identifiera toute question soulevant des préoccupations en matière d’EAS et/ou de HS, y compris des détails de tout manquement potentiel par l’Entrepreneur, y compris tout Sous-Traitant, à ses Obligations de Prévention et d’Intervention en matière d’EAS/HS. ».  Le CPRD remettra également un rapport au Maître d’Ouvrage sur tout manquement potentiel du Maître d’Œuvre à ses devoirs en ce qui concerne les Obligations de Prévention et d’Intervention en matière d’EAS / HS, y compris sur l’identification du manquement de l’Entrepreneur à ses obligations, et ses devoirs d’émettre toute Mise en Demeure et notification conformément à la Sous-clause 6.27 du CCAP. |

**CCAP**

**Partie C - Fraude et Corruption**

***(Texte dans ces conditions particulières - la partie C ne doit pas être modifiée)***

* 1. **Objet**

1.1 Les Directives de la Banque en matière de lutte contre la fraude et la corruption, ainsi que la présente section, sont applicables à la passation des marchés dans le cadre des Opérations de Financement de Projets d’Investissement de la Banque.

* 1. **Exigences**

2.1 La Banque exige, que les Emprunteurs (y compris les bénéficiaires de ses financements), les soumissionnaires (candidats/proposants), consultants, entrepreneurs et fournisseurs, les sous-traitants, sous-consultants, prestataires de services, tous les agents (déclarés ou non) ; ainsi que leur personnel se conforment aux normes les plus strictes en matière d’éthique, durant le processus de passation, la sélection, et l’exécution des contrats financés par la Banque, et s’abstiennent de toute fraude et corruption.

2.2 En vertu de ce principe, la Banque

1. aux fins d’application de la présente disposition, définit comme suit les expressions suivantes :

i. est coupable de « corruption » quiconque offre, donne, sollicite ou accepte, directement ou indirectement, un quelconque avantage en vue d’influer indûment sur les actions d’une autre personne ou entité ;

ii. se livre à des « manœuvres frauduleuses » quiconque agit, ou dénature des faits, délibérément ou par négligence grave,ou tente d’induire en erreur une personne ou une entité, afin d’en retirer un avantage financier ou de toute autre nature, ou se dérober à une obligation ;

iii. se livrent à des « manœuvres collusives » les personnes ou entités qui s’entendent afin d’atteindre un objectif illicite, notamment en influant indûment sur l’action d’autres personnes ou entités ;

iv. se livre à des « manœuvres coercitives » quiconque nuit ou porte préjudice, ou menace de nuire ou de porter préjudice, directement ou indirectement, à une personne ou entité, ou à leurs biens, en vue d’influer indûment sur les actions de cette personne ou entité ; et

v. se livre à des « manœuvres obstructives » :

(a) quiconque détruit, falsifie, altère ou dissimule délibérément les preuves sur lesquelles se base une enquête de la Banque en matière de corruption ou de manœuvres frauduleuses, coercitives ou collusives, ou fait de fausses déclarations à ses enquêteurs destinées à entraver son enquête; ou bien menace,harcèle ou intimide quelqu’un aux fins de l’empêcher de faire part d’informations relatives à cette enquête, ou bien de poursuivre l’enquête ; ou

(b) celui qui entrave délibérément l’exercice par la Banque de son droit d’examen tel que stipulé au paragraphe (e) ci-dessous.

1. rejettera la proposition d’attribution d’’un marché ou contrat si elle établit que la personne physique ou morale à laquelle il est recommandé d’attribuer ledit marché ou contrat, ou l’un des membres de son personnel ou de ses agents, sous-consultants, sous-traitants, prestataires de service, fournisseurs, ou un de leurs employés, s’est livré, directement ou indirectement, à un acte de corruption, une manœuvre frauduleuse, collusive, coercitive ou obstructive en vue de l’obtention dudit marché ou contrat ;
2. outre les recours prévus dans l’Accord de Financement, pourra décider d’autres actions appropriées, y compris déclarer la passation du marché non-conforme si elle détermine, à un moment quelconque, que les représentants de l’Emprunteur ou d’un bénéficiaire du financement, s’est livré à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses, collusives, coercitives ou obstructives pendant la procédure de passation du marché, de sélection ou d’exécution du marché, sans que l’Emprunteur ait pris, en temps voulu et à la satisfaction de la Banque, les mesures nécessaires pour remédier à cette situation , y compris en manquant à son devoir d’informer la Banque lorsqu’il a eu connaissance desdites pratiques ;
3. sanctionnera une entreprise ou un individu, dans le cadre des Directives de la Banque en matière de lutte contre la fraude et la corruption, et conformément aux règles et procédures de sanctions applicables de la Banque, y compris en déclarant publiquement l’exclusion de l’entreprise ou de l’individu pour une période indéfinie ou déterminée (i) de l’attribution d’un marché financé par la Banque ou de pouvoir en bénéficier financièrement ou de toute autre manière[[17]](#footnote-18) (ii) de la participation[[18]](#footnote-19) comme sous-traitant, consultant, fabricant ou fournisseur de biens ou prestataire de services désigné d’une entreprise par ailleurs éligible à l’attribution d’un marché financé par la Banque ; et (iii) du bénéfice du versement de fonds émanant d’un prêt de la Banque ou de participer d’une autre manière à la préparation ou à la mise en œuvre d’un projet financé par la Banque ;
4. exigera que les dossiers d’appel d’offres/appel à propositions, et que les contrats et marchés financés par la Banque, contiennent une disposition exigeant des soumissionnaires (candidats/proposants), consultants, fournisseurs et entrepreneurs, ainsi que leurs sous-traitants, sous-consultants, prestataires de services, fournisseurs, agents, et personnel, autorisent la Banque à inspecter[[19]](#footnote-20) les pièces comptables, relevés et autres documents relatifs à la passation du marché, à la sélection et/ou à l’exécution du marché ou contrat, et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la Banque.

**CCAP**

**Partie D – Indicateurs de performance environnementales et sociales**

***[Note à l’intention du Maître d’Ouvrage : les indicateurs ci-après peuvent être modifiés afin de refléter les spécificités du Marché. Le Maître d’Ouvrage doit s’assurer que les indicateurs fournis soient appropriés pour les Ouvrages et l’impact/problèmes clés identifiés dans l’évaluation environnementale et sociale.]***

*Indicateurs pour les rapports périodiques :*

1. *Incidents environnementaux ou non conformités avec les exigences contractuelles, y compris contamination, pollution ou dommage aux sols ou aux ressources en eau ;*
2. *Incidents relatifs à l’hygiène et la sécurité, accidents, blessures et toutes victimes ayant nécessité des soins ;*
3. *Interactions avec les autorités de régulation : identifier l’agence, dates, objet, résultats (indiquer le résultat négatif en cas de non-résultat) ;*
4. *Etats de tous les permis et accords :*
   1. Permis de travail : nombre de permis requis, nombre de permis obtenus, actions entreprises pour les permis non obtenus ;
   2. Situation des permis et consentements :
      * Liste des zones/installations nécessitant un permis (carrières, centrales d’enrobage), la date de demande, la date d’obtention (actions de suivi pour les permis non obtenus), date de présentation au Directeur de travaux (ou représentant), état de la zone (attente de permis, en activité, abandonné sans remise en état, plan de restauration en cours de mise en œuvre, etc.)
      * Liste de zones nécessitant l’accord du propriétaire (zone d’emprunt ou de dépôt, site de camp), date de présentation au Directeur de travaux (ou représentant) ;
      * Identifier les activités principales entreprises sur chacune des zones durant le mois passé et les grandes lignes des actions de protection environnementale et sociale (préparation du site/déboisement, marquage des limites/bornage, récupération de la terre végétale, gestion de la circulation, planification de la restauration/démobilisation, mise en œuvre de la restauration/démobilisation) ;
      * Pour les carrières : le point des relogements et dédommagements (accompli ou détail des activités du mois et situation présente).
5. Supervision de l’hygiène et la sécurité :
   1. Responsable de sécurité : nombre de jours travaillés, nombre d’inspections complètes et partielles, compte-rendu effectués aux responsables du projet ou des travaux ;
   2. Nombre de travailleurs, d’heures de travail, indicateurs d’équipements de protection individuelles (EPI) utilisés (pourcentage de travailleurs dotés d’EPI complet, partiel, etc.), infractions observées commises par les travailleurs (par type d’infraction, EPI ou autres), avertissement donnés, avertissements en cas de récidives donnés, actions de suivi entreprises, le cas échéant ;
6. Logement des travailleurs :
7. Nombre de personnels expatriés hébergés dans les installations, nombre de personnel local ;
8. Date de la dernière inspection, et principales constatations effectuées lors de l’inspection, y compris la conformité des hébergements avec la réglementation nationale et locale et avec les bonnes pratiques, incluant l’assainissement /sanitaires, l’espace, etc. :
9. Actions entreprises pour recommander/demander des conditions améliorées, ou pour améliorer les conditions.
10. *Services de santé : fournisseur de services de santé, information et/ou formation, localisation de clinique, nombre de malades et de traitements de maladies et diagnostics (ne pas fournir de noms de patients) ;*
11. *Genre (pour expatriés et locaux séparément) : nombre de travailleurs femmes, pourcentage de la main d’œuvre, problème sexo-spécifiques rencontrés et remédiés (se référer aux sections concernant les réclamations/plaintes ou autres, selon les besoins) ;*
12. *Formation :*
13. Nombre de nouveaux travailleurs, nombre ayant reçu une formation initiale, dates de ces formations ;
14. Nombre et dates de discussions concernant les « boites à outils », nombre de travailleurs ayant reçu la formation sur la sécurité et l’hygiène au travail, la formation environnementale et sociale ;
15. Nombre et dates des séances de sensibilisation et/ou formation sur les maladies transmissibles ; nombre de travailleurs ayant reçu la formation (au cours de ce mois et cumulé) ; question identique pour la sensibilisation sexo-spécifique, formation de l’homme/la femme « porte drapeau » ;
16. Nombre et date de sensibilisation à la prévention EAS et HS, et/ou de formation et événements, y compris nombre de travailleurs recevant une formation sur le Code de Conduite du Personnel de l’Entrepreneur (au cours de ce mois et cumulé), etc.
17. *Supervision environnementale et sociale*
18. Environnementaliste : nombre de jours travaillés, zones inspectées et nombre d’inspections de chacune (section de route, camp, logements, carrières, zones d’emprunt, zones de dépôt, marais, traversées forestières, etc.) ; grandes lignes des activités et constatations (y compris infractions aux bonnes pratiques environnementales et/ou sociales, actions entreprises), compte-rendu effectués aux responsables environnementaux/sociaux du projet ou des travaux ;
19. Sociologiste : nombre de jours travaillés, nombre d’inspections complètes ou partielles (par zone, section de route, camp, logements, carrières, zones d’emprunt, zones de dépôt, clinique, centre VIH/SIDA, centres communautaires, etc.) ; grandes lignes des activités et constatations (y compris infractions aux bonnes pratiques environnementales et/ou sociales, actions entreprises), compte-rendu effectués aux responsables environnementaux/sociaux du projet ou des travaux ;
20. Personne(s) chargée de liaison avec les communautés : nombre de jours travaillés, nombre de personnes rencontrées, grandes lignes des activités (problèmes soulevés), compte-rendu effectués aux responsables environnementaux/sociaux du projet ou des travaux
21. *Plaintes/réclamations*: liste des plaintes (ex. nombre de plaintes ES et HS) de ce mois et nombre des plaintes antérieures non résolues, par ordre chronologique d’enregistrement, l’âge et le sexe des plaignants, mode de réception, à qui la plainte a-t-elle été référée pour suite à donner, résolution et date (si l’affaire est traitée et classée), information en retour du plaignant, action de suivi nécessaire le cas échéant (se référer aux autres sections, selon les besoins) :
22. Griefs des travailleurs ;
23. Griefs des communautés ;
24. *Circulation, sécurité routière et matériels/véhicules :*
25. Incidents de circulation et sécurité routière et accidents impliquant des véhicules ou des matériels du projet : indiquer la date, le lieu, les dommages, la cause, le suivi ;
26. Accidents de circulation impliquant des véhicules ou des propriétés extérieurs au projet : indiquer la date, le lieu, les dommages, la cause, le suivi ;
27. Etat général des véhicules ou des matériels (évaluation subjective par l’environnementaliste) ; réparations et entretien non-courant nécessaire pour améliorer la sécurité et/ou la performance environnementale (pour restreindre les fumées, etc.)
28. *Aspects environnementaux et mesures de réduction (ce qui a été réalisé) :*
29. Poussière : nombre d’arroseuses en service, nombre de jours d’arrosage, nombre de plaintes, avertissements donnés par l’environnementaliste, mesures prises pour remédier ; grandes lignes des mesures de contrôle de poussière à la carrière (enveloppes, sprays, état opérationnel) ; % de camions d’enrochements/terres/matériaux bâchés, actions entreprises pour les véhicules non bâchés ;
30. Contrôle de l’érosion : mesure de prévention par lieu, état des traversées de filet ou cours d’eau, inspections de l’environnementaliste et résultats, actions entreprises pour traiter les questions, réparations d’urgence nécessaires afin de limiter l’érosion/la sédimentation ;
31. Carrières, zones d’emprunt et de dépôt de matériaux, centrales d’enrobés : identifier les activités principales réalisées sur chacun des sites ce mois, et grandes lignes des mesures de protection environnementales et sociales : nettoyage de site/débroussaillage, marquage des limites/bornages, mise en dépôt provisoire pour réutilisation de terre végétale, gestion de la circulation, planification de la restauration/démobilisation, mise en œuvre de la restauration/démobilisation) ;
32. Tirs/explosions : nombre de tirs (et lieux), état de mise en œuvre des plans de tir (incluant l’information préalable, les évacuations, etc.), incidents de dommages ou de plaintes hors-site (se référer aux autres sections, selon les besoins) ;
33. Nettoyage des déversements, le cas échéant : substance déversée, lieu, quantité, actions entreprises, élimination des substances (rendre compte de tous les déversements qui ont résulté en la contamination de l’eau ou des sols ;
34. Gestion des déchets : types et quantités générées et traitées, y compris quantités enlevées du chantier (et par qui) ou réutilisées/recyclées/éliminées sur place ;
35. Détails des plantations d’arbres et autres actions de protection/réduction exigées réalisées ce mois ;
36. Détails des mesures de protections des eaux et marais exigées réalisées ce mois ;
37. *Conformité :*
38. Etat de la conformité concernant les autorisations/permis pertinents, les Travaux, incluant les carrières etc. : déclaration de conformité ou listes des problèmes et actions entreprises (ou devant être entreprises) afin de se conformer ;
39. État de conformité des exigences C-ESMP/ESIP : état de conformité ou inscription des questions et des mesures prises (ou à prendre) pour parvenir à la conformité ;
40. État de conformité du plan d’action en matière de prévention et d’intervention de EAS et HS : déclaration de conformité ou liste des questions et des mesures prises (ou à prendre) pour parvenir à la conformité ;
41. Etat de conformité du Plan de gestion de l’hygiène et de la sécurité concernant : état de conformité ou liste des questions et des mesures prises (ou à prendre) pour parvenir à la conformité ;
42. Autres questions non résolues déjà identifiées au cours des mois précédents concernant les infractions environnementales et sociales : infractions persistantes, déficiences de matériel persistantes, persistance de véhicules non bâchés, déversements non traités, problèmes de dédommagement ou de tirs de mines persistants, etc. Références aux autres sections, selon les besoins.

**CCAP**

**Partie E- Déclaration sur l’Exploitation et l’Abus sexuels (EAS) et/ou le Harcèlement sexuel (HS) pour les Sous-traitants**

*[Le tableau suivant doit être rempli par chaque sous-traitant proposé par l’Entrepreneur, qui n’a pas été nommé dans le Marché]*

Nom du Sous-Traitant : *[insérer le nom complet]*

Date : *[insérer le jour, le mois, l’année]*

Référence du marché : *[insérer la référence du marché]*

Page : *[insérer le numéro de pages]*  *[insérer le nombre total]*

|  |
| --- |
| **Déclaration EAS et/ou HS** |
| Nous:  🞎 a) n’avons pas fait l’objet d’une disqualification de la Part de la Banque pour non-respect des obligations de l’EAS/HS.  🞎 b) avons fait l’objet d’une disqualification par la Banque pour non-respect des obligations de l’EES/SH.  🞎 c) avons fait l’objet d’une disqualification par la Banque pour non-respect des obligations de l’EAS/HS. Une sentence arbitrale sur l’affaire de disqualification a été rendue en notre faveur.  🞎 d) avons fait l’objet d’une disqualification par la Banque pour non-respect des obligations de l’EAS/HS pour une période de deux ans. Nous avons par la suite démontré que nous avons la capacité et l’engagement adéquats à nous conformer aux obligations de l’EAS/HS.  🞎 e) avons fait l’objet d’une disqualification par la Banque pour non-respect des obligations de l’EAS/HS pour une période de deux ans. Nous avons joint des éléments de preuve précis démontrant que nous avons la capacité et l’engagement adéquats pour nous conformer aux obligations de l’EAS et du HS. |
| **[*Si (c) ci-dessus est applicable***, ***joindre* *la preuve d’une sentence arbitrale infirmant les conclusions sur les questions sous-jacentes à la disqualification.]*** |
| ***[Si (d) ou ( e) ci-dessus sont applicables, fournir les informations suivantes:]*** |
| Période de disqualification : depuis : \_\_\_\_\_\_\_jusqu’à \_\_\_\_\_\_\_ |
| S’ils ont été précédemment fournis dans le cadre d’un autre contrat de travaux financés par la Banque, les détails des éléments de preuve démontrant la capacité et l’engagement adéquats à se conformer aux obligations de l’EAS/HS (selon **(d) ci-dessus)**  Nom du maître d’ouvrage : \_\_\_\_\_\_\_  Nom du projet : \_\_\_\_\_\_\_\_  Description du contrat : \_\_\_\_\_\_\_\_  Bref résumé des preuves fournies : \_\_\_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Coordonnées : (Tél. : (Tel, email, nom de la personne-ressource): \_\_\_\_\_  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| En lieu et place de la preuve en vertu de (d), d’autres éléments de preuve démontrant la capacité et l’engagement adéquats à se conformer aux obligations de l’EAS/HS (selon **(e) ci-dessus)** *[joindre les détails au besoin].*  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |

Nom du Sous-Traitant

Nom de la personne dûment autorisée à signer au nom du Sous-Traitant \_\_\_\_\_\_\_

Titre de la personne signant au nom du Sous-Traitant \_\_\_\_\_\_

Signature de la personne nommée ci-dessus \_\_\_\_\_\_\_\_

Date signée \_\_\_\_\_\_\_\_\_

Contre-signature du représentant autorisé de l’Entrepreneur :

Signature : \_\_\_\_\_\_\_\_\_

Date de signature \_\_\_\_\_\_\_\_\_

Section X. Formulaires du Marché

Formulaires

[Modèle de Notification d’Intention d’Attribution 234](#_Toc138922532)

[Formulaire de Divulgation des Bénéficiaires effectifs 238](#_Toc138922533)

[Modèle de Lettre de Notification de l’Attribution 240](#_Toc138922534)

[Garantie de Bonne Exécution Option 1 : Garantie Bancaire 243](#_Toc138922535)

[Option 2 - Modèle de Caution personnelle et solidaire de Bonne Exécution 245](#_Toc138922536)

[Modèle de Garantie Environnementale et Sociale (ES) 247](#_Toc138922537)

[Modèle de Garantie de Restitution d’Avance 249](#_Toc138922538)

[Modèle de Garantie émise en remplacement de la Retenue de Garantie 251](#_Toc138922539)

Modèle de Notification d’Intention d’Attribution

***[La Notification d’intention d’attribution doit être adressée à chacun des Proposants ayant remis une Proposition, sauf si le Proposant a précédemment reçu une notification d'exclusion du processus à un stade intermédiaire de la procédure de passation de marchés.***

***Le destinataire doit être le représentant autorisé du Proposant désigné dans le Formulaire d’Information sur le Proposant].***

À l’attention du Représentant autorisé du Proposant

Nom : *[insérer le nom du Représentant autorisé du Proposant]*

Adresse : *[insérer l’adresse du Représentant autorisé du Proposant]*

Téléphone/télécopie : *[insérer téléphone/télécopie du Représentant autorisé du Proposant]*

Adresse courriel : *[insérer adresse courriel du Représentant autorisé du Proposant]*

***[IMPORTANT : insérer la date de transmission de la présente Notification à tous les Proposants. La Notification doit être envoyée à tous les Proposants simultanément, c’est-à-dire à la même date et dans le même temps, dans toute la mesure du possible].***

**DATE D’ENVOI :** La présente Notification est envoyée par : *[courriel/télécopie]* le *[date]* (heure locale).

**Notification d’Intention d’Attribution**

**Maître d’Ouvrage :** *[insérer le nom du Maître d’Ouvrage]*

**Projet :** *[insérer le nom du projet]*

**Titre du Marché :** *[insérer le titre du marché]*

**Pays :** *[insérer le nom du pays]*

**N° Prêt / Crédit / Don :** *[insérer le numéro du Prêt/crédit/ Don]*

**DP No :** *[insérer le numéro de la DP]*

Par la présente Notification de l’intention d’attribution (la Notification) nous vous informons de notre décision d’attribuer le Marché ci-dessus. L’envoi de la Notification marque le commencement de la Période d’Attente. Durant ladite période, il vous est possible de :

1. demander un débriefing concernant l’évaluation de votre Proposition, et/ou
2. soumettre une réclamation concernant la passation du marché, portant sur la décision d’attribuer le marché.
3. **Proposant retenu**

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom :** | *[insérer le nom du Proposant retenu]* |
| **Adresse :** | *[insérer l’adresse du Proposant retenu]* |
| **Prix du Marché :** | *[insérer le prix du Marché du Proposant retenu]* |
| **Score combiné total** | *[insérer le score combiné total du Proposant retenu]* |

1. **Autres Proposants *[INSTRUCTIONS : insérer les noms de tous les Proposants ayant remis une Proposition, le prix de chaque Proposition tel que lu en séance d’ouverture et les scores évalués techniques et financiers.]***

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nom du Proposant** | **Score Technique** | **Prix de la Proposition** | **Prix évalué de la Proposition** | **Score Combiné** |
| *[insérer le nom]* | *[insérer score Technique]* | *[Prix de la Proposition]* | *[Prix évalué de la Proposition]* | *[insérer le score combiné]* |
| *[insérer le nom]* | *[insérer score Technique]* | *[Prix de la Proposition]* | *[Prix évalué de la Proposition]* | *[insérer le score combiné]* |
| *[insérer le nom]* | *[insérer score Technique]* | *[Prix de la Proposition]* | *[Prix évalué de la Proposition]* | *[insérer le score combiné]* |
| *[insérer le nom]* | *[insérer score Technique]* | *[Prix de la Proposition]* | *[Prix évalué de la Proposition]* | *[insérer le score combiné]* |
| *[insérer le nom]* | *[insérer score Technique]* | *[Prix de la Proposition]* | *[Prix évalué de la Proposition]* | *[insérer le score combiné]* |

1. **Motif(s) pour le(s)quel(s) votre Proposition n’a pas été retenue**

|  |
| --- |
| ***[INSTRUCTIONS : indiquer le(s) motif(s) pour le(s)quel(s) la Proposition du Proposant n’a pas été retenue. Ne pas fournir : (a) une comparaison point par point avec une Proposition concurrente, ou (b) des renseignements identifiés comme confidentiels par le Proposant dans sa Proposition.]*** |

1. **Comment demander un débriefing**

|  |
| --- |
| **Date et heure limites : l’heure et la date limite pour demander un débriefing est minuit le *[insérer la date]* (heure local).**  Vous pouvez demander un débriefing concernant les résultats de l’évaluation de votre Proposition. Si vous désirez demander un débriefing, votre demande écrite doit être présentée dans le délai de trois (3) jours ouvrables à compter de la réception de la présente Notification d’intention d’attribution.  Indiquer l’intitulé du marché, le numéro de référence, le nom du Proposant, les détails du marché et l’adresse pour la présentation de la demande de débriefing comme suit :  **À l’attention de :**  **Nom :** *[insérer le nom complet de la personne]*  **Titre/position :** *[insérer le titre/la position]*  **Agence :** *[insérer le nom du Maître d’Ouvrage]*  **Adresse courriel :** *[insérer adresse courriel]*  **Télécopie** : *[insérer No télécopie* ***omettre si non utilisé****]*  Lorsqu’une demande de débriefing aura été présentée dans le délai de 3 jours ouvrables, nous accorderons le débriefing dans le délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la réception de la demande. Dans le cas où il ne nous serait pas possible d’accorder un débriefing dans ce délai, la Période d’Attente sera prorogée jusqu’à cinq (5) jours ouvrables après que le débriefing aura eu lieu. Dans un tel cas, nous vous informerons par le moyen le plus rapide de la prolongation de la Période d’Attente et confirmerons la date à laquelle la Période d’Attente prorogée expirera.  Le débriefing peut être par écrit, par téléphone, vidéo-conférence ou en personne. Nous vous informerons par écrit et dans les meilleurs délais de la manière dont le débriefing aura lieu, en confirmant la date et l’heure.  Lorsque la date limite de demande d’un débriefing est expirée, vous pouvez cependant demander un débriefing. Dans un tel cas, nous accorderons le débriefing dès que possible, et normalement au plus tard dans le délai de quinze (15) jours ouvrables suivant la publication de la notification d’attribution du Marché. |

1. **Comment formuler une réclamation**

|  |
| --- |
| **Date et heure limites : l’heure et la date limite pour présenter une réclamation est minuit le *[insérer la date]* (heure locale).**  Indiquer l’intitulé du marché, le numéro de référence, le nom du Proposant, les détails du marché et l’adresse pour la présentation de la demande de débriefing comme suit :  **à l’attention de :**  **Nom :** *[insérer le nom complet de la personne]*  **Titre/position :** *[insérer le titre/la position]*  **Agence :** *[insérer le nom du Maître d’Ouvrage]*  **Adresse courriel :** *[insérer adresse courriel]*  **Télécopie** : *[insérer No télécopie* ***omettre si non utilisé****]*  [à ce stade du processus de passation du marché] [dès réception de la présente notification] vous pouvez soumettre une réclamation relative à la passation des marchés au sujet de la décision d’attribution du marché. Il n’est pas nécessaire que vous ayez demandé ou reçu un débriefing avant de présenter une réclamation. Votre réclamation doit être présentée durant la Période d’Attente et reçue par nous avant l’expiration de ladite Période d’Attente.  Informations complémentaires :  Pour obtenir plus d’informations, prière vous référer au [Règlement de Passation de Marchés applicables aux Emprunteurs dans le cadre de financement de projets d’investissement](https://policies.worldbank.org/sites/ppf3/PPFDocuments/Forms/DispPage.aspx?docid=4005), (Annexe III). Il vous est demandé de lire ces documents avant de préparer et présenter votre réclamation. En outre la Recommandation de la Banque Mondiale intitulée « [Comment formuler une réclamation relative à la passation des marchés](file:///F:\2.%20%20World%20Bank%202017\17.%20Tools%20and%20Templates\NIA\get%20the%20address%20once%20it%20is%20published)» fournit des explications utiles sur le processus, ainsi qu’un modèle de lettre de réclamation.  En résumé, les quatre exigences ci-après sont essentielles :   1. Vous devez être une « partie intéressée ». Dans le cas présent, cela signifie un Proposant ayant remis une Proposition dans le cadre de ce processus de sélection, et destinataire d’une Notification d’intention d’attribution. 2. La réclamation peut conteste la décision d’attribution du marché exclusivement. 3. La réclamation doit être reçue avant la date et l’heure limites indiquées ci-avant. 4. Vous devez fournir dans la réclamation, tous les renseignements demandés par les Règles de Passation de Marchés (comme décrits à l’Annexe III). |

1. **Période d’Attente**

|  |
| --- |
| **Date et heure limites : l’heure et la date limite d’expiration de la Période d’Attente est minuit le *[insérer la date]* (heure locale).**  La Période d’Attente est de dix (10) jours ouvrables à compter de la date d’envoi de la présente Notification de l’intention d’attribution.  La Période d’Attente pourra être prorogée. Cela pourrait survenir lorsque nous ne sommes pas en mesure d’accorder un débriefing dans le délai de cinq (5) jours ouvrables prescrit. Dans un tel cas, nous vous notifierons la prorogation |

Pour toute question relative à la présente Notification, prière nous contacter.

Au nom de *[insérer le nom du Maître d’Ouvrage]* :

**Signature :**

**Nom :**

**Titre/position :**

**Téléphone :**

**Courriel :**

Formulaire de Divulgation des Bénéficiaires effectifs

*INSTRUCTIONS AUX PROPOSANTS : SUPPRIMER CE CARTOUCHE CASE APR7S AVOIR REMPLI LE FORMULAIRE*

*Le présent Formulaire de Divulgation des Bénéficiaires effectifs doit être rempli par le Proposant retenu. En cas de groupement d'entreprises, le Proposant doit soumettre un formulaire distinct pour chaque membre. Les informations sur la propriété effective à fournir dans le présent formulaire doivent être à jour à la date de leur soumission.*

*Aux fins du présent formulaire, le bénéficiaire effectif d'un Proposant est toute personne physique qui, en dernier ressort, possède ou contrôle le Proposant en remplissant une ou plusieurs des conditions suivantes :*

*- détenir directement ou indirectement 25 % ou plus des actions*

*- détenir directement ou indirectement 25 % ou plus des droits de vote*

*- avoir directement ou indirectement le droit de nommer la majorité des membres du conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent du Proposant.*

*[insérer l’intitulé de la demande de propositions]*

**DP No. :** *[insérer le numéro de la demande de propositions]*

A : *[insérer le nom complet du Maître d’Ouvrage]*

En réponse à votre demande formulée dans la Lettre de Notification d’attribution du Marché en date du *[insérer la date de la lettre de notification*] de fournir les renseignements additionnels sur les bénéficiaires effectifs : *[retenir l’option applicable et supprimer celles qui ne le sont pas]*

(i) nous fournissons les renseignements sur les bénéficiaires effectifs ci-après :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Identité du propriétaire bénéficiaire effectif | *détient directement ou indirectement 25% ou plus des actions*  (Oui / Non) | *détient directement ou indirectement 25% ou plus des droits de vote*  (Oui / Non) | *détient directement ou indirectement le pouvoir de nommer la majorité des membres du conseil d’administration ou autorité équivalente du Proposant*  (Oui / Non) |
| *[insérer le nom complet, la nationalité, le pays de résidence]* |  |  |  |

*OU*

(ii) nous déclarons qu’il n’y a aucun bénéficiaire effectif qui remplisse l’une au moins des conditions ci-après :

* détient directement ou indirectement 25% ou plus des actions
* détient directement ou indirectement 25% ou plus des droits de vote
* détient directement ou indirectement le pouvoir de nommer la majorité des membres du conseil d’administration ou autorité équivalente du Proposant

*OU*

(iii) nous déclarons être dans l’incapacité d’identifier un quelconque bénéficiaire effectif qui remplisse l’une au moins des conditions ci-après :

* détient directement ou indirectement 25% ou plus des actions
* détient directement ou indirectement 25% ou plus des droits de vote
* détient directement ou indirectement le pouvoir de nommer la majorité des membres du conseil d’administration ou autorité équivalente du Proposant

**Nom du Proposant : \*** *[insérer le nom complet du Proposant]*

**Nom de la personne autorisée à signer au nom du Proposant : \*\****[insérer le titre/capacité complet de la personne signataire]*

**En tant que :** *[indiquer la capacité du signataire]*

Signature *[insérer la signature]*

**En date du** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ **jour de** *[Insérer la date de signature]*

\*Dans le cas d’une Proposition présentée par un groupement d’entreprises, indiquer le nom du groupement ou de ses partenaires, en tant que Proposant. Dans le cas où le Proposant est un GE, chaque référence au "Proposant" dans le Formulaire de Divulgation des Bénéficiaires effectifs (y compris l'introduction du formulaire) doit être interprétée comme faisant référence au membre du GE.

\*\*La personne signataire doit avoir un pouvoir donné par le Proposant, à joindre au formulaire.

Modèle de Lettre de Notification de l’Attribution

*[papier à en-tête du Maître d’Ouvrage]*

Date :

A : *[nom et adresse du Proposant retenu]*

Mesdames, Messieurs,

La présente a pour but de vous notifier que votre Proposition en date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[date]* pour l’exécution des Travaux de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom du projet et travaux spécifiques tels qu’ils sont présentés dans les Instructions aux Proposants]* pour le Montant accepté du Marché de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[montant en chiffres et en lettres, nom de la monnaie]*, rectifié et modifié conformément aux Instructions aux Proposants, est acceptée par nos services.

Il vous est demandé de fournir : (i) la Garantie de Bonne Exécution et la Garantie de Performance Environnementale et Sociale ***[Omettre la garantie ES si elle n’est pas demandée par le Marché]*** dans les vingt-huit (28) jours, conformément au CCAG, en utilisant le formulaire de Garantie de Bonne Exécution et le formulaire de Garantie de Performance Environnementale et Sociale ***[Omettre la référence au formulaire de Garantie ES si elle n’est pas demandée par le Marché]*** et (ii) les informations additionnelles sur les bénéficiaires effectifs conformément à l’article 53.1 des IS, dans les huit (8) jours ouvrables en utilisant le Formulaire de Divulgation des Bénéficiaires Effectifs inclus dans la Section X, Formulaires du Marché du dossier de demande de propositions.

Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs, l’expression de notre considération distinguée.

*[Signature, nom et titre du signataire habilité à signer au nom du Maître d’Ouvrage]*

**Pièce jointe : Acte d’Engagement**

Modèle d’Acte d’engagement

Le présent Marchéa été conclu le \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_\_\_\_\_, 20-- entre \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom]*, domicilié à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[adresse]* (ci-après dénommé « le Maître d’Ouvrage ») d’une part et \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom de l’Entrepreneur ou du groupement d’entreprise suivi de «, solidairement*, *et représenté* *par [nom] comme mandataire commun »],* domicilié à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[adresse]* (ci-après dénommé « l’Entrepreneur ») d’autre part,

Attenduque le Maître d’Ouvrage souhaite que certains Ouvrages connus comme \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer la description des Ouvrages]* soient exécutés par l’Entrepreneur, à savoir \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom],* qu’il a accepté l’offre remise par l’Entrepreneur en vue de l’exécution et de l’achèvement desdits Ouvrages, et de la réparation de toutes les malfaçons y afférentes.

I1 a été convenu de ce qui suit :

1. Dans le présent Marché, les termes et expressions auront la signification qui leur est attribuée dans les Cahiers des Clauses administratives du Marché dont la liste est donnée ci-après.

2. Les documents suivants sont réputés faire partie intégrante du présent Acte d'Engagement et doivent être lus et interprétés comme tels. Le présent Acte d'Engagement prévaut sur tous les autres documents du Marché:

(a) La Lettre de Notification d’Attribution du Marché ;

(b) La Lettre de Proposition ;

(c) Les additifs No \_\_\_\_\_\_ (le cas échéant)

(d) le CCAP ;

(e) Le CCAG

(f) Les Spécifications ;

(g) Les Plans et Dessins; et

(h) Les Annexes et autres documents faisant partie du marché, y compris les documents suivants, mais sans s’y limiter:

(a) les Stratégies de Gestion et Plans de Mise en œuvre ES ;

(b) le Code de Conduite (ES) du Personnel de l’Entrepreneur ; et

(c) la Déclaration relative à l’Exploitation et aux Abus Sexuels (EAS) et/ou au Harcèlement Sexuel (HS).

3. En contrepartie des paiements à effectuer par le Maître d’Ouvrage à l’Entrepreneur, comme mentionné ci-après, l’Entrepreneur s’engage à exécuter les Ouvrages et à reprendre toutes les malfaçons y afférentes en conformité absolue avec les dispositions du Marché.

4. Le Maître d’Ouvrage s’engage à payer à l’Entrepreneur, à titre de règlement pour l’exécution et l’achèvement des Ouvrages et la reprise des malfaçons y afférentes, les sommes prévues au Marché ou toutes autres sommes qui peuvent être dues au titre des dispositions du Marché, et de la manière stipulée au Marché.

EN FOI de quoi les parties aux présentes ont fait exécuter le présent Accord conformément aux lois de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ le jour, le mois et l’année spécifiés ci-dessus

Signature du Maître d’Ouvrage

Signature de l’Entrepreneur

Garantie de Bonne Exécution   
 Option 1 : Garantie Bancaire

Date :

Appel d’offres no :

*[En-tête du garant ou code d'identification SWIFT]*

**Garant :**  *[nom et adresse de la banque d’émission]*

**Bénéficiaire :** *[nom et adresse du Maître d’Ouvrage]*

**Date :** *[insérer date]*

**Garantie de Bonne Exécution no. :** *[insérer No]*

Nous avons été informés que \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom de l’Entrepreneur]* (ci-après dénommé le Donneur d’ordre) a conclu avec vous le Marché no. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer No]* en date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer la date]* pour l’exécution de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[description des Ouvrages]* (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus, nous comprenons qu’une Garantie de Bonne Exécution est exigée en vertu des conditions du Marché.

A la demande du Donneur d’ordre, nous \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom de la banque garante]* prenons, en tant que Garant, l’engagement irrévocable de payer au Bénéficiaire toute somme dans la limite du Montant de la Garantie qui s’élève à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer la somme en chiffres]* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer la somme en lettres]*[[20]](#footnote-21). Votre demande en paiement doit comprendre, que ce soit dans la demande elle-même ou dans un document séparé signé accompagnant ou identifiant la demande, la déclaration que le Donneur d’ordre n’a pas rempli ses obligations au titre du Marché, sans que vous ayez à prouver ou à donner les raisons ou le motif de votre demande ou du montant qui y figure.

La présente garantie expire au plus tard le \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer la date]* jour de \_\_\_ *[insérer le mois]* \_\_\_ *[insérer l’année]*, [[21]](#footnote-22) et toute demande de paiement doit être reçue à cette date au plus tard, à l’adresse figurant ci-dessus.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la CCI relatives aux garanties sur demande, Publication CCI no : 758, à l’exception de leur Article 15 (a) dont l’application est expressément écartée.

*[Signature]*

***Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue*** *de* ***faciliter la préparation du document.***

Option 2 - Modèle de Caution personnelle et solidaire de Bonne Exécution

Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Demande de Propositions no: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Bénéficiaire :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [*nom et adresse du Maître d’Ouvrage*]

**Date :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Caution no. :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nous soussignés \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom et adresse de l’organisme de caution]*

Déclarons nous porter caution personnelle et solidaire de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[indiquer le nom et l’adresse complète de l’Entrepreneur titulaire du marché]* (ci-après dénommé « le Titulaire ») pour le montant de la caution de Bonne Exécution à laquelle le Titulaire est assujetti en qualité de titulaire du Marché no. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ en date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ conclu avec \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom et adresse du Maître d’Ouvrage]*, ci-après dénommé « le Bénéficiaire », pour l’exécution de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[description des travaux]* (ci-après dénommé « le Marché ») conclu en date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer la date du Marché]*.

Par conséquent, la condition de cette obligation est telle que, si l’Entrepreneur exécute rapidement et fidèlement le dit Marché (y compris toutes modifications à cet égard), alors cette obligation sera nulle et non avenue ; dans le cas contraire, il restera en pleine force et en vigueur. Chaque fois que l’Entrepreneur doit être, et déclaré par le Maître d’Ouvrage, en défaut en vertu du Marché, le Maître d’Ouvrage ayant exécuté ses obligations dans ce cadre, la caution peut rapidement remédier au défaut, ou doit rapidement :

(1) terminer le Marché conformément à ses modalités ; ou

(2) obtenir une Soumission ou des Soumissions de Soumissionnaires qualifiés pour remettre une offre au Maître d’Ouvrage pour l’exécution du Marché conformément à ses modalités, et sur décision du Maître d’Ouvrage et de la Caution du Soumissionnaire conforme évalué le moins disant, prendre des dispositions pour un Marché entre ce soumissionnaire et le Maître d’Ouvrage et mettre à disposition au fur et à mesure que les travaux progressent (même s’il devait y avoir un défaut ou une succession de défauts en vertu du marché ou des marchés d’achèvement conclus en vertu de ce paragraphe) suffisamment de fonds pour payer le coût d’achèvement moins le solde du Montant du Marché; mais ne dépassant pas, y compris les autres dépenses et pénalités dont la Caution pourrait être responsable en l’espèce, le montant énoncé dans le premier paragraphe ci-avant. Le terme « solde du Montant du Marché », tel qu’il est utilisé dans ce paragraphe, signifie le montant total payable par le Maître d’Ouvrage à l’Entrepreneur en vertu du Marché, moins le montant dûment versé par le Maître d’Ouvrage à l’Entrepreneur ; ou

(3) verser au Maître d’Ouvrage le montant requis par le Maître d’Ouvrage pour achever le Marché conformément à ses modalités, jusqu’à un total ne dépassant pas le montant de cette caution.

La Caution ne sera pas responsable d’une somme supérieure à la pénalité spécifiée de ce cautionnement.

Toute poursuite en vertu de cette obligation doit être intentée avant l’expiration d’un an à partir de la date d’émission du Certificat de Réception des Ouvrages.

Aucun droit d’action ne s’accumulera sur cette obligation à l’égard ou à l’usage d’une personne ou d’une société autre que le Maître d’Ouvrage nommé en l’espèce ou les héritiers, exécuteurs testamentaires, En sa qualité de témoin du présent cautionnement, l’Entrepreneur a signé et apposé son sceau, et la Caution a apposé son sceau sur le présent document avec le sceau d’entreprise dûment attesté par la signature de son représentant légal, ce jour du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_20.. .

SIGNÉ au nom de

En qualité de

En présence de

SIGNÉ au nom de

En qualité de

En présence de

***Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue d’en faciliter la préparation***

Modèle de Garantie Environnementale et Sociale (ES)

**Garantie sur demande ES**

*[En-tête du garant ou code d'identification SWIFT]*

**Bénéficiaire:** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_[*insérer le nom et l'adresse du Maître d’Ouvrage*]

**Date:** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_[insérer la date de publication]

**N ° DE GARANTIE DE PERFORMANCE ES**:\_\_\_\_\_\_\_\_ [Insérez le numéro de référence de la garantie]

**Garant:** *[Insérer le nom et adresse de l’émission de la garantie, sauf si indiqué sur le papier à entête]*

Nous avons été informés que \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom de l’Entrepreneur]* (ci-après dénommé le Donneur d’ordre) a conclu avec vous le Marché no. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer No]* en date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer la date]* pour l’exécution de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[description des Ouvrages ]* (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus, nous comprenons qu’une garantie de performance environnementale, sociale, hygiène et sécurité est exigée en vertu des conditions du Marché.

A la demande du Donneur d’ordre, nous *[nom de la banque garante]* prenons, en tant que Garant, l’engagement irrévocable de payer au Bénéficiaire toute somme dans la limite du Montant de la Garantie qui s’élève à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer la somme en chiffres]* ( ) *[insérer la somme en lettres]*[[22]](#footnote-23). Votre demande en paiement doit comprendre, que ce soit dans la demande elle-même ou dans un document séparé signé accompagnant ou identifiant la demande, la déclaration que le Donneur d’ordre n’a pas rempli ses obligations environnementales et sociales (ES) au titre du Marché, sans que vous ayez à prouver ou à donner les raisons ou le motif de votre demande ou du montant qui y figure.

La présente garantie expire au plus tard le *[insérer la date]* jour de *[insérer le mois]* 2*[insérer l’année]*, [[23]](#footnote-24) et toute demande de paiement doit être reçue à cette date au plus tard, à l’adresse figurant ci-dessus.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la CCI relatives aux garanties sur demande, Publication CCI no : 758, à l’exception de leur Article 15 (a) dont l’application est expressément écartée.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

*[signature]*

***Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue de faciliter la préparation du document.***

Modèle de Garantie de Restitution d’Avance

**Garantie à demande**

*[En-tête du garant ou code d'identification SWIFT]*

Bénéficiaire: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_[insérer le nom et l'adresse du Maître d’Ouvrage]

Date: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_[insérer la date de publication]

GARANTIE DE RESTITUTION D’AVANCE N °: [Insérer le numéro de référence de la garantie]

Garant: [*nom de la banque et adresse de la banque émettrice* *et code SWIFT*]

Nous avons été informés que *[insérer le nom de l’Entrepreneur, qui dans le cas d’un Groupement d’Entreprises sera le nom du Groupement]* (ci-après dénommé le Donneur d’ordre) a conclu avec vous le Marché no. *[insérer No]* en date du *[insérer la date]* pour l’exécution de *[insérer le nom du marché et une brève description des Ouvrages]* (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus nous comprenons qu’en vertu des conditions du Marché, une avance d’un montant de *[insérer la somme en chiffres]* ( ) *[insérer la somme en lettres]* est versée contre une garantie de restitution d’avance.

A la demande du Donneur d’ordre, nous prenons, en tant que Garant, l’engagement irrévocable de payer au Bénéficiaire toute somme dans la limite du Montant de la Garantie qui s’élève à   
( ) *[insérer la somme en chiffres]* *[insérer la somme en lettres]*[[24]](#footnote-25). Votre demande en paiement doit comprendre, que ce soit dans la demande elle-même ou dans un document séparé signé accompagnant ou identifiant la demande, la déclaration que le Donneur d’ordre :

(a) a utilisé l’avance à d’autres fins que les prestations faisant l’objet du Marché ; ou bien

(b) n’a pas remboursé l’avance dans les conditions spécifiées au Marché, spécifiant le montant non remboursé par le Donneur d’ordre.

Toute demande au titre de la présente garantie doit être accompagnée par une attestation provenant de la banque du Bénéficiaire indiquant que l’avance mentionnée ci-dessus a été créditée au compte bancaire du Donneur d’offre portant le numéro *[insérer le numéro]* à *[nom et adresse de la banque]*.

Le montant de la présente garantie sera réduit au fur et à mesure à concurrence des remboursements de l’avance effectués par le Donneur d’ordre tels qu’ils figurent aux décomptes mensuels dont la copie nous sera présentée. La présente garantie expire au plus tard à la première des dates suivantes : à la réception d’une copie du décompte indiquant que 90 (quatre-vingt-dix) pourcent du Montant du Marché (à l’exclusion des sommes à valoir) ont été approuvés pour paiement, ou à la date suivante : *[insérer le jour]* jour de *[insérer le mois]*, 2… *[insérer l’année]*[[25]](#footnote-26)*.* En conséquence, toute demande de paiement au titre de cette Garantie doit nous parvenir à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles Uniformes de la CCI relatives aux Garanties sur Demande (RUGD), Publication CCI no : 758, excepté le sous-paragraphe 15(a) qui est exclu par la présente.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

*[Signature]*

***Note : Le texte en italiques doit être supprimé du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue d’en faciliter la préparation***

*[les garanties bancaires directement émises par une banque du choix du Proposant dans tout pays éligibles seront admissibles]*

Modèle de Garantie émise en remplacement de la Retenue de Garantie

**Garantie à demande**

[En-tête du garant ou code d'identification SWIFT]

**Bénéficiaire**:\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [insérer le nom et l'adresse du Maître d’Ouvrage]

**Date:\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_** [insérer la date de publication]

**RETENUE DE GARANTIE N** °: \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_[Insérer le numéro de référence de la garantie]

**Garant:** *[insérer le nom de la banque et adresse de la banque émettrice* *et code SWIFT]*

**Garantie émise en remplacement de la retenue de garantie No. :**   
*[insérer le numéro de référence de la garantie]*

Nous avons été informés que \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom de l’Entrepreneur, en cas de groupement, nom du groupement]* (ci-après dénommé « le Donneur d’ordre ») a conclu avec le Bénéficiaire le Marché No. \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer le numéro de référence du marché]* en date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ pour l’exécution \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom du marché et description des Ouvrages]* (ci-après dénommé « le Marché »).

De plus, nous comprenons qu’en vertu des conditions du Marché, le Bénéficiaire prélève une retenue de garantie dans la limite du pourcentage établi au Marché («Retenue de garantie ») et que lorsque la réception provisoire a été prononcée et la première moitié de la Retenue de garantie libérée, la seconde moitié de la Retenue de garantie sera remplacée par une garantie bancaire d’un même montant.

A la demande du Donneur d’ordre, nous \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom de la banque garante]* prenons, en tant que Garant, l’engagement irrévocable de payer au Bénéficiaire toute somme dans la limite du Montant de la Garantie qui s’élève à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer la somme en chiffres]* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[insérer la somme en lettres]*[[26]](#footnote-27). Votre demande en paiement doit comprendre, que ce soit dans la demande elle-même ou dans un document séparé signé accompagnant ou identifiant la demande, la déclaration que le Donneur d’ordre a failli à ses obligations au titre du Marché sans que vous ayez à prouver ou à donner les raisons ou le motif de votre demande ou du montant qui y figure.

Toute demande au titre de la présente garantie doit être accompagnée d’une attestation de la banque du Bénéficiaire déclarant que la seconde moitié de la Retenue de garantie mentionnée ci-dessus a été créditée au compte bancaire du Donneur d’ordre portant le numéro \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ *[nom et adresse de la banque du Donneur d’ordre]*.

La présente garantie expire au plus tard à la date suivante : \_\_\_\_\_\_\_.[[27]](#footnote-28) Toute demande de paiement doit être reçue à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles Uniformes de la CCI relatives aux Garanties sur Demande (RUGD), Publication CCI no : 758, à l’exception de leur Article 15 (a) dont l’application est expressément écartée.

*[Signature]*

***Note : Le texte en italiques doit être retiré du document final ; il est fourni à titre indicatif en vue d’en faciliter la préparation***

*[Les garanties bancaires directement émises par une banque du choix du Proposant dans tout pays éligibles seront admissibles]*

1. Remplacer par « des Marchés » dans le cas où des Propositions sont sollicitées simultanément pour des marchés multiples. Ajouter un nouveau paragraphe 3 et renuméroter les paragraphes 3 à 8 comme suit : « 3 Un Proposant peut présenter une Proposition pour un ou plusieurs marchés, comme précisé dans le Document d’Appel d’Offres. [↑](#footnote-ref-2)
2. Insérer, si applicable : « ce contrat sera financé conjointement par (insérer le nom du cofinancier). La passation du Marché sera conforme au règlement de passation des marchés de la Banque mondiale » [↑](#footnote-ref-3)
3. Fournir une brève description de la nature des Ouvrages et Services d’Exploitation, y compris leur envergure, site du Projet, délai de d’exécution, et autre information de nature à permettre aux Proposants de décider de leur participation ou non à la Demande de Propositions. [↑](#footnote-ref-4)
4. Si la passation des marchés électronique est utilisée, insérer le lien ou l’adresse du site internet et toute information additionnelle comme appropriée. [↑](#footnote-ref-5)
5. Le bureau où les documents peuvent être consultés et obtenus, et celui où les offres doivent être soumises ne sont pas nécessairement les mêmes. [↑](#footnote-ref-6)
6. Le prix demandé est destiné à défrayer le Maître d’Ouvrage du coût d’impression, du courrier / d’acheminement du dossier de Demande de Propositions. Un montant de 50 à 300 USD ou équivalent est réputé raisonnable. [↑](#footnote-ref-7)
7. Par exemple chèque de caisse, dépôt direct sur un compte particulier. [↑](#footnote-ref-8)
8. La procédure d’acheminement est généralement la poste aérienne pour l’étranger et la poste normale ou l’acheminement à domicile localement, ou par voie électronique si autorisée. Pour des raisons d’urgence ou de sécurité, l’acheminement à domicile peut être exigé pour l’étranger. Avec l’accord de la Banque Mondiale, les documents peuvent être distribués par courriel, téléchargés à partir d’un site autorisé ou d’un système d’achat électronique. [↑](#footnote-ref-9)
9. Si le dossier de DP prévoit des lots ou des groupes de lots qui peuvent être acquis séparément, les montants de la garantie de la proposition doivent être définis par lot ou groupe de lots. Le montant de la garantie ne doit pas être fixé à un niveau si élevé qu'il décourage les Proposants. Si aucune garantie de proposition n'est requise, ce paragraphe doit le préciser. [↑](#footnote-ref-10)
10. Une entreprise individuelle est considérée comme un Proposant du pays du Maître d’Ouvrage aux fins de la marge de préférence si elle est enregistrée dans le pays du Maître d’Ouvrage, a plus de cinquante pour cent (50%) d’actionnariat détenu par des ressortissants du pays du Maître d’Ouvrage, et si elle ne sous-traite pas plus de dix pour cent (10%) du prix du marché, à l’exclusion des sommes provisionnelles, à des entrepreneurs étrangers. Les GE ne sont considérés comme des proposants du pays du Maître d’Ouvrage et admissibles à la préférence que si les entreprises membres individuelles sont enregistrées dans le pays du Maître d’Ouvrage ou ont plus de cinquante pour cent (50%) d’actionnariat détenu par les ressortissants du pays du Maître d’Ouvrage, et le GE doit être enregistré dans le pays du Maître d’Ouvrage. Le GE ne doit pas sous-traiter plus de dix pour cent (10%) du marché à l’exclusion des sommes provisionnelles, à des entrepreneurs étrangers. Un GE entre entreprises du pays du Maître d’Ouvrage et étrangère n’est pas éligible à la préférence. [↑](#footnote-ref-11)
11. Le Proposant indique le pourcentage en équivalent en monnaie étrangère commun requis pour le paiement ainsi que les taux de change et les sources officielles utilisés. [↑](#footnote-ref-12)
12. Le Proposant indique le pourcentage en équivalent monnaie unique ainsi que les taux de change et les sources officielles utilisés. [↑](#footnote-ref-13)
13. Le Proposant indique le pourcentage en équivalent monnaie unique ainsi que les taux de change et les sources officielles utilisés. [↑](#footnote-ref-14)
14. Pour écarter tout doute, les effets d’une telle sanction sur la partie concernée concernent, de manière non exhaustive, (i) le dépôt de candidature à la préqualification, l’expression d’intérêt pour une mission de consultant, et la participation à un appel d’offres directement ou comme sous-traitant, consultant, fabricant ou fournisseur, ou prestataire dans le cadre d’un tel contrat, et (ii) la conclusion d’un avenant ou un additif comportant une modification significative à un contrat existant. [↑](#footnote-ref-15)
15. Un sous-traitant, consultant, fabricant ou fournisseur de biens ou services (différents intitulés sont utilisés en fonction de la formulation du dossier d’appel d’offres) désigné est une entreprise ou un individu qui (i) fait partie de la demande de pré qualification ou de l’offre du soumissionnaire compte tenu de l’expérience spécifique et essentielle et du savoir-faire qu’il apporte afin de satisfaire aux conditions de qualification pour une offre déterminée ; ou (ii) a été désigné par l’Emprunteur. [↑](#footnote-ref-16)
16. Les inspections menées dans ce cadre sont des vérifications sur pièces du fait de leur nature. Ils comprennent des activités de recherche documentaire et factuelle entreprises par la Banque, ou des personnes désignées par elle, afin de vérifier des aspects spécifiques relevant d’une enquête ou d’un audit, tel que l’évaluation de la véracité d’une accusation éventuelle de Fraude et Corruption, par le moyen de dispositif approprié. De telles activités peuvent inclure, sans limitation, d’avoir accès à des documents financiers d’une entreprise ou d’une personne et les examiner, faire des copies de ces documents selon les besoins, d’avoir accès à tous autres documents, données et renseignements (sous forme de documents imprimés ou en format électronique) jugés pertinents aux fins de l’enquête ou de l’audit et les examiner, faire des copies de ces documents selon les besoins, avoir des entretiens avec le personnel et toute autre personne, mener des inspections physiques et des visites de site, et obtenir la vérification de renseignements par une tierce partie. [↑](#footnote-ref-17)
17. Pour écarter tout doute, les effets d’une telle sanction sur la partie concernée concernent, de manière non exhaustive, (i) le dépôt de candidature à la préqualification, l’expression d’intérêt pour une mission de consultant, et la participation à un appel d’offres directement ou comme sous-traitant, consultant, fabricant ou fournisseur, ou prestataire dans le cadre d’un tel contrat, et (ii) la conclusion d’un avenant ou un additif comportant une modification significative à un contrat existant. [↑](#footnote-ref-18)
18. Un sous-traitant, consultant, fabricant ou fournisseur de biens ou services (différents intitulés sont utilisés en fonction de la formulation du dossier d’appel d’offres) désigné est une entreprise ou un individu qui (i) fait partie de la demande de pré qualification ou de l’offre du soumissionnaire compte tenu de l’expérience spécifique et essentielle et du savoir-faire qu’il apporte afin de satisfaire aux conditions de qualification pour une offre déterminée ; ou (ii) a été désigné par l’Emprunteur. [↑](#footnote-ref-19)
19. Les inspections menées dans ce cadre sont des vérifications sur pièces du fait de leur nature. Ils comprennent des activités de recherche documentaire et factuelle entreprises par la Banque, ou des personnes désignées par elle, afin de vérifier des aspects spécifiques relevant d’une enquête ou d’un audit, tel que l’évaluation de la véracité d’une accusation éventuelle de Fraude et Corruption, par le moyen de dispositif approprié. De telles activités peuvent inclure, sans limitation, d’avoir accès à des documents financiers d’une entreprise ou d’une personne et les examiner, faire des copies de ces documents selon les besoins, d’avoir accès à tous autres documents, données et renseignements (sous forme de documents imprimés ou en format électronique) jugés pertinents aux fins de l’enquête ou de l’audit et les examiner, faire des copies de ces documents selon les besoins, avoir des entretiens avec le personnel et toute autre personne, mener des inspections physiques et des visites de site, et obtenir la vérification de renseignements par une tierce partie. [↑](#footnote-ref-20)
20. Le Garant doit insérer le montant du Marché mentionné au Marché soit dans la (ou les) devise(s) mentionnée(s) au Marché, soit dans toute autre devise librement convertible acceptable par le Maître d’Ouvrage. [↑](#footnote-ref-21)
21. Insérer la date représentant vingt-huit jours suivant la date d’achèvement estimée. Le Maître d’Ouvrage doit prendre en compte le fait que, dans le cas d’une prorogation du Délai d’Achèvement, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d’expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu’il préparera la garantie, le Maître d’Ouvrage peut considérer ajouter ce qui suit à la fin de l’avant-dernier paragraphe : « Sur demande écrite du Bénéficiaire, formulée avant l’expiration de la présente garantie, le Garant prolongera la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas *[six mois] [un an]*. Une telle extension ne sera accordée qu’une fois. » [↑](#footnote-ref-22)
22. Le Garant doit insérer le montant du Marché mentionné au Marché soit dans la (ou les) monnaie(s) mentionnée(s) au Marché, soit dans toute autre monnaie librement convertible acceptable par le Maître d’Ouvrage. [↑](#footnote-ref-23)
23. Insérer la date représentant vingt-huit jours suivant la date estimée de l’émission du certificat d’achèvement des Ouvrages. Le Maître d’Ouvrage doit prendre en compte le fait que, dans le cas d’une prorogation de la durée du Marché, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d’expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu’il préparera la garantie, le Maître d’Ouvrage peut considérer ajouter ce qui suit à la fin de l’avant-dernier paragraphe : « Sur demande écrite du Bénéficiaire, formulée avant l’expiration de la présente garantie, le Garant prolongera la durée de cet*te garantie pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an].* Une telle extension ne sera accordée qu’une fois. » [↑](#footnote-ref-24)
24. Le Garant doit insérer le montant représentant le montant de l’avance soit dans la (ou les) monnaie (s) mentionnée(s) au Marché pour le paiement de l’avance, soit dans toute autre monnaie librement convertible acceptable par le Maître d’Ouvrage. [↑](#footnote-ref-25)
25. Insérer la date prévue pour la réception provisoire. Le Bénéficiaire (Maître d’Ouvrage) doit prendre en compte le fait que, dans le cas de prorogation de la durée du Marché, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d’expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu’il préparera la garantie, le Bénéficiaire peut considérer l’adjonction, à la fin de l’avant-dernier paragraphe du formulaire, de la disposition suivante : « Sur demande écrite du Bénéficiaire formulée avant l’expiration de la présente garantie, le Garant s’engage à prolonger la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas *[six mois] [un an].* Une telle extension ne sera accordée qu’une fois.*»* [↑](#footnote-ref-26)
26. Le Garant doit insérer un montant représentant la moitié de la Retenue de garantie ou si le montant de la Garantie de bonne exécution au moment de la Réception provisoire est inférieur à la moitié de la Retenue de garantie, la différence entre la moitié de la Retenue de garantie et le montant de la Garantie de bonne exécution soit dans la (ou les) devise(s) de la seconde moitié de la Retenue de garantie telles que mentionnée(s) au Marché, soit dans toute autre devise librement convertible acceptable par le Bénéficiaire. [↑](#footnote-ref-27)
27. Insérer la date prévue pour la date d’expiration de la garantie de bonne exécution, à savoir 28 (vingt-huit) jours après la réception définitive. Le Donneur d’ordre (Maître d’Ouvrage) doit prendre en compte le fait que, dans le cas de prorogation de la durée du Marché, il devra demander au Garant de prolonger la durée de la présente garantie. Une telle demande doit être faite par écrit avant la date d’expiration mentionnée dans la garantie. Lorsqu’il préparera la garantie, le Donneur d’ordre Maître d’Ouvrage peut considérer l’adjonction, à la fin de l’avant-dernier paragraphe, de la disposition suivante : « Sur demande écrite du Maître d’Ouvrage formulée avant l’expiration de la présente garantie, le Garant prolongera la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas *[six mois] [un an]*. Une telle extension ne sera accordée qu’une fois. » [↑](#footnote-ref-28)